

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°303

JUIN 2010

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **PARIS : VISITE HISTORIQUE DU PRÉSIDENT BARZANI EN TURQUIE ET EN FRANCE**
- **TURQUIE : POURSUITE DES AFFRONTEMENTS ARMÉS AVEC LE PKK**
- **NEW YORK : MORT DE VERA SAEEDPOUR, FONDATRICE DE LA BIBLIOTHÈQUE KURDE AMÉRICAINE**
- **ERBIL : IMPORTANTE DÉCOUVERTE D'UN BIOLOGISTE KURDE**
- **SYRIE : INQUIÉTUDE DES ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME**

---

### **PARIS : VISITE HISTORIQUE DU PRÉSIDENT BARZANI EN TURQUIE ET EN FRANCE**

**L**e président Massoud Barzani a effectué en juin un périple diplomatique avec des étapes, à caractère historique, en Turquie et en France. En effet, c'est la première fois dans l'histoire qu'un président du Kurdistan était reçu officiellement en qualité par le président, le Premier Ministre et les autres autorités turques.

Cette visite de 5 jours répondait à une invitation du gouvernement d'Ankara, qui avait été lancée en avril dernier. Sa dernière visite en Turquie remontait à 2004, mais en tant que président du Conseil de Gouvernement irakien.

La rencontre a porté, comme attendu, sur les relations commerciales bilatérales et très actives entre la Région du Kurdistan et la Turquie, la question de la sécurité de leur frontière commune et les relations avec l'Irak.

Alors que de sanglants affrontements avaient repris entre le PKK et l'armée, Massoud Barzani a répété qu'il ferait « tous les efforts » pour empêcher les attaques du PKK de se dérouler à partir des bases de Qandil, lors d'une conférence de presse à laquelle assistait aussi le ministre turc des Affaires étrangères, Ali Davatoglu. « Nous sommes opposés à la poursuite de la vio-

lence. Nous ne considérons pas la sécurité de la Turquie séparément de la nôtre [...] Nous allons déployer tous les efforts pour mettre un terme à cette situation déplorable. » Le ministre turc a, pour sa part, fait part de sa satisfaction devant ce renforcement des liens avec les Kurdes d'Irak, tout en demandant, comme d'habitude une coopération " contre le PKK : "Nous attendons une coopération entière de nos frères irakiens, particulièrement de l'administration régionale kurde. Nous sommes contents de l'amélioration récente de cette coopération ».

Une réception a été organisée par l'ambassade irakienne à Ankara

---

pour recevoir la délégation kurde, ainsi qu'un certain nombre de diplomates étrangers et de dignitaires turcs. Durant son séjour, Massoud Barzani a aussi rencontré des hommes d'affaires turcs à Istanbul, afin de les encourager à investir au Kurdistan et à développer des relations commerciales déjà importantes.

Le 15 juin, le président kurde s'est rendu à Paris. Là encore il s'agissait d'une première historique car c'est la première fois que Massoud Barzani était reçu à l'Élysée en tant que président du Kurdistan. Dans les années 1990, il avait été reçu par le président François Mitterrand, mais en tant que leader du Parti démocratique du Kurdistan.

L'entretien avec Nicolas Sarkozy a porté sur la situation politique de l'Irak et son évolution, ainsi que sur les liens économiques entre la Région du Kurdistan et la France. Le président Barzani a déclaré que son gouvernement était désireux de développer de multiples relations avec la France. Nicolas Sarkozy a, pour sa part, répondu que "la France est heureuse de son amitié avec le Kurdistan et y attache une grande importance." Il a aussi salué le rôle positif joué par la Région du Kurdistan dans le pro-

cessus politique de l'Irak, ajoutant que son pays soutenait un Irak démocratique où les Kurdes doivent vivre dans la paix et la liberté. Le président français ayant exprimé son vœu de visiter un jour le Kurdistan d'Irak, Massoud Barzani l'a immédiatement invité officiellement.

Plus tard dans la même journée, le président kurde et une délégation gouvernementale ont rencontré le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner. Là encore, la rencontre, suivie d'un déjeuner au Quai d'Orsay en l'honneur du président kurde, a porté sur les relations franco-kurdes. Les deux hommes ont fait une déclaration commune exprimant l'intention de développer à long terme des relations commerciales, économiques et culturelles entre la France et le Kurdistan d'Irak. Dans cette déclaration, le gouvernement français a annoncé vouloir fournir une aide à la formation et au renforcement des compétences au sein du Gouvernement régional du Kurdistan.

Puis, dans une conférence de presse, le président Barzani et le ministre Bernard Kouchner ont exprimé leur satisfaction d'avoir signé cette convention qui souhaite renforcer et multiplier les relations bilatérales entre Erbil et Paris, dans les domaines de la

culture, de l'éducation, de la formation, du commerce.

Massoud Barzani a tenu aussi à saluer et remercier Bernard Kouchner pour ses actions passées de soutien humanitaire au peuple kurde, et de son amitié pour le Kurdistan. Il s'est dit aussi très heureux de ces rencontres.

"Les occasions sont nombreuses pour une coopération mutuelle entre nous et je suis très heureux que la nouvelle constitution irakienne permette le développement d'une telle coopération. Jusqu'à ce que la sécurité et la stabilité soient rétablis dans certaines parties de l'Irak, la Région du Kurdistan peut servir de porte d'entrée pour les autres parties de l'Irak et pour une coopération économique et commerciale entre l'Irak et la France."

Répondant à la question d'un journaliste sur les conflits entre Erbil et Bagdad au sujet de l'exploitation du pétrole kurde, le président Barzani a indiqué que le gouvernement central avait récemment accepté de reconnaître les contrats pétroliers signés par les Kurdes avec des sociétés étrangères comme valides, et que cela pourrait entraîner la reprise des exportations de pétrole au Kurdistan après la formation du nouveau gouvernement en Irak.

---

## TURQUIE : POURSUITE DES AFFRONTEMENTS ARMÉS AVEC LE PKK

**L**e mois de juin a vu la reprise d'affrontements armés entre la Turquie et la guérilla du PKK, qui ont fait plusieurs victimes dans les deux camps.

Le 19 juin, une attaque nocturne du PKK contre un poste militaire à Şemdinli, près de la frontière irakienne a fait 11 morts et 14 blessés parmi les soldats turcs. Selon les autorités militaires

turques, 12 combattants kurdes auraient été tués.

Naturellement, l'armée s'est livrée à des bombardements de représailles, violant pour la première fois depuis deux ans et demi la frontière irakienne pour tenter d'atteindre les bases de Qandil et pénétrant de 10 km dans la province de Duhok. Par ailleurs, l'état-major a annoncé que depuis le mois de mars, 130

combattants du PKK avaient été tués contre 43 militaires turcs.

L'attaque du PKK à Şemdinli et les bombardements de représailles ont été le même jour confirmés par un porte-parole du PKK à l'AFP. Ahmet Deniz a par contre indiqué ne pas pouvoir donner de compte exact des pertes de part et d'autre, les opérations étant encore en cours, faisant simplement état de deux

victimes kurdes. Le même porte-parole a menacé de représailles les villes turques si l'armée continuait ses opérations. Commentant le chiffre donné par l'armée de 130 morts dans les rangs du PKK, Ahmet Deniz l'a confirmé tout en rectifiant la période : il s'agirait du nombre de victimes depuis avril 2009 et non 2010.

Les raids turcs en Irak ont fait 4 victimes parmi les civils, et parmi elles une adolescente de 15 ans, dont la mère et le frère âgé de 2 ans et demi ont été blessés.

Répondant aux critiques et à l'indignation de l'opinion publique turque après la mort de ses soldats, le chef de l'état-major, Ilker Başbug a déclaré, lors d'une conférence de presse tenue à Çanakkale, être « absolument déterminé à combattre l'organisation terroriste jusqu'à son anéantissement. Ce combat est à long terme et requiert de la patience. » Le général a cependant ajouté que la « terreur » ne sera éradiquée que si, aux mesures sécuritaires, viennent s'ajouter des mesures économiques et des initiatives socio-culturelles en direction des Kurdes, en même temps qu'il juge erronée l'idée inverse, à savoir que seules des mesures économiques et socio-culturelles mettront fin aux armes.

Les États-Unis ont fait part de leur soutien à la Turquie. L'ambassadeur américain à Ankara, James Jeffrey, a ainsi déclaré : « Nous sommes prêts à examiner d'urgence les demandes nouvelles de l'armée turque et de gouvernement concernant le PKK. Le PKK est un ennemi commun de la Turquie et des USA et nous soutenons activement les efforts de notre allié turc pour vaincre la menace terroriste. » L'ambassadeur américain a aussi répété que la coopération des services de renseignements de son

pays avec les Turcs demeurerait inchangée, faisant allusion à un refroidissement supposé par quelques observateurs politiques des relations entre les deux pays, après le refus de la Turquie d'emboîter le pas aux États-Unis sur les sanctions contre l'Iran et la récente crise israélo-turque après la mort de 9 Turcs dans l'attaque des bateaux d'ONG tentent de forcer le blocus de Gaza.

L'affaire de Gaza n'a d'ailleurs pas arrêté la coopération militaire entre Israël et la Turquie, puisque l'agence de presse Anatolia a fait état de l'utilisation de drones achetés aux Israéliens pour surveiller les mouvements de la guérilla au Kurdistan irakien. Le général Ilker Başbug a confirmé ces faits, en précisant que cet usage des drones à l'intérieur de la frontière irakienne s'est fait avec l'accord des États-Unis.

Le contrat, signé en 2005, d'un montant de 185 millions de dollars, portait sur l'achat de 10 avions, du matériel de surveillance et des stations de contrôle au sol, à l'Israël Aerospace Industries. La Turquie a déjà reçu 6 de ces drones et la livraison des 4 autres doit avoir lieu cet été.

Cette annonce a aussitôt provoqué la réplique ironique du porte-parole du PKK, Ahmet Deniz, faisant écho aux accusations passées de certains milieux politiques turcs, notamment les islamistes, accusant Israël de soutenir en secret le PKK pour nuire à la Turquie :

« La Turquie disait toujours qu'Israël soutenait le PKK, afin de s'attirer la sympathie des pays musulmans et ternir la réputation du PKK dans l'esprit du peuple kurde. Mais aujourd'hui ils reconnaissent être les seuls à soutenir Israël. Cet aveu illustre

la faillite de la politique turque. Si Israël et l'Amérique ne soutenaient pas la Turquie, elle ne pourrait pas combattre le PKK plus d'une heure. » Ahmet Deniz a ajouté que l'utilisation de drones israéliens pour surveiller leurs bases n'avait rien de nouveau.

Les combats n'ont pas cessé malgré les ripostes turques et le 22 juin, la mort de 7 combattants kurdes et d'un soldat turc était annoncée. Une attaque du PKK contre le poste de gendarmerie de Bagdere, près de Silvan a fait 5 morts kurdes, tué un soldat, blessé 2 autres ainsi que 3 civils. Dans un autre accrochage, 2 autres Kurdes ont été tués et un troisième prisonnier.

Le même jour, une bombe explosait à Istanbul, visant un bus transportant des soldats et leurs familles. Quatre soldats, d'ailleurs kurdes, ont été tués, ainsi qu'une jeune fille. Douze autres personnes ont été blessées. Même si l'action n'a pas été revendiquée par le PKK, l'organisation a été pointée du doigt par les autorités turques, après que son porte-parole ait menacé de porter la guerre dans les villes de l'ouest si l'armée poursuivait les combats.

Le 25 juin, c'est une autre patrouille militaire qui était attaquée, à Elazig, causant la mort de deux soldats turcs et d'un civil, et blessant 6 autres personnes. La riposte a eu lieu le même jour, la police turque effectuant un raid dans une maison où se cachaient deux « séparatistes », selon ses dires. Les deux hommes sont morts.

Les victimes « collatérales » des affrontements n'ont pas seulement été kurdes irakiennes : l'armée a ainsi tiré sur des villageois au sud-est d'Antioche, pensant avoir affaire à des

combattants alors qu'il s'agissait de paysans partis cueillir du thym dans les montagnes. Deux personnes ont été tuées et d'autres blessées.

Le Ministre irakien des Affaires étrangères, le Kurde Hoshiyar Zebari, a critiqué les incursions turques en Irak, qualifiées d'action « unilatérale » et appelé le Premier Ministre Recep Tayyip Erdoğan à revenir à des moyens de règlement pacifique du conflit, faisant allusion à la politique d'ouverture annoncée par l'AKP l'année dernière et qui a, depuis, fait long feu.

« Cette initiative était sage » a poursuivi le ministre, et doit être adoptée, améliorée et traduite en actions, c'est la meilleure solution à ce problème ancien. Bien sûr nous ne soutenons ni fermons les yeux sur une quelconque attaque terroriste du PKK, néanmoins, aucun pays ne doit recourir à une action unilatérale. »

De son côté, le président de la Région kurde, Massoud Barzani, dans une conférence de presse donnée à Erbil, n'a pas hésité à blâmer ouvertement le PKK pour la reprise des violences, l'accusant de vouloir nuire aux relations que le Kurdistan d'Irak essaie de nouer avec la Turquie :

« Le PKK a lancé ses actions, et la Turquie a alors bombardé la frontière ». Massoud Barzani a ajouté que le PKK fournissait lui-même tous les prétextes dont Ankara avait besoin pour violer le territoire kurde.

Le président n'a en effet guère apprécié que le PKK profite de son séjour en Turquie pour reprendre les combats :

« Il est extrêmement dommage que, alors que j'étais en Turquie, le PKK a annoncé qu'il mettait fin à son cessez-le-feu et recommençait la guerre. Ce fut vraiment malheureux. Je n'aurais jamais attendu cela du PKK, qu'il prenne une telle mesure alors même que je me trouvais en Turquie. »

Massoud Barzani a promis de faire tout ce qu'il pouvait pour stopper les attaques. Mais il n'a pas manqué, tout comme le gouvernement irakien, de condamner les bombardements frontaliers, à la fois perpétrés par les Turcs contre le PKK et par l'Irak contre les forces du PJAK. Certains échos dans la presse ayant suggéré que le président kurde aurait pu donner son aval à de telles incursions, Massoud Barzani a dénié tout accord de ce genre :

« Nous n'avons donné de feu vert ni à la Turquie ni à l'Irak pour bombarder les régions frontalières. Les media qui ont dit cela sont loin de la réalité. Nous condamnons ces bombardements. »

La reprise de la guerre n'empêchant pas les affaires, une importante délégation de businessmen turcs s'est rendue le 27 au Kurdistan d'Irak, afin de renforcer et développer des liens commerciaux. Le ministre d'État turc, Zafer Çağlayan, accompagné de 200 hommes d'affaires, a exprimé l'espoir que les échanges économiques entre la Turquie et le Kurdistan d'Irak aideraient à résoudre les tensions.

“Le commerce est la clef de la politique... Améliorer les liens commerciaux éradiquera les problèmes qu'il y a entre nous.” a déclaré le ministre au journal turc Milyet. “Le terrorisme déclinera si l'économie s'améliore dans la 'région' (le Kurdistan) et en Turquie. 80% de l'alimentation et de la confection vendus au nord de l'Irak sont des produits turcs. Les entrepreneurs turcs participent à de nombreux projets dans la région. Mais il y a encore beaucoup à faire : infrastructures, hôpitaux, écoles. Les Turcs sont les candidats les plus ambitieux pour tout cela.”

## NEW YORK : MORT DE VERA SAEEDPOUR, FONDATRICE DE LA BIBLIOTHÈQUE KURDE AMÉRICAINE

**L**e 30 mai dernier, Vera Baudin Saeedpour est décédée d'une attaque cardiaque à l'âge de 80 ans. Née le 27 mars 1930, Vera Fine avait épousé un Kurde d'Irak qui devait mourir d'une leucémie 5 ans plus tard. Elle s'est alors consacrée aux Kurdes, et a fondé à New York, dans le quartier de Brooklyn, la Kurdish Heritage Foundation of America, un musée et une biblio-

thèque kurdes, les premiers aux États-Unis, qui ont vu la visite de nombreux chercheurs, journalistes, responsables gouvernementaux, Kurdes de passage ou toute personne désireuse d'en savoir plus sur le Kurdistan.

« Rien de ce qui arrive aux gens normaux ne m'est arrivé » avait coutume de dire Vera Saeedpour. Vera Marion Fine est née dans le Vermont en 1930, d'une famille

de juifs russes émigrés, à revenus modestes : son père était ferrailleur-chiffonnier dans une ville où ils étaient les seuls juifs. À l'âge de 17 ans, elle part à Brooklyn avec Marcel Beaudin, qu'elle épouse et dont elle aura cinq enfants. Elle travaille d'abord dans une boulangerie, puis obtient un poste d'assistante chez un promoteur immobilier.

À quarante ans, elle décide de

s'inscrire à l'université de Vermont où elle passe une licence de sociologie et un master en philosophie. Puis elle s'inscrit en tant que doctorante à la Columbia University. Elle a entre temps divorcé et obtient son doctorat en 1976.

C'est à Columbia qu'elle rencontre un Kurde de Sanandadj, Homayoun Saeedpour, âgé de 26 ans, qu'elle épouse en 1981. C'est alors qu'elle s'intéresse à la cause du peuple kurde, dont elle ne savait rien auparavant, alors que dix ans plus tard, elle déclarait « connaître les Kurdes mieux qu'aucun Occidental en vie ».

5 ans après leur mariage, Homayoun décède d'une leucémie. Vera Saeedpour lance 2 ans plus tard la Kurdish Heritage Foundation of America, une

bibliothèque-musée sur les Kurdes, la première du genre aux États-Unis, qui contient plus de 2000 ouvrages en kurde ou en d'autres langues, des cartes dont certaines dataient du XIXe siècle, des affiches, des journaux, dont certains publiés sous la République kurde de Mahabad en 1946, d'autres documents historiques, des objets d'artisanat, des costumes...

Cette vieille maison typiquement new-yorkaise avait été achetée 300 000 \$ en 1984 et meublée dans un style victorien enrichi de bijoux et d'artisanat kurdes qui donnent aux lieux un caractère unique.

Le professeur Robert Olson (université de Kentucky) a déclaré que « la Bibliothèque kurde qu'elle avait créée à son domicile

de Brooklyn témoignait de son amour et de son intérêt pour la culture kurde ». Robert Olson parle de Vera Saeedpour comme d'une « avocate passionnée des droits culturels, linguistiques et politiques du peuple kurde. » Shayee Khanaka (UC Berkeley/Middle East Collection librarian; President of the Kurdish Studies Association) se souvient d'une conférence organisée par les étudiants kurdes où Vera Saeedpour avait été invitée à parler, y laissant le souvenir d'une oratrice étonnante et 'extrêmement passionnée, capable de répondre aux questions les plus diverses ».

Vera Saeedpour éditait aussi l'International Journal of Kurdish Studies, en collaboration avec des anthropologues de l'université de Harvard et de Cultural Survival.

## SYRIE :

### INQUIÉTUDE DES ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME

**L**e rapport du Kurdish Human Rights Projects de ce mois porte sur la situation des Kurdes en Syrie, qu'il estime à 1.7 million, dans tous ses aspects, politiques, culturels et sociaux.

En ce qui concerne la liberté d'expression, d'opinion et d'association, le KHRP rappelle qu'en 2009, plusieurs Kurdes, qui militaient pacifiquement dans des actions de type culturel, ont été arrêtés et mis au secret. De façon générale, toute activité en dehors du parti Baath au pouvoir est de facto considérée comme illégale par les forces de sécurité qui exercent une pression constante sur tout élément suspect de dissidence.

En mars 2009, 26 Kurdes ont été ainsi détenus arbitrairement pour avoir participé à une marche silencieuse qui protestait contre le décret 49, lequel restreint considérablement le droit à l'achat, la vente, la

location d'une propriété dans les régions frontalières.

En juin 2009, Djigerkhwin Sheikhun Ali, un responsable du Parti démocratique kurde, a été emprisonné, de même qu'en décembre dernier l'avocat Mustafa Ismail, dont les écrits sur des sites Web étrangers ou les interviews téléphoniques qu'il a données au sujet des droits de l'homme en Syrie ont sans doute déplu au régime. Durant sa détention il a été mis au secret.

La répression de toute dissidence utilise aussi le système judiciaire et pénal. La Cour suprême de sûreté de l'État (SSSC) a plusieurs articles de loi dans le code pénal syrien qui permettent de condamner des militants non-violents sur le motif d'atteinte à la sûreté nationale, articles dont elle use largement dans ses actes d'accusation. En novembre 2009, un tribunal de Damas a condamné Sheikhu

Muhammad, Sa'id Omar et Mustafa Jumah à trois ans de prison pour « affaiblissement du sentiment national » et « incitation à la haine sectaire ou raciale et aux conflits », après qu'ils ont été convaincu d'avoir distribué un journal critiquant la discrimination de la Syrie à l'égard des Kurdes.

Les forces de sécurité et les tribunaux se servent d'autres articles du code pénal afin de rendre illégal toute appartenance à des organisations sociales ou politiques qui n'ont pas obtenu l'aval du gouvernement. En mai 2009, Mashaal Temo, porte-parole d'un parti politique interdit, a été condamné à 3 ans et demi de prison pour « affaiblissement du sentiment national » et pour avoir propagé des « informations fausses ou exagérées ». Aucun des témoins qui avait été requis en faveur de l'accusé par la défense n'a été admis à la barre, ni même à assister au procès.

Autre source d'inquiétude : l'emprisonnement de Kurdes ayant fui la Syrie et étant ensuite expulsés de leur pays d'accueil. En septembre 2009, Khaled Kenjo, expulsé d'Allemagne vers la Syrie après que sa demande d'asile politique a été refusée, a été arrêté dès son retour et mis au secret. Il est accusé de « propagation de fausses informations », en vertu de l'article 187 du code pénal syrien. De même, Barzani Karro, expulsé de Chypre vers la Syrie en juin 2009 a été arrêté à l'aéroport de Damas, mis au secret et des témoignages sur son sort font état de tortures.

Pour les auteurs du rapport, la dénomination même de l'État syrien, qui se qualifie de « république arabe » induit par avance la négation ou la discrimination de toutes les autres minorités ethniques vivant en Syrie. En tant que plus importante minorité en nombre, les Kurdes sont particulièrement ciblés par une législation discriminatoire et répressive. KHR rappelle qu'en 1962, 120 000 Kurdes de Syrie ont été déchus de leur nationalité, et que ni eux, ni leurs enfants et petits-enfants n'ont pu, par la suite, recouvrer une citoyenneté en Syrie, devenant ainsi des apatrides héréditaires.

Toute expression de l'identité kurde est découragée. La tension est particulièrement grande lors des fêtes de Newroz, le Nouvel An kurde, et les festivités sont souvent interdites ou violemment perturbées par les forces de l'ordre. De même, l'usage de prénoms kurdes est interdit ainsi que l'apprentissage de la langue kurde dans les écoles.

Kurdish Human Rights Project revient ensuite sur une affaire étrange qui inquiète la communauté kurde en Syrie : les décès mystérieux, en nombre anormalement élevé, de jeunes Kurdes effectuant leur service militaire. À ce jour, 36 appelés ont perdu la vie dans des circonstances mal élucidées, et ce

en l'espace de cinq années. La version officielle des autorités a toujours été celle du suicide ou de l'accident, mais plusieurs militants pour les droits de l'homme, ainsi que les familles des victimes ne cessent de réclamer des enquêtes approfondies pour déterminer la cause exacte de ces morts. Jusqu'ici, leurs demandes sont restées vaines.

En juillet 2009, la République arabe syrienne a présenté son premier rapport périodique portant sur l'application de la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Ce rapport, adressé au Comité contre la torture, niant ou minimisant ces agissements, est contredit par l'ensemble des témoignages de prisonniers ou d'associations locales, qui indiquent au contraire que la pratique d'extorsion d'aveux sous la torture demeure la règle dans les prisons syriennes.

Ainsi, ce même mois de juillet 2009, Rojin Juma Rammo, membre d'une organisation féminine, a été arrêtée dans la ville kurde de Koban. Elle a alors été torturée en détention et envoyée par la suite à l'hôpital Al-Kindi sous un faux nom. Le mois suivant, deux sœurs, Esmâ Murad Sami et Eyhan Murad Sami ont été arrêtées dans la ville de Hassaké et ont rapporté avoir été torturées et contraintes de collaborer avec les forces de sécurité contre d'autres activistes kurdes.

Le 23 juin, un avocat spécialisé dans la défense des droits de l'homme en Syrie, Muhannad Al-Hassani, a été condamné à 3 ans de prison. Il avait remporté en 2010 le prix Martin Ennals, qui est décerné chaque année, depuis 1993, à « une personne ou à une organisation dont le combat contre les violations des droits humains a été courageux et remarquable. » Le jury de ce prix est composé de dix grandes organisations internationales : Amnesty International, la Commission inter-

nationale des juristes, la Fédération internationale des droits de l'homme, Human Rights First, Human Rights Watch, l'Organisation mondiale contre la torture, le Service international pour les droits de l'homme et Diakonie Germany. Cela n'a pas empêché la Syrie de le condamner et un porte-parole du Foreign and Commonwealth Office, en Grande Bretagne, s'est publiquement exprimé sur cette sentence :

« Le mercredi 23 juin, Muhannad Al Hassani, éminent avocat et militant des droits de l'homme, a été condamné à 3 ans de prison par un tribunal syrien, pour « propagation de fausses informations visant à affaiblir le moral de la nation ». Le Royaume-Uni regrette profondément cette condamnation et demande instamment au gouvernement syrien de revenir sur cette décision et de libérer Al-Hassani.

Nous demeurons sérieusement préoccupés par la situation des droits de l'homme en Syrie et appelons le gouvernement syrien à remplir toutes ses obligations en matière de droits de l'homme, et à permettre à ses citoyens d'exercer leurs droits à la liberté d'expression sans craindre des arrestations arbitraires, des intimidations ou la prison. »

Concernant le sort de Mustafa Ismaïl, évoqué par le rapport du KHRP, le Second procureur du tribunal militaire d'Alep a accusé ce dernier d'avoir fomenté des plans et des actes visant à nuire aux relations de la Syrie avec des pays étrangers, et d'être membre d'une organisation illégale ayant pour but la division de la Syrie et d'annexer une partie de son territoire à un nouveau pays. Mustafa Ismaïl risque de 1 à 5 ans de prison. Le même procureur a rejeté toutes les demandes de libération sous caution de l'accusé présentées par ses avocats.

Mustafa Ismaïl est un militant de longue date, bien connu des ser-

vices syriens. Il a été arrêté une première fois en 2000 par les services secrets politiques, pour avoir participé à une émission de télévision sur la chaîne kurde Medya TV. Il avait alors été détenu plusieurs semaines à Alep et depuis, convoqué à plusieurs reprises par les services syriens. Ainsi, en octobre 2009, il a été convoqué par les départements militaire et d'État des services de renseignements. Mustafa Ismaïl est actuellement détenu à la prison centrale d'Alep, après avoir disparu trois mois, période pendant laquelle on suppose qu'il se trouvait aux mains des services secrets.

Né en 1973 à Koban, ville kurde du nord de la Syrie, Mustafa Ismaïl est marié et père de trois enfants. Il exerce la profession d'avocats et a défendu de nombreux Kurdes ou Arabes arrêtés et jugés pour leurs activités d'opposants politiques. C'est aussi un journaliste influent et un poète. Il est auteur d'une dizaine d'articles traitant de politique et de droit. Il a aussi traduit beaucoup d'articles et de travaux de recherche pour des sites Internet, des journaux ou des revues, arabes comme kurdes. Ses propres écrits traitent principalement des violations des droits de l'homme en Syrie. Il a aussi participé à des émissions de télévisions kurdes, en tant qu'analyste politique ou militants des droits de l'homme. Il est également correspondant du journal *Azadiya Welat* qui paraît à Diyarbakir et aussi pour la radio australienne Sydney 2000.

D'autres militants ont été condamnés ce mois-ci. Le 15 juin, le même tribunal militaire d'Alep a infligé 5 ans d'emprisonnement à Dilshêr Khatib Ahmed, de la ville de Qamishlo, et à Lawrence Hejarm d'Amude, en vertu des articles 267/288 du code pénal, réprimant l'appartenance à une organisation politique visant à détacher une partie du territoire syrien pour l'annexer à un autre pays. La peine a été ramenée finalement à 2 ans et demi.

Fawaz Mohiaddin, lui aussi d'Amude, a reçu la même peine de 2 ans et demi de prison, en vertu lui aussi de l'article 267 sur les organisations illégales. Sa peine a été réduite à 1 an et 3 mois.

Le Comité des droits de l'homme en Syrie a fait part de sa préoccupation devant l'accroissement de ces peines, et appelle les autorités judiciaires à faire preuve d'indépendance et d'impartialité dans leurs jugements et leur façon de traiter ces dossiers. Il réclame aussi la libération des prisonniers politiques et d'opinion, tout particulièrement Mustafa Ismaïl.

Mahmoud Safo, membre du bureau politique du Parti de la gauche kurde, arrêté le 28 mars 2010 a été condamné le 20 de ce mois par un juge militaire de Qamishlo à un an de prison, pour incitation à la haine raciale et sectaire, et pour avoir dirigé une association illégale.

Mustafa Mohammad Ali Khalaf, né en 1968 à Koban, a disparu depuis

son arrestation, survenue à son domicile, le 3 mai dernier, par la branche de la Sûreté politique de sa ville natale, où il réside toujours. Marié et père de 7 enfants, c'est également le seul soutien financier de sa famille. Toujours à Koban, Subhy Osman Berkul, né en 1965, a été arrêté le 14 février 2010 alors qu'il revenait chez lui de son travail. Aucune information n'a transpiré depuis sur son lieu de détention ni sur les raisons de son arrestation. De façon générale, on observe une augmentation des arrestations dans cette ville.

Enfin, comme nous l'avons vu avec le cas des sœurs Murad Sami, cité plus haut, les femmes kurdes ne sont pas épargnées par cette répression. En mars 2010, deux jeunes filles, Bêrivan Ramzi Rachid et Dijla Nuri Sheikh ont été arrêtées à leur domicile et emmenées de nuit vers une destination inconnue, sans que leurs proches soient informés de leur sort.

Une organisation féminine kurde, Sittar, est ainsi en butte aux persécutions des autorités. Plusieurs de ses membres ont été arrêtées et sont détenues au secret. Parmi elles, Fatima Ahmed Hawool, qui souffre d'une infection chronique et ne peut être maintenue en prison sans danger, ou bien Hediya Ali Yussef et Menal Ibrahim, arrêtées en octobre 2009 à Alep, ainsi que Fekret Murad. D'autres membres, Aisha Effendi, Sadiqa Osman et Sara Ali sont régulièrement convoquées par les services de sécurité.

## ERBIL :

### IMPORTANTE DÉCOUVERTE D'UN BIOLOGISTE KURDE

**U**ne nouvelle enzyme a été découverte par un scientifique kurde effectuant des travaux de recherche à l'université Jagellon en Pologne. L'enzyme a été baptisée « Karilysin », d'après le nom de son découvreur, un docteur en biologie du

nom de Karim Yassen, qui avait effectué 6 mois de recherche en Pologne.

La découverte de cette enzyme aura des conséquences thérapeutiques sur les maladies parodontales. Si la communauté scientifique avait déjà identifié pour

cause de ces affections des parodontes une bactérie, elle avait échoué jusqu'ici à comprendre ce qui permettait son développement.

« Je dois encore trouver les causes de la formation de cette enzyme et les moyens de la sup-

primer » a déclaré Karim Yassen.

Des millions de personnes dans le monde souffrent de maladies parodontales, allant de la banale gingivite à des nécroses graves des tissus. Selon le National Institute of Dental and Craniofacial Research, près de 80% de la population américaine est, un jour ou l'autre, affectée par cette maladie.

La découverte de Karim Yassen a depuis été publiée dans les plus grandes revues scientifiques internationales, dont la revue

américaine *Biological Chemistry Journal*. De nombreuses universités dans le monde, parmi les plus réputées, l'ont invité à venir achever ses études dans leurs départements.

Le Docteur Yassen est âgé de 34 ans. Il enseigne à l'université de Salahaddin d'Erbil, dans le département de biologie. En 2005, il est parti étudier à l'université Jagellonian, en Pologne, pour un doctorat en biotechnologie. L'université polonaise lui a offert une bourse d'étude de 2 ans pour qu'il puis-

se poursuivre ses travaux en Pologne, mais Karim Yassen a décliné l'offre, indiquant que ses collègues et étudiants avaient besoin de lui au Kurdistan. Pourtant, en l'absence d'un laboratoire de pointe à Erbil, le scientifique doute pouvoir parachever sa découverte. Cependant, le doyen de l'université scientifique de Salahaddin, le docteur Kamal Mustafa a déclaré qu'il avait l'intention d'acquérir une bibliothèque plus approfondie afin d'aider Karim Yassen à poursuivre ses recherches.



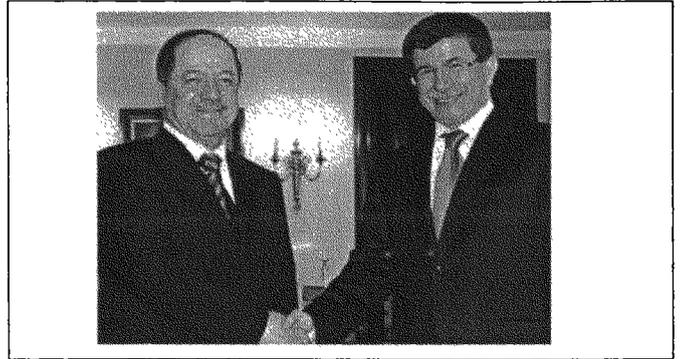
## Massoud Barzani séjourne en Turquie dans un contexte difficile.

Jean Marcou

Le président de la région kurde d'Irak du nord, Massoud Barzani, est depuis hier en Turquie. C'est la première fois que le leader kurde irakien y revient depuis 2004. Entretemps, après s'être fortement détériorées, les relations d'Ankara avec l'Irak du nord se sont améliorées de façon spectaculaire. Elles se sont notamment institutionnalisées au travers d'une structure permanente, qui se réunit régulièrement, et elles ont abouti à l'ouverture d'un consulat turc à Erbil (la capitale de la région kurde d'Irak du nord) où le ministre turc des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, s'est rendu en octobre dernier (cf. notre édition du 6 novembre 2010).

Tout ne va pourtant pas pour le mieux entre la Turquie et les Kurdes d'Irak du nord. L'ouverture kurde lancée par Recep Tayyip Erdogan s'est enlisée et le DTP a été dissous. Certes, on a pu observer que, dans un premier temps, Massoud Barzani a plutôt ménagé l'AKP. Il avait notamment exprimé sa colère contre la décision de la Cour constitutionnelle qui avait mis un terme à l'existence du DTP, mais en continuant à saluer le processus politique engagé par le gouvernement turc. Pourtant, depuis le début de l'année, les arrestations de militants kurdes se sont multipliées en Turquie, l'ex-leader du DTP, Ahmet Türk, a été agressé physiquement, de nombreux manifestants mineurs sont toujours emprisonnés, et des accrochages ont eu lieu régulièrement entre l'armée et le PKK dans le sud-est, faisant ces dernières semaines, notamment, plusieurs dizaines de morts. En outre, sur le plan politique, alors que le processus d'ouverture semble gelé, aucune mesure n'a concerné directement les Kurdes dans le projet de réforme constitutionnelle adopté récemment par le Parlement, et le gouvernement n'a d'ailleurs pas pu compter sur le soutien du BDP, à cette occasion.

De surcroît, au-delà de ce climat d'ensemble lourd, le contexte



le plus récent de la visite de Massoud Barzani a rendu celle-ci encore plus difficile. En effet, dans la nuit de dimanche à lundi, 7 soldats turcs ont été tués dans une attaque conduite contre une base navale près d'Iskenderun (sud-est du pays) par des rebelles du PKK, peu après qu'Abdullah Öcalan, le leader emprisonné de l'organisation rebelle, avait fait savoir qu'il renonçait à essayer de dialoguer avec les autorités turques. Certes, il avait aussi précisé que cette annonce n'était pas un appel à la reprise de la lutte armée. Mais la presse turque n'a pas hésité à établir un rapport de cause, en mettant en outre en relief la concomitance de l'arraisonnement de la flottille «Free Palestine» et l'attaque contre la base d'Iskenderun. Le gouvernement turc accuse, en effet, les autorités kurdes d'Irak du Nord d'avoir des relations suivies avec Tel-Aviv, et pense que le PKK bénéficie d'un soutien militaire des services secrets israéliens. De là à voir la main du Mossad dans l'attentat d'Iskenderun, au moment même où les commandos de marine israéliens se lançaient à l'assaut du «Mavi Marmara», il n'y avait qu'un pas que beaucoup d'éditorialistes et de leaders politiques ont franchi rapidement. Mardi, plusieurs quotidiens titraient à la fois sur l'arraisonnement du navire turc et l'attaque de la base navale.

Dans un tel contexte, les autorités turques attendent plus que jamais du leader kurde irakien qu'il s'engage à ne plus soutenir le PKK, mais l'on ne connaît pas pour l'instant le contenu et les résultats des premiers entretiens qui ont eu lieu.

☆☆☆



## LE PKK ANNONÇE LA FIN DE SON CESSEZ-LE-FEU UNILATÉRAL AVEC LA TURQUIE

SOULEIMANIYEH (Irak), 4 juin 2010 (AFP)

**LES REBELLES** du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont annoncé vendredi qu'ils mettaient fin à leur cessez-le-feu unilatéral avec la Turquie, alors que le chef du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, effectue une visite historique dans ce pays.

Le responsable des relations extérieurs du PKK, Ahmed Denis, réfugié dans les montagnes de Qandil, dans le nord de l'Irak a affirmé dans une déclaration à l'AFP que "le cessez-le-feu unilatéral avec la Turquie avait pris fin".

Selon lui, "le gouvernement turc est responsable de la fin du cessez-le-feu en raison de ses attaques contre le peuple kurde".

Cette annonce a été faite alors que M. Barzani effectue une première visite en Turquie en tant que président de la région autonome kurde du nord de l'Irak. Lors de ses rencontres avec les autorités turques, il a promis d'empêcher les attaques du PKK contre la Turquie depuis le sol irakien.

"Le PKK a annoncé au cours des dernières années un cessez-le-feu à six reprises mais le gouvernement turc n'a jamais respecté, a attaqué nos forces et arrêté nos militants politiques en Turquie", a ajouté Ahmed Denis.

Selon lui, 1.500 membres du PKK ont été arrêtés par les autorités turques

depuis un an. Le PKK avait annoncé en avril 2009 une trêve dans ses opérations armées.

Il a également accusé la Turquie et l'Iran, deux pays qui ont d'importantes populations kurdes et des mouvements indépendantistes, "de coopérer en matière militaire et de renseignements pour anéantir le peuple kurde et sa juste cause".

La direction du mouvement rebelle, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et de nombreux pays, a également estimé qu'Ankara tentait de provoquer des affrontements entre les factions kurdes à la suite de la visite de M. Barzani à Ankara.

"La région du Kurdistan a le droit d'établir des relations commerciales et économiques avec les pays voisins mais il est clair que le gouvernement turc veut commencer par l'économie et finir par la politique et veut pousser les forces du Kurdistan à combattre le PKK", a ajouté M. Denis.

M. Barzani, boudé dans le passé par la Turquie qui l'accusait de tolérer, voire soutenir le PKK s'est dit prêt jeudi à "toute sorte de coopération avec la Turquie", en vue de meilleurs liens entre Ankara et sa région.

"Nous sommes opposés à la poursuite de la violence. Nous ne considérons pas la sécurité de la Turquie séparément de la nôtre", a dit M. Barzani, lors d'une visite de cinq jours en Turquie, la première depuis 2004, axée notamment sur la sécurité frontalière.

AFP

## AFFAIBLI, JALAL TALABANI OUVRE LE 3È CONGRÈS DE SON PARTI AU KURDISTAN

SOULEIMANIYEH (Irak), 1 juin 2010 (AFP)

**LE PRÉSIDENT irakien Jalal Talabani, dont la survie politique est menacée dans son fief du Kurdistan (nord), a ouvert lundi le troisième congrès de l'histoire de son parti, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).**

Le congrès s'est ouvert en présence du Premier ministre irakien Nouri al-Maliki, du vice-Président Adel Abdel Mahdi et du dirigeant d'un des plus importants parti chiite, Ammar al-Hakim, ainsi que du président de la région autonome du Kurdistan, Massoud Barzani.

Ce congrès est crucial pour l'avenir de l'UPK, un parti menacé par la montée en puissance du nouveau parti d'opposition Goran, un mouvement composé de transfuges de l'UPK qui a fait une entrée remarquée sur la scène politique régionale kurde mais aussi nationale en remportant d'importants succès élec-

toraux.

L'UPK est aussi sous la menace d'une perte d'influence face au Parti démocratique du Kurdistan (PDK), de M. Barzani.

Lors du congrès, l'UPK va tenter de rajeunir et féminiser sa direction même si le chef historique "Mam Jalal" (Oncle Jalal), le surnom de Jalal Talabani au Kurdistan, âgé de 76 ans, sera reconduit comme chef du parti.

"Nous nous attendons à ce que ce soit une conférence réussie. Il y aura plus de chances pour les jeunes députés de prendre part à la direction du parti ainsi que les femmes. Nous avons établi un quota de 20% de représentation féminine", a affirmé à l'AFP Farid Assasrat, un dirigeant de l'UPK.

L'UPK a été créé en 1975 après une scission du mouvement historique kurde, le PDK de Massoud Barzani.

Ennemis farouches pendant plus de 20 ans, Talabani et Barzani se sont lancés dans une guerre sanglante entre 1994 et 1998 autour du contrôle des rentes des routes de contrebande qui avait tourné d'abord à l'avantage de Talabani avant qu'ils ne signent des accords sur un partage du pouvoir au Kurdistan.

AFP

## IRAK: INCURSION DE L'ARMÉE IRANIENNE AU KURDISTAN IRAKIEN

SOULEIMANIYEH (Irak), 1 juin 2010 (AFP)

**L'ARMÉE iranienne mène depuis lundi une incursion à l'intérieur du Kurdistan irakien, à la suite d'accrochages avec des indépendantistes kurdes iraniens au cours des derniers jours, a affirmé mardi une source au sein des services de sécurité à l'AFP.**

Selon cette source, des forces iraniennes ont pénétré lundi en fin de journée sur trois kilomètres de profondeur en territoire irakien, dans les montagnes de

Qandil, dans l'est du pays.

Des accrochages opposent depuis plusieurs jours l'armée iranienne à des membres du PJAK, le "parti pour une vie libre au Kurdistan".

Le PJAK est un mouvement séparatiste kurde iranien qui opère à partir de bases établies dans les montagnes du Kurdistan irakien.

AFP

## LES REBELLES KURDES REVENDIQUENT L'ATTAQUE CONTRE LA BASE D'ISKENDERUN

ANKARA, 1 juin 2010 (AFP)

**LES REBELLES kurdes ont revendiqué mardi l'attaque à la roquette perpétrée la veille contre une base navale du sud de la Turquie qui avait tué plusieurs soldats, a annoncé l'agence de presse Firat, proche des Kurdes.**

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) précise que des rebelles se sont introduits dans la base d'Iskenderun lundi et ont détruit un véhicule transpor-

tant des troupes pour la relève de la garde, selon cette agence.

Des responsables turcs avaient accusé le PKK d'être à l'origine de cette attaque ayant eu lieu dans la nuit de dimanche à lundi. Et ils avaient indiqué qu'elle s'était soldée par la mort de six soldats et que sept soldats avaient été blessés.

L'agence Firat citant des rebelles indique que sept soldats ont été tués et onze blessés.

Cet attentat est survenu après l'annonce par le leader rebelle kurde Abdullah Öcalan emprisonné qu'il renonçait à dialoguer avec le gouvernement.

Le PKK, qui est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et de nombreux pays, mène depuis 1984 une lutte armée pour la défense des droits des Kurdes de Turquie.

AFP

## UN SOLDAT TURC ET DEUX REBELLES KURDES TUÉS LORS D'UN ACCROCHAGE EN TURQUIE

DIYARBAKIR (Turquie), 2 juin 2010 (AFP)

**UN SOLDAT TURC et deux rebelles kurdes ont été tués lors d'un accrochage dans le sud-est de la Turquie, près de la frontière irakienne, ont annoncé mercredi les autorités locales.**

L'affrontement s'est produit tard mardi près de Cukurca, dans la province d'Hakkari, lorsqu'un groupe de rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a ouvert le feu sur des soldats en patrouille, a annoncé le gouverneur de la province dans un communiqué.

Trois soldats ont été blessés. Parmi les deux rebelles tués figure une femme.

Les affrontements se sont multipliés ces dernières semaines entre le PKK et les

forces régulières.

Lundi, six soldats ont été tués et sept blessés par des tirs de roquettes du PKK contre une base navale, dans le sud de la Turquie, et samedi, cinq soldats et un supplétif de l'armée ont été tués par les rebelles lors d'une série d'attaques.

Ces attaques meurtrières surviennent alors que le chef emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, a fait savoir le week-end dernier qu'il abandonnait ses efforts pour dialoguer avec le gouvernement.

Le PKK, qui est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et de nombreux pays, lutte pour la défense des droits des 15 millions de Kurdes, sur une population de 73 millions. Le conflit a fait au moins 45.000 morts, depuis 1984.

## Turquie : une autonomie pour les Kurdes ?

par Philippe Boulanger

**C**omme chaque printemps en Turquie, les affrontements entre les guérilleros du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et l'armée turque ont repris. Débutée en 1984, le bilan de la guerre est coûteux (45 000 victimes et un coût de 100 millions de dollars). La capture du chef du PKK, Abdullah Öcalan, en février 1999 a décapité le parti, mais celui-ci a trouvé un nouveau vivier de combattants dans une génération de jeunes Kurdes heurtés par l'absence d'investissements à l'est du pays et par les brigades dont sont l'objet les formations politiques kurdes. Leurs candidats sont élus lors des différents scrutins, mais ils sont automatiquement soupçonnés d'accointances avec le PKK et d'arrière-pensée séparatiste. Ce pourrissement de la question kurde en Turquie est préoccupant.

### UN STATU QUO INTENABLE

Pourtant, le contexte actuel paraît plus favorable qu'il y a dix ans à une solution au problème kurde. La Turquie connaît un véritable essor économique, sa population est jeune et

bien formée, sa diplomatie est active et ambitieuse. Surtout, l'"initiative démocratique" du gouvernement conduit par Recep Tayyip Erdogan vise à favoriser une résolution politique à ce conflit lancinant. Il a déjà été accordé le droit d'enseigner la langue kurde et de diffuser des programmes audiovisuels en kurde. Le volontarisme du premier ministre turc a rencontré, d'un côté, l'hostilité des nationalistes turcs et, de l'autre, l'incrédulité des cadres du PKK. La Turquie peut-elle néanmoins se satisfaire de la non-résolution de la question kurde ? Courageuse mais insuffisante, l'"initiative démocratique" minore la conscientisation des Kurdes, leur poids démographique, leur amertume liée aux années de paix non exploitées (1999-2004), les échanges culturels avec la diaspora kurde en Europe, l'attention portée à l'expérience autonomiste au Kurdistan irakien. "Les Kurdes n'existent pas, il n'y a que des Turcs des montagnes" : ce slogan nationaliste a vécu. Le PKK n'est que la manifestation martiale d'une identité kurde revendiquée de plus en plus ouvertement, mais qui, pour la majorité des Kurdes, ne mène pas au séparatisme. S'ils observent l'autonomie kurde irakienne avec intérêt, les Kurdes de Turquie aimeraient avant

tout bénéficier de l'essor économique de la Turquie et ne plus être des citoyens de seconde zone.

Une solution négociée au problème kurde pourrait passer par une réforme de la Constitution turque autorisant la création d'une autonomie administrative dans des zones à majorité kurde (éducation bilingue, fiscalité locale), qui, loin de saper l'intégrité territoriale de la Turquie, viendrait au contraire la consolider : les frontières administratives désamorçeraient les frontières ethniques, de plus en plus brûlantes, avivées par le nationalisme turc, exploitées par le militantisme kurde. Le statu quo est, à moyen terme, intenable pour les deux parties. Comme préalable, il faudrait, bien sûr, qu'Ankara accepte le principe d'une négociation avec des interlocuteurs kurdes, légitimes et émancipés du PKK. Compromis modique pour sortir d'un conflit déjà sanglant, qui n'a pas encore donné toute sa mesure.

*Philippe Boulanger est essayiste.*

AFP

### BARZANI S'ENGAGE À CONTRER LE PKK DEPUIS SON TERRITOIRE

ANKARA, 3 juin 2010 (AFP)

**LE PRÉSIDENT** de la région irakienne autonome du Kurdistan, Massoud Barzani, a promis jeudi à Ankara de déployer "tous les efforts" pour empêcher les attaques des rebelles kurdes vers la Turquie depuis son territoire.

"Nous sommes opposés à la poursuite de la violence. Nous ne considérons pas la sécurité de la Turquie séparément de la nôtre", a-t-il dit par le biais d'un interprète au premier jour d'une visite de cinq jours en Turquie, la première depuis 2004, axée notamment sur la sécurité frontalière.

"Nous allons déployer tous les efforts pour mettre un terme à cette situation déplorable", a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse avec le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu.

M. Barzani, boudé dans le passé par la Turquie qui l'accusait de tolérer, voire soutenir le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebelles kurdes de Turquie), s'est dit prêt à "toute sorte de coopération avec la Turquie", en vue de meilleurs liens entre Ankara et sa région.

Cette visite intervient quelques jours après la mort de six soldats turcs tués dans une attaque du PKK contre une base navale, dans le sud de la Turquie.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et de nombreux pays, mène depuis 1984 une lutte armée contre les forces d'Ankara et possède des bases arrière dans les montagnes du Kurdistan irakien.

Ankara évalue à environ 2.000 le nombre des rebelles du PKK retranchés en Irak.

Depuis 2008, la Turquie s'est rapprochée du gouvernement autonome kurde d'Irak.

Les Kurdes d'Irak sont réticents à combattre leur "frères" kurdes du PKK et M. Barzani a dans ce contexte exhorté la population kurde de Turquie à soutenir une fragile initiative du gouvernement turc en faveur de l'amélioration des droits de cette communauté.

M. Davutoglu s'est pour sa part félicité du réchauffement des liens avec les Kurdes ; il a souligné que son gouvernement souhaitait une "pleine intégration économique" avec le nord de l'Irak.

Il a cependant demandé aux kurdes d'Irak d'en faire davantage contre le PKK.

"Nous attendons une coopération entière de nos frères irakiens, particulièrement de l'administration régionale kurde. Nous sommes contents de l'amélioration récente de cette coopération", a-t-il dit.

Lors de sa visite de cinq jours, M. Barzani doit aussi être reçu par le président Abdullah Gül et le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

# La Turquie avance ses pions sur l'échiquier moyen-oriental

**LAURE MARCHAND**  
ISTANBUL

LA « FLOTTILLE de la paix », soutenue par le Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir en Turquie, visait à accroître la pression internationale sur Israël, qui maintient le blocus de Gaza. L'objectif est rempli. L'arraisonnement sanglant du *Mavi Marmara* a produit un autre effet immédiat : il renforce les positions turques sur la scène moyen-orientale, déjà raffermies par la diplomatie active d'Ahmet Davutoglu, le ministre des Affaires étrangères, dans la région.

Des funérailles hors normes ont été réservées aux huit victimes turques. La cérémonie religieuse s'est déroulée à Istanbul, à la mosquée de Fatih, érigée en

glais et en arabe, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, était apparu en porte-drapeau de la cause palestinienne : « *Le moment est venu pour la communauté internationale de dire "ça suffit"*. »

Depuis lundi, la Turquie apparaît comme l'héroïne de la rue arabe. Ce sont des drapeaux rouge et blanc, les couleurs turques, qui étaient agités dans les manifestations qui se sont déroulées dans la région.

Décrié comme le « *nouveau Nasser* » ou le « *Sultan* » par la presse arabe, Erdogan a ravi le titre de défenseur des Palestiniens à Mahmoud Ahmadinejad. Selon l'éditorialiste Mehmet Ali Birand, « *la Turquie a obtenu ce qu'elle voulait* », prédisant que « *les équilibres et les alliances vont changer dans la région* ». Normalisation des liens avec la Syrie, rapprochement avec l'Irak... En fin stratège, Ahmet Davutoglu a orchestré un retour remarqué dans des territoires autrefois inclus dans l'Empire ottoman. « *Aujourd'hui, il y a une vraie convergence turco-arabe* », souligne un diplomate européen. Ankara, qui profite du déclin de l'Égypte ou de l'Arabie saoudite et concourt pour décrocher le leadership régional, a pris une longueur d'avance sur son concurrent principal, l'Iran.

Jusqu'en 2008, les musulmans conservateurs de l'AKP ont fait cohabiter leurs ambitions régionales et leur alliance avec Israël. Le partenariat a commencé à se fissurer avec l'opération israélienne « *Plomb durci* » à Gaza : en visite à Ankara quelques jours avant son

déclenchement, Ehoud Barak, le ministre de la Défense, n'a pas averti le chef du gouvernement turc de l'imminence de l'intervention. Recep Tayyip Erdogan l'a ressenti comme une humiliation et les relations n'ont fait que se distendre jusqu'au drame du *Mavi Marmara*.

## Obtenir la fin du blocus de Gaza

L'AKP s'est longtemps investi dans la paix au Moyen-Orient, en parrainant des négociations secrètes entre la Syrie et Israël, en cherchant à faire baisser les tensions sur le théâtre libanais... « *Actuellement, la Turquie ne peut plus jouer de rôle de médiation*, estime Sinan Ülgen, prési-

dent du think-tank Edam. *Sa position est polarisée et elle apparaît comme l'alliée des Palestiniens, surtout du Hamas.* »

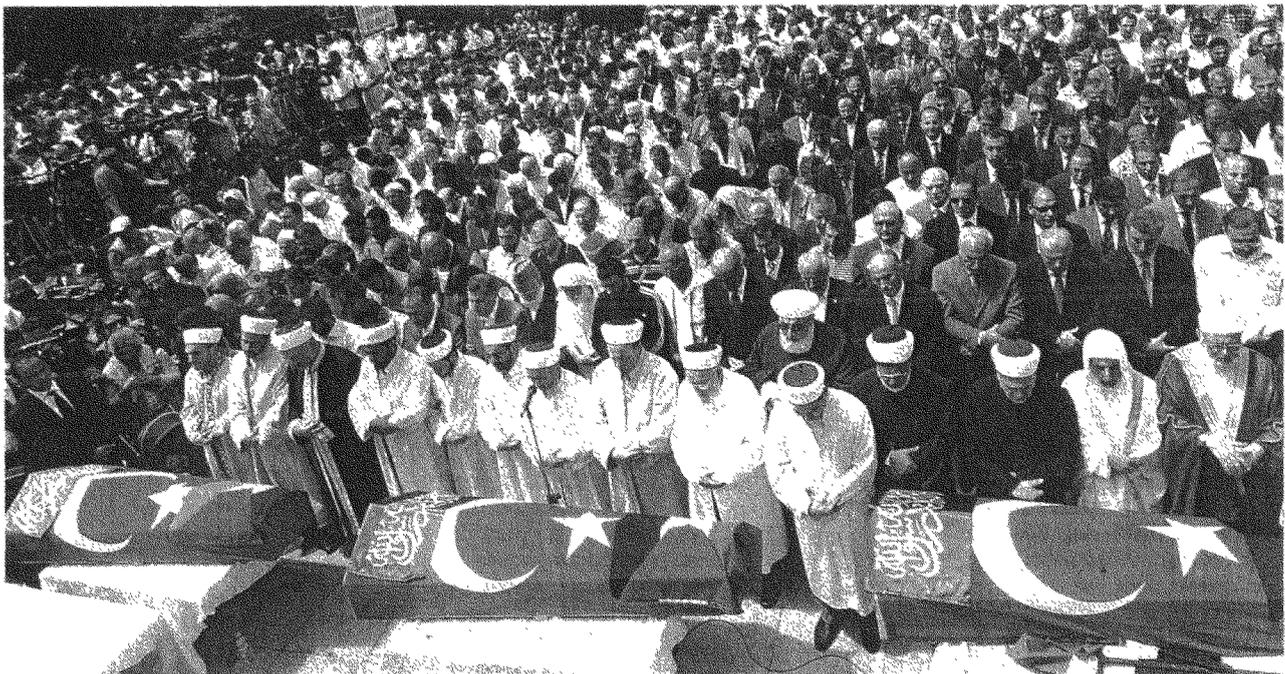
L'accord turco-brésilien avec l'Iran sur l'échange d'uranium, conclu en mai, a déjà montré qu'Ankara n'hésitait plus à agir en fonction de ses propres intérêts, même s'ils s'opposent à ceux de ses alliés traditionnels occidentaux. Pour se transformer en puissance régionale incontestable, Ahmet Davutoglu cherche désormais à obtenir la fin du blocus de Gaza et à favoriser un changement de gouvernement en Israël. « *Il reste à voir si la Turquie peut obtenir ce statut sans le soutien occidental* », ajoute Sinan Ülgen. ■



« **Le moment est venu pour la communauté internationale de dire "ça suffit"** »

RECEP TAYYIP ERDOGAN,  
PREMIER MINISTRE TURC

l'honneur du conquérant de Constantinople. Les cercueils des « martyrs », drapés dans des drapeaux turc et palestinien et couverts d'une sourate du Coran, ont été accueillis par une foule criant « Dieu est grand ». Les condamnations des autorités turques ont continué sur un ton inflexible. « *La Turquie ne pardonnera jamais* », a déclaré Abdullah Gül, le président de la République. Mardi, dans un discours traduit simultanément en an-



Une foule immense s'est recueillie, hier, derrière la mosquée de Fatih à Istanbul, lors des funérailles des huit victimes turques.

## Talabani's Party Holds Convention

The 35-year-old Patriotic Union of Kurdistan (PUK), party of the Iraqi President Jalal Talabani, held its third general convention Tuesday aimed at reforming the party after it faced a crisis in the last-year's elections losing ground to break away party Gorran.

"This convention is for solving the problems of the party," said Mulla Bakhtyar, a member of the leadership

council of the PUK.

The convention was held in a ceremonial atmosphere at the Art Palace in the city of Sulaimani on the anniversary day of the PUK and continues for three days. It was attended by Iraqi Prime Minister Nuri Maliki, Kurdistan President Massoud Barzani and many other Iraqi and foreign diplomats.

450 out of 1600 participants nominated themselves for 130 top posts in both the Leadership Council and Central Council of the party. 70 percent of the candidates are aged between 18 and 40 and 20 percent are women.

"We must preserve our alliance," said President Barzani referring to the alliance his party, the Kurdistan Democratic Party, has with the PUK.

"Experience proved that as the PUK and KDP are united, the Kurdish struggle has stepped forward," added Mr. Barzani.



Despite being officially invited, none of the members of the break-away Gorran movement attended the convention.

Gorran, which is headed by former-deputy leaders of Jalal Talabani's PUK, did a stronger showing than PUK in the July.2009 elections gaining one fourth of the seats.



Kurdistan Regional Government  
4 June 2010

## President Barzani meets Turkey's Prime Minister and Foreign Minister in Ankara

04 June 2010

Ankara, Turkey (KRP.org) - Kurdistan Region President Masoud Barzani met with Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan and Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu in Ankara today to discuss ways to expand and enhance bilateral economic and political relations between Turkey and the Kurdistan Region of Iraq.

Prime Minister Erdogan talked about the hardships that Iraqi Kurds suffered in the past and how he volunteered to help Iraqi Kurdish refugees who fled to Turkey's border areas in 1991.

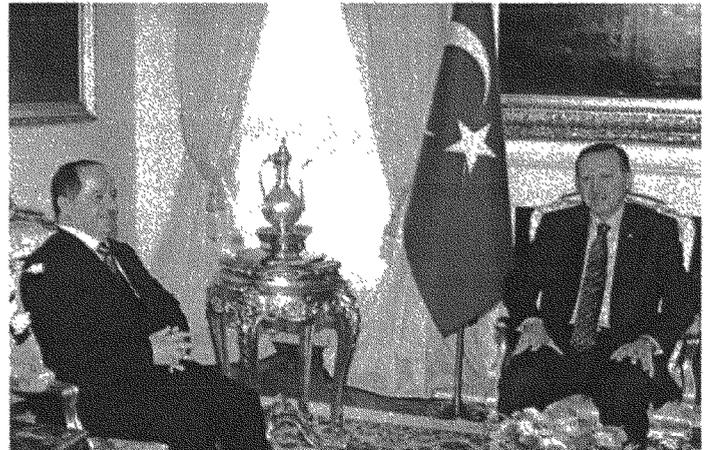
The President and the Turkish Prime Minister also talked about the future of these bilateral relations and ways to create strategic and long-term relations for the benefit of both sides. They also discussed political developments in Iraq and the Kurdish role in the formation of the next government in Baghdad.

Earlier in the day President Barzani met with the Turkish Foreign Minister Davutoglu and the two later held a press conference. The Turkish Foreign Minister stated that Turkey views its relations with Iraq and especially with the Kurdistan Region as important and it wants greater economic integration with the Kurdistan Region of Iraq.

"We are pleased with the improvement in our relations. We would like to develop strategic cooperation on energy and trade. Turkish Airlines is planning to start direct flights to Erbil as soon as possible. Turkish trade and agriculture Banks are considering opening their branches in the Kurdistan Region," said Foreign Minister Davutoglu adding that unfortunately some people are trying to impede these efforts.

President Barzani said he is also pleased with the improvement in relations with Turkey and paid tribute to Foreign Minister Davutoglu for his role.

"Your visit to Erbil last year was a turning point in our relations that kick started a major change in our bilateral relations for the better. I am pleased to visit Turkey today and this visit, as a complement to your visit, will no doubt help develop strong and friendly relations between us. We see a promising and auspicious future in these relations," said President Barzani, adding that Turkey is a major country in the region.



President Barzani added: "We are ready for all kinds of cooperation to further enhance our relations. We have many interests in common with Turkey. Turkey is a gateway for us to Europe as we are a gateway for Turkey to Iraq and the Gulf countries. I would also like to thank the Turkish Prime Minister and his government for their 'democratic opening' policy inside Turkey and we strongly support it."

"I would also like to say that we are all very saddened when a Turk or Kurd is killed. We send our condolences to the families of the victims of the recent tragic incidents."

Answering a question on security issues along the border, President Barzani said "we do not see Turkey's security as separate from our own. We are against the continuation of violence and we will expend all efforts to end this deplorable situation."

On whether the Kurds will incorporate Kirkuk into the Kurdistan Region by force, the President said that the Iraqi Constitution specifies a roadmap for the resolution of the status of Kirkuk through Article 140. "We have not called for any other solutions outside what the Constitution calls for. We believe that if Article 140 is implemented, the issue of Kirkuk will be resolved," said the President.

REUTERS

## PKK rebels say scrap ceasefire on Turkish forces

ARBIL, Iraq -3 June 2010 -(Reuters) - By Shamal Aqrawi

**KURDISH militants from the Kurdistan Workers Party (PKK) have scrapped a year-old unilateral ceasefire and resumed attacks against Turkish forces, a PKK spokesman said on Thursday.**

The move follows an escalation in violence with the onset of summer between Turkish armed forces and PKK guerrillas fighting from bases in the semi-autonomous Kurdistan region of northern Iraq. "Two days ago, we started waging attacks against the Turkish army in response to their repeated military attacks against the party and political attacks facing Kurds in Turkey," PKK spokesman Ahmed Danees told Reuters in Kurdistan.

"We have decided to break the unilateral ceasefire with Turkey that we announced in April last year."

He blamed a lack of progress on a political reform package announced last year by the Turkish government, and military operations of the kind late last month when Turkish warplanes attacked some 50 PKK targets in northern Iraq.

The PKK announcement coincides with a landmark visit to Turkey by Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani, underscoring deepening trade ties between Turkey and Iraqi Kurdistan.

The ceasefire has long been on shaky ground.

Violence has risen following the spring thaw. Turkish authorities have said the PKK's attacks this spring include remote-controlled bombs, ambushes on military bases and firefights.

Officials have said May was the deadliest month this year, with 23

soldiers killed and 33 wounded.

More than 40,000 people, mostly Kurds, have been killed since the PKK took up arms against Turkey in 1984 for an independent homeland. The rebels say they now want greater rights and autonomy for Turkey's estimated 15 million Kurds.

Fighting has dropped off since Turkish agents snatched guerrilla leader Abdullah Ocalan from Kenya in 1999.

But relentless army operations against the PKK inside Turkey's mainly Kurdish southeast and periodic military raids into northern Iraq have failed to extinguish the insurgency.

The PKK, branded terrorists by Turkey, the United States and the European Union, declared a "period of non-action" in April 2009, saying they would halt fighting except in self-defense.

The gesture coincided with a pledge by the Turkish government of Prime Minister Tayyip Erdogan to expand Kurdish rights under a reform package designed to end the conflict.

But the initiative suffered a setback in December, when the Constitutional Court outlawed the Democratic Society Party (DTP) on charges of being the political wing of the PKK.

"... they have not presented any real projects that might aid the Kurdish issue since the announcement of the last constitutional reform package of the government," Danees said.

"We find ourselves compelled to defend ourselves, to protect our people and our national question in Turkey," he said.

REUTERS

## Turkey, Iraqi Kurds see deeper ties after visit

ANKARA -3 June 2010 - (Reuters)

**TURKEY seeks "full economic integration" with Iraqi Kurds and more co-operation in its fight against Kurdish rebels, Foreign Minister Ahmet Davutoglu said after talks with Iraqi Kurdish President Massoud Barzani.**

Barzani's landmark visit to Turkey comes just as the armed Kurdistan Workers Party (PKK) said it was scrapping a year-old ceasefire against the Turkish state and resuming attacks.

"We expect full co-operation from all of our Iraqi brothers, especially the Kurdistan Regional Government, on this issue (of fighting the PKK)," Davutoglu said at a joint news conference.

"Northern Iraq is a bridge in the close relations between Turkey and Iraq, and we will carry out full economic integration between Turkey and northern Iraq," Davutoglu said.

Turkish companies, including conglomerates Cukurova and Dogan Holding, are already involved in oil production.

Davutoglu said the country's biggest banks, state-run Ziraat and Isbank would open branches in Arbil, the capital of Iraqi Kurdistan. Flag carrier Turkish Airlines will introduce a route from Istanbul to Arbil, he said.

Barzani is in Turkey for the first time since late 2003 after the U.S. invasion of Iraq in a landmark visit after years of mistrust between the neighbours has given way to burgeoning trade and security

ties.

"We came to expand our relations with Turkey. We share many values, but there is more we can do together," Barzani said.

He also praised Prime Minister Tayyip Erdogan's efforts to address Turkish Kurdish grievances and expand cultural and political rights to try to end the 25-year war with the PKK that has claimed 40,000 lives, mainly Kurdish.

But the PKK, which is mainly based in the remote mountains straddling the borders of Iraq, Turkey and Iran, said the Turkish government has failed to make progress on political reforms. Continuing military operations against PKK targets also prompted the group to call off its unilateral truce, a spokesman said.

Barzani has been critical in the past about Turkish incursions across the border against the PKK. Last month, the Kurdistan government condemned an aerial bombardment by Turkey and Iran, saying it violated Iraqi sovereignty.

Turkey had until recently tried to isolate Iraqi Kurds, worried their autonomy would stoke separatism among its own estimated 15 million Kurds.

Erdogan's government now believes Turkey can wield greater influence in Iraq by boosting relations with the Kurds before the U.S. troop withdrawal in 2011, analysts said.

the COPENHAGEN post Online

## Kurdish TV station backer given ultimatum

The Copenhagen Post  
Thursday, 03 June 2010

**C**ivil Affairs Agency takes action against a culture foundation's alleged illegal funding of a local Kurdish television station. Mounting evidence that Copenhagen-based ROJ-TV has received financing from a foundation with close ties to the Kurdistan Workers' Party (PKK) has led...

Mounting evidence that Copenhagen-based ROJ-TV has received

financing from a foundation with close ties to the Kurdistan Workers' Party (PKK) has led to the Civil Affairs Agency giving the organisation a two-week deadline to provide sufficient documentation regarding its funding.

According to Berlingske Tidende newspaper, ROJ-TV has been allowed to keep up to 118 million kroner of illegal funding since 2004 – much of which has come from the Kurdish Culture Foundation.

Both the US and the EU consider the PKK to be a terrorist organisation.

The CAA has reportedly also asked the crown prosecutor to consider whether there is enough evidence to initiate a criminal investigation against the foundation.

According to the CAA, the foundation has failed to produce legally-required documentation proving that certain

sums received by ROJ-TV were intended for distribution. In the agency's instant ultimatum, two payments in particular are referenced: a 209,676 kroner sum in 2007 and another for 101,349 kroner in 2008.

OJ-TV has been in the media spotlight of late after Berlingske Tidende published numerous photos of its leadership liaising with PKK leaders at secret military camps. Since leaving his job as head of the station, Manouchehr Zonoozi has also admitted there are close ties between ROJ-TV and the PKK.

The CAA has actually been investigating donations from the culture foundation to the television station since 1998. The agency twice threatened to fine the station after investigations – once in 2004 and again in 2008 – but no sanctions were ever imposed.

Al Arabiya News Channel 03 JUNE 2010

## Turkey, Iraqi Kurds see deeper ties after Barzani visit Iraqi Kurd leader in Turkey for security talks

ANKARA (Agencies)

**Iraqi Kurdish leader Massud Barzani pledged "all efforts" to stop surging separatist Kurdish violence against Turkey as he paid a landmark visit to Ankara Thursday after years of animosity.**

"We are against the continuation of violence. We do not see Turkey's security as separate from our own. We will expend all efforts to end this deplorable situation," Barzani said after talks with Foreign Minister Ahmet Davutoglu.

"We see our future in improved ties with Turkey... We are ready for all kind of cooperation to further better our ties," he said through an interpreter.

It was Barzani's first visit to Turkey since the 2003 U.S.-led invasion of Iraq, which had badly poisoned ties amid Turkish fears that Iraqi Kurds planned to break away from Baghdad and thus encouraged Kurdish separatism in Turkey.

The separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), which has fought Ankara since 1984, has bases in remote mountains in Barzani's autonomous region in northern Iraq, which it uses as a launching pad for attacks on Turkish targets across the border.

Mounting PKK violence this year culminated in a rocket attack on a navy base Monday, which killed six soldiers and prompted a flurry of security meetings in Ankara.

Turkey often accused the Iraqi Kurds of tolerating and even aiding the PKK, but has recently dropped such hostile rhetoric, shifting to a policy of seeking cooperation with the local authorities to curb the rebels.

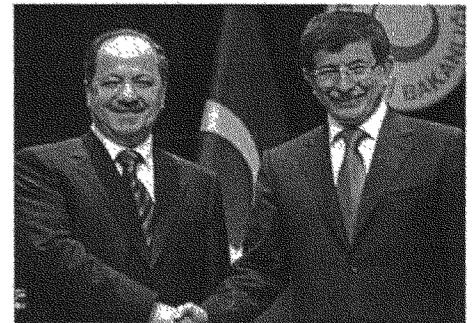
Iraqi Kurds however are reluctant to fight their kin, and Barzani Thursday urged Turkey's Kurds to lend support to a fragile initiative by the Ankara government to broaden the rights of the restive community.

Davutoglu hailed the warming ties, stressing that Turkey had a vision of "full economic integration" with Barzani's region, based on a "common strategy of trade, energy and transport."

He issued a mild warning that Iraqi Kurds should do more to curb the PKK.

"The most important factor threatening this common vision is unfortunately the ongoing terrorist activities which aim to sow discord between us," he said.

"We expect full cooperation from all our Iraqi brothers, particularly from the Iraqi



**Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu, right, and Masoud Barzani, president of semi-autonomous Iraqi Kurdish region, pose for the media after their talks, in Ankara, Turkey, 3 June 2010.**

Kurdish regional administration. We are happy that this cooperation has recently increased."

Often derided as "tribal leader" at the peak of tensions, Barzani was greeted as "regional president" in Ankara Thursday.

Barzani was to meet also with Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, President Abdullah Gul and the chairman of Turkey's main Kurdish political party.

The PKK, listed as a terrorist group by Turkey and much of the international community, took up arms for self-rule in Turkey's Kurdish-majority southeast, sparking a conflict that has cost about 45,000 lives.

# Turkey's risky rage

GAZA  
FLOTILLA II

Turkey must not break with Israel, so it can be a much-needed regional mediator.

Stephen Kinzer

Turkey is today more widely admired and respected in the Middle East than at any time in its history. Under the right circumstances it could become a key broker between Israel and its enemies.

Yet anti-Israel emotion in Turkey, fed by two years of televised images from Gaza and suddenly inflamed by the flotilla raid, is running high.

This is not the first time the Gaza issue has inflamed relations between these two longtime partners. Prime Minister Recep Tayyip Erdogan of Turkey had brokered a secret peace process between Israel and Syria that was disrupted by Israel's 2008 invasion of Gaza, and felt personally betrayed. He angrily called the invasion an act of genocide.

At last year's Davos conference, he argued about Gaza with President Shimon Peres of Israel and then angrily stormed off the stage. Rapturous crowds welcomed him upon his return home, and overnight he became a hero in the Arab world.

In January, Turkey recalled its ambassador from Tel Aviv after an Israeli official publicly insulted him. He returned to his post soon afterward, but was recalled again after Monday's raid on the Gaza flotilla. At home he found angry Turks pouring onto streets.

But responding to this latest outrage by breaking too decisively with Israel

will make it more difficult for Turkey to function as the impartial mediator the region desperately needs.

Turkey's relationship with Israel is long and friendship between Turks and Jews is a motif of history.

"Turkey is a land where nothing is lacking," the rabbi of Adrianople, now the Turkish city of Edirne, wrote to persecuted European Jews in 1454. Sixteen years later, by official decree, the Ottoman Empire opened its doors to Jews expelled from Bavaria. More than 150,000 more came after their expulsion from Spain in 1492.

By the 17th century, most of the world's Jews were living safely under Ottoman rule. Sultan Abdul Mecit officially outlawed the anti-Jewish "blood libel" in 1840. When Hitler expelled Jewish professors from German universities in 1933 and neither the United States nor European countries would give them refuge, President Kemal Ataturk took in more than 200; they became the brilliantly talented core of the new Istanbul University.

Turkey recognized Israel soon after its establishment in 1948, and many Turkish Jews moved there. Partly because of a shared antipathy to Arabs, the two states began cooperating. They gave each other military aid, with Turks allowing Israeli pilots to practice in Turkish airspace while Israel modernized Turkish tanks.

More recently, their annual trade has grown to the multi-billion-dollar level and Turkey has become a favorite destination for Israeli tourists. The one serious blot on this record was the crush-

ing "wealth tax" Turkey imposed on non-Muslim businesses during World War II, which was in part a way of squeezing honestly earned money from Jewish families. With this exception, though, Turkish-Jewish relations have been warm for centuries.

News that Israeli soldiers attacked Turkish civilians on the high seas naturally outraged Turks. Allowing the emotion of street protests to infect policy-making, however, would damage Turkey's own self-interest. The single factor that would most fully promote and secure Turkey's future would be a calm Middle East. That goal is not reachable without Israel's cooperation.

In one intriguing sense, Israel and Iran pose similar dilemmas to the world. Both are widely seen as rogue states, even pariahs. Both behave in ways that have earned them many enemies in the Middle East and in the wider world.

The impulse to punish one or the other, or both, is easy to understand. But without the cooperation of both Israel and Iran, there will be no progress toward the urgent goal of Middle East peace. Denouncing, threatening and sanctioning Israel and Iran may redeem emotions, but it intensifies passions rather than calming them.

Turkey cannot remain calm and smiling as its citizens are attacked by soldiers of a foreign army. Its national conscience has been genuinely shocked by the intensity of the long Gaza embargo and the violence of Monday's raid.

Overreacting, however, would further weaken the Turkish-Israeli partnership that has served the region well for half a century and holds tantalizing possibilities for the future.

STEPHEN KINZER is the author of "Overthrow: America's Century of Regime Change From Hawaii to Iraq."

## TURKEY'S FURY

Turkey and Israel have a strong interest in repairing their damaged relations with each other.

Turkey is understandably furious about Israel's disastrous attack on the Turkish-flagged aid ship that tried to run the Gaza blockade. Eight Turks and a Turkish-American died. Turkey's demands for the release of detained activists (all are now free) and for an international investigation (Israel is balking) are reasonable.

But Turkish officials have let their anger and rhetoric go way too far. Prime Minister Recep Tayyip Erdogan of Turkey has called for Israel to be punished for state terrorism. President Abdullah Gul said, "Turkey will never forgive this attack." Turkey, Israel and their shared ally, the United States, need to work to cool things down. Turkey was the first Muslim nation to recognize Israel, and both countries have benefited from the relationship. Bilateral trade reached \$2.5 billion in 2009. As a moderate, secular democracy and NATO member, Turkey has a strong interest in a stable Middle East.

Things have deteriorated sharply since early 2009, when

Mr. Erdogan publicly confronted the Israeli president, Shimon Peres, on the subject of Gaza. His new even fiercer denunciations are playing well at home and in the wider Muslim world. But Mr. Erdogan may find it hard to walk things back when he needs to — and he will.

The Palestinians can certainly use articulate defenders. And Israel deserves to be criticized for the flotilla disaster. But gratuitously stoking anti-Israeli sentiment is irresponsible and dangerous.

Mr. Erdogan is to be applauded for his attempts to broker secret negotiations between Israel's previous government and Syria. His more recent effort, with Brazil, to cut a nuclear deal with Iran was disturbingly naïve. Turkey needs to keep working diplomatically to end the blockade. Israel has now indicated a willingness to modify the siege; it needs to end it altogether. If Turkey is truly committed to the rights of the Palestinians, it should be pressing other Muslim countries to seriously encourage an Israeli-Palestinian peace deal — the best way to up the pressure on Israel.

Israel also has a strong interest in repairing relations with Turkey. That is yet another reason why it should support a credible, independent international investigation. Prime Minister Benjamin Netanyahu still doesn't get this. Washington needs to help him understand all that is at stake.

**LE FIGARO** vendredi 4 juin 2010

# L'Iran essaie la méthode douce avec l'opposition

Les présentant comme « repentis », le guide suprême a annoncé la grâce de 81 contestataires détenus par le régime.

**DELPHINE MINOUI**  
CORRESPONDANTE AU MOYEN-ORIENT

**MOYEN-ORIENT** Le guide suprême iranien cherche à soigner son image. À l'approche de la date anniversaire de la réélection controversée de son poulain, Mahmoud Ahmadinejad, l'ayatollah Ali Khamenei vient d'annoncer qu'il gracie 81 opposants. Une première en douze mois de contestation antigouvernementale, matée par une sévère répression.

Accusés d'avoir manifesté pour protester contre le résultat du scrutin du 12 juin 2009, les détenus avaient été

## Au moins une dizaine de dissidents attendent dans le couloir de la mort

condamnés à de lourdes peines de prison. « *Après que la vraie nature de la sédition et des plans des ennemis a été révélée, certains (des condamnés) ont émis des regrets et se sont repentis, demandant la grâce* », a expliqué, avant-hier, le chef du pouvoir judiciaire, l'ayatollah Sadeq Larijani, dans une lettre demandant la grâce de ces 81 personnes au guide suprême iranien.

Faut-il y voir un geste de clémence visant à amadouer l'opposition, à l'heure où cette dernière appelle à de nouvelles manifestations ? « *C'est une tactique politique* », assure un journaliste iranien, qui s'exprime sous le sceau de

l'anonymat. En juin dernier, le résultat du scrutin, jugé frauduleux par une importante frange de la population, avait donné lieu à une série de rassemblements d'une ampleur sans précédent depuis la révolution de 1979.

Pourtant, au fil des derniers mois, les opposants ont fini par renoncer à descendre dans la rue, refroidis par la violence de la répression orchestrée par le régime. En onze mois, des milliers de contestataires (manifestants, journalistes, opposants) ont été arrêtés. Des di-

zaines de personnes ont perdu la vie dans des accrochages. Jugés lors de procès collectifs, rappelant les vieilles méthodes de régimes autoritaires, des centaines d'opposants ont écopé de sévères peines de prison. Les audiences, retransmises à la télévision d'État iranienne, se sont déroulées en l'absence d'avocats. Accusés d'être des *mohareb* (« ennemis de Dieu »), cinq dissidents ont été exécutés par pendaison. Au moins une dizaine d'autres attendent dans le couloir de la mort.

## Fermeture de journaux

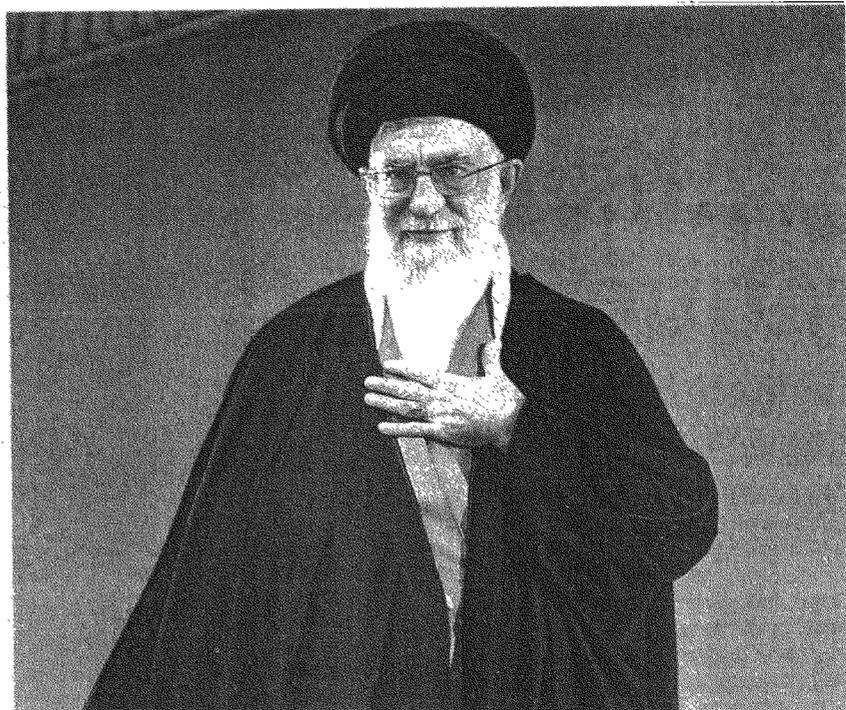
L'étau qui s'est resserré sur la population a poussé de nombreux manifestants à revoir leurs méthodes. Ainsi, les étudiants, un des fers de lance du mouvement « vert » - la couleur de l'opposition -, préfèrent improviser de petits rassemblements pacifistes plutôt que

de risquer leur vie dans des cortèges de rue. Si la répression n'a pas entamé la détermination des leaders de l'opposition, l'espace d'expression qui leur est imparti s'est réduit comme une peau de chagrin. Plusieurs quotidiens réformistes ont mis la clé sous la porte. Leurs déplacements sont surveillés, leurs communications téléphoniques sur écoute.

Du coup, faute de véritable plateforme, ils saisissent l'occasion d'une visite aux familles de prisonniers ou d'un énième communiqué publié sur Internet - puis diffusé sous forme de photocopies - pour réaffirmer leurs revendications : libération des détenus politiques, réorganisation d'un scrutin et, plus récemment, demande d'une autorisation officielle pour pouvoir manifester le 12 juin prochain... Une requête réitérée hier par huit groupes d'opposants, et à laquelle le régime n'a pas encore répondu. « *En revanche, en annonçant en grande pompe la libération de certains prisonniers, le régime veut montrer qu'il est prêt à lâcher du lest, sans pour autant céder aux principales revendications* », poursuit le journaliste iranien.

De nombreux observateurs y voient, aussi, une réponse en trompe-l'œil adressée à l'Occident, qui dénonce régulièrement les arrestations, les condamnations à mort et les fermetures de journaux. Et qui, à propos de l'épineux dossier nucléaire, continue à œuvrer en vue de nouvelles sanctions au sein du Conseil de sécurité de l'ONU.

Pour l'heure, l'identité des 81 personnes graciées reste inconnue, de même que la raison de leur arrestation ou de leur condamnation. ■



Nombreux sont ceux qui voient dans la décision de l'ayatollah Ali Khamenei une réponse en trompe-l'œil adressée à l'Occident, qui dénonce régulièrement la répression en cours.

## ISRAËL-TURQUIE : Les intérêts économiques sont plus forts que tout

Les échanges commerciaux et les partenariats entre les entreprises vont dépasser le bras de fer auquel peuvent se livrer les politiques. Cela devrait permettre d'assurer la continuité des relations bilatérales, estiment les milieux d'affaires israéliens.

**YEDIOT AHARONOT**  
par Tani Goldstein |

Les tensions grandissantes entre Israël et la Turquie, après l'attaque israélienne, le 31 mai, contre les bateaux d'aide humanitaire à destination de Gaza, ont d'ores et déjà des répercussions sur les relations financières et commerciales des deux pays. Le 3 juin, Ankara annonçait la suspension de tous ses projets d'infrastructure en partenariat avec Israël. Des hommes d'affaires turcs annulent des réunions avec leurs partenaires israéliens. Quant au tourisme entre les deux pays, il semble s'être arrêté net. En outre, des sociétés d'investissement turques comme Helman Aldubi ont annoncé qu'elles renonçaient à des projets en Israël, et de nombreux Israéliens appellent à un boycott de tous les produits turcs. Quand aux relations entre le shekel et la nouvelle lire turque, elles n'ont jamais été aussi brouillées.

Selon le Syndicat patronal israélien (MAI) et l'Institut d'exportation et de coopération internationale (IEI), quelque 900 grandes sociétés israéliennes sont actuellement implantées en Turquie, principalement dans la chimie, l'industrie pharmaceutique, les fournitures médicales, les logiciels et les communications, sans oublier bien sûr les divers prestataires dans le domaine de la défense. Parmi ces sociétés, on trouve certains des plus grands groupes israéliens, comme Elbit Systems, Israel Chemicals, Israel Aerospace Industries (IAI), Netafim Crop et Israel Oil Refineries (ORL). Les chiffres de l'IMA et de l'IEI indiquent qu'en 2009, quelque 1 050 petits exportateurs avaient des liens commerciaux avec la Turquie et que 557 d'entre eux y réalisaient des ventes importantes. Pourtant, le ministère de l'Industrie, du commerce et du travail refuse de divulguer les noms de toutes les sociétés israéliennes qui font du commerce avec la Turquie, confidentialité oblige. Cette décision pourrait aussi traduire la volonté de protéger les sociétés israéliennes d'un éventuel embargo — ou pire encore.

En 2009, le commerce d'Israël avec la Turquie a représenté 2,5 milliards de dollars [2,07 milliards d'euros] se répartissant entre 1,4 milliard de dollars [1,16



La presse turque a unanimement condamné Israël, le qualifiant d'"État terroriste", mais les intérêts économiques semblent plus forts que tout.

milliards d'euros] pour les importations et 1,1 milliard de dollars [91 millions d'euros] pour les exportations. La même année, la Turquie venait au dixième rang des marchés d'exportation d'Israël, représentant au total 1,6 % de l'ensemble des exportations israéliennes, lesquelles ont totalisé 67,5 milliards de dollars [55,97 milliards d'euros]. Toujours en 2009, la valeur des biens et services exportés par la Turquie s'élevait à 109,7 milliards de dollars [90,96 milliards d'euros], dont 2,2 % vers Israël.

"Il serait à la fois exagéré et irréaliste de parler de boycott et de rupture totale des liens entre les deux pays", déclare Dan Catarivas, directeur des Affaires internationales au sein du MAI. "Il faut savoir raison garder. Les nombreux échanges économiques entre les deux pays vont perdurer. Les intérêts communs — de chaque côté de la frontière — sont plus forts que les déclarations d'hostilité". La décision de la Turquie de suspendre tout projet de coentreprise "est une décision politique, qui n'est même pas sûre de pouvoir être appliquée car elle contredit plusieurs traités internationaux — comme ceux de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) — que la Turquie a approuvés et qui interdisent de telles mesures".

D'après Catarivas, même si la Turquie déclarait un embargo contre Israël, cette décision n'affecterait que le secteur public du pays, "lequel ne représente qu'une petite partie des activités israéliennes en Turquie". Jérusalem et Ankara

pratiquent le libre échange et sont dotées de milieux économiques puissants et indépendants des gouvernements, ajoute-t-il. "L'essentiel de ces activités étant de nature commerciale, les forces financières l'emporteront sur toute forme de pression politique". D'après lui, "le mouvement de panique générale — comme si Israël et la Turquie étaient sur le point de rompre toute relation —" est presque entièrement fabriqué par les médias. "Je ne connais aucune entreprise turque ayant rompu ses relations avec des partenaires israéliens et aucun importateur ou exportateur israélien désireux de le faire". Quant aux craintes concernant la vente d'armes par des entreprises israéliennes à Ankara, ces allégations pourraient un jour se retourner contre Israël. Catarivas déclare faire confiance aux garde-fous mis en place par le secteur militaire pour "éviter que des exportations israéliennes n'atterrissent entre de mauvaises mains".

Catarivas a ensuite balayé les déclarations selon lesquelles la poursuite des échanges commerciaux avec Turquie s'apparenterait à un acte de trahison et d'égoïsme. "Il est dans l'intérêt d'Israël de maintenir des liens commerciaux avec le maximum de partenaires possible, y compris la Turquie. L'existence d'Israël repose sur le maintien de ses exportations et de ses activités commerciales. Nous employons des milliers de personnes, ce qui profite à Israël autant que la fierté nationale. A mon avis, faire des affaires — même avec la Turquie — relève du véritable patriotisme".

# Un ancien ministre dénonce l'isolement croissant de la République islamique. Selon lui, une majorité d'Iraniens réclame la séparation du politique et du religieux au sein du régime

## L'Iran en quête de liberté et d'égalité

Dans quelques jours, le 12 juin, ce sera l'anniversaire de la réélection contestée du président Ahmadinejad. Un an de contestation, presque réduite au silence, et de répression. Que se passe-t-il vraiment en Iran ?

On assiste à la mise en coupe réglée d'une vieille nation par un régime militaro-sécuritaire et pétrolier ! « Indépendance nationale » et « liberté » ont toujours été depuis la révolution constitutionnelle de 1906 les idéaux des démocrates et des patriotes iraniens. En 1978, les révolutionnaires, y compris l'ayatollah Khomeyni, ont opté eux aussi pour ces mots d'ordre, accolés à celui de « République islamique ».

Mais le pouvoir issu de ce que j'appelle le putsch du 12 juin 2009 a fait du slogan « indépendance nationale » un synonyme de despotisme et de régression. Sous le prétexte de lutter contre « l'intervention de l'étranger », ce régime pratique l'arbitraire et bafoue toute valeur éthique ou nationale. Malgré tout son potentiel, l'Iran est devenu l'Etat le plus arriéré, isolé et humilié du Moyen-Orient et de l'Asie, au même rang que la Corée du Nord.

Alors, oui, aujourd'hui en Iran l'avenir est sombre. M. Ahmadinejad met beaucoup d'énergie à détruire nos capacités économiques et notre capital humain expérimenté. Et régulièrement éclatent au grand jour les scandales dus à la grande corruption de ses collaborateurs, qui sont dénoncés dans son propre camp par les fondamentalistes critiques. J'ai déjà réclamé la mise à l'écart de M. Ahmadinejad par la voie judiciaire ou parlementaire, ce qui nécessite l'accord du Guide [Ali Khamenei], c'est vital pour la survie de l'Iran et de la République islamique.

**Acteur critique de la politique iranienne, comment analysez-vous la situation du « mouvement vert » d'opposition ?**

Le « mouvement vert », dès sa naissance, est apparu comme un mouvement spontané, endogène, innovant et à l'aise avec la révolution technologique des réseaux sociaux et de la communication. Contrairement aux révolutionnaires de 1978 et aux combattants de la guerre contre Saddam Hussein [1980-1988], ce mouvement n'est pas à la recherche d'idéaux lointains et « célestes ». Il a des revendications plus « terrestres » : le droit de s'exprimer librement et de vivre dans de bonnes conditions. Il est prêt au sacrifice et à donner son sang pour résister, mais reste pacifiste et tolérant.



### Ezzatollah Sahabi

Homme politique iranien

Cet ancien ministre et député de la République islamique fait, à 80 ans, figure de « sage critique » de la politique iranienne. Principal animateur à Téhéran du mouvement nationaliste et religieux Melli Mazhabi, refusant l'exil, il a payé son franc-parler de plus de quinze ans de prison dans les geôles du chah puis dans celles des mollahs. Partisan d'une séparation entre religion et politique, il appuie le « mouvement vert » de contestation (PHOTO: AFP)

Depuis la seconde guerre mondiale, dans les mouvements sociaux politiques en Iran, on a rarement vu cela : le « mouvement vert » a fait éclater les traditions pas-séistes. Lors des manifestations du 15 juin 2009 et de celles qui ont suivi, nous avons assisté à une communion des acteurs religieux et non religieux et à une fusion de leurs mots d'ordre. C'est cela la nouveauté et la force de ce mouvement qui expose les indispensables revendications de la société civile : tolérance, rejet du fanatisme et culte de la non-violence.

De plus, le mouvement a en partie nourri et guidé aussi ses propres dirigeants, MM. Moussavi, Karoubi et Khatami [respectivement ex-premier ministre, ex-président du Parlement et ex-président de la République]. Enfin, il a réussi à mobiliser de vastes couches populaires, et même à transformer une grande partie des personnalités religieuses et politiques du camp fondamentaliste en contestataires du gouvernement Ahmadinejad.

Mais sa faiblesse, c'est que sans une direction centralisée, il peut être tenté de s'éparpiller entre la gauche et la droite ou de céder à la fatigue et à l'inaction, j'ai déjà demandé, à ce propos, à MM. Moussavi et Karoubi d'exercer, à titre individuel ou collectif, plus de leadership.

Le mouvement semble silencieux ? C'est vrai, mais nous avons vu à diverses occasions des signes de sa persévérance. Et puis, la haine du camp adverse est telle que, de temps en temps, le « mouvement vert » doit accepter des périodes de silence pour esquiver les coups et se préparer à démontrer avec plus de force sa vitalité.

C'est la juste attitude à adopter face à la violence de la répression, notamment dans les manifestations, et cela lui a été bénéfique.

que.

Un très large éventail de marjas, [religieux chiites respectés, reconnus comme sources d'imitation], des proches de l'ayatollah Khomeyni, des personnalités et des responsables présents depuis trente ans dans la vie de la République islamique, des anciens présidents de la République, des ex-présidents du Parlement, des familles de martyrs reconnus par le régime sont à présent très critiques à l'égard du gouvernement, qui est chaque jour plus isolé. Le temps joue en faveur de la logique du « mouvement vert ».

**Vous avez rencontré M. Moussavi il y a quelques jours. Sont-ce les prémices d'une alliance entre vos mouvements ?**

J'ai toujours soutenu MM. Moussavi et Karoubi. Ils m'ont sans cesse étonné par leur résistance et leur persévérance. M. Moussavi a pris des positions de plus en plus fermes et sans équivoque. Le courage et l'esprit de sacrifice de M. Karoubi sont exemplaires.

Entre nous, l'opposition nationaliste pacifiste, qui réclamons depuis longtemps des réformes et une évolution du système, et les réformateurs issus du pouvoir islamique, auxquels s'est joint M. Moussavi, il y a eu constamment des échanges. Mais la répression a rendu très difficile la formation d'une coalition politique. Cela ne nous a pas empêchés d'élaborer des plates-formes de revendications communes, comme la libération des prisonniers politiques, la suppression de la surveillance du conseil des Gardiens – qui s'est transformée en une présélection des candidats à l'élection –, la demande d'élections libres, la liberté d'expression et de la presse, des partis politiques indépendants, etc.

**Le « mouvement vert » doit-il évoluer,**

**toucher davantage les classes défavorisées ?**

Le mécontentement populaire en Iran ne peut être réduit aux manifestations de rue et à la contestation des résultats des élections. Mais si par « mouvement vert », vous entendez « contestation », je dirais qu'elle s'est manifestée principalement dans les grandes villes, où l'existence d'une classe moyenne évoluée a favorisé les rassemblements. Dans les petites villes et les villes moyennes, la mainmise des forces militaro-sécuritaires est beaucoup plus forte, la contestation populaire a eu du mal à s'exprimer.

La répression a aussi empêché que les manifestations n'exercent un effet d'émulation sur les couches pauvres et fragiles de la société, privées de moyens de communication indépendants. Dans l'atmosphère répressive actuelle, aucun type d'expression n'est autorisé. Moi-même, je ne suis pas habilité à écrire une lettre de doléances aux autorités de l'Etat. D'autant que le pouvoir nous considère, nous, nationalistes et religieux du mouvement Melli Mazhabi, comme des rivaux. Et cette simple rencontre avec M. Moussavi, comme une menace.

Quant au Guide suprême, il soutient fermement les politiques dévastatrices de M. Ahmadinejad dont le pouvoir ne repose que sur les armes et la propagande. Mais le mécontentement se développe dans tout le pays et toutes les couches de la société. La répression violente peut empêcher des manifestations de rue mais ne peut effacer le mécontentement. Elle ne fait qu'aggraver la situation et pousser à l'explosion générale. Cela n'enlève pas la lourde tâche qui incombe au « mouvement vert » : il a le devoir de « conscientiser » la population sur ses droits fondamentaux. **Comment faire avec les journalistes et les intellectuels en prison et la répression sur les campus ?**

En prenant le temps, sans calcul à courte vue, nous trouverons des solutions graduelles à ces problèmes. Des transformations fondamentales de la société iranienne l'ont rendue fluide et dynamique : 70 % des Iraniens ont moins de 30 ans. Ils ont des problèmes de chômage et d'emploi, mais leur désir de liberté et leur énergie sont aussi des opportunités. Malheureusement, le pouvoir iranien ne voit la société que comme une menace. Je suis conscient, par ma propre expérience de rédacteur d'une revue, de la faiblesse des médias écrits et audiovisuels, qui sont sous contrôle, et de leurs carences dans les villes moyennes ou petites. Mais on peut y remédier en partie grâce aux médias modernes : Internet et les chaînes satellitaires. Même si tout le monde n'y a pas accès.

L'histoire de la démocratie en Iran, c'est celle de l'épreuve de force permanente entre le pouvoir et les élites. En même temps, une nouvelle génération de journalistes – bien que certains aient dû, malheureusement, s'exiler – est toujours présente. La presse estudiantine, les femmes et

les corporations sont aussi actives et dessinent l'avenir de notre pays.

**Vous avez participé à la rédaction de la Constitution. Trente ans après, suffit-elle à assurer les libertés voulues par tant d'Iraniens ?**

L'avant-projet de la Constitution ne contenait aucun article sur le *Velayat-e Faghih*. Ce concept [qui assure la prééminence du religieux sur le politique] y a été ajouté malgré l'opposition d'un groupe dont je faisais partie. Depuis trente ans, je n'ai jamais cessé de critiquer l'article 110 de la Constitution, qui est contraire à la conception que j'ai de la religion en conférant des pouvoirs exorbitants dignes de Dieu à un seul homme [le Guide suprême].

**« M. Ahmadinejad met beaucoup d'énergie à détruire nos capacités économiques. S'il était privé du soutien du Guide, il tomberait sur un vote de défiance du Parlement »**

Mais il y a aussi d'autres articles de la Constitution comme ceux de son troisième chapitre qui reconnaissent les droits du peuple. Ou l'article 3, qui réfute tout despotisme et monopole du pouvoir. Notre reproche principal au pouvoir actuel est justement le fait qu'il bafoue les droits et les libertés des citoyens reconnus par la Constitution tout en leur demandant d'être soumis. Toute Constitution est un pacte entre le pouvoir et les citoyens : on ne peut l'exercer à sens unique.

Après plus de cinquante ans de combats dans la vie politique iranienne, je suis convaincu que, pour changer le rapport de force avec le pouvoir, il faut viser un très large rassemblement de mouvements de forces contestataires. Et pour y parvenir, nous devons encore insister sur la capacité de notre Constitution et, surtout, ces articles sur les droits fondamentaux, tels que la liberté des élections, celle des partis politiques, la liberté d'expression et de réunion ; la liberté des langues locales, le refus de la torture, etc. Je sais que certains articles de cette Constitution ne satisfont pas les couches éduquées et les élites urbaines. Mais ce texte peut être une base positive pour notre action. Il est réformable, mais il faut le faire au bon moment.

**Qui gouverne en Iran ? Les Gardiens de la révolution et les services secrets ont-ils pris le pas sur le jeu politique ?**

Comme nous l'avons expliqué, depuis quelques années, une mouvance militaro-sécuritaire étend son pouvoir sur le pays. Elle ne représente pas la droite traditionnelle de la société iranienne et n'a pas de racines économiques dans le pays. Elle dépend totalement de la rente pétrolière. La droite traditionnelle a soutenu ces néoconservateurs pour faire face au mouvement réformateur. Mais, depuis son élection, M. Ahmadinejad est devenu très vite la cible des critiques de la majeure partie de la droite conservatrice elle-même. Son attitude

de aventuriste en politique étrangère, son arrogance, sa gestion économique calamiteuse et sa tendance à monopoliser le pouvoir ont fait changer d'avis la droite à son égard. On peut dire clairement qu'aujourd'hui, s'il était privé du soutien du Guide, le gouvernement tomberait sur un vote de défiance du Parlement. Après l'élection de juin, à la fracture sociale s'est ajoutée une fracture au sein du pouvoir.

Dans le domaine économique aussi, malgré les revenus pétroliers sans précédent récoltés par le gouvernement Ahmadinejad, la population a été appauvrie encore plus. Le projet de supprimer certains subsides aggrave le chômage, l'inflation et la pauvreté. Ainsi, la crise diplomatique, éco-

nomique et de légitimité interne dessine un avenir de crise généralisée. Cette situation impose au pouvoir en place un revirement stratégique : il doit réformer ses relations avec la population et la contestation intérieure et changer sa politique étrangère pour répondre le plus rapidement à la crise économique.

Cette année est importante : des choix décisifs s'offrent au pouvoir comme à nous. Nous sommes pour une solution graduelle des problèmes. Nous devons prendre en considération le pluralisme culturel, idéologique, religieux, ethnique, de notre société et bâtir notre stratégie sur cette réalité plurielle. Tous les Iraniens doivent pouvoir décider de leur destin. Mais en fonction des programmes proposés, non sur la ligne idéologique ou religieuse des uns et des autres. Et pour régler les problèmes, l'Etat doit être neutre.

En tant que militant Melli Mazhabi, à la fois nationaliste et religieux, je suis convaincu que la majorité de la société iranienne constate l'échec du pouvoir religieux et réclame la séparation de ces deux sphères. Même si, dans le passé, la monarchie et le clergé ont constitué deux axes dans notre pays, avec des côtés positifs et négatifs qui réclamaient des privilèges particuliers, la société actuelle n'accepte plus aucun pouvoir à vie, irresponsable de surcroît. Notre projet pour la liberté et le bien-être des Iraniens, enfin tous égaux en droits, exige la fin des privilèges. ■

**Propos recueillis par Marie-Claude Decamps**

June 4, 2010



# Kurdistan: A Middle East haven?



By Jamie M. Fly  
Foreign Policy

As late as the '90s, Americans visiting Berlin could still meet Germans so thankful for the U.S. role in saving West Berlin from Soviet strangulation in the years immediately following World War II that they would greet American visitors as if they were the very GIs they remembered as children giving them chocolates in 1948.

With the deterioration in U.S.-German relations over the last decade, such experiences occur less frequently today. Instead, Americans in search of such gratitude purely because of their nationality might want to pay a visit to the Kurdistan region of Iraq.

On a recent week long trip to the area, sponsored by the Kurdistan Regional Government (KRG), it quickly became apparent that the Kurds have achieved something their fellow Iraqis should aspire to -- a safe, secure region where the economy is booming and Iraqis revel in the freedom and opportunity afforded by the post-Saddam era.

Protected from Saddam's wrath by a no fly zone following the Gulf War, Kurdistan did not experience the chaos that befell much of the country following the U.S. invasion in 2003. Although U.S. troops parachuted into the region in the early days of the war, Kurdish officials like to say that not a single drop of American blood was shed in the region. Reflecting that reality, the current U.S. military presence in the region is limited to a small contingent in Erbil, the region's capital.

The region's security success (no major attacks since 2005) is due in large part to a network of checkpoints separating the region from the violence in the rest of Iraq as well as the skills of its vaunted Peshmerga forces. Kurdish officials also point to the fact that foreign terrorists attempting to infiltrate the region are quickly reported to the authorities by average Kurdish citizens.

While the continued instability in the rest of Iraq has limited the number of U.S. and European companies investing in the region, investors and companies from Turkey, Iran, Syria, and the Gulf countries are flocking to this sprawling



city. Everywhere you look you see new hotels and apartments. Erbil will soon have its own race track. A gleaming new international airport funded by the KRG is set to open in several months and will boast the fifth largest runway in the world, capable of handling the largest capacity Airbus and Boeing planes as well as, Kurdish officials slyly note, the U.S. military's largest transport planes.

Support for a larger U.S. military presence in the region appears to have widespread support. Even students debated the merits of a base with 5,000 vs. 10,000 American troops with our group. The Kurds are concerned that as the U.S. military continues its draw-down and planned withdrawal from Iraq next year, continued instability in Baghdad could lead to renewed violence in disputed areas along the Green Line between Kurdistan and the rest of Iraq in cities such as Kirkuk.

The Obama administration appears to be concerned that a formalization of the U.S. presence in Kurdistan might upset the delicate political balance in Baghdad. It is possible that the U.S. Regional Reconstruction Team currently based here in Erbil may soon be converted to a consulate, a long overdue move given the economic opportunities for U.S. companies as well as the signal this would send to people who have been steadfast U.S. allies for decades.

Possibly contributing to the Obama administration's wariness about deepening ties in the region is the recent murder of a young Kurdish student journalist. The student wrote an article about the President of Kurdistan's daughter prior to his death and some local journalists are pointing fingers at the security services given that such violence in the region is very rare.

When questioned about the incident, senior government officials pledged a complete investigation and prosecution of those involved. Friends of Kurdistan in the United States will be watching to see whether they follow through or if the case is swept under the rug.

Kurdistan's success in the coming years will hinge not just on what happens in Baghdad, but also on how the current ruling elite, an alliance between two previously warring parties, handle the transition to a new generation of Kurdish leaders. Whether the ruling parties allow the opposition to develop the capability to challenge their grip on power will say much about whether their talk of democracy is merely that.

The Kurds, like many American allies around the world, are questioning the United States staying power. The success of Iraq but also our ability to handle the repercussions of Iran's drive toward a nuclear weapon require us to work with allies like the Kurds, despite their flaws. To build on the very real successes that the Kurds have achieved, it is essential that the United States become more engaged in the region.

Just as West Berlin served as a beacon for those in the communist East, in many ways, this beautiful region is a harbinger of hope for what Iraq and its neighbors such as Syria and Iran might one day become: vibrant, functioning democracies with booming economies. In the interim, if nothing else, Kurdistan can serve as a haven in the Middle East for Americans in search of friendship and gratitude.

*Jamie M. Fly is Executive Director of the Foreign Policy Initiative*

The New York Times June 8, 2010

## Vera B. Saeedpour, Scholar and Archivist of the Kurdish Culture, Dies at 80

By DOUGLAS MARTIN

Vera Beaudin was newly divorced and a recent arrival in Harlem when a stranger knocked on her door one night carrying flowers and coffee cake. She fell in love, married and learned about the plight of his oppressed people.

When he died five years later, Ms. Beaudin, who had taken her new husband's name, Saeedpour, responded by starting the first library and museum in the United States dedicated to Kurds, an ancient, stateless people straddling three nations in southwest Asia.

She did this in a Brooklyn brownstone where five or six cats and a dog or two prowled and where people rented rooms on the upper floors. Soon, scholars, journalists, government officials, homesick Kurds and the just plain curious were beating a path to her door.

"I'm dealing with the whole world from this brownstone," Ms. Saeedpour said in an interview with The Associated Press in 1988. "I'm like an old lady holding fast to a balloon that's going up in the sky."

Ms. Saeedpour (pronounced sah-EED-por) died at age 80 on May 30 in Schenectady, N.Y., not far from the Victorian house she had recently moved into in Fort Plain, N.Y. Her daughter, Rebecca Beaudin, said she had died of a heart attack.

Ms. Saeedpour had planned to move her library and museum to her new home, but now the fate of her collection — more than 2,000 texts in Kurdish and other languages as well as artifacts, costumes, ancient maps and artworks — is uncertain. So is the future of the two journals about Kurdish concerns she started, edited and published.

When Ms. Saeedpour opened the library in 1986, The New York Times quoted a Kurdish scholar at Columbia University about the event's importance. He asked to be identified by his pen name, Samande Siaband, because he feared reprisals against his relatives in Iraq and Iran.

"It is extremely important to have a center of Kurdish research because our people are politically fragmented and our culture is threatened with extinction," he said.

In 2003, Lokman I. Meho, a Kurdish

scholar and an archivist now at the American University in Beirut, told The Times, "People from all over the world doing research on Kurds and Kurdistan get in touch with Vera."

There are libraries and museums dedicated to Kurds in Britain, France and Sweden, but Ms. Saeedpour's is often called the only one in the United States.

Kurds live mainly in Iran, Turkey and Iraq, where they were leading opponents of the regime of Saddam Hussein and now control an autonomous region.

"What's a Kurd?" was Ms. Saeedpour's first response when she learned her husband-to-be was one, The Associated Press reported.

A little more than a decade later, she said. "I know the Kurds better than any Westerner living."

Vera Marion Fine was born on March 27, 1930, in Barre, Vt., where her father made a living collecting and selling scrap rags and metal. At 17, she eloped with Marcel Beaudin. They moved to Brooklyn, where he studied architecture at Pratt Institute and she worked in a bakery and as an assistant to a professor.

They had four sons, in addition to their daughter: Marc, Paul, Adam and Jeb. All survive Ms. Saeedpour, as do two grandchildren.

When Ms. Saeedpour was about 40, she entered the University of Vermont, where she graduated Phi Beta Kappa with a degree in sociology and stayed on to earn a master's in philosophy. When she and Mr. Beaudin were in the process of divorcing, she left for New York to enroll in Teachers College, where she earned a Ph.D. in 1976.

While at Columbia, her apartment in Harlem was robbed. She saw a man in the window of a nearby building and shouted at him, asking if he had seen anyone escaping down her fire escape. The man was Homayoun Saeedpour, then 26. He would soon knock on her door, carrying gifts.

By 1981, Mr. Saeedpour had leukemia and needed a bone marrow transplant. Ms. Saeedpour was able to get some of his family members out of Iran to donate marrow, but a doctor, mistaking her husband for a Persian, would not perform the procedure, according to several reports. He said he had a friend who was held hostage in Iran. Mr. Saeedpour soon died.



Ms. Saeedpour had already learned much about Kurdish suffering from long talks with her husband. These shared emotions became the foundation of their relationship.

"We had nothing in common except a sadness, maybe," she said in 1991. "Sort of a mystical sadness."

The year her husband died, she started what she called the Kurdish Program with the help of anthropologists at Harvard. An inspiration was her increasingly strong Jewish faith and comparisons she made between the Kurdish experience and the Holocaust.

The library came in 1986; the museum opened in 1988, and began regular exhibitions. Admission was free, but by appointment. In 1991, Ms. Saeedpour began a foundation to help finance her efforts.

Last year, in an interview, Ms. Saeedpour more or less summed up her life. She said, "Nothing that happens to normal people happens to me."

REUTERS

## Iraqi Kurds seek help to halt Iranian incursion

- \* *Demands Iraq, U.S. and others take steps*
- \* *Iranian military pursuing Kurdish rebels*
- \* *Iraqi Kurdistan says 300 families displaced by shelling*

ARBIL, Iraq, June 8 (Reuters) - By Shamal Aqrawi

Iraq's semi-autonomous Kurdistan region on Tuesday demanded the central government in Baghdad take steps against an incursion into its territory by Iranian forces pursuing Kurdish rebels.

A Reuters witness saw Iranian soldiers manning a small position some two kilometres (1.2 miles) inside Iraqi Kurdistan.

Kurdish officials say a small unit of Iranian soldiers penetrated Kurdistan's Arbil province on June 3 following days of shelling that

they say has displaced some 300 families from Kurdish border villages.

Kurdish MPs accused the Shi'ite-led government in Baghdad of turning a blind eye to the Iranian operation, against rebels seeking autonomy for Kurdish areas of Iran.

Iraq and Iran fought a war in the 1980s, but since the overthrow of Sunni dictator Saddam Hussein in 2003 relations between the two majority Shi'ite Muslim countries have improved.

The Kurdish regional assembly unanimously adopted a memorandum calling on the Iraqi government, the United Nations, the United States and other powers "to press Iran to stop its bombardment of Iraqi border villages and to end its occupation of a position inside Iraqi Kurdistan".

MP Zakiya Saleh told Reuters: "We must criticise the Iraqi government for its apathy and indifference and for ignoring the Iranian aggression towards the Kurdish region."

Iranian forces frequently clash with rebels from the Party of Free Life of Kurdistan (PJAK), an offshoot of the Kurdistan Workers Party (PKK) which took up arms in 1984 for an ethnic homeland in southeast Turkey.

Iran considers the PJAK a terrorist group.

Like Iraq, Turkey and Syria, Iran has a large Kurdish minority, living mainly in the Islamic Republic's northwest and west.

REUTERS

## Iraq eyes fall in deficit, investment increase

ISTANBUL (Reuters) - June 10, 2010 - By Yara Bayoumy

IRAQ will decrease its deficit to 8 percent over the next three years from 18 percent, the finance minister said on Wednesday, and envisioned a substantial increase in investment as a percentage of the budget.

Bayan Jabor also told Reuters he would issue more bonds to finance power generation deals with General Electric (GE.N: Quote, Profile, Research, Stock Buzz) and Siemens (SIEGn.DE: Quote, Profile, Research, Stock Buzz).

"About the deficit I think it will be decreased from 18 percent till 8 percent (of the budget) in the next three years (in 2013)," he said in an interview on the sidelines of a Turkish-Arab economic forum in Istanbul.

"The investment now is around 26 percent of the budget, in 2013, it will be around 40 percent (of the budget)," he said.

Battered by years of war and crippling economic sanctions, Iraq struggles to witness steady, strong growth. A senior central bank official said growth, excluding the key oil sector, dipped to 4 percent of GDP last year from 10 percent in 2008.

Jabor said the 2010 Iraqi budget was \$70 billion and would increase incrementally over the next three years.

"Now our budget in total is around \$70 billion, in 2011 it will be \$80 billion, in 2012 it will be \$90 billion and in 2013 it will be \$100 billion."

In 2008, Iraq signed multibillion dollar deals with General Electric (GE.N: Quote, Profile, Research, Stock Buzz) and Siemens (SIEGn.DE: Quote, Profile, Research, Stock Buzz) to add nearly 9,000 megawatts of capacity over the next few years.

But the country has scrambled for ways to finance the purchase after a plunge in oil prices in 2008 deprived it of revenues and forced it to slash its 2009 budget three times.

"We do treasury bills and we pay for GE and also for Siemens and we'll continue the process."

When asked if he would issue more bonds, Jabor said yes, adding that, "Until now we issued \$2.4 billion, we will increase it to \$4 billion," but declined to give a time frame.

### OIL CUSHIONS DEFICIT

Jabor said the deficit was being covered by the difference in oil prices set in the budget versus the actual selling price.

"The budget foresees \$62.5 per barrel and now we're selling at \$72, \$74, \$76 sometimes. We are covering the deficit from the difference in the oil price," he said, adding Iraq currently had a \$10 billion surplus.

He added the budgets of 2011-2013 were based on an average oil price of \$74 per barrel and said he thought \$80 per barrel was "good for the producer and good for the others."

Jabor also said he would sign a letter stating the central Iraqi government would repay foreign oil companies working in Kurdistan for exploration expenses.

"I received the order from the cabinet and I will sign in the next few days a letter to the region of Kurdistan that the Iraqi government will pay for all the equipment for the foreign oil companies," he said, but declined to give an amount.

Kurdistan and Baghdad have been at loggerheads for months over oil deals Kurdistan signed independently with foreign firms, a move the central government in Baghdad considers illegal.

The Arab-led government in Baghdad refuses to pay the firms, and oil exports from Kurdistan stopped last year.

A joint committee that includes officials from the oil and finance ministries along with representatives of the KRG were meant to study the expenses foreign firms incurred in developing oil fields.

Jabor said private Turkish banks are interested in setting up joint ventures with private Iraqi banks, further strengthening the two countries' economic ties.

# U.N. sanctions target Iran military

UNITED NATIONS

## Turkey and Brazil vote against new resolution to deter nuclear program

BY NEIL MACFARQUHAR

Moving firmly away from the Obama administration's previous emphasis on wooing Iran, the United States pushed through a new round of sanctions against the country on Wednesday, taking aim at its military in yet another attempt to pressure Tehran over its nuclear program.

The new sanctions, a modest increase from previous rounds, took months to negotiate but still did not carry the symbolic weight of a unanimous Security Council decision. Twelve of the 15 nations voted for the measure, while Turkey and Brazil voted against and Lebanon abstained.

Beyond the restrictions imposed by the sanctions themselves, the vote sets the stage for harsher measures that the United States and the European Union have promised to enact on their own once they had the imprimatur of the United Nations. European leaders are likely to discuss new measures at a summit meeting this month.

Iran has defied repeated demands from the Security Council to stop enriching nuclear fuel. It has built new, sometimes secret, centrifuge plants needed to enrich uranium — and has enriched it at higher levels. These actions have raised suspicions in the West that Iran is pursuing a nuclear weapon, although leaders in Tehran insist their nuclear program is peaceful.

Susan E. Rice, the U.S. ambassador to the United Nations, said Wednesday that the body had "risen to its responsibilities" by approving the measure, and that "now Iran should choose a wiser course."

"Until the world's concerns with Iran's nuclear defiance are fully resolved, we must work together to ensure that the sanctions in this resolution are fully and firmly implemented," she told the Security Council after the vote.

Diplomats from Brazil and Turkey, which negotiated a deal with Iran last month to send some of its low-enriched uranium abroad in exchange for access to fuel for a medical reactor, criticized the sanctions, saying they could undermine further attempts at diplomacy.

Maria Luiza Ribeiro Viotti, Brazil's representative to the United Nations,

said, "We do not see sanctions as an effective instrument in this case."

Even as the Security Council was on the verge of voting, Iran was trying to show that it was cooperating with the negotiation track. Ali Akbar Salehi, head of Iran's Atomic Energy Organization, announced that the International Atomic Energy Agency had responded positively to the latest proposals negotiated by Brazil and Turkey.

The deal, first proposed by the major powers in October as a confidence-building measure and then resurrected by Brazil and Turkey, was shunted aside by the United States and its allies because Iran said it would not stop enriching uranium.

"This is a sign of the confusion of the great powers," Mr. Salehi said. "On the one hand they send a response letter, while on the other hand they take negative steps."

The five permanent members of the Security Council — Britain, China, France, Russia and the United States — along with Germany, negotiated the new sanctions but also left the door open to new diplomacy. The resolution contained the full text of a 2008 offer for increased civilian nuclear cooperation in exchange for Iran's stopping enrichment.

The main thrust of the sanctions is against military, trade and financial transactions carried out by the Islamic Revolutionary Guards Corps, which controls the nuclear program and has taken a more central role in running the country and the economy.

The sanctions toughen the measures previously taken against 40 individuals, putting them under a travel ban and asset freeze, but adds just one name to the list — Javad Rahiqi, 56, the head of the Isfalian Nuclear Technology Center.

The sanctions require countries to inspect ships or planes headed to or from Iran if they suspect that banned cargo is aboard, but there is no authorization to board ships by force at sea. Another added element bars all countries from allowing Iran to invest in nuclear enrichment plants, uranium mines and other nuclear-related technology.

The United States had sought broader measures against Iran's banks, insurance industry and other trade, but China and Russia were adamant that the sanctions not affect Iran's day-to-day economy. Washington and Beijing were wrangling down to the last day over which banks to include, diplomats said, and in the end only one appeared on the list of 40 new companies to be blacklisted.

The Chinese ambassador, Li Baodong, said his country's conditions on the



JUSTIN LANE, EPA

Susan E. Rice, the U.S. ambassador to the United Nations, after the vote Wednesday.

sanctions were that they not harm the world economic recovery and not affect the Iranian people or normal trade.

Even after China agreed to negotiate with the other Security Council members, its opening position opposed any new sanctions, said a U.S. official involved in the negotiations. That stance meant that new measures took months to negotiate and required significant concessions by the United States.

"With time we got a resolution that we felt was very meaningful and credible and significant," Ms. Rice, the U.S. ambassador, said in an interview before the vote. "But had we wanted a low-ball, low-impact resolution we could have had that in a very short period of time."

In the end, both the energy sector and the Central Bank were mentioned with somewhat tortured wording in the opening paragraphs. That is enough to pursue companies dealing with both, American officials said.

The sanctions include a ban on selling heavy weapons to Iran, including battle tanks, armored combat vehicles, large-caliber artillery systems, combat aircraft, attack helicopters, warships, missiles and missile systems.

But so far, three previous rounds of sanctions have failed to halt Iran's nuclear ambitions, leading some skeptics to question whether the latest measures would be able to apply real pressure on Tehran.

"Nobody is suggesting that these sanctions are not going to have an impact," said Ray Takeyh, an Iran expert at the Council on Foreign Relations and a former U.S. State Department adviser on the Gulf. "The question is whether they will put sufficient pressure on Iran to come back to the negotiating table in a more earnest and a more compromising mood."

Mr. Takeyh questioned whether measures like the weapons ban could have the unintended consequence of driving Iran toward developing a nuclear weapon because it cannot get other arms.

In a recent report, international nuclear inspectors said that Iran had produced a stockpile of nuclear fuel that experts say would be enough, with further enrichment, to make two nuclear weapons.

Studies by the U.S. government have questioned the efficacy of sanctions, especially given Iran's weight as an oil exporter. Iran will probably be able to use its oil and other important trade to blunt the latest measures.

**Moyen-Orient.** D'une alliance stratégique à une confrontation dangereuse.

# Le choix radical des Turcs

Par MICHEL GURFINKIEL

**C**omment une alliance de soixante ans a-t-elle pu si mal tourner ? Que s'est-il passé pour que la Turquie et Israël soient désormais des ennemis, pratiquement en état de guerre ? C'est la question que pose, le 2 juin, Hikmet Bilâ, un éditorialiste du journal nationaliste turc *Vatan*. Après quelques phrases de rigueur sur le "terrorisme d'État" israélien (l'arraisonnement au large de Gaza, deux jours plus tôt, d'une "flottille humanitaire" battant pavillon turc), il souligne la responsabilité du gouvernement d'Ankara : « Nous donnons désormais l'impression d'avoir abandonné notre approche occidentale en politique étrangère, et de passer rapidement d'une politique équilibrée à un alignement sur l'axe Iran-Hamas. » Sa conclusion : « Cette attitude suscite l'enthousiasme sur le plan intérieur. Mais à terme, elle peut se révéler désastreuse. »

La Turquie moderne a quatre-vingt-dix ans. Son fondateur, Mustafa Kemal (qui devait prendre par la suite le nom de Kemal Atatürk), avait réussi à préserver, au début des années 1920, dans les décombres de l'Empire ottoman, un État-nation réduit à l'Anatolie et à la Thrace orientale, mais relativement homogène sur le plan ethnique et religieux. Il lui avait imposé une Constitution républicaine, un régime laïque, un mode de vie européen et un alphabet latin.

En politique étrangère, Atatürk avait fixé cinq règles absolues : ne tenir compte que de l'intérêt national de la nouvelle Turquie ; renoncer à toute nostalgie impériale ; tourner le dos à l'Orient ; s'intégrer à l'Occident ; ne pas se laisser entraîner dans des conflits régionaux ou mondiaux.

Kemal Atatürk est mort en 1938. Sa politique étrangère – que résumait le slogan "Paix à l'intérieur, paix à l'exté-

rieur" – a été poursuivie tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Un exécutif testamentaire zélé y a veillé : l'armée, véritable maîtresse du pays au-delà de divers gouvernements civils. La Turquie est restée neutre, en dépit de quelques tentations proallemandes, pendant la Seconde Guerre mondiale. Après 1945, elle a renforcé son ancrage occidental en adhérant à l'Otan et au Conseil de l'Europe, et en faisant acte de candidature à l'Union européenne.

En Méditerranée orientale et au Moyen-Orient aussi, elle s'en est tenue à l'"égoïsme national" le plus strict : si elle n'a pas hésité à envahir Chypre en 1974 ou à faire des incursions en Irak, dans les années 1980 et 1990, pour y protéger des minorités turcophones, elle s'est gardée de prendre parti dans les querelles israélo-arabes. Elle a même noué une véritable alliance avec Israël à partir des années 1980.

Le fait est que les deux pays semblent alors parfaitement complémentaires. Les Israéliens apportent aux Turcs leur technologie, leurs réseaux économiques : une coopération facilitée, à partir de 1997, par un accord bilatéral de libre-échange. Les lobbies pro-israéliens, en Amérique et en Europe, font souvent fonction de lobbies proturcs, ce qui permet à Ankara de neutraliser l'influence des diasporas grecque et arménienne. De leur côté, les Turcs apportent aux Israéliens l'espace qui leur fait défaut : l'aviation israélienne s'entraîne au-dessus de l'Anatolie orientale. À ce gagnant, gagnant s'ajoutent des affinités idéologiques : l'establishment turc voit dans le sionisme une version juive du kémalisme ; les Israéliens invoquent le "modèle turc" – un islam modernisé – quand ils imaginent l'avenir du Moyen-Orient.

Mais le kémalisme s'effondre. Sous le poids de sa propre réussite. Le pays comptait 14 millions d'habitants en 1923, lors de l'instauration de la République. Il en compte 70 millions à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Cette croissance touche, dans un premier temps, les régions

rurales d'Anatolie, où la laïcité est restée lettre morte. Mais à partir de 1970, les paysans et les fils de paysans gagnent les villes, qui se transforment en mégapoles : près de 20 millions d'habitants à Istanbul, 4 millions à Ankara, plus d'un million dans les grandes villes de province.

À la campagne, les paysans votaient docilement pour les partis de l'establishment, la gauche kémaliste ou une droite à la fois plus libérale et plus religieuse. À la ville, déracinés, ils sont attirés par des partis extrémistes néo-islamiques : les ultranationalistes d'Alparslan Türkeş et les nationaux-islamistes de Necmettin Erbakan. Les premiers prônent une fusion du kémalisme et de la tradition ottomane ; les seconds, un "néo-ottomanisme" impliquant, en fait,

une contre-révolution anti-kémaliste.

En 1987, les extrémistes, tous courants confondus, obtiennent 10,1 % des voix. Mais ils passent à 16,9 % en 1991, 29,9 en 1995, 34,9 en 1999, 54 en 2002 et 66,2 en 2007. Parmi eux, les islamistes sont nettement en tête : de 7,2 % en 1987 à 36,8 en 2002, puis 48,9 en 2007. Dès 1993, toutes les grandes villes turques ont

des maires islamistes. En 1996, à l'issue de querelles interminables qui discréditent la droite classique, le président conservateur Süleyman Demirel fait appel à Erbakan pour diriger un gouvernement de coalition réunissant les islamistes et une partie des conservateurs.

Les militaires veillent. Ils contraignent Erbakan à la démission moins d'un an plus tard, le traînent en justice pour atteintes diverses à la Constitution et dissolvent son parti. D'autres dirigeants islamistes seront emprisonnés, puis déchus temporairement de leurs droits civiques. C'est le cas de Recep Tayyip Erdoğan, le maire, fort populaire, d'Istanbul.

Détail important : Israël est l'un des enjeux de ce coup d'État à froid. Pour les militaires, l'alliance avec Jérusalem a fini par symboliser l'intérêt national.

**Les lobbies pro-israéliens, en Amérique et en Europe, ont souvent fait fonction de lobbies proturcs.**



**Mainmise.** Le premier ministre Erdogan avec des militaires. Son large succès en 2007 lui a permis d'imposer ses vues à l'armée.

Pour les islamistes, au contraire, c'est un alignement contre-nature avec les ennemis de l'islam. Les tensions entre Erdogan et les militaires ont éclaté, en 1996, quand le premier a refusé de ratifier un accord de coopération avec Jérusalem. Elles ont débouché sur une crise, en 1997, quand le premier ministre a cherché à suspendre des manœuvres navales conjointes.

En 2002, la formation islamiste, reconstituée par Erdogan sous le nom de Parti Justice et Développement (AKP), revient au pouvoir. La leçon de 1997 a été entendue : afin d'éviter une nouvelle intervention militaire, le nouveau gouvernement affiche un programme particulièrement modéré, plus "musulman-démocrate" que fondamentaliste. En politique étrangère, le maître d'œuvre de cette opération est un universitaire jusque-là obscur, Ahmet Davutoglu.

Non sans habileté, il reprend le slogan d'Atatürk, "Paix à l'intérieur, paix à l'extérieur". Il lui donne une nouvelle interprétation. La vocation européenne et occidentale de la Turquie ne saurait être remise en question, selon lui, mais elle doit être complétée par une plus grande profondeur stratégique : un rapprochement avec tous les pays voisins, des ennemis héréditaires grec et arménien aux pays arabes, de la Russie à l'Iran.

De même, l'alliance avec Israël doit être maintenue, mais renforcée par des liens privilégiés avec les Palestiniens. L'armée se méfie, mais ne peut prendre le gouvernement en défaut. Les relations turco-israéliennes, en parti-

culier, semblent prospérer. Entre 2002 et 2009, la plupart des grands groupes israéliens renforcent leur présence en Turquie. Les contrats bilatéraux atteignent 2,5 milliards de dollars. Tsahal poursuit la modernisation des forces armées turques.

Parallèlement, l'AKP met en place, par petites touches, d'autres options. La Turquie refuse de soutenir les États-Unis dans la guerre d'Irak, en 2003. Elle exige bientôt le rappel d'un ambassadeur américain d'origine juive. Elle renforce son rôle à l'Organisation de la conférence islamique (OCI) à partir de 2004 et noue des liens étroits avec la Syrie et l'Iran. Si elle propose ses bons offices entre Israël d'une part, la Syrie ou l'Autorité palestinienne d'autre part, c'est en s'alignant de plus en plus sur la position arabe, notamment après la guerre entre Israël et le Hezbollah libanais, à l'été 2006.

Parallèlement, des campagnes d'opinion antioccidentales, anti-israéliennes et antisémites se multiplient, tolérées sinon inspirées par le gouvernement. En 2005, *Kavgam*, la traduction turque de *Mein Kampf*, fait l'objet d'une réédition à grand tirage. À partir de 2006, un feuilleton de politique-fiction, *Kurtlar Vadisi* ("la Vallée des loups"), passe en boucle à la télévision : il présente l'intervention américaine en Irak comme la première étape d'une agression occidentale

contre la Turquie, et les personnages juifs y jouent des rôles particulièrement odieux.

Ce conditionnement porte ses fruits. Selon un sondage PEW, 12 % seulement des Turcs ont une opinion favorable de l'Amérique en 2006, contre 52 % en 2000 ; 5 % seulement une bonne opinion d'Israël mais 53 % d'entre eux sont favorables à l'Iran et 63 % aux Palestiniens. Un autre sondage PEW de 2008 révèle que 76 % des Turcs ont une mauvaise opinion des juifs en général, contre 49 % en 2004 ; 74 % une mauvaise opinion des chrétiens en général, contre 52 % en 2004.

Plus l'opinion se radicalise, plus elle tend à se porter vers l'AKP. En 2007, de nouvelles élections lui donnent la majorité absolue. Une victoire qui peut passer pour décisive, dix ans après l'éviction d'Erbakan : l'armée n'est plus en mesure de s'en prendre à un gouvernement civil bénéficiant d'un tel soutien populaire. C'est au contraire le gouvernement qui est autorisé à mettre au pas l'armée.

Davutoglu, jusque-là éminence grise, est nommé ministre des Affaires étrangères. La profondeur stratégique ne consiste plus à pratiquer une politique d'équilibre entre l'Occident et l'Orient, mais à s'insérer dans une grande coalition antioccidentale, avec l'Iran, la Russie, le Venezuela, le Brésil. Quant à Israël, le moment est enfin venu de se retourner contre lui. En 2009, au sommet de Davos,

Erdogan injurie publiquement le président israélien Shimon Peres. La coopération militaire bilatérale est bloquée. C'est entre autres la "flottille de la paix", organisée par une ONG islamiste proche de l'AKP.

Entre Ankara et Jérusalem, la brouille n'est peut-être pas irréversible. Séduite naguère par un AKP qui paraissait modéré, l'opinion turque l'est moins par l'AKP radical des trois dernières années. Depuis le début de 2010, les sondages montrent un retour des kémalistes, qui pourraient talonner les islamistes dans un prochain scrutin ou même les dépasser.

Une partie de la presse déplore qu'Ankara n'apporte pas tant son soutien à l'Autorité palestinienne, dirigée par les modérés du Fatah, qu'aux extrémistes du Hamas, qui se sont emparés de Gaza par la force. ●

**Entre 2002 et 2009, la Turquie se rapproche d'Israël, tout en rejoignant les prises de position arabes.**



MERCREDI 9 JUIN 2010

# La Turquie tisse sa toile dans le monde arabe

La diplomatie turque est extrêmement active sur le front arabe, mais c'est avec la Syrie que les relations bilatérales sont les plus avancées

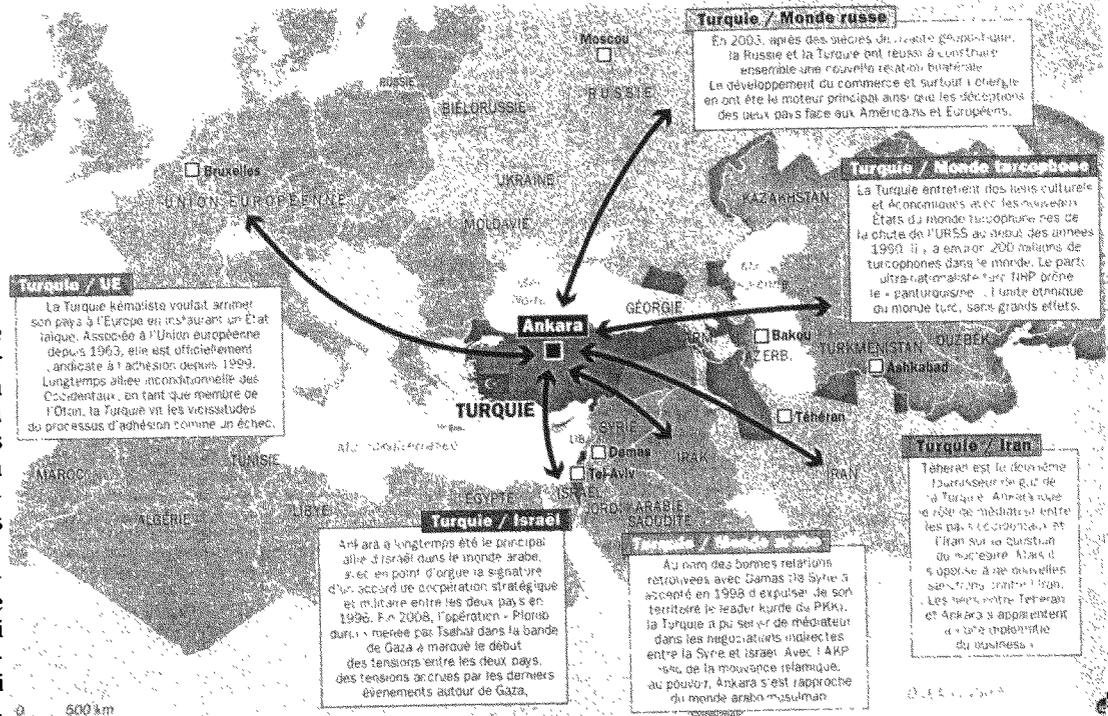
**SYRIE et TURQUIE**  
De notre envoyée spéciale

La dernière visite officielle du président syrien Bachar Al Assad et sa femme Asmaa à Ankara, la capitale de la Turquie, a fait la « une » de tous les journaux syriens. Sur les photos, la blonde Mme Bachar Al Assad posait tête nue aux côtés des femmes voilées des dirigeants turcs.

Alors que la Turquie, pays musulman, affiche sa laïcité, le paradoxe de cette photo ne gêne à Damas ni Fatima, jeune étudiante en littérature anglaise, elle-même voilée, qui se « sent très proche de la Turquie », ni Rouah, laïque convaincue, directrice d'un grand hôtel de la capitale syrienne. « Quand j'étais jeune, explique cette dernière, j'étais très hostile à la Turquie pour ce que notre pays a dû subir sous l'Empire ottoman. Aujourd'hui, je pense que leur administration était un modèle d'efficacité et une source d'inspiration. »

L'islamo-démocratie turque est en passe de conquérir le monde arabe. L'artisan de cette conquête est Ahmet Davutoglu, le ministre turc des affaires étrangères, qui définit ainsi la stratégie diplomatique turque: « zéro problème avec nos voisins » et ils sont nombreux (voir carte). Après avoir été le principal conseiller diplomatique du président Abdullah Gül et du premier ministre Recep Tayyip Erdogan depuis 2003, Ahmet Davutoglu, 51 ans, ne cesse de proclamer les ambitions de son pays: « Notre axe, c'est Ankara. Et notre horizon est à 360° ».

Sur le front arabe, la diplomatie turque est hyperactive: Ankara a joué les médiateurs dans les différends qui opposaient la Syrie à l'Irak et à l'Arabie saoudite; elle a assisté l'Occident dans le conflit avec Téhéran et organisé des négociations indirectes entre Israël et la Syrie (voir page suivante). Ahmet Davutoglu est le parfait « diplomate néo-ottoman », osent certains.



« Peut-être la Turquie devrait-elle améliorer ses relations avec des pays plus acceptables... mais ses voisins sont la Syrie et l'Iran, pas la France

**Ahmet Davutoglu :**  
« Notre axe, c'est Ankara. Et notre horizon est à 360° »

ni l'Allemagne », répond Sedat Laciner, de l'Organisation internationale pour la recherche stratégique (Usak). Et, de fait, la part des exportations turques vers les pays musulmans est passée de 24 % du total à 28 % de 2006 à 2008.

C'est avec la Syrie que les relations bilatérales sont les plus avancées. Le rapprochement politique date de 1991, quand le Kurdistan d'Irak a obtenu un statut de quasi-autonomie. Syrie et Turquie partageaient alors les mêmes intérêts à prévenir la création d'un grand Kurdistan, englobant les Kurdes de Turquie, Syrie, Iran et Irak. Il n'a pas empêché les deux pays de se retrouver au bord de la guerre, en 1999, quand la Syrie offrait l'asile au leader kurde du PKK, Abdullah Ocalan. Il fut finalement expulsé, puis arrêté au Kenya; il est aujourd'hui en prison en Turquie. L'horizon était

donc dégagé pour l'établissement de relations de bon voisinage entre les deux pays.

En janvier 2004, le président Bachar Al Assad effectue la première visite d'un chef d'État syrien en Turquie... depuis 1946. Trois ans plus tard, en 2009, les deux pays organisent deux conseils des ministres communs, concluent un accord de libre-échange entré en vigueur en 2007 – levant toutes les barrières aux exportations syriennes et progressivement les barrières aux exportations turques sur une période de douze ans – et suppriment les visas. Ils ont également créé un Haut Conseil syro-turc de coopération stratégique, qui s'est réuni à Damas en décembre 2009, au cours duquel plus de 50 mémorandums d'entente et protocoles de coopération ont été signés.

« Après des débuts très progressifs, le partenariat entre les deux pays s'est accéléré depuis un an et demi », confirme un diplomate occidental à Damas. Coté syrien, cet accord est considéré comme étant de nature à dynamiser l'économie locale. « Ce qui ne vous détruit pas vous rend plus fort », juge Fares Al Chehabi, président de la chambre d'industrie d'Alep, ville proche de la frontière turque.

Bilal Turkmani, vice-président du Conseil des hommes d'affaires

syro-turcs à Damas, reconnaît qu'à court terme l'accord de libre-échange entre les deux pays peut jouer contre son pays, en raison »

» de la moindre compétitivité des entreprises syriennes. « Mais à long terme, la balance des paiements devrait être équilibrée: le déficit commercial devrait être compensé par les investissements turcs dans l'industrie, les nouvelles énergies, le tourisme, les infrastructures. Cette relation doit être gagnant-gagnant. » Et il concède volontiers que « faire des affaires avec la Turquie est plus facile qu'avec les pays arabes du Golfe en raison de la proximité culturelle entre nos deux pays. L'organisation économique turque est impressionnante d'efficacité », souligne-t-il.

Au début des années 2000, le pouvoir syrien avait un temps regardé la Chine comme exemple de développement, un régime alliant libéralisation économique et statu quo politique. Mais ce n'est plus le cas. La Turquie est désormais le modèle. « Ankara est un pont pour accéder au marché mondial. Elle est prête à investir, à aider le secteur privé. Ce processus est subtil, lent mais puissant. Il y aura un

*prix à payer car nous n'avons pas préparé l'industrie et l'agriculture à ce choc, mais nous y sommes prêts. »* Alors que le premier ministre Recep Tayyip Erdogan reçoit aujourd'hui les dirigeants arabes, après ceux de l'Asie hier, les ambitions de la Turquie s'étendent à tout le Moyen-Orient. « Elle y redevient un acteur central car elle tire profit de l'affaiblissement de l'Égypte et de l'Arabie saoudite », estime le spécialiste syrien.

## Partisane d'une diplomatie musclée, Ankara a la ferme intention de continuer à investir le champ du processus de paix israélo-palestinien.

Pour Pierre Razoux, responsable de recherches au Collège de défense de l'Otan, « la Turquie s'impose de plus en plus comme un modèle pour l'opinion publique arabe sunnite, qui ne peut que constater l'effacement de l'Égypte et de l'Irak et l'isolement de la Syrie, et ne se reconnaît ni dans

le wahhabisme saoudien, ni dans le prosélytisme chiite iranien ». Selon lui, « de Rabat à Bagdad et Gaza, l'opinion arabe perçoit la Turquie comme une démocratie en plein essor économique qui a réussi à trouver un équilibre entre un gouvernement porteur de valeurs islamiques et une institution militaire laïque empêchant l'arrivée au pouvoir d'un régime islamiste radical ».

Il ne faut pas s'étonner de voir, dans la majorité des pays arabes mais aussi en Europe, brandir le drapeau turc au cours des manifestations après l'assaut israélien contre la « flottille de la liberté ». Car la Turquie n'est pas le « soft power » (une puissance qui joue sur son seul pouvoir d'influence non militaire) décrit par certains analystes. Partisane d'une diplomatie musclée, dont le dernier exemple est l'affaire de Gaza, Ankara a la ferme intention de continuer à investir le champ du processus de paix israélo-palestinien. La paralysie et l'impuissance de l'Europe lui laissent le champ libre, et les États-Unis ne voient pas forcément d'un mauvais œil l'irruption de cet acteur pugnace dans le paysage moyen-oriental.

AGNÈS ROTIVEL



## QUINZE BLESSÉS DANS L'EXPLOSION D'UNE BOMBE À ISTANBUL

ISTANBUL, 8 juin 2010 (AFP)

QUINZE personnes ont été blessées mardi à Istanbul dans l'explosion d'une bombe au passage d'un véhicule de la police, a annoncé l'agence de presse turque Anatolie.

La bombe a explosé devant un hôpital du quartier de Kucukcekmece, sur la rive occidentale d'Istanbul, au moment où passait un véhicule de la police qui transportait du personnel se rendant à son travail.

« Cela ressemble à une bombe placée sur le côté de la route... elle a peut-être été déclenchée par une commande à distance », a déclaré à Anatolie le chef de la police d'Istanbul, Huseyin Capkin.

« Nous ne savons pas pour l'instant qui a perpétré cette attaque, nous enquêtons », a-t-il ajouté. Il a déclaré que 15 policiers ont été blessés, mais Anatolie a annoncé que deux passants blessés étaient soignés dans un hôpital proche.

Selon la chaîne de télévision NTV, la plupart des victimes souffrent de blessures par éclats, et aucune n'est dans un état grave. L'attentat n'a pas été revendiqué sur le moment.

Cet attentat survient alors que plusieurs dirigeants étrangers sont réunis à Istanbul pour une conférence sur la sécurité régionale, dont le Premier ministre russe Vladimir Poutine et les présidents iranien, syrien, afghan et palestinien.

Istanbul, une ville d'environ 13 millions d'habitants, a été plusieurs fois la cible d'attentats, imputés à des islamistes extrémistes, à des militants d'extrême gauche ou à des rebelles kurdes en lutte depuis 25 ans contre l'autorité centrale turque.



## TURQUIE: UN CONVOI MILITAIRE VISÉ, 11 SOLDATS BLESSÉS

DIYARBAKIR (Turquie), 11 juin 2010 (AFP)

ONZE SOLDATS turcs ont été blessés, dont un grièvement, vendredi dans l'explosion d'une mine dans l'est de la Turquie, attribuée aux rebelles kurdes, a indiqué une source de sécurité locale, tandis que la presse a rapporté quatre arrestations de membres présumés du PKK dans l'ouest.

La mine qui aurait été posée dans l'est par les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), a explosé au passage d'une patrouille militaire sur

une route entre les villes de Tunceli et d'Elazig, selon une source de sécurité locale qui a tenu à conserver l'anonymat.

Le PKK utilise souvent des mines, activées pour la plupart à distance, dans ses attaques contre les forces de sécurité turques.

Par ailleurs, la police turque a arrêté quatre personnes soupçonnées d'appartenir au PKK et de préparer un attentat à la bombe à Izmir (ouest, sur la mer Égée), a rapporté vendredi l'agence de presse Anatolie.

Les suspects ont été arrêtés dans leur voiture à Buca, une banlieue de cette métropole qui abrite une importante communauté kurde, indique l'agence, sans préciser la date de leur arrestation.

Une bombe a été saisie lors de l'opération policière, ajoute l'agence.

Le PKK a dans le passé commis des attentats à la bombe meurtriers dans des zones urbaines de l'ouest du pays notamment.

# U.S. fears Turkey is alienated

LONDON

## Deteriorating relations with Israel and overtures to Iran stoking worries

REUTERS

The United States is concerned over a breakdown in Turkey's relations with Israel and fears that Europe's rebuff of Turkey's aspirations to join the European Union are pushing the strategically pivotal country "eastward," the U.S. defense secretary said Wednesday.

As NATO's only Muslim member, Turkey has been an important U.S. ally in the Middle East, but its deteriorating ties with Israel and recent overtures to Iran have stoked worries in Washington.

"I personally think that if there is anything to the notion that Turkey is, if you will, moving eastward, it is, in my view, in no small part because it was pushed, and pushed by some in Europe refusing to give Turkey the kind of organic link to the West that Turkey sought," Defense Secretary Robert M. Gates told reporters in London.

Turkey's long-running negotiations to join the European Union have slowed to

a snail's pace, partly because of disputes over Cyprus but also because the leaders of France and Germany have made clear that they do not want the Turks to join.

Relations between Turkey and Israel plunged to their lowest level in decades last week after Israeli commandos stormed a Gaza-bound aid flotilla and killed nine Turks, sparking an international outcry.

At the same time, Turkey has pursued a rapprochement with Iran, promoting a compromise on Iran's nuclear program to avert further international sanctions, which Turkish leaders have publicly opposed. (The United Nations Security Council nonetheless approved new sanctions Wednesday, with Brazil joining Turkey in voting against the resolution.)

The Islamist-leaning Turkish government backed the attempt by pro-Palestinian activists to use the convoy of aid ships to break Israel's blockade of the Gaza Strip, controlled by the Islamist Hamas movement.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan responded by recalling Turkey's ambassador from Israel and canceling joint military exercises with the country.

"The deterioration in the relationship between Turkey and Israel over the past year or so is a matter of concern,"

Mr. Gates said in London.

"The two had a pretty constructive relationship and one that contributed to stability in the region, and I hope that, over time, that kind of constructive relationship can be re-established."

Egemen Bagis, Turkey's chief negotiator with the European Union, said Wednesday that no connection should be made between Turkey's relations with Israel and with the bloc.

"Last time I checked, there was no prerequisite for negotiating countries to become members based on their relations with Israel," he said. "I think that's mixing apples and oranges."

Mr. Gates appeared to blame European obduracy more than Israeli behavior for the estrangement.

"We have to think long and hard about why these developments in Turkey" are occurring, he said, "and what we might be able to do to counter them and make the stronger linkages with the West more apparently of interest and value to Turkey's leaders."

An aide to Mr. Gates said Washington's concerns included a perception that E.U. countries were setting the bar higher for Turkey than for past candidates for membership, and that this was a deliberate effort to make accession more difficult.

# Turkey speaks up in Mideast

ANKARA

## U.S. finds that interests don't always align as ally asserts itself in region

BY SABRINA TAVERNISE  
AND MICHAEL SLACKMAN

For decades, Turkey was one of the United States' most pliable allies, a strategically placed country on the edge of the Middle East that reliably followed American policy. But recently, it has taken a different path, adopting an in-

### NEWS ANALYSIS

creasingly assertive policy in its region, and with words and methods not always to Washington's liking.

The change in Turkish policy burst into public view last week, after the deadly Israeli commando raid that killed nine Turkish activists on a flotilla trying to breach the Gaza blockade nearly led Ankara to sever relations

with Israel, Turkey's longtime ally.

While this new assertive foreign policy is making its prime minister, Recep Tayyip Erdogan, a hero to the Arab world, it has also produced collisions with the United States, its closest ally, particularly over Israel and Iran.

Turkey is seen increasingly in Washington as "running around the region doing things that are at cross purposes to what the big powers in the region want," said Steven A. Cook, a scholar with the Council on Foreign Relations. The question being asked, he said, is "How do we keep the Turks in their lane?"

From Turkey's perspective, however, it is simply finding its footing in its own backyard, a troubled region that has been inflamed for years, in part as a result of American policy.

"The Americans, no matter what they say, cannot get used to a new world where regional powers want to have a say in regional and global politics," said Soli Ozel, a professor of international relations at Bilgi University in Istanbul. "This is our neighborhood and we don't want trouble. The Americans create

havoc and we are left holding the bag."

Turkey's rise as a regional power may seem sudden, but it has been evolving

for years, since the end of the cold war, when the world was a simple alignment of black-and-white and Turkey, a Muslim democracy founded in 1923, was a junior partner in the American camp.

Twenty years later, the map has been redrawn. Turkey is now a vibrant, competitive democracy with an economy that ranks as the sixth largest in Europe. Unlike Jordan and Egypt, which rely heavily on American aid, it is financially independent of the United States. And, paradoxically, its democracy has created some of the frictions with Washington: Members of Mr. Erdogan's own party defected in 2003, for example, voting not to allow the Americans to attack Iraq from Turkish territory.

Ahmet Davutoglu, Turkey's foreign minister and the architect of the new policy, said in an interview that economics is at its heart. The party he belongs to, led by Mr. Erdogan, is made up of

merchants and traders, whose devotion to Islam has rarely, if ever, trumped business interests.

"Economic interdependence is the best way to achieve peace," he said at his home in Ankara this weekend. "In the 1990s we had severe tension all around us, and Turkey paid a huge bill because of that. Now we want to establish a peaceful order around us."

But that vision has led to friction with Washington, particularly over Iran, a country that Turkey depends on for its only alternative energy source after Russia. Turkey infuriated the United States last month when it announced that along with Brazil, it had struck a deal with Iran to ease a nuclear stand-off, and on Tuesday — certain to aggravate American officials further — it warmly welcomed Iran's president, Mahmoud Ahmadinejad, at a regional security summit meeting.

"They are ambitious and this gives them a major role on the world stage," a senior American official said. "But there is a risk that Americans won't understand what Turkey is doing, and that will have consequences for the relationship."

But it is Mr. Erdogan's confrontation with Israel over the Turkish flotilla that raised the loudest alarms for Americans. Fiery talk from Mr. Erdogan against Israel, which he accused of "state terrorism," helped reinforce the notion that a formerly Islamist political leader, whose country has been all but rejected by the European Union it tried to join, had shown his true colors.

But for years Mr. Erdogan encouraged closer ties with Israel, which reached a high point in 2008 when \$3 billion in trade changed hands. While the relationship has deteriorated badly in recent years — including Mr. Erdogan lambasting Shimon Peres, the Israeli president, over the Israeli military's tactics in the Gaza campaign — Jewish leaders in Istanbul say that it is more about Mr. Erdogan's dislike of the government of Prime Minister Benjamin Netanyahu than his view of Israel.

"The Jewish community in Turkey is not at all alarmed," said Ishak Alaton, a prominent Jewish businessman in Istanbul. The tough talk, he said, is simply Mr. Erdogan's style, an attempt at scoring political points ahead of a domestic election.

But Mr. Erdogan's rhetoric against Israel, which continued at a news conference with Syria's president, Bashar al-Assad, in Istanbul on Monday, eliminates Turkey's place at the table as a moderator with Israel, analysts said, and also boxes in the administration of President Barack Obama, forcing it into a choice between allies that the Turks are sure to lose.

"If Obama is faced with the choice of the American Jewish community or Turkey, he's not going to choose Turkey," said a former American diplomat.

Shafeeq Ghabra, a political science professor at Kuwait University, argued that Turkey had stepped into a vacuum

## A defiant Maliki insists Iraq needs him at the top

BAGHDAD

BY ANTHONY SHADID

Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, struggling for his future in a long, snarled contest to form a new government, has warned that failure to return him to power would lead to a descent into the violence and sectarian strife that dominated Iraq when he took over in 2006.

Mr. Maliki said in an interview that he would resist efforts to curtail his authority if he did return. Only a strong leader, he insisted, could navigate during the U.S. military withdrawal and still handle the remnants of an insurgency.

Mr. Maliki's remarks were defiant, even stubborn, and underlined one of the seminal issues: In a country with a history of dictatorship, what power will the prime minister wield?

"I will not be a prime minister with the job of a traffic cop — 'You can go now,' 'you can come,'" Mr. Maliki said in his office, where he heads a caretaker government. "I will be either a prime

**"I will not be a prime minister with the job of a traffic cop."**

minister, under the Constitution, or not a prime minister at all."

Mr. Maliki's remarkable ascent from relative obscurity with a mix of impetuosity and decisiveness has won him popular support and united much of Iraq's political class against him.

The 89 seats he won in the 325-member Parliament fell far short of his advisers' estimates. Beaten by a secular and Sunni coalition led by Ayad Allawi, a former interim prime minister, he and his allies spent weeks trying unsuccessfully to change the results with recounts, court challenges and campaigns to disqualify winning candidates.

But in Iraqi politics these days, no one really believes anyone else. Promises are made in vague terms. "There are no red lines" is as close as anyone usually gets to a commitment. Mr. Maliki's incumbency alone — and the baggage each of his rivals carries — has led diplomats and even his detractors to suggest that a second term is an even bet.

"I expect to," Mr. Maliki said of returning to power.

The new Parliament is set to convene Monday, in a session that will be largely symbolic, as coalitions fight over who has the right to form the next government. Mr. Allawi insists that he does, since he received the most votes in the election. But Mr. Maliki has cited a court opinion that would give that right to an alliance he formed with a rival Shiite coalition in May. Together, they are just four seats short of a majority.

That new alliance seems shaky at best, and Mr. Maliki seemed to acknowledge Wednesday that there was trouble. He said negotiations were continuing with what he described as "some elements" of the rival Shiite list, and he signaled his willingness to reach a separate deal with the faction that was long most adamantly opposed to him — the followers of Moktada al-Sadr, a populist cleric whose candidates came in second only to Mr. Maliki's among Shiite voters.

The talks are intricate even by Iraq's standards, where bargaining shows a remarkable propensity toward deadlock. Outwardly friendly rivals often go back decades, having shared time in exile.

Yet the stakes they are negotiating are perhaps higher than at any time since the United States overthrew Saddam Hussein in 2003. The issues are as varied as the fate of the contested city of Kirkuk and the very power of the prime minister and the cabinet around him.

Some politicians have suggested that they would sanction Mr. Maliki's return only if he agreed to reorient power away from the prime minister's office and vest it in the cabinet. Mr. Maliki has complained in the past that his post already lacked authority — burdened by a cabinet that answers to individual parties and not to him. In the interview, he rejected more restrictions, suggesting that any compromise would be difficult.

"Every country needs a strong leader, but especially Iraq, because of all its problems and challenges and because it is not stable," Mr. Maliki said. "If he's not firm," he added, "he'll turn into a feather in the face of the wind."

Riyadh Mohammed contributed reporting.

left by a failed peace process, and that it was trying to "save the Palestinians from becoming desperate again and save Israel from itself."

Israeli officials, for their part, see Mr. Erdogan's behavior as an attempt to

take up the Palestinian cause and become the Muslim world's prime minister — an effort that seems to be succeeding among Arab populations, to the chagrin of their leaders.

# U.S. 'disappointed' in Turkish vote on sanctions

BRUSSELS

## Allies disagree on Iran, but American defense chief plays down divide

BY JAMES KANTER

The U.S. defense secretary expressed frustration with Turkey on Friday over its refusal to support a new round of United Nations sanctions against Iran, but he suggested that the alliance between Washington and Ankara remained robust.

"I'll be honest, I was disappointed in Turkey's vote on the Iranian sanctions," the defense secretary, Robert M. Gates, said at the end of a two-day meeting of defense ministers at the headquarters of the North Atlantic Treaty Organization in Brussels. He added, "Allies don't always agree on things, but we move forward from here."

The U.N. Security Council leveled its fourth round of sanctions against Iran on Wednesday, seeking to halt Iran's production of nuclear fuel. President Barack Obama hailed the sanctions as the toughest yet against Iran.

But the resolution was not as tough as American and European officials had hoped, and it passed without the weight of a unanimous decision. Twelve of the 15 nations on the Security Council voted for the measure, but Brazil and Turkey, which had negotiated a deal with Iran to swap some of its nuclear fuel, voted against, and Lebanon abstained.

Mr. Gates's comments echoed remarks by Secretary of State Hillary Rodham Clinton, who said Wednesday that she disagreed with Turkey and Brazil but that those countries could still play a part in diplomacy with Iran. The sanctions took aim at military purchases, trade and financial transactions by the Islamic Revolutionary Guards Corps, which controls Iran's nuclear program and has taken a more central role in running the country and the economy.

Iran insists that its nuclear program is for peaceful purposes, but its enrichment of uranium to higher levels of purity has raised suspicions in the West that it is seeking a nuclear weapon.

On Friday, Mr. Gates said that "we have some more time" to ratchet up pressure on Iran to counter its nuclear ambitions. He said that "most people think" it would take at least a year or two for Iran to develop a nuclear weapon, and longer to develop systems to deliver such a weapon.

"Clearly, them getting to the threshold of having the weapons is what concerns everybody, and not the other things, and in that area I would say there is a range there of between one



President Mahmoud Ahmadinejad of Iran in Shanghai on Friday. He said the United States was "abusing power" in the Security Council.

and three years," he said.

In Shanghai, Iran's president, Mahmoud Ahmadinejad, criticized the American-led attempt at new sanctions, saying the United States is "abusing power" in the U.N. Security Council to "impose its hegemony on other nations," according to Reuters.

Mr. Ahmadinejad was speaking at a news conference after touring the World Expo, which he was attending to celebrate the national day of the Iran pavilion. Even though China supported the sanctions, he said ties between Iran and China remained strong.

"There is no reason to control or weaken the relationship," Mr. Ahmadinejad said of Iran-China ties. "The main problem is the United States."

U.S. officials are increasingly alarmed over how Turkey — a longstanding Western ally — has broken some of its ties with Israel after a raid by Israeli commandos on an aid flotilla bound for Gaza last month led to the deaths of nine Turkish activists.

But Mr. Gates also has laid the blame for Turkey failing to align its foreign policy more closely with that of the West on Iran with the European Union.

Speaking in London on Wednesday, Mr. Gates suggested that the E.U. had pushed Turkey "eastward" by moving slowing on talks with Ankara about joining the 27-member bloc.

Europe was "refusing to give Turkey the kind of organic link to the West that Turkey sought," Mr. Gates said.

Meanwhile, the European Commission, the E.U. executive body that is over-

seeing negotiations with Turkey on membership, has been unable to proceed on negotiations in some policy areas into which the accession talks are divided at the request of some countries, including Cyprus. One of the top sticking areas in the accession negotiations is that Turkey has resisted opening up ports and airports to traffic from Cyprus.

On Friday, the commission rebuffed suggestions that it was shutting the door on Turkey.

"Turkey is a very important strategic partner of the E.U. and a candidate country," said Maja Kocijancic, the spokeswoman for Catherine Ashton, the E.U. high representative for foreign affairs and security.

Accession to the Union "depends on the progress of reforms of any candidate country including Turkey," Ms. Kocijancic said.

Addressing the war in Afghanistan, Mr. Gates said that the top NATO commander there, Gen. Stanley A. McChrystal, expected to make progress throughout the country by the end of this year. General McChrystal "told the ministers that he is confident that he will be able to show progress in the south and across the country and that the strategy is working by the end of the year," Mr. Gates said, but he added that those gains "will not come quickly or without high cost."

# La marche à la puissance turque trouvera ses limites

**L'**émotion et la compassion sont une chose, la diplomatie en est une autre. Que la population turque soit choquée par le drame du *Mavi-Marmara* est logique et légitime. Que le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, fasse le matamore en multipliant ses habituelles outrances verbales à l'encontre d'Israël relève de la froide *realpolitik*.

Cette attitude vindicative traduit, depuis 2008 au moins (et non depuis le drame de la flottille !), la volonté de casser un partenariat turco-israélien qui, contrairement à l'idée en vogue, n'incarnait pas une longue alliance traditionnelle, mais un accord assez récent (février 1996) tranchant avec plusieurs décennies de rapports tantôt cordiaux (années 1960), tantôt glaciaux (années 1980), jamais excellents.

Ce divorce s'inscrit dans une profonde réorientation diplomatique menée par le gouvernement islamo-conservateur de l'AKP, dont l'objectif consiste à faire de la Turquie la principale puissance du Moyen-Orient. La stratégie servant cet objectif apparaît désormais clairement : rééquilibrer les relations entre puissances mondiales (d'où le fort rapprochement avec Moscou), éviter tout contentieux aux frontières (protocoles de Zurich en 2009 avec l'Arménie), mener tambour battant une politique panislamique (Syrie, Iran), enfin s'allier ponctuellement avec des pays émergents sur des dossiers d'ordinaire gérés par les cinq grands du Conseil de sécurité de l'ONU (accord entre Ankara, Brasilia et Téhéran sur le nucléaire iranien).

Dans ce schéma général, rompre avec Israël ne coûte presque rien - d'autres Etats équiperont tout aussi bien les avions turcs - et permet d'espérer conquérir un leadership dans les sociétés arabes à l'extérieur, tout en séduisant les couches ultra-

« Il faudra au pouvoir turc trouver plus et mieux que le commode épouvantail israélien »

conservatrices montantes de la société turque à l'intérieur. Cette ligne emprunte tant à Atatürk qu'à une forme de néo-ottomanisme. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, et plusieurs difficultés géopolitiques menacent cette montée en puissance.

## Frédéric Encel

Maître de conférences à Sciences Po Paris et à l'ESG

En premier lieu, dans le monde arabe, Ankara va se heurter au double clivage arabe-pers et sunnite-chiite. Un pan-chiisme iranien agressif, doublé de la course à la bombe par Téhéran, effraie les Etats arabes sunnites, de l'Egypte à l'Arabie saoudite et de la Jordanie aux pétromonarchies du Golfe. Non seulement tous ces régimes recherchent et obtiennent une protection accrue des Américains et des Français (avec des bases aux Emirats), mais encore entretiennent-ils à l'endroit d'Israël une indulgence proportionnelle à leur sévérité vis-à-vis des deux groupes armés liés à l'Iran : le Hezbollah et le Hamas.

Toujours dans le monde arabe, l'Egypte de Hosni Moubarak refusera que la Turquie lui subtilise le leadership du monde arabo-musulman, statut symbolique mais prestigieux, brigué depuis au moins l'épisode Nasser. Là, Le Caire sait être soutenu par la Ligue arabe, frustrée qu'aucune des trois principales puissances militaires du Moyen-Orient ne soit arabe...

En deuxième lieu, c'est dans le sud du Caucase et en Asie centrale que la stratégie d'Ankara trouve d'ores et déjà ses limites. Car comment concilier une future alliance

avec la Russie et l'Iran tout en ménageant la susceptibilité de l'allié traditionnel azerbaïdjanais, turcophone, turcophile et pétrolier? Bakou revendique en effet le Haut-Karabakh, perdu pendant la guerre de 1991-1994, territoire peuplé d'Arméniens dont il est invraisemblable que l'Arménie se dessaisisse - et exige du grand frère turc le maintien de son blocus frontalier contre Erevan.

Or, quadrature du cercle, l'Arménie est puissamment soutenue par la Russie, et par l'Iran en mauvais termes avec un Azerbaïdjan sans cesse plus proche des Etats-Unis et... d'Israël. En dépit d'une certaine proximité linguistique, les Etats d'Asie centrale préfèrent à la modeste Turquie les grandes puissances protectrices et-ou clientes que sont la Russie, la Chine et les Etats-Unis.

En troisième lieu, les partenariats ponctuels avec des pays émergents risquent de manquer d'efficacité, et surtout d'irriter l'OTAN. Ainsi de l'accord de mai 2010 autour du nucléaire iranien : in fine, ce sont bien les membres permanents du Conseil de sécurité qui trancheront, et manifestement dans le sens d'un quatrième train de sanctions contre Téhéran. Certes, un Conseil de sécurité réformé s'ouvrira à terme à d'autres membres permanents, mais la Turquie n'aura alors guère de chances face à des candidats autrement plus puissants ou représentatifs, tels le Japon, l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du Sud.

Par ailleurs, si Ankara optait pour une stratégie par trop anti-occidentale (si tant est que l'armée laisse faire), ses alliés dans l'OTAN pourraient envisager sa marginalisation au sein ou hors de la structure. Car si la Turquie y fut prépondérante durant la guerre froide, elle pèse moins aujourd'hui, et Washington pourrait lui substituer l'Azerbaïdjan ou un Kurdistan iranien devenu indépendant.

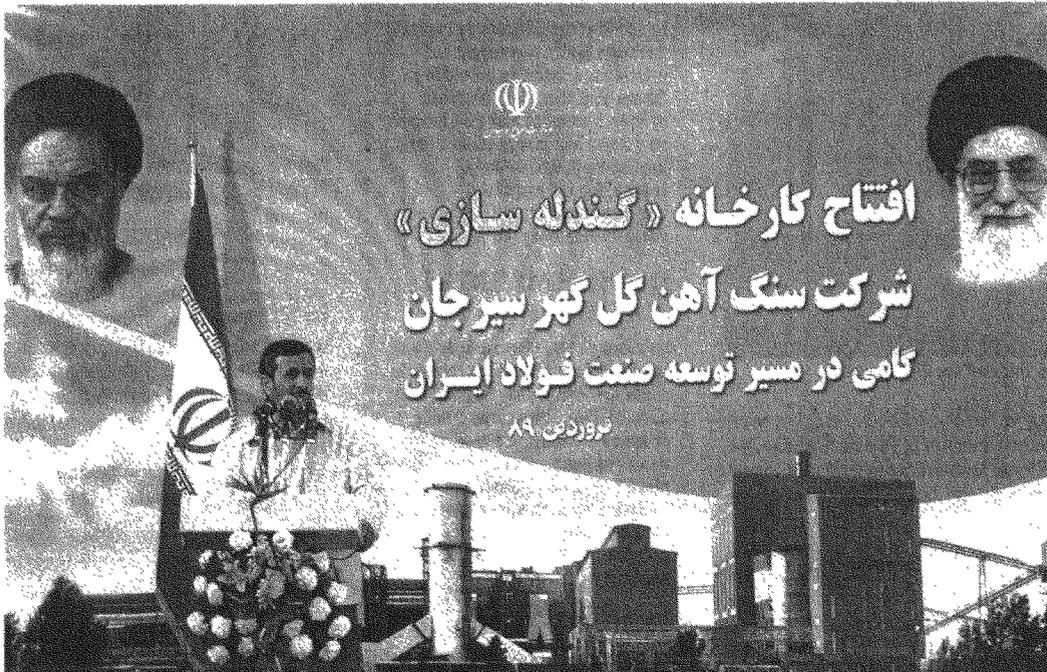
Enfin, c'est au sein d'une opinion américaine déjà peu favorable à la cause turque - pour des motifs moraux (occupation du nord de Chypre, droits des Kurdes, refus de laisser transiter les GI vers l'Irak en mars 2003), ou par islamophobie ambiante - que se dresse un sérieux adversaire : la conjonction, sinon l'alliance, de deux puissantes diasporas, la juive et l'arménienne.

Depuis le milieu des années 2000, les lobbies pro-israéliens répondaient déjà moins aux appels d'Israël à exercer leur influence au Congrès américain en faveur de l'allié turc, avec pour résultat direct le vote sans précédent par la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants en octobre 2007, puis par celle du Sénat en mars 2010, d'une résolution demandant à la Maison Blanche de reconnaître le génocide arménien de 1915. Or les diatribes d'Erdogan renforceront la tendance au sein d'organisations juives sans cesse plus proches de leurs homologues arméniennes (marche commune de Boston, 2009). Si Washington reconnaissait officiellement le génocide, la Turquie accuserait une défaite lourde de conséquences.

En définitive, il faudra au pouvoir turc trouver plus et mieux que le commode épouvantail israélien pour poursuivre avec quelque espoir de succès sa marche forcée vers la puissance... ■

**NUCLÉAIRE**

**L'IRAN SANCTIONNÉ**



Discours du président iranien Mahmoud Ahmadinejad, le 3 avril dernier, à Sirjan (Iran).

Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté hier de nouvelles sanctions contre le régime iranien. Ce dernier menace de rompre tout dialogue.

**«Il s'agit des sanctions les plus importantes que l'Iran ait jamais affrontées.»** Pour la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, la résolution 1929, votée hier contre Téhéran au Conseil de sécurité de l'ONU, est à la mesure de l'inquiétude des pays occidentaux, face au programme nucléaire iranien. Le texte, adopté par douze voix contre deux (et une abstention), élargit le champ des sanctions, déjà adoptées à trois reprises depuis 2006. Il prévoit notamment le gel des avoirs financiers et l'interdiction de voyager pour une quarantaine d'entités iraniennes.

**Un projet consensuel**  
Pour le président des Etats-Unis, Barack

Obama, cette résolution est un «message sans équivoque». D'inspiration américaine, le texte a fait l'unanimité chez les cinq membres permanents du Conseil. Washington, qui avait relancé en 2009 les négociations avec Téhéran, tentait depuis des mois de convaincre que l'Iran ne joue pas franc jeu concernant son nucléaire. Aujourd'hui, même la Russie et la Chine, alliés traditionnels de ce pays et qui avaient jusque-là freiné toutes nouvelles sanctions, sont irritées par l'attitude de la République islamique. Pour le président Mahmoud Ahmadinejad, pas question toutefois de céder face à ces pressions. «Ces résolutions que vous votez ne sont que des mouchoirs usagés bons pour la poubelle», a-t-il réagi hier après l'annonce du vote, de-

puis le Tadjikistan où il se trouvait. L'ambassadeur iranien à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Ali Asghar Soltanieh, a quant à lui assuré que son pays n'interromprait pas ses opérations d'enrichissement d'uranium pour autant.

**Téhéran isolé**

Mais même si certains, à commencer par le Premier ministre russe Vladimir Poutine, ont émis des doutes sur l'efficacité de ces sanctions, elles tombent mal pour le président iranien. Dans son pays, le premier anniversaire de sa réélection, après-demain, risque de voir la contestation envahir les rues de Téhéran. Et à l'international, il semble de plus en plus isolé. Hier toutefois, le Liban s'est abstenu et le Brésil et la Turquie ont voté contre la résolution. Ceux-ci avaient conclu en mai un accord avec l'Iran, qui n'a vraisemblablement pas convaincu les autres puissances. «Les opportunités [de ce genre] ne se répèteront pas», avait pourtant averti Mahmoud Ahmadinejad. •

TROIS QUESTIONS À...  
**FRÉDÉRIC ENCEL\***



© BALTEUSIPA

**De nouvelles sanctions seront-elles efficaces?**  
Sur un plan technique, ces sanctions, même si elles augmentent, ne vont pas empêcher l'Iran de se procurer l'arme nucléaire. Elles donnent cependant de la voix aux opposants au régime, renforcés par la détermination des grandes puissances.

**Ce vote illustre-t-il l'isolement de l'Iran?**  
Le fait que la Russie et la Chine, qui ne doivent rien aux autres puissances, se rallient à ces sanctions plus fortes, est un bon indicateur. L'Iran n'a aucun allié militaire, à part la Syrie. Et si le Brésil et la Turquie ont tenté un accord avec Téhéran, on ne peut pas vraiment parler d'alliance : ces deux pays n'étaient d'ailleurs pas complètement opposés à des sanctions.

**Jusqu'à où sont prêtes à aller les puissances internationales?**  
Les Etats-Unis sont prêts à aller jusqu'à la guerre. Ils ne peuvent pas se permettre de trahir la confiance de leurs alliés voisins de l'Iran. Mais on n'en est bien sûr pas là. La balle est dans le camp de Téhéran, la solution étant d'accepter d'enrichir l'uranium dans un pays tiers dans des quantités qui rassurent les Occidentaux.

\* Spécialiste en géopolitique, maître de conférences à Sciences-Po

**Trois sanctions**

**Nucléaire surveillé**



L'Iran ne peut «investir à l'étranger dans des activités sensibles comme l'extraction d'uranium, l'enrichissement ou les activités liées aux missiles balistiques». En retour, les autres Etats doivent «interdire de tels investissements (...)» par l'Iran.

© P. VERDY/AFP

**Inspections en mer**



La résolution élargit à la haute mer le champ des inspections de cargaisons maritimes suspectes en provenance ou à destination de l'Iran. Ces inspections n'étaient jusqu'ici autorisées qu'à quai. En cas de découverte de cargaisons prohibées, les Etats doivent les saisir.

© E. NOROOZI/APA/AFP

**Achat d'armes**



Le document interdit de vendre à l'Iran huit nouvelles catégories d'armes lourdes. Parmi elles, les chars de combat, les systèmes d'artillerie de gros calibre, les avions de combat, les hélicoptères d'attaque, les navires de guerre, les missiles...

© AY-COLLECTION/SIPA

Le Monde  
11 juin 2010

# L'ONU sanctionne l'Iran et son programme nucléaire

Le Conseil de sécurité a voté une nouvelle résolution édulcorée, mais acceptable pour la Chine et la Russie

New York (Nations unies)  
Correspondant

La nouvelle résolution de l'ONU sanctionnant l'Iran venait à peine d'être adoptée, mercredi 9 juin, que le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, la comparait à « un mouchoir usagé qui doit être jeté à la poubelle ». « Les sanctions tombent sur nous de gauche et de droite. Pour nous, elles sont comme de satanées mouches... », a déclaré, selon l'agence Reuters, M. Ahmadinejad, en visite au Tadjikistan.

Un peu plus tôt, à New York, le Conseil de sécurité de l'ONU avait adopté un quatrième train de sanctions contre l'Iran, qui est soupçonné de chercher à se procurer l'arme nucléaire. Votée avec le soutien de 12 des 15 pays du Conseil, la résolution corsette un peu plus l'Iran, en lui imposant un embargo sur les armements lourds, en ajoutant une quarantaine de ses entreprises sur une liste noire et en soumettant les cargaisons suspectes qui entrent ou sortent du pays à de possibles inspections.

Pour obtenir le soutien de la Russie et de la Chine, les puissances occidentales ont dû renoncer à des sanctions plus sévères qui auraient pu viser le secteur énergétique, bancaire ou commercial. Le résultat final reste toutefois « solide », s'est défendue l'ambassadrice des Etats-Unis aux Nations unies, Susan Rice, pour qui la résolution n'est « ni modeste ni marginale » et met, au contraire, en place « le régime de sanctions le plus dur et le plus complet qui soit dans le monde ».

Saluant également une résolution « forte, précise et ciblée » qui ne « vise pas la population iranienne », l'ambassadeur de France à l'ONU, Gérard Araud, estime que les sanctions « renchéiront le coût pour l'Iran de sa politique de prolifération » et « ralentiront les progrès du programme nucléaire » iranien, permettant ainsi de

« gagner du temps pour la diplomatie ».

Les diplomates occidentaux reconnaissent que ces sanctions ne feront sans doute pas plier Téhéran à court terme, mais ils estiment qu'elles peuvent servir de couverture politique à l'Union européenne (UE) et aux Etats-Unis, qui souhaitent adopter des sanctions plus sévères. « Nous allons nous assurer que ces sanctions sont mises en œuvre avec vigueur, au moment même où nous continuons à affiner et mettre en œuvre nos propres sanctions », a prévenu Barack Obama. Le président américain a toutefois affirmé que les mesures punitives ne fermaient « pas la porte à la voie diplomatique ».

Le vice-premier ministre israélien, Sylvan Shalom, a salué, pour sa part, l'adoption des sanctions, tout en ajoutant qu'il faudrait en « envisager rapidement d'autres », dans l'hypothèse où l'Iran ne renoncerait pas à ses ambitions nucléaires.

Bien qu'ils aient fait en sorte que les mesures punitives visent presque exclusivement les programmes nucléaire et balistique iraniens, Moscou et Pékin n'ont pas dissimulé leur impatience à l'égard de Téhéran. « La Chine appelle tous les membres de la communauté internationale à

**Le président iranien moque la résolution, comparée à « un mouchoir usagé qui doit être jeté à la poubelle »**

mettre en œuvre la résolution entièrement et de bonne foi », a déclaré l'ambassadeur chinois, Li Baodong. Son homologue russe, Vitaly Churkin, a, lui, espéré que les sanctions « attirent l'attention des décideurs à Téhéran ».

Le message politique envoyé

par le Conseil de sécurité a toutefois été affaibli par le vote négatif de la Turquie et du Brésil, deux pays émergents qui reprochent aux grandes puissances d'avoir sapé leurs efforts de médiation avec l'Iran. Brasilia et Ankara avaient essuyé un camouflet diplomatique, le mardi 18 mai, lorsqu'à la demande de Washington, le projet de sanctions avait été présenté au Conseil de sécurité, quelques heures après l'annonce d'une percée dans la médiation turco-brésilienne.

Les nouvelles sanctions sont une « victoire à la Pyrrhus » qui « affaiblit le Conseil de sécurité », a déclaré le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva. « Notre vote contre la résolution aujourd'hui ne devrait pas être interprété comme un signe d'indifférence aux problèmes émanant du programme nucléaire iranien », a cependant précisé l'ambassadeur de la Turquie à l'ONU, Ertugrul Apakan.

Le gouvernement libanais, qui comprend des membres du Hezbollah, soutenu par Téhéran, n'est pas parvenu à décider s'il devait voter contre la résolution ou s'abstenir. Faute d'instructions, l'ambassadeur du pays à l'ONU, Nawaf Salam, s'est abstenu de voter, tout en rappelant que le Liban considérerait les sanctions comme « un échec douloureux des efforts diplomatiques ».

Mêlant sarcasmes et charges frontales, l'ambassadeur de l'Iran à l'ONU, Mohammad Khazai, a demandé au Conseil de sécurité pourquoi il ne s'était jamais penché sur la question de l'arsenal nucléaire du régime israélien, « en dépit de la tendance compulsive de ce dernier à se livrer à des agressions et à des carnages ». « L'Iran, l'un des pays les plus stables et les plus puissants de la région, ne s'est jamais incliné et ne s'inclinera jamais face aux actions hostiles et aux pressions », a-t-il prévenu. ■

Philippe Boloïen

# Comment Erdogan a ravi la vedette à Ahmadinejad

Malgré l'activisme politique et financier de Téhéran, c'est le Premier ministre turc qui s'impose aujourd'hui comme le défenseur de la cause palestinienne.

BBC PERSIAN

Londres

**L**ors de l'assaut contre la flottille internationale d'aide à Gaza, c'est la Turquie qui a payé le plus lourd tribut en termes de victimes. Pour la première fois depuis plusieurs décennies, des ressortissants turcs sont morts dans une attaque menée par des forces étrangères. Néanmoins, la Turquie est sortie moralement victorieuse de cette bataille. La plupart des journaux du monde arabo-musulman ont évoqué en une "le sacrifice du sang turc". Au Liban, lors des manifestations qui ont suivi les événements, on pouvait voir des drapeaux libanais, palestiniens, du Hezbollah et de diverses branches politiques libanaises, ainsi que le drapeau turc. Des portraits de Recep Tayyip Erdogan étaient brandis aux côtés de photos de Yasser Arafat et de [l'ancien président égyptien] Nasser, les jeunes portaient des maillots de football de l'équipe turque et la foule vibrait au slogan "Turquie, Turquie". Mais les drapeaux iraniens restaient introuvables, alors que l'Iran est le défenseur le plus virulent de la Palestine.

Trois ans de pressions de l'opinion publique du monde arabe, accompagnées de fortes critiques de la part des

**■ Enquête**  
"Il ne saurait être question d'une normalisation des relations turco-Israéliennes si Israël refuse une commission d'enquête internationale", a déclaré le 7 juin le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan. Il a par ailleurs assuré que son pays était "prêt à jouer un rôle actif pour obtenir une réconciliation entre les formations palestiniennes rivales, le Hamas et le Fatah", explique Al-Hayat.

gouvernements musulmans, n'ont eu aucun effet sur l'attitude des Egyptiens vis-à-vis du blocus de Gaza. Mais, aujourd'hui, les Egyptiens n'ont pas

d'autre choix que d'alléger la fermeture de la frontière avec la bande de Gaza. De son côté, Israël fait maintenant face à de fortes critiques, y compris de la part de ses alliés occidentaux, même les Américains. Cette forme de victoire peut être attribuée à la Turquie, qui s'impose ainsi en champion du monde arabo-musulman.

Cette victoire morale survient alors que l'aide versée par la Turquie aux Palestiniens est jusqu'à présent très faible par rapport à tout ce que les Iraniens ont donné ces trente dernières années. Le gouvernement du Hamas, qui a pris le pouvoir en juin 2007 dans la bande de Gaza, est financé en grande partie par l'Iran. Le Hezbollah, principal allié de l'Iran dans la région, fournit une aide militaire dans la bande de Gaza au nom de la "résistance musulmane". Même s'il est difficile d'évaluer le niveau réel des subventions iraniennes, il est suffisamment important pour que les rues de Téhéran aient retenti au son de "Ni Gaza ni le Liban" lors des manifestations antigouvernementales en Iran

[en juin et décembre 2009]. Ce slogan est une protestation contre l'aide massive de l'Iran aux Palestiniens, alors que la République islamique fait elle-même face à des sanctions [internationales contre son programme nucléaire] et à des difficultés économiques importantes. Mais, au-delà de l'aspect financier, les protestataires iraniens critiquent le prix politique très lourd que paie l'Etat iranien pour son soutien au Hamas. Les pays arabes qui ont fait la paix avec Israël par pragmatisme ont aussi laissé à l'Iran le fardeau et les difficultés de la défense de la cause palestinienne. Mais, à présent, même si le président iranien Mahmoud Ahmadinejad continue à clamer les slogans les plus durs contre l'Etat israélien, c'est Recep Tayyip Erdogan qui est considéré par les Arabes comme le véritable défenseur des Palestiniens.

Depuis qu'Erdogan est arrivé au pouvoir, en 2003, il a pris soin de cultiver ses amitiés dans le monde arabe. La Syrie, qui est un allié de l'Iran depuis des années, a d'abord supprimé les visas pour les ressortissants turcs et ensuite seulement pour les ressortissants iraniens. Au Liban, malgré l'implication de l'Iran dans ce pays, la Turquie s'impose de plus en plus dans l'économie. Les Turcs n'ont plus besoin de visa pour s'y rendre, contrairement aux Iraniens. **Mehrdad Farhamand**

## MÉDIAS Gaza éclipse le nucléaire iranien

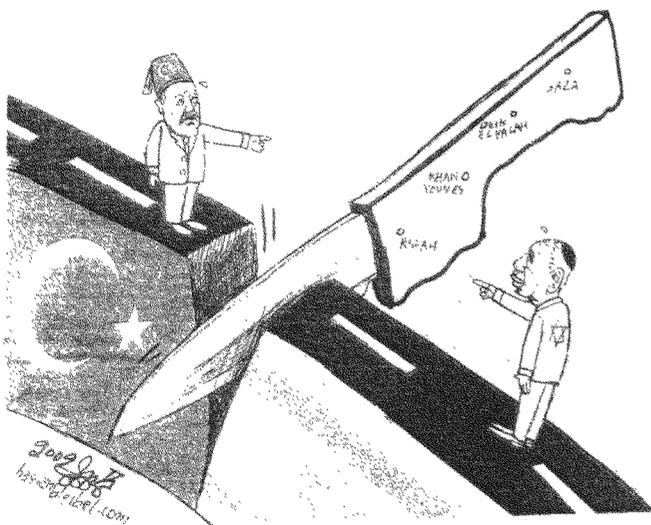
**L**e gouvernement iranien est l'un des grands bénéficiaires de l'assaut israélien contre la flottille d'aide à Gaza. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a remis le 1<sup>er</sup> juin un rapport sur les activités nucléaires de l'Iran, mais ce document, où elle s'inquiétait de l'intensification du programme de production d'uranium enrichi à 20 %, n'a eu, du fait de cet événement, quasiment aucun écho dans les médias occidentaux.

Quant aux médias iraniens et aux sources progouvernementales surtout, ils se sont intéressés essentiellement aux événements concernant la flottille. Tout le reste, y compris le rapport de l'AIEA, est passé presque totalement inaperçu. Fars News, une agence semi-officielle proche des gardiens de la révolution, a consacré 14 des 16 articles de sa

page d'accueil à l'affaire de la flottille. Kayhan, un journal conservateur lié au guide suprême, a fait sa une sur l'affaire, sans mentionner le rapport de l'AIEA. Le gouvernement iranien, pour sa part, a fait diffuser le message du guide suprême Ali Khamenei sur toutes les radios et télévisions du pays.

L'usage de la force par Israël a servi les intérêts de son principal ennemi régional. Cet incident a indéniablement ravivé le sentiment anti-israélien dans la région et rapproché la Turquie, alliée de longue date des Etats-Unis et d'Israël, de la république islamique d'Iran. Il est extrêmement important pour l'Iran de continuer la guerre médiatique contre Israël car il a tout intérêt à voir se poursuivre la condamnation internationale de l'Etat hébreu.

**Arash Aramesh, Inside Iran (extraits), New York**



▲ Dessin de Bleibel paru dans Al-Mustaqbal, Beyrouth.

JUNE 12-13, 2010

# A Turkish preacher attracts a following, and incites critics

SAYLORSBURG, PENNSYLVANIA

BY BRIAN KNOWLTON

Here in northeastern Pennsylvania, where fertile farmlands yield suddenly to the hauntingly beautiful foothills of the Pocono Mountains, quietly resides one of the most influential men in Turkey.

And one of the most controversial.

Admirers describe Fethullah Gulen, 69, a soft-spoken Muslim preacher, author and teacher with a huge following, in reverential tones.

John L. Esposito, a Georgetown University professor who has studied Mr. Gulen, said that if he were to compare Mr. Gulen to another public figure it would be the Dalai Lama.

Mr. Gulen's talk is of peace and tolerance, the strength of U.S.-Turkish relations and the importance of a free-market economy. When he says things like "There is no place for terror in true Islam," as he did in a rare and recent interview, Western officials take heart.

Both former Secretary of State Madeleine K. Albright and one of her predecessors, James A. Baker III, have spoken at events sponsored by Gulen groups, praising his advocacy of democracy and dialogue.

But his detractors have a darker view. They say that Mr. Gulen's deeply nationalistic followers in Turkey are moving into positions of power, perhaps with a secret agenda.

As long-secular Turkey, now under an Islamic-friendly government, steps into a larger global role, positioning itself as a key actor in dealing with Israel, Iraq or Iran, more attention has focused on its simmering internal tensions over religion in the public sphere.

Mr. Gulen represents part of a slow-motion but powerful backlash against the secularization of Turkey nearly a century ago under Kemal Ataturk, which Muslims saw as a wrenching blow to traditional values but which secularists deemed vital to modernization. Mr. Gulen's approach seeks, in some ways, to meld the traditional and the modern.

He and perhaps a dozen supporters live in a rural haven, a 25-acre, or 10-hectare, retreat lushly dotted with ferns

and blue spruce, with modern residences for visitors, a meeting lodge and a sparkling pond full of orange carp.

Mr. Gulen, in poor health, rarely leaves this bucolic spot.

Speaking over a lunch of classic Turkish food, the insistently modest Mr. Gulen, the son of a small-town imam, did not appear to be to be the type of man to wield the influence he does.

A Koran student from age 5 and preacher at 14, Mr. Gulen gradually built



RUTH FREMSON, THE NEW YORK TIMES

When Fethullah Gulen says things like "There is no place for terror in true Islam," as he did recently, Western officials take heart. But his detractors have a darker view.

a vast following. He has founded an international network of schools, hospitals and businesses. There is an Islamic bank, Asya, with billions in assets; newspapers including Zaman, Turkey's largest daily; and a television station, EBRU-TV, in Somerset, New Jersey.

All these are part of what others call the Gulen movement but its self-effacing leader refers to as the Volunteer Movement. Mr. Gulen said it had brought him no personal gain, that his only belongings were a quilt, bedsheets and a few prized books. He said he did not know "how many countries this movement is active in, nor do I know how many teachers and students there are."

Asked at one point about the work of his followers, he replied, "I believe that calling this movement the 'Fethullah Gulen movement' is not right, and doing so is disrespectful to many people dedicated to carrying out its activities. My role in this movement is very limited, and there is no leadership, no center, no loyalty to a center, and no hierarchy."

**"My role in this movement is very limited."**

But others say that there are more than 1,000 schools in more than 110 countries, and perhaps five million members. Emre Celik, a Turkish-Australian who presides over the Rumi Forum, a Gulen-affiliated institute in Washington, recently visited one of the more far-flung schools, on the island of Zanzibar, and says more in Africa are likely. The schools are supported by wealthy Muslim businessmen.

There are several such schools in the United States, even one in Burma. They impart Islamic values but, unlike madrasas, employ the official curriculum of whatever state they are in and emphasize modern science and technology. The quality of education is considered high, and competition for spots is keen.

"He's inspired a lot of people," said Mr. Celik, who is trained in computer science. "People like myself, second-generation Australian Turks, the Turkish diaspora, we're moved by his ideas."

But in the late 1990s, Mr. Gulen's movement collided with the former secular government of Turkey. Having come to the United States for medical treatment — he suffers from diabetes and heart problems — he stayed on after a Turkish prosecutor accused him of urging the overthrow of secular power.

A taped sermon appeared to have Mr. Gulen telling supporters to "creep silently" into state institutions "until you reach all the power centers." But he insists his words were manipulated, and the charges were ultimately dropped.

Analysts say some officials in the current Muslim-friendly government are Gulen followers. So are many police officers, according to the authoritative Jane's Islamic Affairs, which said the influence extends to the police's powerful domestic intelligence wing. That is a highly sensitive issue at a time when Turks have been riveted by recent wire-tapping scandals.

"This is not a type of Islam which

wants to create protective spaces for the vulnerable and the marginalized, but rather to control, to be in power, like Opus Dei," said Hakan Yavuz, a political science professor at the University of Utah who has written about the movement. Opus Dei is an ultra-conservative Catholic organization.

But one longtime observer offered a more benign interpretation.

"The Police Academy is one of the best and most prestigious educational institutions in Turkey," said the Reverend Thomas Michel, a Jesuit priest and former top adviser on Islamic matters to the Vatican who now lives in Ankara. Because Gulen-school graduates frequently do well on entry exams, he said, "a good number of their graduates are getting accepted."

These people, he said, tend to be "well-motivated, intelligent, enjoyable — not at all fanatic, weird or cult-like."

Mr. Gulen insists that his movement keeps equal distance from every Turk-

ish government, seeking no office — and also from foreign governments.

At a time when the Turkish government has bitterly denounced Israel over the violent clash with the aid flotilla headed for Gaza, Mr. Gulen instead found fault with flotilla organizers, saying that they should have sought advance Israeli approval instead of "defying authority." (He said in an e-mail exchange that "the worst state and the worst government are far better than statelessness and chaos.")

While he might at times support some "positive actions" by Turkish governments, he said, "that does not mean we in any way make policy recommendations to them, nor do we ever act under their influence."

Nonetheless, any governing party, religious or secular, "cannot ignore the realities in Turkey," he said, in comments translated by an aide. "There is a huge mass that practices Islam, and the mosques are filling up with people every day." At the same time, he said,

any government has to take religious minorities — whether Nestorian Christians, Protestants or Jews — into account.

Since 1999, Turkey's heated politics and his own poor health have kept Mr. Gulen restricted to his compound in Pennsylvania, which has a constantly manned gatehouse. He largely keeps to two or three rooms in a large chocolate-brown building.

In a room lined with Turkish art and artifacts, Mr. Gulen reads extensively — from Shakespeare to Kant to the Sufi poets. Health permitting, he emerges every few days to answer visitors' questions in a large adjoining room. A loft, protected from view, allows women to listen without mixing with men.

"In the U.S.," he said, "I have hoped not being disturbed or harmed by those who carry radical ideologies from Turkey, Afghanistan, Pakistan or some other countries. I am America's guest."

Herald <sup>INTERNATIONAL</sup> Tribune MONDAY, JUNE 14, 2010

# Turkey's risky bridging of East and West

ISTANBUL

## U.S. sees Ankara losing its way, but Turks say it's just a different viewpoint

BY SABRINA TAVERNISE

Viewed from Washington, Turkey and Iran are strange bedfellows. One is a NATO member with a Constitution that mandates secularism, and the other is an Islamic republic whose nuclear program is one of the United States' most vexing

NEWS ANALYSIS

problems. So why have the two countries been locked in a clumsy embrace, with Turkey openly defying the United States last week by voting against imposing new sanctions on Iran?

For the United States, the vote was a slap by a close ally that has prompted soul searching about Turkey. In London on Wednesday, Robert M. Gates, the U.S. defense secretary, mused that Turkey was "moving eastward," a shift he attributed to the European Union's tepid response to Turkey's application for membership

That is a narrative that is gaining ground: Turkey, the East-West bridge, sided with the East because it had lost its way on its path to becoming more like the West.

But many in Turkey do not see it that way. The country is not lost, they say. It



Mahmoud Ahmadinejad of Iran flanked by Luiz Inácio Lula da Silva of Brazil, left, and Recep Tayyip Erdogan of Turkey as the three leaders announced a nuclear deal last month.

But while 10 years of the genome may have produced little for medicine, the story for basic science has been quite different. Research on the genome has transformed biology, producing a steady string of surprises.

As more people have their entire genomes decoded, the roots of genetic disease may eventually be understood, but at this point there is no guarantee that treatments will follow. If each common disease is caused by a host of rare ge-

netic mutations, as is the case with sickle cell anemia, it is difficult to find a cure. "Turkey is saying: 'You've been talking about building bridges. This is the way to build them.'"

At the heart of the friction is a fundamental disagreement over Iran and its intentions. For Washington, Iran is a rogue state intent on building a bomb and crazy enough to use it. Turkey agrees that Iran is trying to develop the technology that would let it quickly build a weapon if it chose, but says its

leaders may be satisfied stopping at that.

"We believe that once we normalize relations with Iran, and it has relationships with other actors, it won't go for the bomb," said an official who works closely with Prime Minister Recep Tayyip Erdogan.

Besides, other Turkish officials say, previous sanctions have not worked with Iran, which continues to say its nuclear program is for peaceful purposes.

Part of Turkey's motivation in reaching out to Iran is based in realpolitik. Iran is Turkey's neighbor and supplies it with a fifth of its natural gas.

The approach is also part of a broader policy of economic and political integration in the region that Turkey, under Mr. Erdogan, has pursued for a decade. Iranians can travel to Turkey without a visa, as can Syrians, Iraqis, Russians and Georgians. A million Iranians travel to Turkey each year. A Turkish company built Tehran's main airport.

The nuclear talks were part of that effort. They culminated in May in what Turkey and Brazil said was a commitment by Iran to swap a portion of its low-enriched uranium with other countries. Iran would ship out part of its stockpile in exchange for a form of uranium less likely to be used for weapons.

But U.S. officials went ahead with sanctions, saying the amount to be swapped under the agreement was not enough to stop Iran from making a bomb. Months before, Iran had negotiated a similar deal with the West, but then backed away. At the time Iran had a smaller stockpile, and swapping material then would have deprived it of enough fuel for a bomb for about a year.

"The prevailing sentiment in Wash-

ington is that the agreement is just another Iranian ploy and that Ankara has played into Tehran's hands," said Steven Cook, an expert at the Council on Foreign Relations in Washington.

A Western diplomat added, "The general feeling in Washington is that the Iranians really aren't going to negotiate away their nuclear program."

Turkey says it fears a nuclear-armed Iran because it would upset the balance of power between the two countries, but it also worries that President Barack Obama's focus on sanctions will lead to war — reminiscent of President George W. Bush's rush to find weapons of mass destruction in Iraq, some say.

"The Western countries do things, and Turkey pays the bill," said Sedat Laciner, director of the International Strategic Research Organization in Ankara. "We don't want another Iraq."

The Turkish official, meanwhile, explained the country's rationale for treating Iran with respect. "We are saying, Make them feel like they have something real to lose by going for a bomb," said the official, who spoke on the condition of anonymity. "Will sanctions change Iranian behavior? No. Will it stop them from further enriching uranium? It will not."

It is a risky calculation, but one that Hooman Majd, an Iranian-American writer, says the Turks are in the best position to make. "Iran doesn't want to be North Korea," Mr. Majd said. "It would rather be as sophisticated, powerful and respected as Turkey. Building weapons, even if they could, does not get them there. Erdogan knows that."

The United States expressed disappointment at Turkey's vote against sanctions last week, saying it would undermine the Obama administration's

**"The general feeling in Washington is that the Iranians really aren't going to negotiate away their nuclear program."**

ability to support Turkey. But Turkey's calculation was pragmatic, some officials said. Its vote did not stop the resolution, but it allowed Turkish officials to work the Arab street.

Top leaders of Mr. Erdogan's party say that only a Turkey that is independent from the United States will be an asset for Washington in the long run. The United States has a credibility problem in the Muslim world after the Bush administration's wars and is also seen by many as having a double standard with Israel.

"In their own minds, they're smarter than us," said an American expert who helps make policy for the region. "They see us as wanting crass cheerleading. But they're saying, 'Look, we're going to be more useful to you.'"

That can be very uncomfortable for the United States. One example was when Mr. Erdogan's political party hosted Khaled Meshal, the Hamas leader, in Turkey in 2006.

The American expert argued that the regional rise of Ankara was not to be feared. Turkey counters the influence of Iran in the Middle East, and as a NATO ally with a powerful economy, a vibrant democracy and relations with Israel, it has something to teach the Muslim world. It cannot play that role by being an American instrument.

Still, he said, "the Turks are finding that the vision that they have is very good on paper, but striking the balance of being a close American ally and popular on the Arab street is awfully difficult to achieve."

## Le Monde

15 juin 2010

### Irak

## L'attaque contre la Banque centrale irakienne a fait quinze morts

BAGDAD. L'explosion, dimanche 14 juin, d'une bombe devant la Banque centrale irakienne et une fusillade entre des hommes armés et les forces de sécurité ont fait 15 morts et 45 blessés selon les autorités. L'attentat a été perpétré au moment où les employés quittaient le bâtiment, en fin de journée. Certaines sources indiquent que les assaillants étaient vêtus d'uniformes militaires. « Des hommes armés, montés sur les toits d'immeubles voisins, ont ensuite ouvert le feu sur les forces de sécurité qui encerclaient la banque », a déclaré le général Kassim al Moussaoui, porte-parole des services de sécurité de la capitale. « Nous ignorons s'il s'agissait d'un hold-up ou d'une simple volonté de causer des dégâts », a-t-il ajouté. Quatre kamikazes et trois activistes auraient été tués. Les attaques se sont multipliées ces dernières semaines sur fond de tensions entre sunnites et chiites après les législatives du 7 mars. — (Reuters, AFP) ■

### Iran

## Un an après l'élection du président Ahmadinejad, des manifestations réprimées, des opposants menacés

TÉHÉRAN. Mehdi Karoubi, ex-président du Parlement et l'un des principaux animateurs du mouvement de contestation en Iran, a été pris à partie par des centaines de militants ultra-conservateurs alors qu'il s'était rendu, dimanche 13 juin, à Qom, la ville sainte, pour visiter le grand aya-



tollah Youssef Saanei (photo), très critique du gouvernement. Ces militants ont encerclé la maison de l'ayatollah, proférant des menaces de mort contre les deux hommes. Selon Hassan Karoubi, fils de Mehdi Karoubi, un groupe a même « attaqué la voiture de son père avec des chaînes et des bâtons, la détruisant totalement ». La veille, en dépit d'un quadrillage policier important, des groupes de protestataires iraniens ont tenté de

manifeste pour l'anniversaire de l'élection contestée du président Ahmadinejad, le 12 juin 2009. Des incidents ont éclaté dans plusieurs villes, notamment au centre de Téhéran et dans deux universités de la capitale, dont celle des sciences et technologie, où les étudiants voulaient rejoindre des groupes de manifestants. Selon la police de Téhéran, « 91 suspects ont été arrêtés et remis à la justice ». Des rassemblements de soutien aux prisonniers politiques iraniens se sont tenus dans plusieurs pays occidentaux, dont la France. — (AFP, Reuters.) ■ PHOTO: DR



Kurdistan Regional Government

10 June 2010

## President Barzani wraps up historic trip to Turkey

10 June 2010

Erbil, Kurdistan – Iraq (KRG.org)

**President Masoud Barzani has wrapped up the final leg of his official visit to Turkey in his capacity as President of the Kurdistan Region of Iraq.**

The President was pleased by the warm reception he received from government officials, private sector representatives, and intellectuals on his trip.

The President and his delegation met with President Gul, Prime Minister Erdogan, Foreign Minister Davutoglu, and Minister of Interior Atalay and also held meetings with members of the business community, journalists, and think-tank representatives. All officials appreciated the visit, expressing their optimism for deeper and broader relations in the years to come.

The scope of relations between Turkey and the Kurdistan Regional Government (KRG) continue to grow in political, economic, cultural, and social aspects. Trade has been an important lynchpin in the growing partnership, with an estimated annual volume of approximately 5 billion US dollars.

Accompanying the President were Head of the Kurdistan Region Security and Protection Agency Masrour Barzani, the President's Chief of Staff Fuad Hussein, Minister for the Interior Karim Sinjari, Minister for Natural Resources Ashti Hawrami, Minister



President Barzani with Turkey's President Abdullah Gul

for Trade and Industry Sinan Chalabi, Minister for Education Safeen Dizayee, and the Head of Foreign Relations Minister Falah Mustafa Bakir.

A number of substantive issues relating to strengthening relations and economic ties were discussed in the various meetings and press conferences that took place in Ankara and in Istanbul over the four day period. Both sides also discussed the democratic opening in Turkey, a process which the President commended and strongly supports. The President commended the need for all sides to pursue peaceful and democratic means in this regard.

The President shed light on the importance of good relations with Turkey and lauded the growing cultural and educational exchange that has helped shape understanding and mutual appreciation.

The President is now in Germany and will soon be in France for official meetings.

THE INDEPENDENT

June 14, 2010

## Kurdistan reaches out to US and Europe for investment

By Sarah Arnott

**I**nvestors on the hunt for international opportunities need look no further than Kurdistan, the semi-autonomous region in the north east corner of Iraq. So delegates will be told at the country's two-day trade and investment conference in London this week.

Some 400 people are expected to attend the event, which will be hosted by key figures from the region including the Prime Minister of the Kurdistan Regional Government (KRG), Barham Salih, eight of his ministers and an 80-strong business delegation.

The key message is that Kurdistan is not like the rest of insurgency-torn Iraq. "People are able to do business in Kurdistan," Bayan Sami Abdul Rahman, the KRG High Representative to the UK, said. "It is peaceful, stable, and has never had an insurgency of any kind; and not a single coalition soldier or foreign citizen has been kidnapped or killed in the

region."

There are some impressive figures. The Iraqi economy is set to grow by 7.3 per cent this year and 7.9 per cent next, and Kurdistan's even faster. The region has attracted more than \$12bn (£8.3bn) in non-oil investment in the past four years, some \$3.1bn from abroad. There are already 1,200 foreign companies working in the region. And although so far the majority of inward investment is from the Middle East – particularly Turkey, Lebanon and Kuwait – the KRG wants to reach out to global businesses from Europe and the US as well.

Kurdistan is principally known for oil and gas. With oil reserves estimated at 45 billion barrels, and between 6 and 8 trillion cubic metres of gas, hydrocarbons are both a major economic asset for the region, and a route to the world stage. Some 40 exploration contracts have already been let, and there are high hopes for the proposed Nabucco pipeline set to run from Azerbaijan through Turkey and on to Europe. "We are looking to

join Nabucco," Ms Rahman said. "That will allow us to play a role as part of the world's strategic oil and gas reserves."

But Kurdistan is not just about oil. The domestic economy is also booming, particularly the construction and retail sectors. It is difficult to overstate the deprivation from which it started, after years labouring under two sets of sanctions – from Saddam Hussein himself, and from those imposed on him by the rest of the world. "From the consumer point of view there was real poverty in the early 1990s," Ms Rahman said. "Kurdistan was closed, so for us liberation really was liberation."

Today, Kurdistan imports from Iran and China at the lower end and from the United Arab Emirates and Jordan for more expensive goods, with a particular penchant for big-screen TVs and mobile phones. And the region's towns and cities are alive with construction sites for new shopping malls and supermarkets, as global heavyweights such as Mango and Benetton eye up the opportunity to

push their brands into an entirely new market.

Alongside the retail revolution is a flurry of infrastructure programmes, as the KRG races to make up for lost time. Linking the rash of hotel and housing schemes are new roads, underpasses and tunnels. "There is huge demand for construction supplies, which means massive opportunities for everything from cement to design and engineering consultancies," Ms Rahman said.

Telecoms and IT are also major growth areas, as Kurdistan vaults itself into the 21st century. Mobile phones were banned under Saddam, although two companies – Korek and AsiaCell – were started as underground outfits, at huge personal risk to the founders. The two companies

now have Iraq-wide licences and werea boosted by investment from the Gulf. With the nationwide infrastructure in place, the market for mobile and internet services is also taking off.

And then there is agriculture. In the decades before the 1970s, two-thirds of Kurdistan's working population were employed in agriculture. Now that figure is less than 10 per cent – after Saddam's vendetta against the region wiped out 4,500 villages, and then his insistence that the UK Oil for Food programme allow imports of wheat and rice destroyed demand. The sector is already drawing interest, both from Middle Eastern states renting farmland in less arid parts of the world, and from private equity.

And there is huge potential, not least for exports of native fruit crops such as figs and pomegranates. "Kurdistan could go back to being self-sufficient, could provide for the rest of Iraq, and within 10 years could be exporting," Ms Rahman said.

KRG Prime Minister Barham Salih will open the conference tomorrow with a call for British companies to see behind the problems elsewhere in Iraq to the huge benefits of getting an early toehold in the region. "For companies that are looking at investing in the Middle East, Kurdistan has a really bright future," Ms Rahman said. "Our growth potential is enormous."

THE WALL STREET JOURNAL June 15, 2010

## Kurds Seek Guarantees From Iraqi

By SPENCER SWARTZ

**I**raq's semi-autonomous Kurdish region wants written guarantees from Iraq's main political leaders that key Kurdish issues, such as the region's right to oversee its oil resources, will be protected before it backs a new Iraqi government, Kurdish Prime Minister Barham Salih said Monday.

"We would like to see clear guarantees that some of the marginalization that the Kurds have suffered (in recent years) will not be repeated," Mr. Salih said, in an interview in London with The Wall Street Journal. He added that "these (guarantees) have to be written by whoever will be forming the next government."

Mr. Salih's comments come amid a political standoff that has left the Kurds in a position to play kingmaker in the formation of Iraq's next government.

Iraq's new parliament met on Monday in a short and largely symbolic session, three months after parliamentary polls. No single bloc won a majority, forcing politicians to scramble to cut deals with each other in the pursuit of a grand coalition that would be able to form a government.

Former Prime Minister Ayad Allawi's bloc won the vote, edging out incumbent Prime Minister Nouri al Maliki's slate. But Mr. Maliki's mostly Shiite bloc later forged an

alliance with another Shiite group.

That has put Mr. Maliki's alliance close to-but not over-a parliamentary majority. The alliance is still a shaky one, with no agreement yet on whether Mr. Maliki would be allowed to keep his job as premier, if it succeeded in forming a new government at all.

The Kurdish alliance—comprised of the Kurds' two main political parties, which captured 43 seats in the Iraqi election—would give the Shiite alliance more than enough political backing to form a government.

Kurdish politicians have signalled they wouldn't be opposed to joining Mr. Maliki, as they did in the previous government. Mr. Salih, who served as deputy prime minister under Iraq's previous government, declined to say whether he would support his old boss, Mr. Maliki, for prime minister.

But Mr. Salih said Kurdish support for either side would need to be conditional on promises over key Kurdish issues, including oil policy.

The Kurdish government has long argued that its management of oil resources in its three-province northern territory is protected by Iraq's post-war constitution. The Kurds have signed dozens of production-sharing contracts with foreign companies over the past three years, but Baghdad has refused to recognize them.

"The contracts need to be honored. We believe we are within our constitutional rights," Mr. Salih said. Disagreement over the oil



**Iraq's ex-premier, Ayad Allawi, center left, and Prime Minister Nouri al-Maliki, center right, after Monday's parliamentary session in Baghdad.**

contract issue led the Kurds and the companies operating in their region to halt about 100,000 barrels a day of oil exports last year.

The Kurds and the central government reached a deal several weeks ago over paying foreign oil companies for the costs they have incurred working in Kurdistan, which could pave the way for Kurdish oil exports to re-start. But Mr. Salih said details on how payment will be made are still being worked out.

□ □ □

# Iran: l'opposition plie sous la peur

Un an après l'élection contestée, les anti-Ahmadinejad, opprimés, renoncent à défiler samedi.

Par **JEAN-PIERRE PERRIN**

**U**n bain de sang. C'est ce que le pouvoir iranien a promis à l'opposition si elle appelait les Iraniens à descendre dans la rue, samedi, pour le premier anniversaire de la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad. Selon une source iranienne proche des réformateurs, la menace a été directement adressée par la direction des gardiens de la révolution, les pasdarans. La réaction ne s'est pas fait attendre: dès jeudi, les deux leaders du Mouvement vert (l'opposition réformatrice), Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, ont annoncé qu'ils renonçaient à ces manifestations prévues de longue date.

**EMPOIGNE.** Ces deux responsables, rejoints par huit groupes d'opposition, avaient pourtant pris soin de déposer une autorisation *a minima* au ministère de l'Intérieur. Ils réclamaient tout au plus la permission d'organiser des rassemblements pacifiques et silencieux, «sans déclarations ni discours». Le «non» des pasdarans s'est donc accompagné d'une véritable déclaration de guerre, que reflète le communiqué commun de l'opposition: «Pour protéger la vie et les biens des gens, nous annonçons que la manifestation prévue n'aura pas lieu.» «Au vu de la répression qui a frappé, durant l'année passée, des gens dont le seul crime était de réclamer leur vote de manière pacifique, et compte tenu des informations sur la mobilisation des extrémistes et des forces répressives, [...] nous demandons à la population de poursuivre ses revendications par d'autres méthodes moins coûteuses et plus efficaces», ajoute le texte publié sur Sahamnews.org, le site de Karoubi.

Avec ce repli de l'opposition, celle-ci perd la bataille de la rue, une rue dont elle était déjà absente depuis l'échec de la dernière grande manifestation, le 11 février. A l'évidence, la violence dans la répression des manifestants, les tortures et les viols dans les prisons, les cruautés commises dans des centres secrets, les condamnations à mort – sept jeunes gens ont déjà été pendus – ont largement contribué à terroriser un mouvement qui, par

ailleurs, peine à trouver d'autres formes de contestation. «Les différents leaders de l'opposition ne sont pas suicidaires. Ils cherchent donc d'autres voies de mobilisation politique. Mais celles-ci ne laissent pas apparaître une stratégie clairement définie. Le problème, c'est que l'opposition ne peut s'organiser sous peine d'être décimée dans les vingt-quatre heures», souligne Michel Makinsky, de l'Institut français de relations internationales. «Il est pourtant indispensable qu'elle élargisse sa base sociale en dehors des milieux urbains et de la classe moyenne, d'où l'importance des travailleurs et des femmes que l'on a vues au premier rang dans les manifestations. On peut déjà voir un phénomène d'accélération de la prise de conscience des femmes», ajoute-t-il.

Depuis qu'elle a perdu la rue, l'opposition doit aussi compter avec un certain désenchantement de son aile la plus radicale qui lui reproche une certaine mollesse. «Avec l'annulation de la manifestation de samedi, qui était annoncée, attendue, espérée, celle-ci lui reproche de faire marche arrière. Je vois dans les attitudes des jeunes Iraniens, dans leur façon de penser un profond sentiment de dépression», juge Hassan Makarem, chercheur et psychanalyste iranien.

Si une large partie de l'opposition donne l'impression d'être divisée, déprimée, désorganisée et même désorientée, ses chefs, eux, donnent le sentiment d'attendre des événements au sein même du pouvoir. Non sans raison puisque le régime ne cesse de se fracturer et apparaît excessivement nerveux. Ainsi, le 4 juin, la cérémonie d'anniversaire de la mort de l'imam Khomeiny a donné lieu à une foire d'empoigne sur les lieux mêmes de son mausolée, au sud de Téhéran. Une foule haineuse a lancé des slogans de mort envers Hassan Khomeiny, le petit-fils du fondateur de la république islamique et le dépo-

sitaire de sa mémoire, jugé trop proche de l'opposition, le contraignant à interrompre son discours. Intervenant à son tour, le Guide suprême Ali Khamenei a lancé des avertissements d'une violence sans précédent, en rappelant le châtiment qui avait frappé certains des proches de Khomeiny après son retour d'exil: «Certains de ceux qui ont accompagné l'imam dans l'avion qui l'a ramené de Paris à Téhéran ont ensuite été pendus pour avoir trahi.» Ce qui fait dire au chercheur Reza Moini que «pour la première fois dans l'histoire de la république islamique, on a attaqué la famille de Khomeiny, à tel point que les femmes ont quitté la cérémonie».

Un tel déferlement de violences verbales risque de réduire encore la base du régime. La défection de deux de ses plus chauds partisans le montre bien. Le député de Téhéran, Ali Motahari, fils du défunt ayatollah Motahari, qui fut le principal idéologue du régime, n'a pas hésité, samedi, à attaquer de façon virulente le Guide suprême – toute critique contre lui est passible de prison.

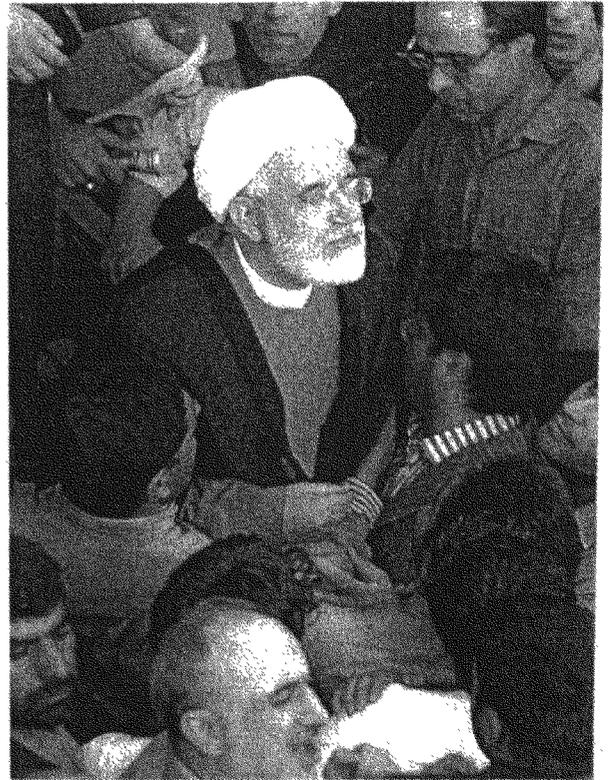
**AUDACE.** Dans une lettre ouverte d'une audace extrême, Mohammad Nourizad, cinéaste favorable à Khamenei, lui a demandé: «Quel leader peut rester leader sans peuple?» Dans un tel contexte, les efforts de l'ancien président Hachémi Rafsandjani pour rapprocher le camp conservateur des réformistes apparaissent vains. Un communiqué de son bureau en témoigne. «Ce qui nous arrive est la conséquence des silences du Guide sur les mensonges d'Ahmadinejad.» Dès lors, le régime semble condamné à naviguer à vue, dans l'improvisation, de tempête en tempête. Dans une lettre adressée à un contact parisien un jeune Iranien fait ce constat: «A présent, le mythe de la république islamique est brisé pour toujours.» ◆

**«Les différents leaders de l'opposition ne sont pas suicidaires.»**

Michel Makinsky chercheur

# Mehdi Karoubi : « En Iran, le pouvoir a trahi le peuple et la révolution »

L'ancien président du Parlement dénonce « un gouvernement qui n'a aucune légitimité populaire »



## Entretien

**E**viter un nouveau bain de sang. Devant les pressions et les mises en garde du gouvernement iranien, les chefs du « mouvement vert » de protestation, né à la suite de l'élection contestée, le 12 juin 2009, du président Mahmoud Ahmadinejad, ont annulé leur appel à manifester pour l'anniversaire du scrutin présidentiel, samedi 12 juin. La veille, l'une des figures de l'opposition, l'ex-président du Parlement et candidat malheureux à la présidentielle, Mehdi Karoubi, a accepté de répondre à quelques questions du *Monde*, transmises à Téhéran. Ce religieux réformateur, qui s'est signalé par sa ténacité et sa courageuse dénonciation des tortures et des viols de manifestants en prison, explique la vivacité du mouvement, mais ses difficultés à s'exprimer, face à une répression soutenue qui a transformé le pays en Etat policier. **Quel bilan faites-vous de l'année écoulée ?**

Avant l'élection présidentielle de 2009 et durant la campagne électorale, il y avait eu une ambiance vraiment exceptionnelle en Iran. Il y avait des débats ouverts entre les candidats, y compris à la télévision publique. Les Iraniens étaient tous très motivés, car, pour la première fois, ils pensaient qu'il y aurait une élection propre et sans manipulation.

Et puis, hélas, le pouvoir a pris ce risque énorme d'organiser une fraude d'une ampleur jamais atteinte. C'est de ce constat qu'est né un mouvement contestataire très vaste. Ensuite le pouvoir a fait une deuxième erreur, au lieu d'écouter le message de protestation du peuple, il a utilisé les moyens les plus sanglants et les plus répressifs contre lui. C'est l'Iran et les Iraniens qui ont payé cher ces erreurs : il y a eu beaucoup de victimes, de blessés, de dommages. Beaucoup aussi de militants politiques et de simples enfants de ce pays qui ont été arrêtés, traduits devant des tribunaux dans un

simulacre de procès, et condamnés.

Dans cette affaire, c'est la Constitution, le code de procédure pénale et l'ensemble de nos lois qui ont été violés par les paramilitaires et les services de renseignements. Mais nous savons bien que le combat pour nos droits fondamentaux nécessite de lourds sacrifices, c'est pourquoi, malgré tout, le pouvoir n'a pas réussi à totalement anéantir le mouvement de contestation. **Le gouvernement est-il crédible ?**

Je dois dire que ce gouvernement, élu de la façon que l'on sait, n'est pas en mesure d'être au service du peuple pour trois raisons. D'abord il n'a aucune légitimité populaire. Ensuite, il ne tient son pouvoir que des militaires, ce qui l'oblige à leur donner satisfaction en permanence, y compris dans les programmes de privatisation du secteur public par exemple, où ce sont les militaires qui remportent les marchés. Enfin, le souci principal du gouvernement étant d'étouffer toute protestation et non de servir les intérêts du peuple, il doit concentrer et consacrer tous ses moyens sur ce seul but : maintenir l'ordre. Personnellement, je savais que notre objectif serait difficile à atteindre et je m'attendais à cette réaction du pouvoir, car depuis des décennies les dérives par rapport à la voie tracée par l'imam [Khomeiny], la révolution et la Constitution, se sont sans cesse multipliées. Mais je suis prêt à tout endurer pour continuer la lutte. **Qu'en est-il du « mouvement vert » face à la répression ?**

C'est un mouvement qui a commencé comme un élan de protestation dans le cadre de la Constitution. Un mouvement qui veut des réformes et réunit de nombreux groupes populaires et diverses tendances de pensée politique. Toutes ces composantes ont un point commun : la volonté de restaurer les droits fondamentaux des Iraniens d'une manière pacifique. Mais il est vrai que la répression actuelle, qui s'apparente à une atmosphère de terreur policière, empêche désormais les gens de revendiquer dans

la rue. Pourtant, le mouvement continue. Et, pour la première fois, en son sein, des intellectuels, des politiques, des jeunes, s'intéressent aux minorités pour protéger aussi leurs droits. Qu'une telle solidarité existe au niveau des minorités ne s'était jamais produit. Cela explique aussi pourquoi le mouvement s'élargit et étend de plus en plus son influence à toute la société.

Cela, le pouvoir l'a constaté et il en a peur. C'est ce qui explique qu'en un an, en violation de l'article 27 de la Constitution, on nous refuse toute occasion de manifester. Le moindre rassemblement spontané est réprimé d'une manière très forte par les forces anti-émeutes. Ainsi pour la première fois en vingt ans, les fidèles n'ont pu se retrouver à Jamaran, où Khomeiny avait l'habitude de nous réunir. De même pour l'anniversaire de la mort de son grand-père, Hassan Khomeiny, lors d'une manifestation officielle, n'a pu s'exprimer. Il en a été empêché !

Alors, dans pareil contexte, nous sommes bien obligés d'utiliser d'autres moyens pour garder le contact, passer nos messages. Le seul qui nous reste c'est l'Internet. Ce qui fait que, même dans des petites villes reculées, Internet est devenu étonnamment très utilisé.

**Vous aviez demandé à manifester le 12 juin...**

Oui et nous avons attendu la réponse... J'ai même suggéré au pouvoir de faire manifester ses partisans dans les bons quartiers de Téhéran et de nous permettre de rassembler les nôtres dans les quartiers déshérités, pour voir qui aurait la meilleure mobilisation populaire. Là-dessus non plus, je n'ai pas eu de réponse...

**Comment sortir de cette crise ?**

Nous l'avons dit à plusieurs reprises, il faut libérer vite et sans condition tous les prisonniers politiques, rétablir la liberté de la presse, reconnaître les droits des partis politiques et supprimer le contrôle du conseil des Gardiens sur les élections. Mais, à ce jour, nos propositions n'ont jamais été entendues. Alors moi qui ai passé 50 ans dans la lutte politique, je l'affirme, il n'y aura pas d'issue tant qu'il n'y aura pas d'élections libres, et non des « sélections » organisées, à tous les niveaux : que ce soit à l'assemblée des Gardiens qui désigne le Guide suprême, au scrutin présidentiel, ou aux élections législatives. Ce qui se passe en Iran est une véritable trahison à l'égard du peuple et des idéaux de la révolution. Alors j'espère que ce pouvoir changera et respectera ses engagements envers la Constitution et la volonté populaire. C'est seulement en faisant cela qu'il retrouvera la légitimité qui lui permettra aussi de défendre le pays sur la scène internationale. ■

**Propos recueillis par Marie-Claude Decamps avec Seraj Mirdamadi**

AFP

## IRAK: BRÈVE SÉANCE INAUGURALE DU PARLEMENT, PERSISTANCE DU BLOCAGE POLITIQUE

BAGDAD —14 juin 2010-De Salam FARAJ (AFP)

LE DEUXIÈME Parlement irakien depuis le renversement du régime de Saddam Hussein en 2003, s'est brièvement réuni lundi en séance inaugurale, mais le blocage politique persiste trois mois après les élections législatives.

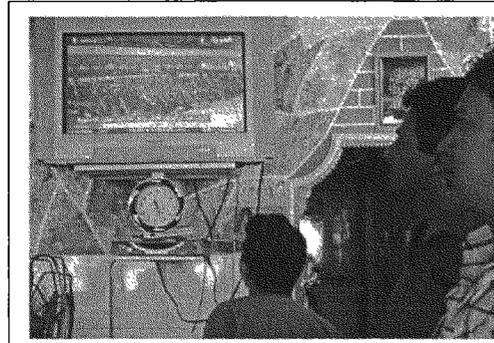
Les partis arrivés en tête du scrutin n'ont toujours pas réussi à s'entendre sur la formation du prochain gouvernement, qui ne devrait pas voir le jour avant plusieurs semaines, selon responsables irakiens et diplomates.

La séance inaugurale s'est limitée à des questions protocolaires et a duré 15 minutes. Les 325 députés élus le 7 mars y ont prêté serment en jurant de "maintenir l'indépendance et la souveraineté de l'Irak et de protéger l'intérêt du peuple" ainsi que "le système démocratique fédéral".

"Au nom du peuple, nous ouvrons la session de la deuxième assemblée des députés" depuis 2003, a affirmé Fouad Massoum, le doyen des députés, présidant la séance à laquelle assistaient des représentants religieux, des ambassadeurs étrangers ainsi que le chef de la mission de l'ONU en Irak, Ad Melkert.

Elle a été ensuite levée mais le Parlement restera en session pour une durée indéterminée.

Le scrutin avait été remporté de justesse par le candidat laïc Iyad Allawi avec 91 sièges, devant le Premier ministre sortant Nouri al-Maliki (89). Une alliance de parti religieux chiites, l'Alliance nationale irakienne (ANI), était arrivée en troisième position avec 70 sièges.



Des Irakiens suivent à la télévision la séance inaugurale du parlement, le 14 juin 2010 à Bagdad

Selon M. Massoum, la "prochaine étape consistera en l'élection de la présidence du Parlement" puis celle du président de la République. Il n'a toutefois pas précisé quand ces élections se dérouleraient.

Le nouveau président de la République -un poste auquel est candidat le président sortant, le Kurde Jalal Talabani- doit charger le chef de la plus grande coalition parlementaire pour former le prochain cabinet.

Un diplomate occidental a dit douter "qu'un gouvernement soit formé avant le début du ramadan", le mois de jeûne sacré des musulmans qui débute cette année à la mi-août.

Entretemps, les tractations se poursuivront au sein du camp chiite entre la Liste de l'Etat de droit (AED) de M. Maliki et celle des partis religieux, l'Alliance nationale irakienne (ANI) d'une part, mais aussi avec la liste de l'ancien Premier ministre Allawi.

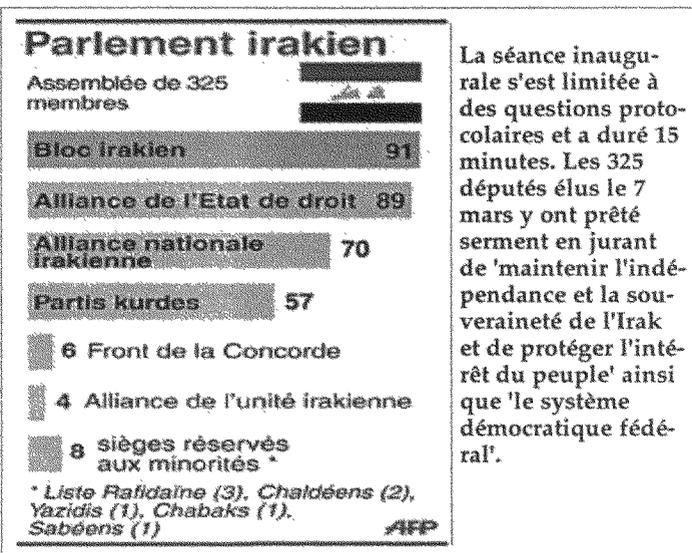
Les listes chiites de l'AED et l'ANI, qui peuvent compter sur le soutien des Kurdes pour obtenir une large majorité au Parlement, ont récemment signé un accord pour devenir le plus grand bloc au Parlement, privant M. Allawi du droit de former le cabinet malgré sa courte victoire.

Pour la première fois depuis les élections, MM. Allawi et Maliki, tous deux chiites, se sont rencontrés samedi lors d'une réunion qualifiée "d'amicale et positive" par le bureau du Premier ministre sortant.

Les sunnites des provinces d'Al-Anbar, Salaheddine et Diyala, d'anciens foyers de l'insurrection, ont massivement voté pour M. Allawi qui s'est allié avec des notables de ces régions.

L'enjeu des négociations est la formation d'un gouvernement incluant toutes les composantes des communautés du pays -chiites, sunnites et kurdes- afin d'éviter que l'Irak ne plonge de nouveau dans les violences confessionnelles (2006-2008).

Les Etats-Unis, qui déploient toujours 90.000 soldats en Irak, ont dit espérer une normalisation rapide pour pouvoir définitivement retirer leurs hommes fin 2011 en laissant derrière eux un pays relativement stable. Au 1er septembre 2010, les troupes de combat auront quitté le sol irakien.



AFP

## TURQUIE: AU MOINS QUATRE MORTS DANS DES AFFRONTMENTS ARMÉE-PKK

ANKARA, 16 juin 2010 (AFP)

AU MOINS TROIS rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et un soldat ont été tués dans la nuit de mardi à mercredi lors d'affrontements à la frontière turco-irakienne, a rapporté l'agence de presse Anatolie.

L'accrochage a débuté quand un groupe important de rebelles a ouvert le feu sur des garde-frontières turcs depuis trois positions en territoire irakien, selon l'agence.

Les autorités ont indiqué que des blessés et des morts du PKK avaient été transportés par leurs compagnons hors de la zone des combats, en Irak, a ajouté Anatolie.

Les heurts ont eu lieu dans la province de Sirnak, a précisé l'agence.

Le PKK utilise depuis de nombreuses années les montagnes du nord de l'Irak

comme bases arrière pour ses opérations contre l'armée turque dans le sud-est de la Turquie, peuplé en majorité de Kurdes.

En visite à Ankara début juin, le président de la région irakienne autonome du Kurdistan, Massoud Barzani, a promis de déployer "tous les efforts" pour empêcher les attaques des rebelles kurdes vers la Turquie depuis son territoire.

Tard mardi, un rebelle a par ailleurs été arrêté dans la ville de Hakkari alors qu'il s'apprêtait, selon les autorités, à mener une attaque contre la police, a affirmé Anatolie, ajoutant que l'homme transportait un lance-roquettes, des grenades et un pistolet lors de son arrestation.

Les violences se sont multipliées depuis l'arrivée du printemps qui permet aux rebelles de se déplacer plus facilement dans les montagnes du sud-est, et depuis l'annonce le mois dernier par le leader emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, qu'il abandonnait ses efforts pour un dialogue avec le gouvernement.

AFP

## TURQUIE/PKK: L'ÉPOUSE D'UN SOLDAT TUÉE, UNE MINE BLESSE 14 PERSONNES

DIYARBAKIR (Turquie), 11 juin 2010 (AFP)

**L'ÉPOUSE d'un officier turc a succombé vendredi à des blessures provoquées par une attaque à la roquette commise selon les autorités par les rebelles kurdes dans le sud de la Turquie, tandis que 13 soldats et un enfant ont été blessés par une mine, dans l'est.**

La jeune femme de 22 ans a été touchée à la tête par des éclats sur le balcon d'un logement militaire situé dans la province d'Osmaniye, lorsque le complexe a été attaqué à la roquette dans la nuit de jeudi à vendredi par des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), selon les médias.

La victime est morte à l'hôpital.

Dans un incident séparé, treize soldats et un enfant ont été blessés vendredi dans l'explosion d'une mine qui aurait été posée par le PKK dans l'est de la Turquie, selon une source de sécurité locale.

La mine a explosé sur une route au passage d'un véhicule civil ramenant à leur base de Tunceli des soldats de retour d'une visite médicale dans la ville d'Elazig, selon cette source qui a requis l'anonymat. Un des soldats blessés est grièvement touché. Le fils du chauffeur de l'autocar, âgé de neuf ans, figure parmi les blessés.

Le PKK utilise souvent des mines, activées pour la plupart à distance, dans ses attaques contre les forces régulières. L'armée emprunte parfois par

mesure de sécurité des véhicules civils pour le transport de ses troupes dans les zones où le PKK est actif.

Par ailleurs, la police turque a arrêté quatre personnes soupçonnées d'appartenir au PKK et de préparer un attentat à la bombe à Izmir (ouest, sur la mer Egée), a rapporté vendredi l'agence Anatolie.

Les suspects ont été arrêtés dans leur voiture à Buca, une banlieue de cette métropole qui abrite une importante communauté kurde, indique l'agence, sans préciser la date de leur arrestation.

Une bombe ainsi que deux kilos d'explosif ont été saisis lors de l'opération.

Deux autres suspects, dont un responsable local d'un parti pro-kurde, ont été interpellés par la suite dans le cadre de cet attentat manqué, portant le bilan des arrestations à six, a ajouté l'agence.

Le PKK qui lutte pour l'autonomie des régions kurdes du sud-est de la Turquie, est considéré comme une organisation terroriste par de nombreux pays. Le conflit a fait au moins 45.000 morts, depuis 1984.

Le PKK a dans le passé commis des attentats meurtriers à la bombe dans des zones urbaines de l'ouest du pays notamment. Ces violences se sont multipliées depuis l'arrivée du printemps qui permet aux rebelles de se déplacer plus facilement dans les montagnes du sud-est, et depuis l'annonce le mois dernier par le leader emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, qu'il abandonne ses efforts pour un dialogue avec le gouvernement.

AFP

## IRAK: LE KURDISTAN PRÊT À EXPORTER DU PÉTROLE DÈS UN GOUVERNEMENT FORMÉ

PARIS, 15 juin 2010 (AFP)

**LE KURDISTAN irakien est "prêt" à exporter du pétrole en vertu d'accords conclus avec des compagnies pétrolières et peut le faire dès qu'un gouvernement fédéral sera formé, a déclaré mardi à Paris le président de cette région autonome, Massoud Barzani.**

"Il n'y a pas d'échéance précise mais cette exportation est possible dès qu'un gouvernement sera formé" à Bagdad, a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse commune avec le chef de la diplomatie française, Bernard Kouchner.

"La Constitution nous donne le droit de chercher du pétrole mais les revenus seront pour toute la population irakienne. Il y a quelques jours, le gouverne-

ment irakien a donné son aval à tous les accords signés entre le gouvernement du Kurdistan et les compagnies pétrolières", a-t-il dit.

"Nous sommes prêts, tout est prêt pour nous", a insisté le président Barzani, en soulignant que le Kurdistan ne posait "aucun veto sur quelque partie que ce soit" dans les discussions sur un nouveau gouvernement fédéral.

"Nous sommes en train de mener les pourparlers, il n'y aura aucune tentative de marginalisation ou d'affaiblissement de n'importe laquelle des composantes sur la scène présentes actuellement à Bagdad", a-t-il assuré.

Les mise en oeuvre de contrats passés entre les compagnies pétrolières et la région du Kurdistan irakien s'est régulièrement heurtée à des désaccords avec le gouvernement central irakien. Mais les deux parties ont trouvé un accord le 6 mai dernier, qui doit permettre la reprise des exportations et de la production, interrompue depuis octobre 2009.

Si le deuxième Parlement irakien depuis le renversement de Saddam Hussein en 2003 s'est réuni brièvement lundi, trois mois après les élections législatives, les partis arrivés en tête du scrutin n'ont toujours pas réussi à s'entendre sur la formation du prochain gouvernement. Ce dernier ne devrait pas voir le jour avant plusieurs semaines, selon des responsables irakiens et diplomates.

AFP

## IRAK: LE BLOC KURDE VEUT CONSERVER LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE (BARZANI)

PARIS, 15 juin 2010 (AFP)

**LA COALITION KURDE souhaite conserver la présidence de la République en Irak, détenue depuis 2005 par Jalal Talabani, a déclaré mercredi à Paris le président de la région autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani.**

"Nous tenons à conserver la présidence de la République, dans l'intérêt de l'Irak et pas uniquement dans l'intérêt du Kurdistan", a affirmé Massoud Barzani, au cours d'une conférence de presse en marge d'une visite officielle en France.

Ces dernières semaines, des voix s'étaient fait entendre pour suggérer que les Kurdes abandonnent la présidence de la République, en échange d'une autre position importante, pour tenter de dénouer la crise politique en Irak.

L'Irak est en proie à un blocage politique depuis les élections législatives du 7 mars. Les partis arrivés en tête du scrutin n'arrivent pas à s'entendre sur la for-

mation du prochain gouvernement.

"Aucune force politique en Irak ne doit être marginalisée. Nous voulons un gouvernement de consensus national. Iyad Allawi et Nouri al-Maliki sont des amis qui ont tous deux lutté à nos côtés", a souligné Massoud Barzani.

Le scrutin avait été remporté de justesse par le candidat laïc Iyad Allawi avec 91 sièges, devant le Premier ministre sortant Nouri al-Maliki (89).

Le président du Kurdistan a aussi rendu hommage au candidat kurde à la présidence de la République, un poste largement honorifique, occupé depuis 2005 par son ancien rival Jalal Talabani, qui se représente.

"Jalal Talabani a rendu des services très importants à l'Irak et à tous les Irakiens, sans distinction", a assuré Massoud Barzani.

Jalal Talabani et Massoud Barzani ont été des ennemis farouches pendant plus de 20 ans, opposés notamment dans une guerre sanglante entre 1994 et 1998 autour du contrôle des rentes des routes de contrebande, avant de se partager le pouvoir.

Massoud Barzani est aussi revenu sur le poids politique de l'Iran, qui exerce une forte influence sur les partis chiites irakiens.

"Je ne peux pas nier que l'Iran ait de l'influence en Irak. Nous sommes pour une relation pacifique et équilibrée avec l'Iran. Nous sommes opposés à l'idée d'un Irak sous mandat iranien - ou de tout autre pays", a-t-il dit.



## PARIS: Rapprochement avec le Kurdistan irakien

Massoud Barzani, président de la région autonome du Kurdistan irakien, a répondu à l'invitation de N. Sarkozy et fait actuellement une visite en France dans le cadre de « la relance de la relation bilatérale » entre Paris et Bagdad. Mais plutôt qu'une relance entre Paris et Bagdad, cette visite d'une semaine ressemblerait plus à une relance entre Paris et Erbil (capitale du Kurdistan irakien). La France soigne en effet tout particulièrement cette région autonome dont Bernard Kouchner aime à rappeler qu'il s'agit de « la région la plus calme d'Irak ». Il s'agit également de l'une des régions les plus riches en pétrole d'Irak.

Bernard Kouchner et Massoud Barzani ont signé hier une convention de coopération entre la France et le Kurdistan autonome. La région est en effet autorisée, par la Constitution irakienne, à avoir des relations extérieures. La France a d'ailleurs ouvert en juin 2008 un consulat à Erbil, et en novembre 2009 une antenne du centre culturel. Cette nouvelle convention



promet, d'après B. Kouchner, « des relations commerciales, industrielles, technologiques, médicales, d'éducation formidables ». Quant à M. Barzani, il a estimé dans le même point presse à l'issue de sa rencontre avec le ministre des Affaires étrangères qu'il y a « de grandes possibilités » pour une coopération, qui serait selon lui le point de départ pour une sécurité étendue à l'ensemble de l'Irak.

Les deux parties pensent ouvrir à l'automne une maison de l'archéologie et de sciences sociales dans la capitale du Kurdistan irakien. De plus, près de 70 étudiants kurdes bénéficient d'une bourse pour suivre des études en

France. Enfin, une maison de l'agriculture et « beaucoup de perspectives » dans les domaines de l'énergie et de l'eau sont également envisagées. Mais rien de plus précis n'a filtré sur ces questions, notamment dans le domaine de l'énergie, qui est celui qui attise le plus de convoitises.

Les incertitudes politiques irakiennes ont aussi été évoquées, alors que depuis trois mois déjà, suite aux élections législatives du 7 mars, le pays n'a toujours pas de gouvernement. De par leur force électorale, les Kurdes irakiens participent très activement aux négociations et affirment, selon M. Barzani qu'ils n'ont « aucun veto sur aucun parti que ce soit ». La diplomatie française appelle donc le Kurdistan irakien à jouer un rôle de médiateur et de modèle pour le reste du pays, tout en se disant confiant de bons offices de leurs amis.



### FRANCE ET KURDISTAN IRAKIEN S'ENGAGENT À ACCROÎTRE LEUR COOPÉRATION

PARIS, 15 juin 2010 (AFP)

LA FRANCE et le Kurdistan irakien ont signé mardi à Paris une convention destinée à accroître leur coopération et les investissements français dans cette région autonome au sous-sol riche en pétrole, a constaté un journaliste de l'AFP.

"Cette convention promet des relations commerciales, industrielles, technologiques, médicales, d'éducation, formidables", a lancé le chef de la diplomatie française, Bernard Kouchner, lors d'une conférence de presse avec le président de la région autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani.

"Il y a de grandes possibilités devant nous pour une coopération", a renchéri le responsable kurde, qui avait rencontré dans la matinée le président Nicolas Sarkozy. Il a espéré que la région du Kurdistan devienne "un point de départ" pour que la sécurité s'étende au reste du pays.

Le Kurdistan "est la région la plus sûre d'Irak", a fait valoir Bernard Kouchner, en estimant que le départ programmé des militaires américains de ce pays "privera de beaucoup de prétextes les terroristes".

La convention signée permettra à la France d'accroître sa coopération en matière économique, culturelle, scientifique, notamment dans l'archéologie.



Les deux entités ont le projet d'ouvrir à l'automne "une maison de l'archéologie et des sciences sociales" dans la citadelle d'Erbil, selon une source diplomatique française. Une "maison de l'agriculture" est aussi envisagée et "beaucoup de perspectives" existent dans les domaines de l'énergie et de l'eau, selon la même source.

Du côté kurde, quelque 70 étudiants bénéficient actuellement d'une bourse pour être formés en France, un chiffre qui pourrait atteindre bientôt la centaine.

## La France cultive ses bonnes relations avec le Kurdistan irakien autonome

Par Nicolas Falez

**MASSOUD BARZANI**, président de la région autonome du Kurdistan irakien, est à Paris cette semaine. Le dirigeant a rencontré ce mardi 15 juin le chef de l'Etat français, Nicolas Sarkozy, puis le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner. L'occasion d'évoquer les relations entre la France et le Kurdistan irakien autonome, mais aussi la situation générale de l'Irak.

Ce mardi 15 juin, Bernard Kouchner et Massoud Barzani ont signé à Paris une convention de coopération entre la France et le Kurdistan autonome. « Cette convention promet des relations commerciales, industrielles, technologiques, médicales, d'éducation formidables », a promis le chef de la diplomatie française, Bernard Kouchner.

La visite de Massoud Barzani est aussi l'occasion d'évoquer les incertitudes politiques en Irak. Le pays n'a toujours pas de gouvernement trois mois après



**Le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner accueille le président de la région autonome de Kurdistan irakien, Massoud Barzani, à Paris le 15 juin 2010. REUTERS/Philippe Wojazer**

les élections législatives du 7 mars.

Les Kurdes irakiens participent actuellement aux délicates négociations. « Nous n'avons aucun veto sur aucun parti que ce soit », assure Massoud Barzani, alors que le scénario d'une coalition entre formations chiites inquiète la minorité sunnite irakienne, qui redoute d'être tenue durablement à l'écart du pouvoir.

« Le Kurdistan est la région la plus calme d'Irak », affirme Bernard Kouchner. Le chef de la diplomatie française se dit confiant malgré les attentats qui continuent à l'approche du départ des troupes américaines.

Les unités combattantes américaines doivent partir d'Irak à la fin du mois d'août et le dernier soldat américain devra avoir quitté le pays fin 2011.

## UN REGAIN DE VIOLENCES ASSOMBRIE LES ESPOIRS DE RÉSOLUTION DU CONFLIT KURDE

ANKARA, 18 juin 2010 (AFP)

**LA MULTIPLICATION des attaques des rebelles kurdes et la réplique de grande ampleur des militaires turcs font redouter un échec définitif de "l'ouverture démocratique" lancée par le gouvernement pour tenter de mettre fin à 26 ans de conflit dans le sud-est du pays.**

L'armée a annoncé vendredi qu'au moins 130 rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) avaient été tués en Turquie et lors d'un raid aérien contre des camps de l'organisation kurde dans le nord de l'Irak depuis mars. Elle a également fait état de 43 membres des forces de sécurité tués.

Les militaires s'attendent à ce que le PKK intensifie ses attaques et élargisse son rayon d'action, a déclaré vendredi le général Fahri Kir lors d'une conférence de presse. Les rebelles ont dans le passé commis des attentats à la bombe dans l'ouest de la Turquie, notamment dans des cités balnéaires.

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a accusé le PKK de chercher à saboter une initiative du gouvernement visant à renforcer les droits des Kurdes et à développer les investissements dans leur région, le sud-est anatolien, pour mettre un terme pacifique au conflit qui perdure depuis 1984.

L'"ouverture kurde", annoncée l'an dernier, a déjà connu de sérieux revers avec la fermeture du principal parti pro-kurde de Turquie, plusieurs vagues d'arrestations de militants kurdes, la persistance des violences dans le Sud-Est et une forte opposition des milieux nationalistes.

"Face au terrorisme, nous disons: démocratie (...) Nous prenons tous les risques (...) pour que les jeunes ne meurent plus, pour faire cesser les pleurs des mères", a néanmoins déclaré M. Erdogan lors d'une réunion de son Parti de la justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste).

Pour les analystes cependant, les espoirs sont faibles de parvenir à la paix alors que les attaques du PKK ont attisé l'hostilité de l'opinion publique face à la perspective de nouvelles réformes et que des élections législatives sont attendues l'an prochain.

"Les chances qu'une ouverture fasse taire les armes (...) n'existent plus", a écrit l'éditorialiste Derya Sazak dans le quotidien Milliyet.

"En Turquie, à l'approche des élections, aussi bien le parti au pouvoir que l'opposition surfent sur une vague de populisme et ont perdu la capacité de produire des solutions pacifiques", poursuit-il.

Geste symbolique de ce nouvel état d'esprit, un tribunal a ordonné jeudi le placement en détention provisoire de plusieurs rebelles du PKK qui s'étaient rendus en octobre aux autorités turques dans un geste de soutien aux projets de réforme du gouvernement.

Spécialiste de la question kurde, le journaliste Rusen Cakir a estimé que l'arrestation des rebelles, dont la reddition avait selon lui été organisée avec l'approbation du gouvernement, marquait l'abandon par Ankara de sa stratégie officielle d'inclusion du PKK dans ses efforts de paix.

"Si l'Etat ne tient pas ses promesses et continue à abandonner la question aux autorités sécuritaires et judiciaires, nous allons attendre longtemps avant de trouver une solution", a-t-il commenté dans le journal Vatan.

Les violences se sont multipliées depuis l'annonce le mois dernier par le leader emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, qu'il abandonnait ses efforts pour un dialogue avec le gouvernement.

En dépit des annonces du gouvernement, des centaines de militants Kurdes ont été arrêtés depuis l'an dernier dans le cadre d'une enquête sur les soutiens du PKK. Un tribunal doit prochainement se prononcer sur un acte d'accusation incriminant 150 d'entre eux.

FIRAT NEWS AGENCY

JUNE 12, 2010

## PJAK leader Haji Ahmedi says: We are ready for peace

NUCAN CUDI - ANF / ROME

**ROME, Italy,--** Haji Ahmedi is the leader of the Iranian PJAK (Free Life Party of Kurdistan). He was in Rome for a series of meetings and we have asked him some questions about the recent developments in Iran. The PJAK, or the (Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê) is a militant Kurdish nationalist group that has been carrying out attacks on Iranian troops in the Kurdistan Province of Iran [Eastern Kurdistan] and other Kurdish-inhabited areas. Since 2004 the PJAK took up arms for self-rule in Kurdistan province northwestern of Iran [Iranian Kurdistan, Eastern Kurdistan]. Half the members of PJAK are women. The PJAK has about 3,000 armed militiamen.

Let's start from Murat Karayilan (the KCK president) appeal to PJAK to declare a new ceasefire. What is your opinion on this?

We welcome any appeal against the war. We don't look where it comes from. We are against the war, not in favour of it.

PJAK leader Haji Ahmedi says Iran should honestly engage in search for peace and stop executions. Photo: Firatnews.com

We will welcome any step the Iranian government may be willing to take in order to advance peace. If the Iranian government will positively consider the appeal for a ceasefire, and engaged honestly in a process which could bring to peace through dialogue we will do our part. It has to be stated clearly that this does not mean that we are not able to continue with war. We have enough strength to go on with war, but we are against war and killings.

Can we look at the reasons behind the increased clashes between PJAK and Iran, especially after the recent executions of Kurdish political prisoners?

It is true that for almost a year we had not witnessed armed clashes nor military operations. We had hoped that the Iranian regime would take into consideration our good will steps and work to build some kind of peaceful solution. On its first conference, two months ago, PJAK has asked the Iranian regime to sit and discuss the Kurdish question leaving arms behind. We asked Iran to sit and discuss together to find a just a lasting peace. But instead Iran after a year of relative calm has decided to execute 5 members of PJAK. This for us was nothing shorter than a war declaration. PJAK had to answer to such a declara-



tion. PJAK only showed part of what is able to do. We think Iran has acted in this way because of its new relations with Turkey. In fact the executions were carried out while the Iranian foreign minister, [www.ekurd.net/Mottaki](http://www.ekurd.net/Mottaki), was meeting the Syrian president Bashar al-Assad and representatives of the Turkish government to plan a war of destruction against the Kurdish people. After that you had the visit to Ankara by the President of the Iranian Parliament, Larjani. Those executions were a gift to Turkey and a show of good will on the part of the Iranian government. A show of good will and of its readiness to fight against the Kurdish people.

What is your assessment of the military operations into North Iraq, i.e. into Kurdistan?

They are part of this project of destruction of the Kurdish people agreed by Iran, Turkey and Syria. It is clear that Turkey is not just attacking Kurds living in its territory but positions itself against the solution of the Kurdish question in all parts of Kurdistan. Now the Kurds in Iraq have reached a solution to the question with the central government of Iraq. Turkey, Iran, Syria and partly Iraq as well, tend to hit the rights gained by Kurds in Iraq.

What is your assessment of the new Iran-Turkey relation?

The new relation between Turkey and Iran is not strategic nor ideological, it's simply a tactical relation. Iran desperately needs to bring Turkey on its side in the Middle East arena. This is a crucial point for the safety of the Iranian regime with respect to its relations with both the USA and the West. Turkey now has a friendship with Hamas and declared to be ready to fight for the Palestinian people's rights. And this despite the fact that Hamas, rightly or wrongly, is in the list of the international terrorist associations and Turkey on its soil is fighting against a people that it considered terrorist. This

double standard is unacceptable also for many Turks and it is not accepted by international standards.

Can you describe the conditions of the Kurds living in Iran, especially after last year's elections?

In the past year in Iran we have witnessed a strong increase in the repression. Before only the Kurdish area was militarised, now the whole Iran is heavily militarised. Every day people are killed. Only in the last three days 19 executions have been carried out. Death sentences are not human and are carried out without a fair trial, there is no right to defend yourself nor a just court. Often charges are fabricated. The Iranian regime try to fill the anger of the Iranian people by carrying out executions for supposedly crimes related to drug trafficking or against god. In 2009 alone, 338 people have been executed. And these are the official figures, so we could easily put the number higher. Massacres, executions, repression in the whole of Iran and Kurdistan cannot be tolerated anymore. For this reason many young people also from other peoples, today join the Kurdish guerrilla movement. To fight against this brutal system.

PJAK and the Kurdish movement are often seen, by Iranians as well, as the only movement which could bring real change in Iran. What is PJAK asking for?

PJAK is fighting for a democratic system in Iran. This means that in Iran all peoples must be considered and treated equally, from every point of view, social, political, economical, ideological. We want to assure to Iran a democratic future were men and women, all faiths have equal treatment and opportunities.

There are at least other 20 PJAK members waiting on death row. What will happen if they were to be executed?

We have a duty to defend our people. These sentences are not fair. The prisoners were not allowed a fair defence and trial, they had not a fair access to their lawyers. The Kurdish people could not accept new executions.



# Turks suspect 'Israeli link with PKK'

TEL AVIV, Israel, June 16, 2010 - United Press International

**AS RELATIONS between Israel and its erstwhile ally Turkey deteriorate following the Israeli navy's May 31 killing of nine Turks, authorities in Ankara are investigating whether Israel had links to a deadly attack by Kurdish separatists on the same day.**

Shortly after midnight May 31, fighters of the Kurdistan Workers Party, or PKK, attacked a military vehicle at the naval base at the port of Iskenderun, in Hatay province near the border with Syria, and killed seven naval personnel.

Iskenderun has never been a target for the PKK, which has been fighting the Turkish state since 1984 for an autonomous Kurdish enclave, although it has carried out attacks across Turkey.

A few hours later, Israeli naval commandos stormed the Turkish ship Mavi Marmara, flagship of a convoy carrying humanitarian aid to Israeli-blockaded Gaza, in international waters. They killed nine Turks they claimed attacked them and wounded dozens of pro-Palestinian activists aboard the vessel.

Relations between Israel and Turkey, under strain since Turkey's Islamist prime minister, Recep Tayyip Erdogan, furiously denounced Israel's December 2008 invasion of the Gaza Strip, nosedived into bitter acrimony.

Many Turks saw the two murderous incidents as two sides of the same coin.

This was reflected within the political elite. Huseyin Celik, deputy chairman of Erdogan's Justice and development Party, or AKP, noted, "We do not think it's a coincidence that these two attacks took place at the same time."

Turks were furious at the Israeli action in the eastern Mediterranean and turned out at the funerals of their slain countrymen in huge numbers, led by senior government officials.

So far as is known, Turkey's intelligence service hasn't been able to provide any proof of possible Israeli involvement in the Iskenderun killings. Erdogan's interior minister, Besir Atalay has even sought to calm tempers.

"I don't want to say these (incidents) are related," he said. "Such investigations require close attention and we want to refrain from careless statements lacking tangibility ..."

"These subjects are delicate, especially when they have international dimensions."

Still, the Turks point to Israel's involvement with Kurdish guerrillas in Iraq since

the 1960s. Israel aided them off and on, depending on the geopolitical environment, because they fought against the Baathist regime which was virulently anti-Israel.

The Israelis returned to Iraqi Kurdistan prior to the U.S.-led invasion of Iraq in March 2003 to train the peshmerga -- "those who face death" -- who were key U.S. allies.

Israelis have also been reported to be operating with Kurdish rebels in Iran along with U.S. and British agents, or Special Forces, in what Tehran claims is a systematic campaign to destabilize the Islamic Republic.

The Israelis have no history of supporting Turkey's Kurdish separatists. But if the crisis reaches the point where Israel, along with the United States, decides an Islamist government in Turkey is a liability, all things are possible.

Israel kept clear of the PKK because the Jewish state had maintained a discreet intelligence link with Ankara since the 1950s. That eventually produced a 1996 military cooperation pact.

Turkey, one of the first countries to recognize Israel in 1948, was strategically important to Israel because it was the only Muslim state with which it had relations. For all intents and purposes that is no longer the case.

The relationship began to change when the Islamist AKP took power in 2002 and Erdogan sought to restore Turkey's traditional role as a regional power.

For a time, Ankara put out feelers to the PKK in hopes of ending 26 years of bloodshed in which 40,000 people have perished. But in recent months, the separatists have resumed attacks.

PKK activity usually picks up in the spring when the mountain snows melt. But Ankara has been bracing for a surge in violence, particularly in urban areas, which could harm AKP prospects in upcoming elections.

If Israel and Turkey are hurtling toward a final split, with Erdogan's government more oriented toward Iran and Syria than the Jewish state, the gloves may indeed come off.

Ankara is reported to be seeking to assemble another aid flotilla to challenge Israel's blockade of Gaza.

Meantime, Erdogan has placed his loyalists in charge of Turkey's intelligence service and other security agencies, effectively closing links with Israeli intelligence and long-used back channels that Israel's leadership valued greatly.

REUTERS

## Who are the Kurdistan Freedom Hawks?

Jun 22, 2010 (Reuters) -

**THE KURDISH Freedom Hawks, a separatist group, claimed responsibility for a bomb attack on a military bus in Turkey's largest city of Istanbul that killed five people on Tuesday. Here are some key facts about the group:**

### PROFILE:

-- Teyrebazen Azadiya Kurdistan, or TAK, carried out its first attacks in 2004. The early bombings were largely small and non-lethal, but from 2005 onwards TAK launched more deadly attacks. In July that year it bombed a minibus in the western Turkish holiday resort of Kusadasi, killing at least five people including a British woman and an Irish woman.

-- In January 2008 the United States said it had designated the TAK as a terrorist group, subjecting it to U.S. financial sanctions.

-- Although little is known about the TAK, the group is believed to have links with the Kurdistan Workers Party (PKK), the main separatist group operating in mainly Kurdish southeast Turkey. The PKK, founded by Abdullah Ocalan in 1974, had taken up arms against Turkey in 1984 with the aim of creating an ethnic homeland in the southeast. Nearly 40,000 people have been killed in the resulting conflict since then.

-- The TAK has deliberately attacked Turkish and foreign civilians. The



geographical spread of TAK attacks also suggests that its members live in Kurdish migrant communities in western Turkey and in Istanbul, rather than in the Kurdish heartlands of the southeast that were the focus of PKK actions.

### AIMS:

-- It claims to oppose Turkey's "false policies on the Kurdish issue," and to be seeking revenge for the deaths of Kurds at the hands of the Turkish government.

### SOME ATTACKS:

-- Six people were wounded, one seriously, after a bomb exploded at a supermarket in Istanbul in February 2006. The TAK claimed responsibility for the blast and pledged more attacks.

-- Three people were killed and 87 injured in a blast in Antalya, southern Turkey in August 2006. The TAK claimed responsibility.

-- In August 2008 the group claimed responsibility for bomb attacks in the Turkish coastal cities of Mersin and Izmir. A suspected suicide bomber detonated a bomb in his car near Mersin, killing himself and wounding 12 police officers. Two days later 16 people were wounded, including eight police and three soldiers, in a car bomb which ripped through a minibus in Izmir.



## Kurdistan president Massoud Barzani meets French president Sarkozy, signs protocol

PARIS,— Iraq's Kurdistan Region President Massoud Barzani Tuesday met with French President Nicolay Sarkozy and Foreign Minister Bernard Kouchner in Paris.

The meeting with President Sarkozy, which took place at the Elysee Palace, focused on the political situation in Iraq and further developing political and economic relations between the Kurdistan Region and France. At the meeting, President Barzani said the KRG is keen to develop diverse relations with France.

"France is happy with its friendship with Kurdistan and attaches great importance to this friendship," said President Sarkozy. He also commended the positive role of the Kurdistan Region leadership in the political process in Iraq, adding that France is for a democratic Iraq in which Kurds live in peace and freedom.

President Sarkozy said that he would like to visit the Kurdistan Region in the future and President Barzani extended an official invitation to him.

Later in the day the President and an accompanying KRG delegation, met with Foreign Minister Bernard Kouchner at the French Foreign Ministry to discuss relations between the Kurdistan Region of Iraq and the France. President Barzani and Foreign Minister Kouchner also signed a statement of intent to develop long-term commercial, economic and cultural relations between France and the Kurdistan Region. According to this statement, the French government will also provide help with training and capacity building inside the KRG.

President Barzani and Foreign Minister Kouchner later talked to the press in which the both expressed their happiness to sign a statement of intent which is indented to enhance and diversify bilateral relations in the areas of trade, education, culture, technology, capacity building and training.

After thanking and paying tribute to Foreign Minister Kouchner for his long-time friendship and humanitarian support to the Kurdish people in the past, President Barzani said he is very pleased for the opportunity to meet President Sarkozy and Mr Kouchner.



French President Nicolas Sarkozy, (C), accompanied by the President of the Iraq's autonomous Kurdistan region, Massoud Barzani (R) on June 15, 2010.



French Foreign Minister Bernard Kouchner, (R), and the President of the autonomous Kurdistan region Massoud Barzani sign protocols at the Elysee Palace. KRP photo

"There are many opportunities for mutual cooperation between us and I am very happy that the new Iraqi Constitution allows for the development of such cooperation. Until security and stability return to certain parts of Iraq, the Kurdistan Region can act as an entry point to other parts of Iraq for business and economic cooperation between Iraq and France," said President Barzani.

Answering a question on oil disputes between the KRG and Baghdad, President Barzani said that Baghdad has recently agreed to recognize the oil contracts that the KRG has signed with foreign companies and this may lead to the resumption of oil exports from Kurdistan right after the formation of the new government.

## Why Iran will continue to shell Iraq

*Cross-border incursions allow neighbouring states to hamper Iraq's economic progress without resorting to full-scale war*



Ranj Aljaldin

Over the past month Iran has continuously and relentlessly shelled villages along its border with Iraqi Kurdistan, displacing thousands, wounding many and killing one 14-year-old girl.

The ostensible target of these attacks is the Party for Free Life in Kurdistan, an Iranian-Kurdish militant movement known as Pejak. However, the decision to send military units across the border and establish bases (according to Kurdish sources) could be part of a broader Iranian strategy to maintain a long-term physical presence inside Kurdish territory. At the very least it is a provocative measure that Iran may justify on the basis of what it considers to be a threat posed by Pejak, but the reasons may go beyond this.

Cross-border incursions (shelling included) have been a convenient way for neighbouring states to send a subtle message to Iraq's political actors. This includes reminding them of the limitations on the level of success they can achieve, particularly as American troops withdraw.

Turkey has been a repeat offender in this respect; it still shells the region



Iran's Revolutionary Guard Iran's Revolutionary Guard. Despite overwhelming military superiority, Iran finds cross-border incursions into Iraq a more convenient military tactic.

but, in comparison with previous years, has backed down a little. Back in December, Iranian forces carried out an incursion into disputed Iraqi territory in the south, just days after Iraq awarded leading international energy companies contracts to operate seven oil fields in the country. That may have been a response to Iraq's attractive energy sector, which has the potential to take investors away from Iran and towards Baghdad.

In relation to the Kurds, Iran will be concerned about any Kurdish move

to form a coalition with the anti-Iran bloc, the Iraqi National Movement, which marginally won Iraq's parliamentary elections last March. It will also be looking to make sure that all is not perfect for the Kurdistan Regional Government (KRG).

Kurdistan continues to make progress and attract international investors, as exemplified by London's hosting of a Kurdistan-focused investment conference, while President Barzani's recent trip to Turkey suggests that relations with neighbouring states are also improving.

Then there is the new Erbil international airport – Kurdistan's latest asset, which is also central to its future security, political and economic plans. As it stands, military aircraft have also been using the airport, though none have been combative. Iran, however, will be aware that the airport – a former military base which has the world's fourth longest runway – could potentially serve as a useful strategic asset for not just the KRG, but also the KRG's allies and Iran's foes (the US and Israel).

Geographically, though, Kurdistan may be too close to Iran for the airport to be used for anything other than civilian purposes; with the KRG unprotected and unlikely to be supported by its so-called allies, Iran might well be in a position to shut the airport down if doing so appeared to be in its interests.

Similarly, if we ask what Iraq can actually do to prevent the recent Iranian shelling, the answer is nothing. Despite protests from President Barzani and the Iraqi government, as well as a rare declaration of solidarity with the Kurds

from the Iraqi army, the Iranians can continue their bombardment indefinitely and with impunity, and may be keen to remind the Americans, and indeed the Kurds, of their power to do so.

Iraq is not the military power it once was and without military support from the west it would struggle in a head-to-head war with its neighbours. The International Institute for Strategic Studies, for example, puts the number of Iraqi security personnel at 578,269, but more than half of this is comprised of interior ministry personnel who are largely trained to take on domestic security challenges, rather than foreign. The country's army, meanwhile, consists of nearly 200,000 personnel, in addition to a navy of 2,000 and an air force of 3,000.

Iran, on the other hand, has up to 350,000 active-duty army troops, 125,000 naval personnel and 18,000 air force personnel who are backed by 125,000 troops in the elite Revolutionary Guard Corps and 350,000 reservists. Other states able to outmuscle Iraq militarily include Turkey, Syria and Saudi Arabia.

Of course, none of these states would be able to successfully execute a full-scale war on Iraq. Wary of Iraq's potential to become a powerful, democratic regional player, they can, however, ensure that it remains weak and divided through the more convenient (some might say cowardly) tools including shelling, the facilitation of mass terror attacks, and headline-grabbing military incursions – and this suits them just fine.

REUTERS

## Q&A- Violence wrecks Turkey's opening to Kurds

ANKARA, June 22, 2010 (Reuters) -By Ibon Villeda

**KURDISH separatist rebels have stepped up attacks against military targets in EU candidate Turkey, killing more than 50 soldiers over the last two months.**

On Tuesday, a roadside bomb ripped through a bus carrying military personnel and their families in Turkey's largest city of Istanbul, killing five people, including a 17-year old girl [ID:nLDE65L048].

The Kurdistan Freedom Hawks (TAK), believed to have links with the Kurdistan Workers Party (PKK), the main Kurdish separatist group, claimed responsibility for the attack.

Turkish military forces are deploying troops and elite forces along the border with Iraq, where the outlawed PKK has bases.

Prime Minister Tayyip Erdogan, who faces an election by July 2011, is under pressure to curb escalating violence.

Below are some questions and answers about Turkey's Kurdish conflict.

### WHAT HAPPENED TO GOVERNMENT EFFORTS TO END VIOLENCE?

Erdogan's AK Party government granted more political and cultural rights to minority Kurds in a bid to end Turkey's decades' old conflict, which has claimed the lives of more than 40,000 people. But the "democratic opening" was met with nationalist opposition and suffered a blow when the Constitutional Court last year banned the largest Kurdish political party in parliament for its links to the PKK.

Hardening perceptions among Kurds that the government is not serious about reconciliation, some PKK members who returned to Turkey under a government amnesty plan have been arrested and charged. Dozens of Kurdish politicians, including mayors, and Kurdish journalists have been charged with supporting the PKK.

Citing lack of progress, jailed PKK leader Abdullah Ocalan said last month there was no point in continuing peace efforts. This month the PKK scrapped a year-old unilateral ceasefire.

### ARE ATTACKS LIKELY TO CONTINUE?

Turkey's top military commander General Ilker Basbug has warned of more attacks by the PKK, designated a terrorist group by Ankara, the European Union and Washington.

Tuesday's attack in Istanbul – which bore the hallmarks of past bombings blamed on the PKK – could signal an attempt by the rebels to take their campaign of violence from the mainly Kurdish southeast to Turkey's larger cities. The PKK has been weakened by Turkish military operations against its bases in northern Iraq over the last couple of years, but is still capable of launching headline-grabbing attacks.

### IS A CROSS-BORDER OFFENSIVE IMMINENT?

Turkey began a major deployment of troops and elite forces along the Iraqi border after PKK rebels killed 11 soldiers at the weekend in one of the deadliest attacks for years. The deployment has boosted troop numbers well into the thousands.

In late 2007, a deadly PKK attack on a military unit was followed in early 2008 by a cross-border Turkish land offensive.

Erdogan is under pressure to take tough action against the PKK. Security analysts say NATO member Turkey is likely to increase air strikes against PKK positions in northern Iraq and may launch limited commando raids into northern Iraq rather than a large cross-border operation, which would take months in terms of building troops and logistics due to mountainous terrain.

Ankara will have to weigh political repercussions in the event it launches a cross-border operation, which could hurt its blossoming ties with Iraq's Kurdish autonomous government. A large-scale operation would not be welcomed by ally Washington, which provides the Turkish military with intelligence on PKK.

In any case, security analysts say any operation is unlikely to eradicate the PKK, but could disrupt its supply lines and push rebels deeper into the mountains for a short-term period.

### WHAT IS THE MARKET IMPACT OF THE VIOLENCE?

Turkish bonds and lira weakened on Tuesday as investors feared Turkey's ethnic conflict in the mainly Kurdish southeast could spill into the country's cities. Analysts however said PKK violence was likely to have a limited impact unless violence escalated dramatically. Turkey's economy is expected to rebound strongly in 2010, with the IMF estimating 6.25 percent growth.

With each new attack stoking nationalist passions, a political solution becomes more elusive, further hindering economic development and much-needed investment in the region.

Political fallout could complicate the election prospects of the AK Party, favoured by investors for its pro-market policies. Opposition parties have accused Erdogan of making political decisions that have weakened the fight against the PKK and have increased calls for early elections.

## IRAN : Le mouvement kurde se réveille

La pendaison de cinq Kurdes à Téhéran a provoqué des troubles dans tout le Kurdistan. Des deux côtés de la frontière Iran-Irak, les membres de cette minorité semblent prêts à s'unir pour défendre leurs droits.

Kaveh Qoraishy  
InsideIRAN.org

Deux jours après la pendaison de cinq Kurdes iraniens à Téhéran, une manifestation a eu lieu, le 11 mai, de l'autre côté de la frontière, en Irak, dans la ville de Souleimanieh. Des milliers de personnes se sont réunies dans le parc de la Liberté, où Javad Alizadeh, un célèbre prisonnier politique iranien [récemment libéré] qui s'est réfugié au Kurdistan irakien, s'est adressé à la foule. Il a affirmé que la république islamique d'Iran "ne suit ni les principes d'une république ni les règles de l'islam. Les dirigeants de la République islamique ont montré, ces trente dernières années, qu'ils ne s'intéressaient qu'à la survie de leur régime et qu'ils étaient prêts à tout pour le maintenir en place."

Cette manifestation était l'une des plus importantes, ces dernières années, de l'opposition kurde au régime iranien. De nombreux autres rassemblements et grèves de la faim – silencieuses en Iran, plus bruyantes dans la région kurde d'Irak où les Kurdes ont été persécutés mais jouissent maintenant d'une liberté relative – s'y déroulent depuis l'exécution du 9 mai. Selon les autorités iraniennes, les victimes étaient des militants pour l'autonomie kurde. Deux d'entre eux ont été accusés d'appartenir au Parti pour une vie libre au Kurdistan [PJAK, la branche iranienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)], un groupe nationaliste kurde que l'Iran considère comme une organisation terroriste. La colère des populations kurdes a été avivée par le refus de Téhéran de permettre aux familles d'enterrer publiquement les

cinq victimes, par crainte de débordements. Les exécutions et la répression sous ses diverses formes ont placé les Kurdes d'Iran devant un dilemme. Ils craignent de plus en plus que le prix du militantisme politique en Iran soit la mort ou l'emprisonnement. Ils redoutent aussi que leurs moyens de pression sur le régime soient plus faibles s'ils fuient au Kurdistan irakien. Depuis que le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, est arrivé au pouvoir, en 2005, les minorités religieuses et ethniques sont confrontées à des pratiques discriminatoires. Les Kurdes, qui sont de plus des sunnites dans un pays largement chiite, en sont les premières victimes [7 millions de Kurdes (sur une population de 70 millions de personnes) vivent en Iran, majoritairement dans le nord-ouest du pays]. Lorsque les militants des droits de l'homme ont dénoncé cette inégalité de traitement, la République islamique a arrêté nombre d'entre eux. En février, par exemple, Kaveh Ghassemi-Kermanshahi, membre du comité central de l'organisation des droits de l'homme au Kurdistan irakien, a été interpellé après avoir parlé aux médias étrangers. Il est toujours détenu.

Les manifestants kurdes irakiens souhaitent que leur mobilisation incite les Kurdes d'Iran à se soulever, malgré leur peur des forces de sécurité iraniennes. Ils ont réussi en partie, puisque les Kurdes iraniens ont répondu en organisant, le 13 mai, une grève générale. Salaheddin Mohtadi, un Kurde iranien exilé à Souleimanieh, affirme que les actions récentes en Iran pourraient être le déclencheur nécessaire pour que les Kurdes s'unissent et créent un mouve-

ment dépassant les frontières et les rivalités politiques. Lors d'une autre manifestation, des centaines de Kurdes iraniens et irakiens se sont réunis, le 10 mai, au parc Shneh Dari à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien. Farhad Pirbal, un auteur kurde dissident, s'y est exprimé. Il a comparé ce qui se passe en Iran à la répression des Kurdes irakiens sous Saddam Hussein. "Il fut un temps où les agents du parti Baas exécutaient de jeunes Kurdes ici simplement parce qu'ils possédaient des cassettes de musique kurde. Mais, maintenant, c'est à ce même endroit qu'ils manifestent contre un régime qui tue les Kurdes qui n'ont commis comme seul crime que celui de défendre leurs droits. Aucune dictature ne peut durer éternellement. Il fut un temps où la chute du régime Baas semblait impossible. Je suis sûr qu'un jour le peuple iranien sera libéré de la dictature et gagnera sa liberté." La vie dans les provinces kurdes en Iran demeure tendue. Les forces de sécurité ont été renforcées dans plusieurs villes, à Kamyaran, Sanandaj, Mahabad et Saghez. Selon les médias kurdes locaux, une quinzaine d'étudiants ont été arrêtés à Merivan. La grève du 13 mai a été la plus importante depuis plusieurs années. Les bazars sont restés vides, et les étudiants chez eux. Même les agences gouvernementales ont été fermées. Les cinq exécutions et les manifestations qui ont suivi marquent le début d'une nouvelle ère au cours de laquelle le gouvernement iranien devra répondre de ses actes.



## L'ARMÉE TURQUE INTERVIENT EN IRAK, TUE QUATRE REBELLES KURDES (ARMÉE)

ANKARA, 16 juin 2010 (AFP)

**DES SOLDATS turcs ont traversé la frontière irakienne mercredi, poursuivant des séparatistes kurdes qui avaient attaqué des garde-frontières, et l'armée a annoncé avoir tué quatre rebelles, une opération qui fait suite à une multiplication des accrochages avec la rébellion kurde.**

L'opération de poursuite à chaud a eu lieu vers 01H00 (22H00 GMT mardi), après l'attaque déclenchée par des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'une patrouille de garde-frontières dans la province de Simak (sud-est), au cours de laquelle un soldat a été tué, a affirmé l'état-major.

"Après l'échec de leur attaque, les terroristes ont tenté de fuir dans le nord de l'Irak où trois compagnies de commandos et un bataillon des forces spéciales les ont suivis, s'enfonçant de deux à trois kilomètres au-delà de la frontière, et ont éliminé quatre terroristes", ajoute un communiqué de l'état-major.

"Les opérations de recherches menées par ces unités se poursuivent au lieu où elles se trouvent", selon le document diffusé sur le site internet de l'état-major, qui précise que quatre fusils d'assaut et une mitrailleuse ont été retrouvés auprès des corps des rebelles.

Selon l'armée, l'incursion a été coordonnée avec une opération aérienne menée entre 10H30 et 11H45 (7H30 et 8H45GMT) et visant une zone plus éloignée de la frontière, où les rebelles avaient positionné des mortiers et des canons de DCA.

"Il a été constaté que les cibles avaient été atteintes", affirme-t-elle.

Plus tôt dans la journée, l'agence de presse Anatolie avait fait état de l'attaque du PKK, dressant un bilan d'au moins trois morts chez les rebelles et d'un soldat tué.

Les violences se sont multipliées depuis l'annonce le mois dernier par le leader emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, qu'il abandonnait ses efforts pour

un dialogue avec le gouvernement.

Le 31 mai, six soldats turcs ont été tués dans une attaque à la roquette du PKK contre une base navale à Iskenderun (sud). Vendredi dernier, la jeune épouse d'un soldat a péri dans l'attaque à la roquette d'un logement militaire à Osmaniye (est). Les deux incidents ont choqué la Turquie.

Le PKK utilise depuis de nombreuses années les montagnes du nord de l'Irak comme bases arrière pour ses opérations contre l'armée turque dans le sud-est de la Turquie, peuplé en majorité de Kurdes.

L'armée turque a lancé une série de raids aériens contre les bases du PKK en Irak depuis décembre 2007 et a mené une opération terrestre d'une semaine

en février 2008. De petites unités effectuent parfois des incursions de moins grande envergure en territoire irakien. Ankara évalue à environ 2.000 le nombre de rebelles du PKK retranchés en Irak.

En visite à Ankara début juin, le président de la région irakienne autonome du Kurdistan, Massoud Barzani, a promis de déployer "tous les efforts" pour empêcher les attaques des rebelles kurdes vers la Turquie depuis son territoire.

Le PKK, qui lutte pour l'autonomie des régions kurdes du sud-est de la Turquie, est considéré comme une organisation terroriste par de nombreux pays.



## TURQUIE: 151 KURDES INCULPÉS POUR LEURS LIENS PRÉSUMÉS AVEC LES REBELLES

**DIYARBAKIR (Turquie), 18 juin 2010 (AFP)**

**LA JUSTICE TURQUE a inculpé vendredi 151 Kurdes, notamment des responsables politiques, dans le cadre d'une enquête d'envergure sur la présumée branche urbaine des rebelles séparatistes kurdes, ont annoncé des sources judiciaires.**

Les suspects risquent des peines allant de 15 ans de réclusion à la prison à vie pour leur implication supposée dans l'Union des Associations du Kurdistan (KCK), considérée par le parquet comme un groupe terroriste, branche urbaine des rebelles armés du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), selon l'acte d'inculpation consulté par l'AFP.

Cette offensive judiciaire survient en pleine recrudescence des troubles dans le sud-est, après que le PKK a intensifié la violence, entraînant une riposte militaire musclée et portant un coup sévère aux timides initiatives gouvernementales pour élargir les libertés des Kurdes.

Parmi les suspects figure Osman Baydemir, le populaire maire de Diyarbakir, principale ville du sud-est kurde, au coeur de l'enquête. Il risque jusqu'à 36 ans d'emprisonnement.

Onze autres maires et l'ancien député Hatip Dicle sont également poursuivis.

Selon l'inculpation, le KCK recrutait des militants pour le PKK, prenait toutes les décisions politiques importantes comme le choix des candidats kurdes aux élections législatives et locales, extorquait des fonds aux administrations locales contrôlées par des Kurdes et organisait des manifestations de rue violentes.

Selon le parquet, les principaux partis politiques kurdes suivaient les directives du KCK et l'organisation était tellement puissante qu'elle infligeait des sanctions à ceux qui désobéissaient à ses ordres.

Les maires kurdes auraient été contraints de faire don au PKK de leurs deux premiers salaires après leur élection, tandis que les employés municipaux devaient lui remettre tous les mois une partie de leur salaire.

Parmi les 151 inculpés, 103 attendront le procès en prison.

Le PKK, qui lutte pour l'autonomie des régions kurdes du sud-est de la Turquie, est considéré comme une organisation terroriste par de nombreux pays. Ce conflit a fait plus de 45.000 morts, selon l'armée, depuis le début de l'insurrection du PKK, en 1984.



## 130 REBELLES KURDES ET 43 MILITAIRES TURCS TUÉS DEPUIS MARS (ARMÉE)

**ANKARA, 18 juin 2010 (AFP)**

**ENVIRON 130 rebelles kurdes et 43 membres des forces de sécurité ont été tués depuis mars lors d'opérations de l'armée turque en Turquie et en Irak où les rebelles ont des bases de repli, a annoncé vendredi un responsable militaire turc.**

Les informations fournies par le renseignement après un raid aérien le 20 mai sur les bases des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak montrent que plus de 100 rebelles ont été tués, a déclaré à la presse le général Fahri Kir.

Et depuis début mars, environ 30 rebelles kurdes ont été tués en Turquie lors d'opérations militaires, a-t-il ajouté.

"Ainsi, on considère qu'ils ont perdu environ 130 militants au cours des quatre derniers mois", a-t-il dit.

Le général Kir a indiqué que cinq rebelles au moins avaient été tués lors d'une brève incursion de militaires turcs en territoire irakien mercredi, une opération de poursuite à chaud soutenue par un raid aérien, faisant suite à une attaque du PKK contre des garde-frontières dans la province de Sirnak.

Les soldats impliqués dans cette opération ont regagné leur base le même jour, a-t-il précisé.

Les communications entre rebelles interceptées par l'armée "montrent que leurs pertes sont (...) d'environ 20", a ajouté l'officier qui dirige le département

des opérations de sécurité intérieure.

Le général a par ailleurs fait état de 43 membres des forces de sécurité turques tués depuis mars.

Les violences se sont multipliées depuis l'annonce le mois dernier par le leader emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, qu'il abandonnait ses efforts pour un dialogue avec le gouvernement.

Le général Kir a affirmé que le PKK tentait d'accroître le nombre de ses actions et d'élargir son champ d'opérations au-delà du sud-est anatolien, peuplé en majorité de Kurdes, dans le but de renforcer le contrôle sur ses propres forces et de s'imposer comme un interlocuteur du gouvernement.

"Nous estimons que l'organisation séparatiste terroriste continuera d'intensifier ses attaques jusqu'à ce qu'elle pense avoir créé l'impression qu'elle a une influence suffisante sur sa base et l'opinion publique, qu'elle contrôle le processus et a pris l'initiative", a commenté le militaire.

L'armée continuera de combattre le PKK "avec détermination et patience jusqu'à ce que l'organisation terroriste séparatiste soit neutralisée", a-t-il souligné.

Le PKK, qui lutte pour l'autonomie des régions kurdes du sud-est de la Turquie, est considéré comme une organisation terroriste par de nombreux pays.

Le conflit kurde en Turquie a fait plus de 45.000 morts, selon l'armée, depuis le début de l'insurrection du PKK, en 1984.

**LE FIGARO**

mardi 15 juin 2010

# Les « bons offices » de l'Iran compliquent le jeu irakien

**ADRIEN JAULMES**

**IRAK** La démocratie est un système décidément bien compliqué. Trois mois après un scrutin législatif peu concluant, le nouveau Parlement irakien a tenu hier sa première session derrière les remparts de la zone verte, le quartier fortifié du centre de Bagdad. Les 325 députés ont prêté serment et ont chanté l'hymne national irakien avant de se séparer. Mais le plus difficile reste à faire : élire le président de l'Assemblée et le président de la République avant de nommer un premier ministre et former un gouvernement.

Les élections législatives du 7 mars dernier n'ont pas permis de dégager une majorité claire. Le Bloc irakien du candidat laïc Iyad Allaoui a réussi à rallier une majorité de sunnites, et à devenir le premier groupe du Parlement avec 91 sièges. Mais malgré sa courte avance sur l'Alliance pour l'État de droit, la coalition chiite du premier ministre sortant, Nouri al-Maliki, qui le talonne

avec 89 sièges, Allaoui n'a guère de chances de pouvoir former un gouvernement.

S'accrochant bec et ongles au pouvoir, al-Maliki a multiplié les manœuvres pour barrer la route à son rival, appelant à un recomptage des bulletins et tentant d'invalider des députés d'Allaoui pour cause d'appartenance à l'ancien parti Baas. Il a fini par fusionner avec les religieux chiïtes de l'Alliance nationale irakienne, troisième groupe de l'Assemblée avec 70 sièges.

## Impasse politique

Mais elle est aussi minée par des rivalités internes. Les partisans de Moqtada al-Sadr, le tribun de la plèbe chiïte, ont accepté le rapprochement avec leurs rivaux chiïtes, mais s'opposent à la candidature d'al-Maliki qui a lancé contre eux l'armée irakienne en 2007. Le Bloc irakien d'Allaoui connaît aussi des dissensions, certains députés préférant négocier des postes ministériels avec al-Maliki plutôt que de risquer de se voir

une nouvelle fois écartés du pouvoir.

Les Kurdes, qui briguent la reconduction de leur chef Jalal Talabani à la présidence de la République, pourraient jouer une nouvelle fois un rôle déterminant dans la formation du prochain gouvernement.

Alors que cette impasse politique pourrait prendre des mois à se dénouer, les violences ont repris de plus belle, et al-Qaida en Irak a multiplié les attentats ces dernières semaines. Les États-Unis espèrent toujours pouvoir poursuivre leur retrait d'Irak, fixé à la fin du mois d'août pour les dernières unités de combat. Mais ils craignent que la mise à l'écart des sunnites, ramenés avec difficulté dans le jeu politique, n'alimente de nouveau la guerre interconfessionnelle qui avait fait rage dans les années 2006-2007, avant d'être jugulée à grand-peine par le « Surge », le sursaut militaire décidé par George Bush. ■

**Le Monde**  
19 juin 2010

## En Turquie, des centaines d'enfants kurdes envoyés en prison pour « terrorisme »

**Istanbul**  
Correspondance

Le gouvernement turc avait promis une réforme de la loi antiterroriste avant les vacances parlementaires estivales. Après plusieurs mois d'attente, un texte devrait être mis à l'agenda au cours du mois de juin. Le sort des « enfants lanceurs de pierres », des mineurs arrêtés en marge de manifestations pro-kurdes dans l'Est de la Turquie et condamnés à de lourdes peines par la justice, préoccupe sérieusement les organisations de défense des droits de l'homme.

Le durcissement de la législation antiterroriste turque, en 2006, a conduit des centaines de jeunes, âgés de 12 ans à 18 ans, en prison. « Près de 4 000 ont été détenus, jugés et condamnés comme s'ils étaient des adultes », explique Mehmet Atak, porte-parole de l'Appel à la justice pour les enfants, qui rassemble avocats et artistes. Actuellement, 350 adolescents sont incarcérés pour des faits mineurs, certains condamnés à des peines allant jus-

qu'à trente-huit ans de prison.

Berivan, une jeune Kurde de 15 ans, a été arrêtée en 2009 par la police de Diyarbakir, dans l'est de la Turquie, après une manifestation en faveur d'Abdullah Öcalan, le leader emprisonné du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Identifiée par une photo, un foulard sur le nez, elle a nié avoir lancé des pierres sur les policiers antiémeute. Malgré une absence de preuves, la justice lui a infligé huit ans de prison pour appartenance à une organisation terroriste.

Osman, 14 ans, affirme, lui, qu'il a été pris sur le chemin entre l'école et la maison, son cahier de classe sous le bras. Il a été condamné à plus de quatre ans de prison. Le simple soupçon de participation à un rassemblement en faveur des rebelles du PKK peut suffire.

A Adana, Baran a pris dix ans ferme. Pour preuve de sa culpabilité, la police avait trouvé dans sa poche un demi-citron, utilisé pour se protéger des gaz lacrymogènes.

Selon Amnesty International, qui a publié, le 17 juin, un rapport

sur ces enfants kurdes, « la Turquie doit cesser les procès injustes contre les enfants au titre de la loi antiterroriste ». L'organisation dénonce des procédures arbitraires, mais également des « violations des droits constatées pendant leur arrestation, leur détention et leur procès ».

### Mauvais traitements

Les cas de violences et de mauvais traitements sont courants. Les témoignages recueillis par Amnesty International montrent que les adolescents côtoient parfois des prisonniers de longue durée. Ils n'ont accès à la douche qu'une fois par semaine. Surtout, ils abandonnent, en entrant en prison, leur espoir d'intégrer un lycée ou une université, faute d'encadrement scolaire.

Amed, 14 ans, vient de sortir après huit mois de détention provisoire. Ce blondinet à la voix fluette raconte fièrement sa vie derrière les barreaux. « C'était dur, les gardiens nous battaient », souffle-t-il. A la sortie, le collègue ne voulait plus de lui. Au désespoir de son père, la détention a radicalisé le garçon.

« Que vais-je faire maintenant ? Je n'ai plus qu'à partir dans la montagne », lance-t-il, provocateur, désignant les camps du PKK.

La réforme prévue par le gouvernement pourrait alléger les peines pour les cas de premier délit et juger les enfants devant une cour pour mineurs. Le ministre de la justice, Sadullah Ergin, veut également bâtir de nouvelles prisons mieux adaptées. Mais « les lanceurs de pierre », qui défient traditionnellement la police après les manifestations, ont été arrêtés par centaines depuis 2007.

Dans toutes les villes du Sud-Est, les familles sont à cran. Le gouvernement turc avait annoncé une « ouverture démocratique » en direction des 15 millions de Kurdes de Turquie. Malgré le tollé, il a tardé à réagir et à modifier la loi, de peur d'être accusé de laxisme par les partis nationalistes. Les combats entre le PKK et l'armée turque se sont multipliés ces dernières semaines, et le 31 mai, le cessez-le-feu unilatéral a été rompu par les rebelles. ■

**Guillaume Perrier**

# ► La Turquie se détourne-t-elle de l'Occident ?

► Politique intérieure, géostratégie : quelles sont les raisons du virage diplomatique d'Ankara ?

► Les Etats-Unis sont-ils en train de perdre un allié historique ?



La police antiémeute turque devant un graffiti pro-palestinien, à proximité du consulat israélien, le 1<sup>er</sup> juin 2010.

MURAD SEZER/REUTERS

## Décodage

**S**il est une question qui a le don, ces jours-ci, d'irriter les Turcs, c'est bien celle qui est à nouveau posée à l'étranger à la suite des crises, touchant à Israël et à l'Iran, qui viennent d'opposer Ankara à ses alliés traditionnels : « *Le pilier turc de l'OTAN lâche-t-il Washington et Bruxelles pour Damas et Téhéran ? Verse-t-il dans l'islamisme ?* »

Les dirigeants turcs, issus d'un parti islamiste, s'en indignent. Convertis aux « valeurs universelles » et fiers de leurs succès électoraux depuis 2002, ils réfutent tout changement de cap en politique étrangère, rappelant qu'ils ont su, contrairement à leurs prédécesseurs kémalistes, accélérer les réformes en vue d'une adhésion à

l'Union européenne (UE). Ils réaffirment aujourd'hui – à leurs interlocuteurs européens du moins –, que cette adhésion, un processus pourtant proche du coma, « *reste leur priorité* ».

**Le soutien du gouvernement turc à la flottille pour Gaza** Expliquant une telle constance, étonnante au vu des refus franco-allemands, des crises en Europe et du poids croissant de l'Asie, le chroniqueur vedette turc Mehmet Ali Birand assure que ces dirigeants « *savent parfaitement qu'il ne sert à rien de se détourner de l'Ouest vers l'Est, car les Arabes et autres musulmans ne seraient plus attirés par une Turquie non candidate à l'Union européenne, qui crierait, hurlerait, aurait une économie faible et serait contrôlée par un islam radical* ».

Pour autant, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, reste

adepte des discours forts, et ose dénoncer ses détracteurs comme « *agents d'une propagande mal intentionnée* » venant de Tel-Aviv. Car Israël, après avoir été largement condamné pour son raid meurtrier, le 31 mai, contre le *Mavi Marmara*, le navire turc en route pour Gaza, a bénéficié d'une contre-attaque médiatique, accusant le régime d'Ankara de s'être « *allié aux terroristes du Hamas* ».

**Les craintes des Occidentaux** Le soutien du gouvernement turc à l'IHH, l'ONG islamiste coorganisatrice de la flottille pour Gaza, fait peu de doutes – en tout cas pas chez d'anciens militants tchétchènes qui la disent sous la coupe des services turcs. Mais M. Erdogan ne cache pas qu'il espère attirer le Hamas dans le jeu politique, rappelant que Yasser Arafat fut aussi qualifié de terroriste avant de recevoir le prix Nobel de la paix...

Dix jours après l'affaire de l'assaut de l'armée israélienne contre la flottille, le « non » de la Turquie à de nouvelles sanctions de l'Organisation des Nations unies (ONU) contre l'Iran, a renforcé les craintes des Occidentaux d'avoir perdu un allié précieux – en Irak, Afghanistan et ailleurs. M. Erdogan, lui, affirme que seuls s'inquiètent ceux qui sont « *incapables de comprendre le nouveau rôle de la Turquie, et sa politique étrangère multidirectionnelle* ».

**Une diplomatie décomplexée** Car s'il n'y a pas changement d'axe – « *il faudrait d'abord que cet axe existe* », disent ceux qui connaissent les problèmes de l'UE et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) –, il y a une nouvelle diplomatie turque : décomplexée, néo-non-alignée, voire « gaullienne ». Elle est le fruit de la fin du rideau de fer, qui isolait aussi la Tur-

quie de ses voisins, comme de la démocratisation et de l'économie de marché qui gagnent ce pays, aux dépens de la tutelle de l'armée.

En 2003 déjà, le Parlement turc avait dit non au passage des troupes américaines vers l'Irak, entraînant une longue crise avec les Etats-Unis, alors que l'AKP, le parti qui venait d'arriver au pouvoir, n'y était pour rien. Il a su la surmonter, et tente de faire pareil auprès de Washington avec la crise actuelle.

Mais sans renier ses choix, désormais définis par l'hyperactif ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu : d'abord, développer une zone de « stabilité et de coopération avec tous les voisins », donc Syrie et Iran compris. M. Davutoglu ose une diplomatie « Sud-Sud » sur le dossier brûlant de l'Iran. Mais il assure l'avoir fait avec les encouragements de Washington. Rabroué, traité de naïf, il persiste à coopérer avec l'Occident, contrairement aux pratiques passées des non-alignés.

**Les intérêts vitaux d'Ankara** Le président, Abdullah Gül, a d'ailleurs reconnu le bien-fondé des réserves occidentales sur l'accord irano-turco-brésilien, en déclarant au *Monde* qu'il « n'est pas la solution du problème, mais un pas pour établir la confiance » et maintenir la voie des négociations. Non

pas par sympathie pour l'Iran, « rival historique des Turcs », rappelle l'expert Ali Kazancigil, mais parce qu'il en va de ses intérêts vitaux : la Turquie serait en première ligne en cas de guerre contre l'Iran, et coupée de son second fournisseur de gaz, après la Russie.

Le rapprochement d'Ankara avec cet autre ennemi historique qu'est Moscou est également dicté par son hyperdépendance envers le gaz russe. « On ne peut pas accuser l'AKP d'avoir cédé, dans ce cas, à ses penchants musulmans... », remarque le politologue Soli Ozel, de l'université Bilgi. Pour lui, « même si on peut discerner un fond d'idéologie dans la politique actuelle de la Turquie quand il s'agit d'Israël, son implication croissante dans les affaires régionales est avant tout dictée par ses intérêts, et doit être considérée comme telle ».

En témoigne le nombre d'hommes d'affaires embarqués dans les voyages officiels. M. Davutoglu a visité une centaine de pays en un an, jusqu'en Asie, Afrique et Amérique du Sud – zones nouvelles pour les Turcs, où seuls les ont précédés les enseignants du mouvement de Fethullah Gülen, actif en Turquie comme à l'étranger.

**Tiraillements au sein du gouvernement** Ce musulman modéré, ami des Etats-Unis où il réside, a

surpris les Turcs en critiquant l'action de l'IHH. Ces réserves, venant d'un homme influent depuis son exil, ont contribué à apaiser la rue, en mettant aussi au jour les tiraillements au sein du gouvernement. Cela, alors qu'en Turquie aussi on commençait à s'inquiéter ouvertement des risques de dérapages dus à la rhétorique de M. Erdogan, et à dire que la question kurde était sans doute plus urgente pour lui que Gaza.

Alors, « où va la Turquie ? » Tout dépend des élections à venir, en 2011 – si elles ne sont pas avancées à cet automne. Le premier ministre, pour la première fois menacé, pourrait être tenté par la surenchère. Mais un éventuel nouveau gouvernement serait certainement plus nationaliste encore, à défaut d'être islamique. Ce qui, de l'avis des meilleurs observateurs, représente un plus grand danger.

« Il est donc plus que temps de cesser de se demander où va la Turquie, pour s'engager avec elle, car le temps où l'on pouvait ignorer les acteurs émergents est fini », prévient un diplomate européen. ■

**Sophie Shihab**  
(Istanbul, correspondance)

## Chronologie

**1923** Mustafa Kemal devient président de la République. Il crée le Parti républicain du peuple (CHP), parti nationaliste et laïque.

**1949** La Turquie reconnaît l'Etat d'Israël.

**1952** La Turquie entre dans l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

**1960** Coup d'Etat militaire.

**1980** Nouveau coup d'Etat militaire. La répression frappe l'extrême gauche et les Kurdes, mais épargne les ultranationalistes.

**1994** Pousée des islamistes du Parti de la prospérité (Refah).

**1996** Entrée en vigueur de l'union douanière entre l'Union européenne (UE) et la Turquie. La Turquie et Israël signent trois accords de coopération militaire. En mars, ils signent un accord de libre-échange.

**1999** Le sommet européen d'Helsinki reconnaît à la Turquie le statut de candidat à l'UE.

**2002** Le parti islamiste modéré AKP remporte les élections législatives.

**2009** A Davos, Recep Tayyip Erdogan fustige l'opération militaire israélienne à Gaza de décembre 2008-janvier 2009.

**31 mai 2010** Assaut des troupes israéliennes contre le Mavi-Marmara.

## Le Monde

Vendredi 18 juin 2010

# L'amitié contrariée de Washington

**Corine Lesnes**  
(Washington, correspondante)

**E**n 2008, Philip Gordon, qui n'était pas encore le secrétaire d'Etat adjoint américain à l'Europe et l'Eurasie, avait publié, en collaboration avec le chercheur Omer Taspinar, un livre s'inquiétant de la dégradation des relations de la Turquie avec l'Ouest en général et l'Amérique en particulier (*Winning Turkey*, Brookings Institution Press, 2008). L'ouvrage débutait par un débat imaginaire pendant la campagne électorale de 2012. Le modérateur retraçait les liens étroits entre Washington et Ankara pendant cinquante ans, leur détérioration, et lançait « *Qui a perdu la Turquie ?* »

Depuis qu'il est entré au gouvernement de Barack Obama, M. Gordon a pu mettre en pratique certai-

nes des cinq mesures qu'il préconisait dans son livre pour ranimer un partenariat en crise, notamment la promotion d'un accord avec l'Arménie. Mais après le retentissant « non » de la Turquie aux sanctions du Conseil de sécurité contre l'Iran, le 9 juin, la question se pose à nouveau : « *Qui a perdu la Turquie ?* »

Dès son arrivée à la Maison Blanche, M. Obama a beaucoup investi dans la relation. Il s'est rendu à Ankara dès son premier voyage en Europe. Devant le Parlement, il a lancé le concept de « *partenariat modèle* » et il a renoncé à sa promesse de campagne sur la reconnaissance du génocide arménien. Il a poursuivi la coopération militaire dans le nord de l'Irak contre les séparatistes kurdes du PKK. La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a travaillé pour obtenir que Turcs et Arméniens signent un protocole d'accord sur la normalisation de

leurs relations. Jusqu'à la dernière minute, à New York, les Américains ont cru pouvoir convaincre les Turcs de s'abstenir, au lieu de voter contre la résolution de l'Organisation des Nations unies (ONU). « *La déception a été grande* », indique M. Taspinar, qui enseigne à la National Defense University, à Washington.

A qui la faute, si la Turquie « *ne nous écoute plus* », comme le dit un officiel américain ? Moins qu'une tentation islamiste ou une distanciation avec l'Ouest, les experts incriminent une « *affirmation nationaliste* », un « *gaullisme turc* », estime M. Taspinar. Début juin, à Londres, le secrétaire à la défense, Robert Gates, a, lui, blâmé les Européens pour avoir « *poussé* » la Turquie « *vers l'Est* » en refusant « *le lien organique* » souhaité par Ankara avec l'Ouest. Une déclaration qui a provoqué la réprobation des diplomates.

### « Changement de climat »

Les Turcs vont probablement subir les conséquences de leur attitude, notamment au Congrès, où le lobby pro-israélien a une forte influence. Un accord pour la vente

d'équipements militaires sophistiqués, actuellement à l'étude, risque de pâtir du refroidissement. Le 15 juin, le représentant démocrate de Californie Adam Schiff a relancé les efforts pour obtenir un vote reconnaissant le génocide arménien, estimant qu'il n'y a plus de raison de « *satisfaire un faux ami* ». Son collègue Gary Ackerman avait demandé au Woodrow Wilson Center, un cercle de réflexion en partie financé par le public américain, de renoncer à décerner jeudi 17 juin une médaille honorifique au ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu.

Selon le diplomate Henri Barkley, chercheur au Carnegie Endowment for International Peace, l'administration Obama sera moins encline à protéger les Turcs des votes qui les ennuient. Elle sera moins prompte également à « *dépenser du capital politique* » pour insister sur l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne. « *Les Turcs vont sentir le changement de climat à Washington* », estime-t-il. ■

# Une société en proie à de fortes tensions

## Reportage

Dans le quartier de Fatih, à Istanbul, fief traditionnel des islamistes et musulmans à la vertu majuscule, le bâtiment tient autant de l'agence de voyage que du centre de recrutement. Des hommes, barbus pour la plupart, et des femmes, pratiquement toutes voilées, s'y croisent dans un flot ininterrompu depuis le tragique abordage de l'armée israélienne contre le *Mavi-Marmara*, le navire affrété par la Fondation pour l'aide humanitaire, l'IHH, dont le sigle s'inscrit sur les murs de ce siège aseptisé de la mégapole turque.

On y côtoie des sympathisants ou de simples badauds, des membres d'organisations non gouvernementales, des étrangers, des militants islamistes, activistes de droite et de gauche dans un rare moment de communion. On se congratule, on s'encourage. On vibre aux récits des témoins directs de cette nuit sanglante du 31 mai qui a déclenché une vague de colère et de réprobation internationale. Une onde de choc surtout au cœur même de cette Turquie déjà en proie à de fortes tensions.

Pas un jour depuis sans qu'un homme politique, un média ou une personnalité n'invite Gaza et Israël dans sa conversation, souvent dans une surenchère à la provocation, nationaliste ou populiste. Pas un jour sans que la rue ne gronde à Istanbul, à Ankara ou ailleurs. « On assiste à une escalade, avance Hakan Yilmaz, sociologue à l'université du Bosphore. Il y a eu des réactions vives du gouverne-

ment lors du bombardement de Gaza (décembre 2008-janvier 2009), suivies du courroux de Recep Tayyip Erdogan à Davos contre Shimon Pérès, mais là on atteint un sommet qui cristallise toutes les divisions politiques. »

Attaqué sur sa droite pour sa gestion du problème kurde par le parti ultranationaliste du MHP, en progression dans les sondages, critiqué pour sa mollesse par les islamistes du Saadet, l'AKP (islamo-conservateur) au pouvoir a trouvé avec Gaza « une opportunité en or pour afficher sa capacité de fermeté », estime le chercheur. Avec les réformes intérieures qui marquent le pas, des relations avec l'Arménie interrompues, un dossier chypriote au point mort et des relations avec l'Union européenne au creux de la vague, « voilà un gouvernement en période préélectorale jouant la fibre islamo-nationaliste qui ne cesse de gagner du terrain depuis une quinzaine d'années », poursuit Hakan Yilmaz.

D'après un sondage Metro-Poll du 3 juin, près de 33 % des personnes interrogées estiment que le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a réagi avec suffisamment de poigne après l'abordage du *Mavi-Marmara*. Ils sont 61 % à penser qu'il doit encore aller plus loin. « A vrai dire, cette situation est exceptionnelle, analyse l'historien Rifat Bali, spécialiste de l'antisémitisme en Turquie. Jamais des Turcs n'avaient été tués par l'armée israélienne. En plus, cela se produit alors que le pays est polarisé à l'extrême, la presse sans scrupules et l'opposition encore trop faible. »

Fraîchement élu à la tête du parti kémaliste CHP, la principale formation d'opposition, Kemal Kılıçdaroglu s'est vu accusé par le

premier ministre d'être l'« avocat de Tel-Aviv » pour avoir émis quelques bémols au sujet de la diplomatie turque. M. Kılıçdaroglu a répliqué que l'« avocat » en question ne pouvait être que le gouvernement, qui conclut des accords avec Israël en coulisses... « J'ai moins peur d'une soudaine montée de l'antisémitisme—qui a toujours existé—que d'une propension hallucinante au complot », s'inquiète Rifat Bali.

Dans certains journaux, toutes sortes d'hypothèses défilent, bourrées de détails invérifiables sur les raisons de ce raid maritime et les implications supposées au sein de l'appareil d'Etat. Des chroniqueurs échafaudent une théorie de conspiration, une collusion entre les rebelles kurdes du PKK et les services secrets israéliens. Le quotidien d'extrême droite islamiste *Vakıta* directement pointé les noms de journalistes turcs « pro-israéliens », selon ses critères.

## « La Turquie montre simplement qu'elle existe »

Esra Küyas  
université de Galatasaray

« L'atmosphère actuelle est très préoccupante », estime Nuray Mert, politicienne et éditorialiste, tenante d'un dialogue avec les islamistes de la Turquie profonde. Figure intellectuelle, elle considère que, depuis l'élection d'Abdullah Gül à la présidence (en 2007), le pays s'est divisé et crispé « comme jamais ». Elle ajoute : « Les discours radicaux de ces derniers jours laissent à penser qu'on est en compétition avec l'Iran. C'est l'islamisation qui revient à la surface. »

Moins inquiète, Esra Küyas, spécialiste des mouvements nationalistes et islamistes turcs à l'université de Galatasaray, affirme que, dans cette période de crise, « la Turquie montre simplement qu'elle existe, qu'elle est aussi un des leaders du monde musulman ».

Selon elle, le pays ne fait que poursuivre un long processus cherchant à obtenir la reconnaissance des valeurs propres à la nation : « Après toutes ces décennies où Mustafa Kemal a été vu comme quelqu'un ayant coupé nos racines, il existe désormais un consensus idéologique qui n'avait jamais atteint un tel degré, poursuit-elle. Dans le fond, qu'est-ce que le peuple turc ? Des musulmans, nationalistes comme beaucoup d'autres, croyants, de droite, libéraux et pragmatiques, à l'image de ceux qui nous gouvernent. » Une approche décomplexée partagée par l'économiste Ahmet Insel : « L'effervescence actuelle est un moment de catharsis intéressant et peut-être même salutaire, où les choses se retrouvent à leur vraie place. »

Devant le siège de l'IHH, des jeunes rêvent de lendemains qui chantent. Dans son bureau, Hüseyin Oruç, son vice-président, n'en a pas fini de répondre à la presse. Ce soir, il passera encore devant les caméras de télévision pour raconter sa nuit à bord du *Mavi-Marmara*. Sûrement qu'il dira encore avec force, le sourire aux lèvres, son refus de voir Gaza utilisé à des fins politiciennes. Que le peuple tournera le dos au parti au pouvoir, l'AKP, s'il n'est pas sincère. Que de toute façon, partout dans le monde, « les gens deviennent plus religieux, passeulement en Turquie ». ■

Nicolas Bourcier  
(Istanbul, envoyé spécial)



Manifestation contre Israël, place Taksim, à Istanbul, le 2 juin.

# Kurds and Iranians fight on Iraq frontier

ALI RASH, IRAQ

Iran crosses the border to attack its foes, who get no help from Baghdad

BY TIMOTHY WILLIAMS  
AND NAMO ABDULLA

This remote village high in the rugged mountains between Iraq and Iran has been deserted, its people having fled Iranian air and artillery bombardments with everything they could carry and whatever livestock that could be coaxed down the steep mountain trails.

Now the hundreds of Kurds who left Ali Rash and other mountain villages are living in sweltering refugee camp tents. They are at the center of questions about whether Iraq is willing or capable of defending its borders with Iran, which has repeatedly breached the frontier in recent months.

The attack on Ali Rash and at least a dozen other Kurdish villages has continued for more than one month and has included a foray by Iranian tanks into Iraqi territory, but it has elicited only a tepid protest from Iraq's central government, including the release of a statement pleading with neighboring countries to honor its borders.

The Iranian government has said its bombing campaigns are necessary to weaken Kurdish guerrillas that strike in Iran and take refuge in Iraq. The only confirmed casualty has been a 14-year-old girl.

The incursions, though, come at a critical time for Iraq, during a stalemate over who should lead the next government more than three months after a divided electorate cast ballots, and less than three months before the U.S. military is scheduled to withdraw its last combat soldier.

U.S. forces continue to patrol portions of Iraq's frontier with Iran, but in the Qandil Mountain villages that have suffered the brunt of the Iranian offensive, there are no American, Iraqi, or Kurdish soldiers, and the refugees say they are getting little help.

"We have been left on our own," said Bahar Ibrahim, 27, a refugee from Ali Rash who is eight months pregnant.

In the villages of Ali Rash and Sharkhan, craters from Iranian munitions dot the ground in pastures and around crude stone houses. The hundreds of people who lived in the villages are now in refugee camps. Only a few stray horses remain. Even the honeybees have been taken to safer places. On the hillsides, where villagers grew wheat, the ground is scorched black.

Last month, Iranian troops engaged



A refugee camp near Ali Rash, along the frontier with Iran, where around 200 Kurdish families live. They said shelling from Iran made staying in their homes too dangerous.

in a firefight with Kurdish Peshmerga troops along the frontier before capturing and briefly detaining a Peshmerga soldier whom Iranian forces said they had misidentified as a member of the Party of Free Life of Kurdistan, a guerrilla group more commonly known by its initials, P.J.A.K.

That group, which is seeking greater Kurdish self-determination in Iran, and its sibling group, the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., which is fighting for Kurdish autonomy in Turkey, use remote outposts in Iraq's semiautonomous Kurdish region to launch attacks, according to the Iranian and Turkish governments. The Kurdish guerrilla groups have been listed as terrorist organizations by the United States, though the P.J.A.K. had contact with U.S. officials as recently as four years ago, before the Obama administration applied the terrorist label to it.

Besides Iran, Turkey also bombs border areas in Iraq in pursuit of rebels. On Wednesday, clashes were reported between Turkish troops and P.K.K. fighters, leading to the deaths of four Kurdish guerrillas and a Turkish soldier. Afterward, the Turkish military said it had dropped bombs in Iraq's Kurdish region and its soldiers had crossed into Iraq to pursue guerrillas.

The P.J.A.K. maintains that its attacks into Iran have been justified. "We never kill civilians," said Haval Kalhwr, a spokesman for the group. "We are engaged in a defensive war." He said its actions were thus acceptable under international law.

Officials in Iraq's Kurdish region have criticized Baghdad for not doing more to convince the authorities in Iran to halt the attacks. The Kurdish regional officials also deny they harbor guerrillas.

"The bombardment has continued, which means that the Iraqi government has not taken a serious position on this matter," said Twana Ahmad, spokesman of Barham Salih, prime minister of the Kurdistan Regional Government.

Iran has announced several times during the past six weeks that it had halted the bombing, only to resume a day or so later, according to residents of the village and Kurdish officials.

Kurdish refugees say that even when the bombardment ends, it will be years before the villages will be economically secure again, because the bombs have burned their wheat fields and killed livestock. In the meantime, they get water from relief agencies and buy food from itinerant traders who charge twice the price found in markets.

Some have been living in tents for weeks, and health officials say unsanitary conditions in the camps may lead to the outbreak of disease.

Sabria Salih, 26, who has an 8-month-old child, said Ali Rash, from which she fled more than four weeks ago, had come under heavy attack from Iranian forces.

"We have left almost everything behind," she said. "We have only some blankets."

She said the Iranian government is mistaken if it believes the villagers are hiding guerrillas, adding that none had ever been seen in the village.

# Turkey hits Kurds in Iraq after a failed attack

ANKARA

THE ASSOCIATED PRESS

Turkey sent hundreds of elite troops into northern Iraq on Wednesday to chase Kurdish guerrillas in an operation that could increase tensions with the semi-autonomous Kurdish region.

The soldiers killed four rebels escaping after a failed attack on a Turkish unit near the border, the Turkish military said. It did not report any of its own casualties. The soldiers, supported by Turkish warplanes, were remaining in northern Iraq, the military said. It did not say when the troops would withdraw.

The Turkish military has repeatedly staged air and ground assaults against Kurdish rebel bases in northern Iraq. The last major incursion was in February 2008, when thousands of ground forces

staged a weeklong offensive into Iraq.

Iraqi Kurds have been cooperating with Turkey in its fight against the rebels, sharing intelligence on the guerrillas' movements and positions. However, the incursion could trigger protests from Baghdad and the semi-autonomous Iraqi Kurdish region, especially if it is a prolonged one.

The military said on its Web site that three commando companies and one special forces battalion had penetrated 3 kilometers, or 2 miles, into Iraq.

Turkish warplanes also pounded Kurdish rebel positions and mortar and anti-aircraft units deeper inside Iraqi territory on Wednesday, the military said.

The offensive was ordered after the rebels attempted an unsuccessful attack on troops near the Turkish border town of Uludere, the military said.

"The air operation was monitored from the command headquarters and it was noted that the targets were 'successfully hit,'" the military said.

The Turkish military estimates that around 4,000 rebels of the Kurdistan Workers Party, or P.K.K., are based just across the border in Iraq and that about 2,500 operate inside Turkey.

Turkey killed at least 19 Kurdish rebels in May in an airstrike on rebel hideouts in northern Iraq.

The P.K.K. has operated freely in northern Iraq, a semi-autonomous Iraqi Kurdish entity since the Gulf War, bene-

fitting from a power vacuum for decades.

The last ground offensive in 2008 yielded mixed results, with many guerrillas returning to bases along the border after the Turkish units withdrew. The incursion also worried the region's Iraqi Kurds who feared that a prolonged Turkish military presence could destabilize the relatively safer Iraqi territory.

Turkey occasionally coordinates attacks with Iran on Kurdish rebel bases on Mount Qandil, which sits on the Iranian-Iraqi border and from where a rebel faction stages hit-and-run attacks on Iranian targets in a similar war for Kurdish rights in Iran. Syria long harbored the rebels but forced the guerrilla leader Abdullah Ocalan to leave the country after Turkey threatened war in late 1998, eventually leading to the capture of the rebel chief on Feb. 15, 1999.

This month, Turkey offered greater economic cooperation with Iraqi Kurds, pressuring the region's president, Masoud Barzani, to jointly fight Turkish Kurdish rebel hideouts in northern Iraq that the rebels have used as a springboard for attacks. Turkey also wants Iraqi Kurds to shut down the Makhmur refugee camp, which houses an estimated 10,000 to 11,000 Turkish Kurds who fled to Iraq in the early 1990s.

LE FIGARO 18 juin 2010

# Les Européens musclent les sanctions contre l'Iran

L'UE a décidé hier d'élargir l'embargo de l'ONU en visant notamment le secteur du raffinage du pétrole.

ALAIN BARLUET  
ENVOYÉ SPÉCIAL A BRUXELLES

**NUCLÉAIRE** Les Européens ont avalisé hier à Bruxelles des sanctions contre l'Iran plus sévères que celles décidées récemment par l'ONU. Elles viseront à interdire de nouveaux investissements, les transferts de technologie, d'équipements et de services dans les secteurs du pétrole et du gaz. Le 9 juin dernier, la résolution 1929 du Conseil de sécurité donnait un nouveau tour de vis contre Téhéran pour tenter de l'amener à discuter de son programme nucléaire. Les Européens, eux, avaient décidé d'aller plus loin que l'ONU, où la recherche du compromis, incluant la Russie et la Chine, « rabote » nécessairement les ambitions.

Les Vingt-Sept ont ciblé leurs restrictions sur le raffinage et la liquéfaction du gaz, un point crucial pour l'Iran dont les capacités sont notoirement insuffisantes.

En matière commerciale, les mesures se focaliseront sur les produits susceptibles d'être détournés à des fins militaires et dans le domaine des assurances. Le fret maritime (principalement la compagnie IRISL) et aérien, ainsi que le secteur bancaire (avec le gel de nouveaux établissements) sont également dans le collimateur. Enfin, l'UE a décidé d'allonger la liste des personnes, principalement des gardiens de la révolution, qui seront frappées de gel d'avoirs ou d'interdictions de visa. Ces mesures doivent être affinées avant une réunion des chefs de la diplomatie de l'UE prévue le 26 juillet. Leur effet n'est escompté au mieux qu'à moyen terme, de façon progressive et cumulative. « Ce sont des sanctions pour renforcer les chances de dialogue », a espéré pour sa part Nicolas Sarkozy

Dans l'immédiat, en revanche, elles risquent de mettre à mal la cohésion, déjà bien entamée, de la communauté

internationale. Dans leur déclaration, les Vingt-Sept ont rendu hommage, pour la forme, à la main tendue à l'Iran par le Brésil et la Turquie qui, ayant jugé malvenues les dernières mesures onusiennes, ne sauraient a fortiori approuver celles de l'UE. Mais c'est surtout la Russie qui a fait écho hier à ces deux pays en se disant « déçue » par les initiatives unilatérales des États-Unis et de l'UE.

Washington et les Européens ont cherché à se placer « au-dessus du Conseil de sécurité », a déploré le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov. Il a prévenu les Occidentaux que Moscou pourrait en tirer « certaines conclusions », concernant sa collaboration avec eux sur ce dossier. ■

## TURQUIE : 11 SOLDATS TUÉS PAR LE PKK, RAID AÉRIEN DANS LE NORD DE L'IRAK

AFP

ANKARA, 19 juin 2010 (AFP)

**ONZE SOLDATS turcs ont été tués samedi dans deux attaques des rebelles kurdes, les plus importantes de ces deux dernières années, provoquant une riposte aérienne de l'aviation turque contre les caches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak.**

Des manifestations culturelles et sportives ont été annulées en Turquie en signe de deuil.

Une première attaque a été réalisée par un groupe de rebelles kurdes dans la nuit de vendredi à samedi contre un poste militaire proche de Semdinli, dans l'extrême sud-est de la Turquie, à la frontière irakienne, faisant huit morts parmi les soldats et en blessant 14 (bien 14) autres, selon un communiqué de l'armée.

L'un des blessés a succombé à l'hôpital, portant de bilan à neuf morts, selon l'agence Anatolie.

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a affirmé que les attaques ne modifieraient en rien la détermination de son pays à combattre le PKK.

Il a aussi souligné que son gouvernement irait de l'avant dans son "ouverture kurde" en faveur de l'actroi de davantage de droits à cette communauté.

Douze rebelles, selon l'armée, ont été tués dans la riposte des militaires.

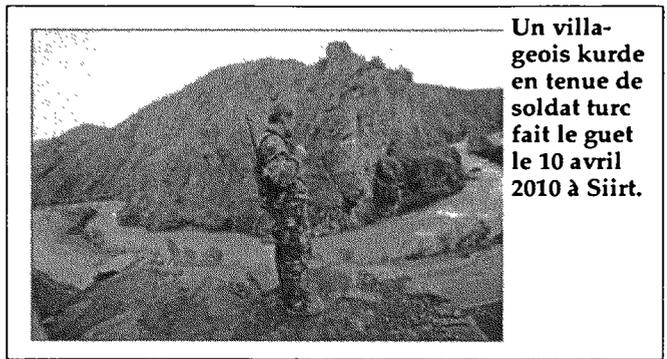
Des chasseurs turcs ont ensuite bombardé des cibles du PKK dans le nord de l'Irak, où cette organisation, considérée comme terroriste par la Turquie et nombre d'autres pays, dispose de bases arrière, a ajouté le communiqué.

Un porte-parole du PKK, Ahmad Danis, a revendiqué l'attaque, au nom de son organisation, d'Erbil, dans le nord de l'Irak.

Ankara évalue à environ 2.000 le nombre des rebelles retranchés en Irak.

Les pertes turques se sont alourdies en cours de journée lorsque deux soldats ont été tués et deux autres blessés par l'explosion d'une mine télécommandée dans cette même région.

Ces soldats participaient aux opérations pour capturer les assaillants à la frontière irakienne, une région dont le relief accidenté favorise les infiltrations.



Un villageois kurde en tenue de soldat turc fait le guet le 10 avril 2010 à Siirt.

Ces nouvelles attaques du PKK sont intervenues au lendemain des avertissements de l'armée, qui craint une intensification des combats.

130 rebelles et 43 membres des forces de sécurité ont été tués depuis mars, a affirmé l'état-major.

Dans une déclaration écrite publiée par ses services, M. Erdogan a souligné que la Turquie était "prête à payer le tribut" nécessaire pour "anéantir" le PKK.

Il a aussi accusé de nouveau le PKK de vouloir saboter une initiative de son gouvernement visant à renforcer les droits des Kurdes et développer les investissements dans leur région, le sud-est anatolien, pour mettre un terme au conflit qui perdure depuis 1984 et a fait plus de 45.000 morts.

"Nous ne freinerons pas dans notre volonté de démocratisation qui gêne l'organisation terroriste", le PKK, a-t-il souligné et d'ajouter : "La Turquie ne cèdera pas à la spirale de violence" engendrée par les rebelles.

L'"ouverture kurde", annoncée l'an dernier, a déjà connu des revers avec la fermeture du principal parti pro-kurde, des arrestations de militants kurdes et une forte opposition des milieux nationalistes.

Et justement l'opposition parlementaire s'en est pris au gouvernement après les attaques de samedi, l'accusant d'incompétence face à la recrudescence des violences, et réclamant des élections anticipées.

Le parti de l'action nationaliste (MHP) a exhorté M. Erdogan à rétablir l'état d'urgence dans le sud-est et d'organiser une offensive massive contre les repaires du PKK en Irak, selon un communiqué.

Les violences se sont multipliées depuis que le chef emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, a annoncé en mai qu'il ne chercherait plus à dialoguer avec Ankara.

AFP

## LE PKK MENACE D'ATTAQUER TOUTES LES VILLES DE TURQUIE (PORTE-PAROLE)

ERBIL (Irak), 19 juin 2010 (AFP)

**LE PARTI des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebelles kurdes de Turquie) va lancer des attaques dans toutes les villes de Turquie si l'armée poursuit sa politique d'affrontement militaire, a déclaré samedi à l'AFP un porte-parole du PKK.**

"Nous allons étendre nos opérations à toutes les villes turques si le gouvernement poursuit ses attaques contre nous", a déclaré ce porte-parole, Ahmad Denis, à Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan irakien.

"La Turquie veut nous conduire à la guerre", a-t-il dit. "Elle n'est pas sincère vis-à-vis de la question kurde et ne veut pas traiter cette question de manière pacifique".

"Les mesures qu'elle a prises jusqu'ici ne sont que des mesures factices", a-t-il ajouté en allusion à la politique d'"ouverture kurde" annoncée par le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan en octobre.

Cette politique a déjà connu des revers avec la fermeture du principal parti pro-kurde, des arrestations de militants kurdes et une forte opposition des milieux nationalistes.

Les propos de M. Denis interviennent alors que 11 soldats turcs ont été tués samedi dans deux attaques des rebelles kurdes, les plus importantes de ces deux dernières années, provoquant une riposte aérienne de l'aviation turque

contre les caches du PKK dans le nord de l'Irak.

Dans une déclaration écrite publiée par ses services, M. Erdogan a souligné que la Turquie était "prête à payer le tribut" nécessaire pour "anéantir" le PKK.

Une première attaque a été réalisée par un groupe de rebelles kurdes dans la nuit de vendredi à samedi contre un poste militaire proche de Semdinli, dans l'extrême sud-est de la Turquie, à la frontière irakienne, faisant huit morts parmi les soldats et blessant 14 autres, selon un communiqué de l'armée.

L'un des blessés a succombé à l'hôpital, portant de bilan à neuf morts, selon l'agence Anatolie.

Douze rebelles, selon l'armée, ont été tués dans la riposte des militaires.

Des chasseurs turcs ont ensuite bombardé des cibles du PKK dans le nord de l'Irak, où cette organisation, considérée comme terroriste par la Turquie et nombre d'autres pays, dispose de bases arrière, a ajouté le communiqué.

Les pertes turques se sont alourdies en cours de journée lorsque deux soldats ont été tués et deux autres blessés par l'explosion d'une mine télécommandée dans cette même région.

Ces soldats participaient aux opérations pour capturer les assaillants à la frontière irakienne, une région dont le relief accidenté favorise les infiltrations.

Ces nouvelles attaques du PKK sont intervenues au lendemain des avertissements de l'armée turque, qui craint une intensification des combats.

130 rebelles et 43 membres des forces de sécurité ont été tués depuis mars, a affirmé l'état-major. Mais M. Denis a contesté ce bilan, affirmant que le PKK avait perdu 130 de combattants depuis avril 2009, et non mars 2010.

Les violences se sont multipliées depuis que le chef emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, a annoncé en mai qu'il ne chercherait plus à dialoguer avec Ankara.

AFP

## LE PKK DÉNONCE L'UTILISATION DE DRONES ISRAËLIENS PAR L'ARMÉE TURQUE

ERBIL (Irak), 21 juin 2010 (AFP)

**LE PARTI des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebelles kurdes de Turquie) a dénoncé lundi l'aveu par l'armée turque qu'elle utilisait des drones israéliens pour surveiller les activités du PKK dans les montagnes du nord de l'Irak.**

"La Turquie a toujours prétendu qu'Israël soutenait le PKK pour s'attirer la sympathie des pays musulmans et ternir la réputation du PKK", a dénoncé à Erbil (nord de l'Irak) un porte-parole du mouvement rebelle kurde, Ahmed Denis.

"Mais aujourd'hui, ils ont admis être ceux-là même bénéficiant d'un soutien

d'Israël. Cet aveu démontre la ruine de la politique turque", a-t-il ajouté.

Le chef d'état-major des armées, Ilker Basbug, cité lundi par l'agence de presse Anatolie, a reconnu que l'armée turque avait commencé à utiliser des drones israéliens pour collecter des informations sur les déplacements des rebelles kurdes de Turquie dans les montagnes du nord irakien.

"Au cours des dix derniers jours, nous avons commencé à utiliser nos systèmes Héron (...), les systèmes de surveillance que nous avons achetés à Israël, dans le nord de l'Irak", a notamment déclaré le général Basbug.

Selon le porte-parole du PKK, cette affaire démontre la dépendance d'Ankara vis-à-vis d'Israël et des Etats-Unis.

"Si Israël et les Etats-Unis ne soutenaient pas le gouvernement turc, celui-ci ne pourrait même pas combattre une heure face au PKK", a-t-il avancé.

"La Turquie a recours depuis fort longtemps aux drones israéliens", a-t-il encore affirmé.

AFP

## LE CHEF DE L'ARMÉE TURQUE PRÔNE "LA PATIENCE" FACE AUX REBELLES KURDES

ANKARA, 21 juin 2010 (AFP)

**LE CHEF de l'armée turque a prôné "la patience" lundi dans la lutte contre la rébellion kurde après des attaques meurtrières durant le week-end, alors que les Etats-Unis se disaient prêts à accroître leur aide à la Turquie dans sa lutte contre les rebelles.**

"Nous sommes totalement déterminés à combattre l'organisation terroriste jusqu'à ce qu'elle soit anéantie. Ce combat est un combat à long terme et demande de la patience", a déclaré le général Ilker Basbug.

Douze soldats turcs ont été tués durant le week-end lors d'attaques du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est du pays.

Le chef de l'armée a ajouté que la lutte contre les rebelles doit associer des mesures de sécurité et des initiatives économiques en faveur de la communauté kurde qui compte environ 15 millions de personnes sur une population totale d'environ 73 millions.

Il a souligné cependant "qu'il serait erroné de penser que la terreur sera éradiquée seulement en prenant les mesures nécessaires dans les domaines économique et socio-culturel, tant que l'organisation terroriste maintient des éléments armés" dans ses rangs.

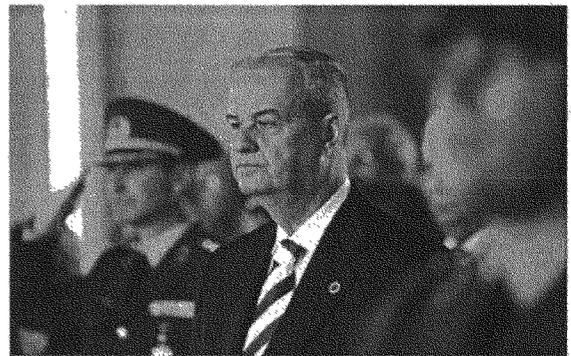
Les Etats-Unis ont pour leur part assuré qu'ils étaient prêts à accroître leur aide si Ankara en faisait la demande.

"Nous sommes prêts à examiner de manière urgente toute nouvelle demande de l'armée ou du gouvernement turc concernant le PKK", a déclaré l'ambassadeur américain en Turquie James Jeffrey.

Qualifiant le PKK d'"ennemi commun" des deux pays, le diplomate a souligné qu'il n'y a "pas eu de changement" dans le niveau des échanges entre leurs services de renseignements.

L'attaque principale contre les forces turques durant le week-end a été perpétrée tôt samedi contre un avant-poste turc à la frontière irakienne.

L'aviation turque a répliqué en menant un raid contre les bases arrières du



PKK dans le nord de l'Irak.

L'armée turque a également effectué une incursion terrestre en Irak, jusqu'à une profondeur de 10 kilomètres, dans la nuit de samedi à dimanche, tuant quatre personnes, selon les autorités irakiennes.

Cette incursion terrestre, la deuxième en cinq jours, a été condamnée par Bagdad. Elle n'a pas été confirmée par l'armée turque.

Lundi matin, le président turc Abdullah Gül a réuni le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, le ministre de la Défense Vecdi Gonul, le ministre de l'Intérieur Besir Atalay, le général Basbug ainsi que d'autres dirigeants militaires et du renseignement.

A l'issue de la rencontre, la présidence a indiqué que des "mesures additionnelles à court et moyen terme" avaient été décidées, dont un "examen de l'organisation des services de renseignement et des personnels déployés sur place".

Le communiqué insiste également sur "l'importance de rendre plus efficace la coordination avec les pays concernés et voisins" dans la lutte contre le PKK.

Le gouvernement Erdogan est critiqué pour l'escalade actuelle de la violence. Devlet Bahçeli, chef de file des nationalistes, a réclamé le rétablissement de l'état d'urgence dans le sud-est.

Avec la fin de l'hiver, les rebelles du PKK ont multiplié les opérations d'infiltration à partir des régions montagneuses d'Irak où 2.000 d'entre eux, selon Ankara, sont retranchés.

# Turkey hits Kurdish positions after rebels kill 11

ANKARA

REUTERS

Turkish commandos, backed by helicopters, deployed along the Iraqi border Monday after Kurdish guerrillas killed 11 soldiers over the weekend in one of the deadliest attacks in years in their separatist war.

In Ankara, President Abdullah Gul chaired an emergency security meeting, attended by Prime Minister Recep Tayyip Erdogan and military leaders, as pressure mounted for the government to rein in violence in the mainly Kurdish southeast.

Anatolian, the state news agency, said elite troops rappelled from helicopters and emerged from personnel carriers to surround Kurdish rebels in an operation along the Iraqi border. Kurdish rebels have bases in northern Iraq.

Helicopter gunships bombed positions thought to be held by the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., guerrilla group in the mountains in Hakkari and Sirtak provinces, security sources said.

More than 40,000 people, mainly Kurds, have been killed since the P.K.K. took up arms in 1984, aiming to create an

ethnic homeland in the southeast.

"A review of intelligence and the structure of personnel in the region was discussed," a statement from Mr. Gul's office said after the summit meeting.

In late 2007, a similar P.K.K. attack on a military unit in Hakkari was followed in early 2008 by a cross-border Turkish land offensive against rebel targets in northern Iraq.

Mr. Erdogan, who has said Kurdish militants will "drown in their own blood," faces mounting criticism for his government's failure to stop the escalation in violence. Images of soldiers' coffins, draped in Turkish flags, have raised tensions in Turkey.

Mr. Erdogan has granted more political and cultural rights to minority Kurds in an effort to end separatist violence. But his "Kurdish initiative" floundered after it was poorly received in the rest of the country and after a decision by the Constitutional Court late last year to ban the largest Kurdish political party in Parliament for its links to the P.K.K.

The presidential statement said, "It was stressed that coordinating anti-terrorism activities with neighboring and relevant countries should be made more effective." Intelligence-sharing with the

United States, which considers the P.K.K. a terrorist group, has helped Turkish bombing raids on rebel targets in northern Iraq.

"The P.K.K. is a common enemy of Turkey and of the United States," the American ambassador to Turkey, James Jeffrey, said in a statement. "There is no change to the level of our intelligence-sharing with Turkey regarding P.K.K. activities in northern Iraq."

Mr. Erdogan has said the latest wave of attacks is an attempt to sabotage efforts by his governing Justice and Development Party to end the 25-year conflict. He faces an election before July 2011.

Kemal Kilicdaroglu, leader of the opposition People's Republican Party, has said political decisions have weakened the struggle against the P.K.K., while Devlet Bahçeli, leader of the rightist Nationalist Movement Party, has called for early elections and the return of emergency rule in the southeast.

The P.K.K. said this month that it had scrapped a year-old unilateral ceasefire and resumed attacks against Turkish forces because of military operations against it.

Separatist violence generally increases in southeast Turkey in the spring as the guerrillas cross the border from Iraq.

# Turkey seeks end to Kurd funding

ISTANBUL

## Istanbul demands allies in Europe cut off money flows after deadly attack

REUTERS

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan of Turkey on Wednesday demanded that European allies cut off funding for Kurdish rebels and extradite suspected militants to Turkey a day after a guerrilla bomb blast in Istanbul killed five.

"European countries have not given Turkey the necessary support in its fight against terrorism," Mr. Erdogan said at a summit meeting of 11 heads of state from Southeast Europe. "The financial support still hasn't been cut. There are countries that turn a blind eye to the organization's activities and propaganda and do not return the criminals to Turkey."

The police on Wednesday detained 27 people in connection with the attack on a military bus that killed five people, including a 17-year-old girl, in Turkey's most populous city, the state-run Anatolian news agency said.

The bombing cast a shadow over the summit meeting, where Mr. Erdogan called for help in Turkey's 26-year fight against the Kurdistan Workers Party, or P.K.K., which has been labeled a terrorist group by the European Union.

The Kurdistan Freedom Hawks, which security officials say has links with the Workers Party, claimed responsibility for the bombing, the latest in a series of attacks on the military that has dashed hopes of a quick end to a war that has claimed 40,000 lives.

The rebels have stepped up attacks on military targets after accusing Mr. Erdogan's government of not delivering on promised reforms. The Workers Party called off a unilateral ceasefire on June 1.

Mr. Erdogan, who faces a parliamentary election by July 2011, is under pressure to crack down on the Kurdish party, whose fighters have killed more than 50 soldiers this spring.

At the Istanbul meeting, he called for a "joint anti-terror platform" to fight the P.K.K.

"The terrorist organization is as big a threat to Balkan and European countries as it does damage to Turkey," he said.

Turkey condemned the attacks in a declaration made public at the summit

meeting said. "We call on all members of the international community to be unequivocal in their condemnation of terrorist activities and support Turkey in its fight against terrorism," according to the declaration.

Most of the Kurdish party's financing comes from Kurdish expatriates living in Europe, the group has said.

The party started an armed campaign in 1984 to create an independent state for Kurds, who make up about 15 percent of Turkey's population of 72 million people. It has since scaled back its demands to greater political rights for Kurds.

The Kurdistan Freedom Hawks have carried out bombings in Turkish cities since 2004. The attack on Tuesday was the deadliest in more than two years.

Firat News Agency, a Web site close to Kurdish groups that frequently carries P.K.K. statements, said Istanbul police detained more than 20 Kurds, most of them construction workers.

The government has given more political and cultural rights to minority Kurds in an attempt to end the conflict. The reforms have faced nationalist opposition and suffered a blow when a pro-Kurdish party was banned last year for links to the Workers Party.

# The vicious cycle of "no peace, no war" bites Turkey once more

By Bashdar Pusho Ismael

Turkey has finally come to the realization that cutting the branches of your problem is not equivalent to cutting its root.

Hope and growing expectation that the age-old Kurdish issue could finally be resolved in Turkey, underlined by the government's bold and historical undertaking referred to as the "Kurdish opening," quickly evaporated.

The derailment of the brief positivity that was sewn in the much impoverished and conflict scarred east of Turkey is highlighted by the dramatic escalation of events in Turkey this past week. The PKK have evidently escalated attacks in recent weeks, but the death tolls marked by a string of deadly attacks over the past number of days has rocked Turkey and stirred nationalist anger. A bomb attack on a bus in Istanbul, claimed by an offshoot of the PKK, the Kurdistan Freedom Falcons, brought the number of soldiers killed to 17 in less than a week.

This has placed immense pressure on Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, already under broad attack from the opposition and nationalist circles for his attempts to reach out to the Kurds and ultimately reach out to the PKK to lay down their arms.

This all begs the question, where did it all go wrong? Surely, all sides would seek to capitalize on positive motions to bring peace to Turkey and a democratic settlement to such an age-old problem that has left scars on both sides. The simple answer is no. This is Turkey after all, and cracks formed from decades of nationalistic policies, disenfranchisement, bitter feelings from both circles, and a raging guerrilla war that has claimed thousand of lives will

not be papered over all too easily.

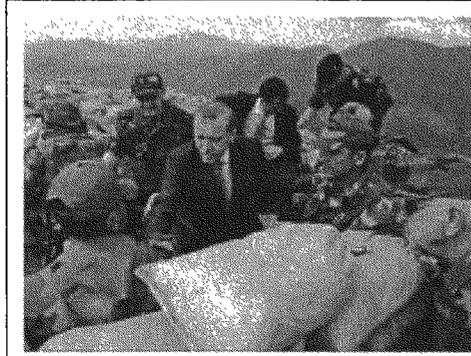
Turkey has finally come to the realization that cutting the branches of your problem is not equivalent to cutting its root. As long as the PKK machine is fueled by government policies, peace will not be achievable and bloodshed will continue.

The greatest goal of the Turkish government should be to isolate the PKK, not militarily or economically, but emotionally. Not all Kurds support the PKK, and certainly only a very small minority of Kurds prefer bloodshed to peace.

However, even as Kurdish political parties with firstly the DTP, which was dramatically ousted last year for alleged links with the PKK and was the first fatal blow to the peace process, and there successor, the BDP, have had a presence in the Turkish Parliament; they have failed to become the true representatives of the Kurds, and have succumbed under the great PKK shadow and persistent attempts in Turkey to clip their wings before the political birds could even fly.

However, the Turkish government hardly helped their cause, in spite of what initially seemed positive developments between the AKP and the now defunct DTP last year. Nationalists and Kemalists have gulped at the mere idea that the Kurdish problem should be drawn on a democratic or ethnic basis, and have persistently acknowledged the battle with the PKK as a fight against terrorism. In truth, the root of this battle is for greater cultural and democratic rights, freedoms, and social development in the Kurdish region.

As such, these democratic openings and initiatives can only be attained in the Turkish Parliament, not in the mountains or by the sheer military might of



Turkish Prime Minister Tayyip Erdogan speaks with Turkish soldiers in a trench during his visit to the Turkish city of Hakkari at the border with Iraq June 20, 2010.

any army. Therefore, the more the Kurdish issue is rendered to a battle in the distant mountains, while the situation on the ground deteriorates, this only entices Turkey into a vicious "no peace, no war" cycle that, as history has shown, has blighted both sides.

In spite of widespread public pressure and the recent attacks, Erdogan maintained his pledge to the Kurdish opening and the broadening of Kurdish rights. However, as violence escalates, Erdogan will have a fight on his hand to instill any motion in Parliament against a backdrop of opposition and sheer animosity. Constitutional changes, the fundamental aim of the Kurds, will become almost impossible in such a tense and nationalistically polluted climate.

In reality, ongoing tension in many ways supports the nationalist and Kemalist circles, the Turkish military, as well as the PKK. As peace and democratic moves falter, the PKK continues to be the flagship of the Kurds.

It is important for Turkey not to rescind on its pledges, lest allow the PKK to take center stage again. It must support and encourage Kurdish political evolution, which has historically been starved, and facilitate true representation in the Turkish Parliament, rather than pressure, alienate, or--as has been common place--shut down Kurdish parties all together.

The peace initiative took a great blow when the government was largely embarrassed, as what should have been a milestone for the Kurdish opening with the surrender of a number of PKK rebels last year turned into a pro-PKK ceremony.

Currently, there has emerged a huge vacuum in the peace pro-

cess that cannot be so easily bridged. The Turkish government will simply refuse to ever negotiate directly with the PKK, let alone be seen to succumb to the rebels. The war with the PKK has become far too bloody, too many scars have developed, and too much pride is at stake for that to ever happen. Yet as long as the PKK continues to be the representative voice of the Kurds, then the process is stalled without true, recognizable, and widely respected Kurdish interlocutors on the ground.

The aim of Turkey should remain unhindered. Reach out to the Kurds and entice them into a genuine alternative between separatism and violence on the one hand, and historical repression by successive Turkish governments on the other. The tears of a mother, whether Kurdish or Turkish, are sacred. Violence serves no gain and only deepens scars. The more deaths that emerge, the more that both sides reach deeper into the position of no return.

When the Kurds see development of their region, democratic rights, employment, and a firm place as true partners of the Turks, Kurds will themselves turn on separatists or those who seek violence or bring instability. For now, the situation will get worse before it gets better. With imprisoned PKK leader Abdullah Ocalan openly abandoning efforts to seek dialogue, this has culminated in a fresh wave of violence, with the PKK threatening more attacks until its demands for greater rights are fulfilled.

While Erdogan remains persistent on his bold and historical opening, he cannot at the same time watch as attacks escalate

and pressure mounts. A dismayed Erdogan accused European countries of not doing enough in its combat against terrorism. This was an all-too frequent criticism of the U.S. in the past, even as the U.S. has openly denounced the PKK and publicly defended the Turkish government while often overlooking Turkish actions in Iraq.

As Turkey continues to flagrantly breach Iraqi sovereignty with military incursions and air raids, this places the Iraqi

Kurds in a more precarious predicament. Iraqi Kurds, who have often been blamed for aiding the PKK, have repeatedly refused to fight fellow Kurds. However, with the much-welcome thawing of relations between Turkey and Kurdistan in recent times resulting in the landmark visit by Kurdistan President Massaud Barzani, the Iraqi Kurds may well have a price to pay for the new, strong bond with Turkey.

Barzani pledged "all

efforts" to assist Turkey on his visit, and the Turkish government may well give the Iraqi Kurds more support and official recognition, including annexation of disputed territories, for their hand in further alienating the PKK.

This places the Kurdistan government in a tough situation. It needs the strategic support and recognition of Turkey to prosper and develop, while at the same time it does not want the PKK problem to become a

greater Kurdish issue. After all, no matter how you look at it, the Kurdish dilemma in Turkey is a cultural and democratic one, specific to Turkey alone, and can only be resolved in the Turkish Parliament and nowhere else.



JUNE 24, 2010

## US Takes Sides with Turkey on Kurdish Struggle

by INN Staff

(IsraelNationalNews.com)

**The United States is taking sides with Turkey on the issue of the Kurdish struggle for freedom.**

Kurdish rebels blew up a military bus in Istanbul on Wednesday, killing four people in a daring attack likely to intensify the conflict between Turkish occupation forces and Kurdish resistance fighters. The attack came in the wake of a violent weekend in which 12 Turkish soldiers and policemen were killed by Kurdistan Workers' Party (PKK) guerrillas, who have recently stepped up resistance efforts in areas of northern Kurdistan currently occupied by Turkey. In addition to responding with harsh military operations against the Kurds, Turkey has attempted to deflect blame for the violence from its occupation of Kurdistan to Israeli intrigue in the region. Turkish sources told the Jordanian daily al-Majid on Monday that its security forces are investigating a Mossad connection to the PKK attacks on a Turkish airbase that took place on May 31. Israel denies any involvement.

The sources further claimed that the Turkish security apparatuses had recently thwarted an assassination attempt on Prime Minister Recep Tayyip Erdogan by Mossad-connected Kurdish rebels.

The Qatari daily al-Sharq also reported on Wednesday that media elements in Turkey were attempting to link the upsurge in PKK attacks to Turkey's anti-Israel positions on the Gaza blockade and on Iran's nuclear ambitions.



### US Supports Turkish Anti-Kurd Efforts

The United States ambassador to Turkey, meanwhile, released a statement earlier this week that America supports Turkey's efforts to clamp down on Kurdish resistance fighters and is ready to "urgently" consider any new request for help from Ankara. "We stand ready to review urgently any new requests from the Turkish military or government regarding the PKK," Ambassador James Jeffrey said in a written statement on Monday.

"The PKK is a common enemy of both Turkey and the U.S. and we actively support the efforts of our Turkish allies to defeat this terrorist threat," Jeffrey said, stressing that "there has been no change in the level of U.S.-Turkey intelligence sharing regarding the PKK in northern Iraq."

The United States has reportedly been supplying Turkey, a NATO ally, with intelligence on rebel movements in northern Iraq, used particularly in Turkish air raids on PKK hideouts and Kurdish civilian areas in the region.

### Israel and the Kurds

The Kurds - whose country is currently occupied by Iraq, Turkey, Iran and Syria - are a non-Arab Middle Eastern nation who generally hold pro-Israel views.

During the reign of Saddam Hussein, who killed over 5000 Kurds in poison gas attacks, Israel helped the Kurds in their battle for independence from Iraq.

Since 1984, the PKK has been engaged in a war of liberation for the mainly Kurdish-populated territories that make up the north of historic Kurdistan but currently exist as Turkey's southeast. The war for Kurdish independence has since claimed roughly 45,000 lives, with Kurds making up the vast majority of casualties.

### They Weren't Invented in the 1960's

"Every time Syria, Turkey, Iran or Iraq - and now America too - talk about the 'occupation' of Palestinians, we should be throwing the Kurdistan issue in their faces," said Israeli activist Benny Katz. "The Kurds weren't invented, as the Palestinians were, in the 1960's. They are an ancient nation deserving of their homeland."

The PKK has demanded an end to all discrimination in Turkish laws against ethnic Kurds, hoping instead to be granted full political freedoms. The party has also demanded Turkey's recognition of the Kurds' identity in its constitution and of their language as a native language along with Turkish in Kurdish populated areas. Most Kurds currently living under Turkish occupation openly sympathize with the PKK despite it being considered a 'terrorist' organization by both Ankara and Washington.

## CHRONOLOGIE DU KURDISTAN (1920-2010)

### Rappel des principaux événements survenus au Kurdistan irakien, iranien et turc depuis 1920

Par Catherine Gouëset

*Les origines des Kurdes remontent aux Mèdes, peuple de l'Iran ancien qui régna du VII<sup>e</sup> siècle au I<sup>er</sup> siècle après Jésus-Christ. Leur langue est rattachée aux langues iraniennes. On compte aujourd'hui entre 20 et 25 millions de Kurdes répartis principalement sur quatre pays : 13 à 15 millions en Turquie; 5 à 6 millions en Iran; 4 à 5 millions en Irak; 1,5 million en Syrie et 50 000 en Arménie, sans compter ceux de la diaspora. La plupart des Kurdes sont musulmans sunnites*

**Août 1920:** le traité de Sèvres, signé entre les Alliés, vainqueurs de la Première Guerre mondiale, et la Turquie, envisage la création d'un Etat kurde dans l'est de l'Anatolie et dans la province de Mossoul. Après la victoire de Mustafa Kemal, «Atatürk», les Alliés reviennent sur leur décision.

**Juillet 1923 :** le traité de Lausanne consacre la domination de la Turquie, de l'Iran sur le Kurdistan, de la Grande-Bretagne (pour l'Irak) et de la France (pour la Syrie).

**1926 :** la Grande-Bretagne impose à la Turquie un accord qui attribue la province de Mossoul (région riche en pétrole) à l'Irak.

**1927-1930 :** révolte dans le Kurdistan turc.

**1931 :** insurrection dans le Kurdistan irakien.

**1936-1938 :** soulèvement kurde en Turquie.

**Juillet 1937 :** le traité de Saad Abad entre l'Irak, l'Iran et la Turquie prévoit la collaboration entre les trois pays pour lutter contre la subversion kurde.

**1943-1945 - Irak :** révolte au Kurdistan, dirigée par Moustafa Barzani, fondateur du parti démocratique du Kurdistan.

**Janvier-décembre 1946 - Iran :** création d'une république kurde dans la région de Mahabad en Iran, à l'initiative de l'URSS, dont les troupes étaient entrées dans le nord

de l'Iran en 1941. L'armée iranienne met fin à cette expérience dès le retrait de l'Armée rouge.

**Septembre 1961 - Irak :** révolte kurde.

**Mars 1970 - Irak :** le parti Baas, qui vient de prendre le pouvoir à Bagdad, entame des négociations avec les Kurdes sur l'autonomie de la province. En 1974, le gouvernement promulgue unilatéralement une loi d'autonomie, qui est aussitôt rejetée par les mouvements kurdes. La guerre reprend.

**1975 - Irak/Iran :** accords d'Alger entre le Chah d'Iran et Saddam Hussein. Téhéran cesse de soutenir la rébellion kurde d'Irak.

**1978 -Turquie :** naissance du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Mêlant nationalisme kurde et lutte des classes, il prône la lutte armée.

**1979- Iran :** profitant du relâchement du pouvoir central consécutif à la révolution en Iran, le Parti démocratique kurde d'Iran (PDKI), dirigé par Abdol Rahman Ghassemlou, réclame un statut d'autonomie. Le régime islamique réagit par une sévère répression. Le PDKI mène jusqu'en 1983 une stratégie de guérilla.

**1980-1988 - Irak/Iran :** pendant la guerre Irak/Iran (1980-1988), les deux Etats soutiennent les Kurdes du pays ennemi.

**1984 - Turquie :** de violents combats ont lieu entre l'armée turque et le PKK en Anatolie.

**1987 - Turquie :** onze provinces kurdes sont placées sous état d'exception.

**1988 - Irak :** le 22 mars, l'aviation irakienne bombarde à l'arme chimique des villages de la région de Halabja, faisant 5 000 morts et autant de blessés. Après le cessez-le-feu avec l'Iran, 100 000 Kurdes d'Irak fuient en masse vers la Turquie et l'Iran.

**Juillet 1989 - Iran :** assassinat à Vienne du secrétaire général du PDKI, Abdol Rahman Ghassemlou, lors de négociations avec des émissaires de Téhéran.

**Mars-avril 1991 - Irak/Turquie :** à la fin de la guerre du Golfe, pensant pouvoir compter sur un soutien américain, les Kurdes se soulèvent. La répression entraîne l'exode de deux millions de Kurdes vers la Turquie et l'Iran. En échange de l'accueil de réfugiés sur son territoire, la Turquie obtient des dirigeants kurdes d'Irak qu'ils n'apportent aucun soutien au PKK. L'armée turque mène plusieurs opérations militaires en Irak contre le PKK.

**Avril 1992 - Irak :** les Alliés lancent "Provide Comfort", opération d'assistance à la population kurde qui établit une zone

d'exclusion aérienne au nord du 36<sup>e</sup> parallèle.

**Mai 1992 - Irak :** élections libres au Kurdistan. Le PDK dirigé par Massoud Barzani contrôle le nord de la zone et l'UPK de Jalal Talabani, le sud.

**Septembre 1992 - Iran :** assassinat, à Berlin, du nouveau secrétaire général du PDKI.

**Octobre 1992 - Irak/Turquie :** intervention militaire turque contre les bases du PKK en Irak. Des combats éclatent entre le PKK et les Kurdes irakiens, qui apportent leur soutien à l'armée turque.

**Mars 1993 - Irak :** normalisation des relations entre le PKK et les formations kurdes d'Irak.

**Mai 1994 - Irak :** début d'une lutte fratricide entre le PDK et l'UPK en Irak.

**Mars 1995 - Turquie :** opération "Acier". L'armée turque déploie 36 000 soldats en territoire irakien pour combattre le PKK. Début d'une politique de la terre brûlée dans le sud-est anatolien, qui contraint à l'exil deux à trois millions de personnes.

**Août 1996 - Irak :** Massoud Barzani, dirigeant de l'UPK, fait appel à l'aide du régime de Saddam Hussein pour combattre son rival de l'UPK.

**1998 - Iran :** après l'élection de Mohammad Khatami en Iran, la langue kurde est autorisée dans les livres et les journaux.

**Septembre 1998 - Irak:** signature d'un accord à Washington entre l'UPK et le PDK sur la création d'un gouvernement intérimaire.

**1999 - Turquie :** en février, les autorités turques annoncent avoir capturé Abdullah Öcalan, leader du PKK, enlevé au Kenya par un commando. Il sera condamné à mort pour trahison le 29 juin suivant.

**Février 2000 - Turquie :** le PKK annonce l'arrêt de la lutte armée.

**2002**

**Août - Turquie :** dans le but de rapprocher la Turquie - candidate à l'Union européenne - des normes européennes, le Parlement turc vote en faveur de droits culturels pour le peuple kurde (diffusion d'émissions de radio et de télévision et enseignement - privé- en langue kurde). Avec l'abolition de la peine de mort, la sentence d'Abdullah Öcalan est commuée à l'emprisonnement à perpétuité.

**Septembre - Irak :** signature d'un accord

de paix entre l'UPK et le PDK, qui prévoit de réactiver le Parlement unifié, issu des élections législatives de 1992, qui ne s'est pas réuni au complet depuis 1996.

**Octobre - Irak :** le Parlement du Kurdistan ratifie l'accord de paix signé en 1998 à Washington.

## 2003

**Février - Irak :** réunie à Salaheddine, dans le Kurdistan irakien, l'opposition irakienne met sur pied une direction collégiale de six membres, comprenant Massoud Barzani et Jalal Talabani, appelée à être le noyau d'un prochain gouvernement en Irak en cas de renversement du président Saddam Hussein.

## 2004

**Février - Irak :** plus de 60 personnes sont tuées dans un double attentat suicide perpétré contre les sièges des deux principaux partis du Kurdistan irakien à Erbil.

**Avril - Turquie :** le Conseil de l'Europe demande la libération de Leyla Zana et de trois autres ex-députés kurdes, une nouvelle fois condamnés la veille à 15 ans de prison par la justice turque.

**Mai - Turquie :** les rebelles du Congrès du peuple du Kurdistan (Kongra-Gel), successeur du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), annoncent la rupture de la trêve unilatérale qu'ils avaient décidée en 2000.

**Juin - Turquie :** la justice turque ordonne la libération de Leyla Zana et de trois autres ex-députés kurdes. Le même jour, les premières émissions en langue kurde sont diffusées à la radiotélévision d'Etat.

## 2005

**Janvier - Irak :** premières élections multipartites en Irak depuis 1953. Les électeurs désignent l'Assemblée nationale et l'Assemblée de la région autonome kurde. L'alliance des partis kurdes obtient 77 députés à l'Assemblée nationale et devient le deuxième groupe politique du pays.

**Avril - Irak :** le Kurde Jalal Talabani est élu président de l'Irak.

**Juin - Irak :** le parlement de la région du Kurdistan élit Massoud Barzani président de la région autonome.

## 2006

**Mars-avril - Turquie :** des émeutes, opposant les forces de sécurité à des militants kurdes, font une vingtaine de morts dans le sud-est de la Turquie et à Istanbul.

**Septembre - Turquie :** le 12, un attentat à la bombe dans la ville à majorité kurde de Diyarbakir fait dix morts. Les autorités soupçonnent le PKK d'en être responsable.

Le 30, le PKK décrète un cessez-le-feu.

**Septembre - Irak :** Massoud Barzani, président de la région autonome kurde fait hisser le drapeau kurde sur les bâtiments officiels en place du drapeau irakien, provoquant l'ire du Premier ministre Nouri al-Maliki.

La BBC révèle que des militaires israéliens entraînent les soldats Kurdes.

## 2007

**Mai - Irak :** le gouvernement régional du Kurdistan obtient des Américains la responsabilité de la sécurité dans les trois provinces kurdes d'Erbil, de Dohouk et de Soulaïmaniyah.

**Juillet - Irak :** l'ONG Human Rights Watch dénonce l'usage de la torture par les forces de sécurité kurdes.

**Août - Irak :** plus de 400 personnes sont tuées dans des attentats dans le nord du pays contre la minorité kurde yézidie.

**Août - Iran/Irak :** l'Iran bombarde des bases de rebelles kurdes iraniens près de la frontière en Irak.

**Septembre - Iran/Irak :** l'Iran ferme sa frontière avec le Kurdistan irakien, après l'arrestation, en septembre d'un ressortissant iranien par les forces américaines.

**Octobre - Turquie :** le parlement vote le principe d'une intervention militaire contre les rebelles kurdes basés en Irak.

**Décembre - Irak/Turquie :** l'armée lance des raids aériens contre les bases du PKK en Irak.

## 2008

**Fin février - Turquie :** offensive militaire contre les bases du PKK dans le nord de l'Irak.

**Septembre - Irak :** adoption d'une nouvelle loi électorale qui prévoit la tenue d'élections législatives en janvier 2009 mais laisse en suspens la question controversée de la province de Kirkouk, région riche en pétrole réclamée par le Kurdistan.

## 2009

**Avril - Turquie :** le DTP, principale formation kurde, est la cible d'arrestations après les élections municipales qui lui ont été favorables.

**Mai - Irak/Irak :** des hélicoptères iraniens bombardent des villages kurdes du nord de l'Irak.

**Juin - Irak/Turquie :** la Turquie et l'Irak signent un accord de coopération militaire renforçant leur entente pour lutter contre les rebelles kurdes de Turquie, basés dans le Kurdistan irakien.

**Juillet - Irak :** report du référendum sur la Constitution kurde adoptée par le Parlement autonome fin juin qui prévoit le rattachement de la région de Kirkouk, riche en pétrole, au Kurdistan.

Elections au Parlement régional kurde. Les deux grands partis, le PDK et l'UPK conservent la majorité absolue mais une opposition apparaît avec la liste Goran.

**Août - Turquie :** des familles de soldats turcs et de rebelles kurdes morts au combat se réunissent à Diyarbakir, pour appeler à la paix au moment du 25ème anniversaire du déclenchement de la guérilla.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan annonce que des projets de réformes en faveur des Kurdes seront mis en oeuvre avant la fin de l'année.

**Septembre - Irak :** le gouvernement irakien renvoie à 2010 l'organisation du recensement en raison des réserves des partis politiques des provinces de Ninive et Kirkouk.

**Octobre - Turquie :** pour la première fois depuis vingt-cinq ans, un groupe de 34 membres et de proches du PKK a été autorisé à rentrer en Turquie depuis les camps irakiens.

**Novembre - Turquie :** présentation par le gouvernement d'un programme de réformes. La diffusion de programmes en langue kurde sera autorisée à la radio et à la télévision; les partis politiques pourront faire campagne en kurde, et les noms "turquifiés" des villes pourront être remplacés par les noms d'origine kurde.

**Décembre - Turquie :** la Cour constitutionnelle dissout le Parti pour une société démocratique (DTP), le principal parti pro-kurde du pays, accusé d'être lié aux séparatistes du PKK.

## 2010

**Printemps - Turquie :** la police arrête plusieurs dizaines de personnes soupçonnées de liens avec le PKK, dont de nombreux adolescents, et des personnalités, tels le maire de Diyarbakir, des avocats et des journalistes.

**Mai - Iran :** cinq militants du Parti pour la vie libre du Kurdistan (PJAK) dont une femme, accusés de terrorisme, sont pendus.

**Juin - Turquie :** onze soldats turcs sont tués dans des attaques du PKK près de la frontière irakienne, les plus importantes depuis deux ans. Le Premier ministre promet de "noyer dans le sang" les responsables de la mort des soldats. Environ 130 rebelles kurdes et 43 militaires turcs ont été tués depuis le mois de mars dans des opérations de l'armée turque.

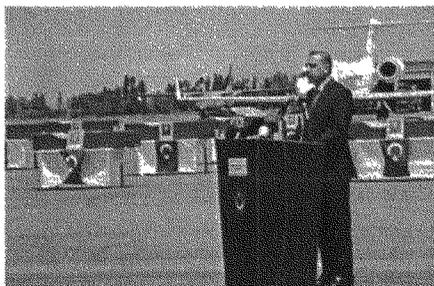
**L'EXPRESS** 20 JUIN 2010

## Erdogan promet de "noyer" le PKK dans son propre sang

Par Reuters

Le Premier ministre turc réagissait, ce dimanche, à la mort de 11 soldats lors d'affrontements avec les indépendantistes kurdes qui se sont déroulés la veille près de la frontière irakienne.

Le Premier ministre turc Tayyip Erdogan a promis ce dimanche 20 juin de "noyer dans



Cérémonie funèbre sur la base militaire turque de Van en hommage aux soldats tués dans des combats samedi.

leur sang" les rebelles kurdes responsables de la mort de 11 soldats lors d'affrontements qui se sont déroulés samedi dans la province

d'Hakkari, près de la frontière irakienne.

Entouré de responsables politiques et en présence du chef de l'état-major, le général Ilker Basbug, Erdogan participait à une cérémonie funèbre sur la base militaire de Van. Il s'est recueilli devant les cercueils recouverts par le drapeau turc, une bannière rouge frappée d'une étoile et d'un croissant blancs, puis a écouté une prière en l'honneur des défunts.

"Nous n'allons pas donner aux traitres l'occasion de se réjouir", a lancé Erdogan. "Nous allons défendre cette terre de manière héroïque. Nous serons inébranlables contre nos ennemis, inébranlable contre le terrorisme. Je le dis ici d'une manière très claire. Ils ne gagneront rien. Ils vont être engloutis par leurs propres ténébres... Ils vont se noyer dans leur propre sang".

**GUYSSEN NEWS**  
INTERNATIONAL

Guysen International News

22 juin 2010

## Un groupe Kurde revendique l'attentat d'Istanbul

Par Laure Kravitz - 22 juin 2010

Guysen International News

Un attentat à la bombe contre un autocar transportant des militaires a tué quatre soldats et une adolescente, mardi à Istanbul, une attaque revendiquée par un groupe radical kurde qui n'est autre que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), selon les autorités turques.

"Il s'agit d'une attaque totalement planifiée contre un véhicule militaire", ont indiqué les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), revendiquant l'attaque sur son site internet et promettant d'intensifier ses attaques contre l'Etat turc qui "planifie un massacre des Kurdes".

Les TAK ont revendiqué dans le passé plusieurs attentats commis à Istanbul notamment.

Ankara affirme que cette organisation sert de prête-nom à la rébellion armée kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), quand celui-ci commet des attentats pouvant encourir la désapprobation populaire, notamment quand des civils sont tués.

Le PKK affirme que les TAK sont des éléments dissidents.

L'attentat survenu à Halkali, une banlieue de la rive européenne de la métropole, a visé un autocar civil transportant des soldats qui se rendaient à leur travail. Quatre militaires et une jeune fille âgée de

17 ans, la fille d'un soldat, ont péri.

Une bombe télécommandée en est la cause, a déclaré le gouverneur d'Istanbul, Hüseyin Avni Mutlu.

Le PKK utilise souvent des bombes télécommandées dans le sud-est, théâtre des combats entre rebelles et forces régulières.

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a pointé du doigt le PKK lors d'un discours à Ankara devant les parlementaires de son parti, accusant "l'organisation terroriste", dénomination officielle du PKK, d'être responsable de l'attentat.

Le PKK avait menacé lors du week-end de s'en prendre à "toutes les villes de Turquie".

Le mouvement a multiplié les attaques contre les forces de sécurité, depuis l'annonce en mai par son leader emprisonné, Abdullah Öcalan, qu'il mettait fin à ses efforts pour dialoguer avec le gouvernement.

"Nous n'allons pas céder au langage de la violence", a affirmé le Premier ministre, estimant que le PKK se trouvait dans "un tunnel sans issue".

Il a balayé les critiques de l'opposition, qui accuse le gouvernement d'être responsable de la recrudescence de la violence, du fait de son projet "d'ouverture" à la communauté kurde, qui représente environ 15 millions des 73 millions d'habitants de la Turquie.

"Ceux qui pensent que le projet démocratique est terminé se trompent", a-t-il



dit: "Nous ne renoncerons pas à la démocratie, en dépit de toutes les provocations".

L'"ouverture démocratique", annoncée l'an dernier pour octroyer plus de droits aux Kurdes, a fait long feu. Et elle a été balayée par la dissolution par la justice du principal parti pro-kurde, puis une campagne d'arrestations.

Le 8 juin, 15 personnes avaient été blessées dans un attentat à Istanbul, au passage d'un véhicule de la police. Les TAK ont aussi revendiqué cette attaque, mardi sur leur site.

Le PKK, une organisation terroriste selon Ankara et bon nombre de pays, mène une lutte armée séparatiste depuis 1984 dans le Sud-Est, une zone kurde, mais a aussi visé par le passé des grandes villes et des stations balnéaires de l'ouest.

Le mouvement a mené ce week-end une série d'attaques qui ont tué 12 soldats dans le Sud-Est. Et les rebelles ont tué lundi un treizième militaire dans la même région.

Sept rebelles ont été tués dans ces combats dans le Nord, selon l'armée.

L'armée turque a bombardé par avion les caches du PKK dans le nord de l'Irak, et a annoncé avoir mené une incursion terrestre en territoire irakien.

Le Monde  
23 juin 2010

# Entre Turcs et rebelles kurdes, le retour au conflit armé

Les dernières offensives compromettent les promesses d'ouvertures faites par Ankara en août 2009



Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, visite ses troupes en poste à Harriki, à la frontière de l'Irak, le 20 juin. KAYHAN OZER/AFP

Istanbul  
Correspondance

Les troupes turques se sont déployées, lundi 21 juin, dans les régions frontalières de l'Irak, conduisant la plus vaste opération militaire menée depuis 2008 contre la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Des commandos, hélicoptérés sur les crêtes montagneuses, ont pénétré de 10 kilomètres en territoire irakien au cours du week-end pour tenter d'encercler les rebelles.

Des bombardements aériens ont frappé les bases arrière dans lesquelles se retranchent plusieurs milliers de membres du PKK, de l'autre côté de la frontière. « Nous allons noyer le PKK dans son propre sang », a juré, dimanche, le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, à Van, après une

cérémonie de funérailles pour des soldats tués par « l'organisation terroriste (...) Ils ne vaincront jamais ».

La Turquie a lancé des représailles de grande ampleur pour répondre à l'attaque, samedi, de la caserne d'un village, dans la région de Semdinli, à l'extrême sud-est du pays, qui a fait 23 morts dont 11 soldats, selon l'état-major turc. Dans un communiqué, le commandement du PKK affirme, lui, avoir tué 37 soldats et saisi des armes, dans cette embuscade menée par près de 300 hommes.

Le président turc, Abdullah Gül,

a convoqué lundi en urgence les hauts responsables, civils et militaires, chargés de la lutte antiterroriste, après cette nouvelle flambée de violence. Depuis un mois, les accrochages sont quotidiens et s'étendent bien au-delà de la zone de population majoritairement kurde, le foyer habituel.

Le PKK, qui a rompu son cessez-le-feu le 31 mai, a annoncé vouloir propager ses attaques « dans toutes les villes de Turquie ». Dans l'est et le sud du pays, une cinquantaine de soldats ou de miliciens supplémentifs ont été tués en deux mois.

L'armée turque affirme avoir abattu plus de 130 rebelles depuis mars, dont une centaine dans des frappes aériennes en territoire irakien, fin mai. Au moins deux civils dans des villages auraient également été tués par ces bombardements, selon des sources kurdes.

Pour accroître la pression contre le PKK, M. Gül a prôné, lundi, le renforcement de la coopération lancée avec les pays frontaliers également concernés par la question : l'Irak et l'Iran. Le leader kurde du nord de l'Irak, Massoud Barzani, ne semble avoir d'autre choix que de laisser faire. Début juin, il s'est rendu pour la première fois en visite officielle à Ankara. Un signe de ral-

liement alors que les entreprises turques multiplient les investissements et les projets économiques au Kurdistan.

L'Iran, lui, mène la chasse aux rebelles kurdes du PJAK (Parti pour une vie libre au Kurdistan), la branche iranienne du PKK, également interdite. Ce mois-ci, Téhéran a mené des incursions au-delà de sa frontière avec l'Irak. Enfin, lundi, les Etats-Unis ont confirmé leur soutien à la Turquie : « Nous sommes prêts à examiner de manière urgente toute demande de l'armée ou du gouvernement turcs (...) Le PKK est un ennemi commun », a précisé l'ambassadeur des Etats-Unis à Ankara, James Jeffrey.

« Le PKK est un ennemi commun »

James Jeffrey  
ambassadeur américain  
à Ankara

Cette escalade militaire intervient après plusieurs mois de tensions politiques et sociales autour de la question kurde. La politique d'ouverture annoncée en 2009 par Recep Tayyip Erdogan a surtout coïncidé avec l'arrestation de nombreux adolescents et de dizai-

## Nouvel échec du dialogue

**Août 2009** 25<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guérilla du PKK. Le gouvernement turc lance un plan « d'ouverture démocratique » en direction des Kurdes.

**Octobre** Retour en Turquie d'une délégation « pour la paix ». Envoyée par le PKK depuis l'Irak, elle est accueillie par des dizaines de milliers de personnes à la frontière de Habur.

**Décembre** Vagues d'arrestations contre des représentants du mouvement politique kurde légal, le

DTP, parmi lesquels plusieurs maires élus. Le DTP est interdit.

**19 mai 2010** Attaque d'un poste militaire à Semdinli : 23 morts, dont 11 soldats. Le lendemain, une opération aérienne est menée par l'armée turque contre les camps du PKK en Irak. La première depuis 2008.

**31 mai** Attaque d'une base militaire à Iskenderun : 6 soldats tués.

**21 juin** Incursion des troupes turques en territoire irakien.

nes de militants dans les villes de l'est du pays, accusés d'être liés au KCK, présenté comme l'extension urbaine du PKK.

Dans cette affaire, la justice a inculpé 151 personnes, samedi, dont Osman Baydemir, le maire – très populaire – de Diyarbakir, et plusieurs autres élus, accusés de reverser une partie de leurs salaires à l'organisation. Les poursuites frappent aussi avocats et journalis-

tes. En mai, le rédacteur en chef du journal *Welat*, publié en langue kurde à Diyarbakir, a été condamné à 166 ans de prison.

Le gouvernement de M. Erdogan ne prend pas de risques à l'approche d'élections législatives, programmées avant l'été 2011. Les funérailles des « martyrs » turcs tombés au combat et la crainte d'une contagion aux grandes villes de l'ouest du pays réveillent le nationalisme

turc. Et la provocation lancée par le PKK en octobre 2009, lorsqu'une « délégation pour la paix » a été envoyée d'Irak et accueillie triomphalement par des dizaines de milliers de personnes à la frontière, a été très mal ressentie. Au lieu d'une amnistie les membres de ce groupe ont été trainés en justice.

Chez les Kurdes aussi le nationalisme prospère. Mais, depuis son île-prison en mer de Marmara, le

fondateur du PKK, Abdullah Öcalan, a reconnu ne plus contrôler les décisions prises par les chefs militaires dans les montagnes de Qandil, en Irak, et mis en évidence les divisions au sein du mouvement. Affaibli militairement, coupé de soutiens, le PKK tente de survivre politiquement, dans une région où l'influence de la Turquie s'étend. ■

Guillaume Perrier

La Croix | LUNDI 21 JUIN 2010

ENTRETIEN >>> **Fusun Türmen**, professeur de relations internationales à l'Université Galatasaray à Istanbul

## « L'Europe est le catalyseur de la deuxième modernisation de la Turquie »

En butte à la réticence des Européens envers son adhésion à l'Union, critiquée pour sa politique au Moyen-Orient, Ankara est confrontée de plus à un regain de tension au Kurdistan et entre Arménie et Azerbaïdjan

**L**a tension croît entre la Turquie et les rebelles kurdes du PKK, qui ont tué samedi onze soldats turcs. Comment cela s'explique-t-il ?

**FÜSUN TÜRMENT :** Ce n'est que la suite logique des déclarations d'Abdullah Öcalan. Le chef du PKK, emprisonné depuis 1999, a déclaré en mai qu'il abandonnait ses efforts pour un dialogue avec le gouvernement turc devant l'absence de résultat de la politique dite de l'« ouverture kurde » annoncée l'an dernier par Ankara. Il avait donné comme date butoir le 30 mai.

Les manifestations exubérantes, qui avaient accompagné l'an dernier le retour en Turquie de militants du PKK, avaient refroidi les ardeurs du gouvernement turc, lui-même confronté à de sévères critiques de l'opposition nationaliste. Pour autant, ces raisons de politique intérieure ne doivent pas prévaloir. Beaucoup de Turcs, y compris au sein de l'armée, reconnaissent que la solution au problème kurde ne peut être militaire.

**Le Kurdistan n'est pas le seul motif d'inquiétude pour Ankara. Le regain de tension entre Arméniens et Azéris autour du Haut-Karabakh, région séparatiste d'Azerbaïdjan peuplée en majorité d'Arméniens, qui a causé la mort de quatre soldats arméniens ce week-end, ne va-t-il pas empêcher le rapprochement entre la Turquie et l'Arménie ?**

Ce processus rencontrait déjà beaucoup de difficultés. Cela ne va pas le simplifier. Il y a eu des provocations : des deux côtés, il existe des éléments nationalistes, qui s'opposent résolument au rapprochement. Et la Russie, qui affirme vouloir jouer les médiateurs, joue en réalité un rôle très ambigu. Il faut aussi comprendre que la Turquie et l'Azerbaïdjan sont très proches aux plans linguistique, ethnique, culturel et religieux. On parle d'« une seule nation, deux États ». Pour autant, le travail de mémoire avance en Turquie sur la question des événements arméniens. Elle ne fonctionne plus sur la base d'une histoire officielle. On peut en débattre librement dans la presse et à la télévision. Il faut affronter le passé, se réconcilier, et le dépasser.

**Plus globalement, la participation de Turcs à la tentative de levée du blocus de Gaza et le vote turc contre le renforcement des sanctions contre l'Iran au Conseil de sécurité de l'ONU font craindre un éloignement de la Turquie du monde occidental. Qu'en est-il ?**

C'est l'aboutissement d'un processus qui avait débuté à la fin de la guerre froide. La Turquie n'a plus alors été l'otage de la politique des blocs. Elle a voulu reprendre sa place dans une région où elle a joué un rôle. Pour Ahmet Davutoglu, universitaire devenu ministre des affaires étrangères, ce rééquilibrage en direction du Proche-Orient, du Caucase, de l'Asie centrale n'est pas en contradiction avec l'ouverture à l'Ouest de la Turquie. Cette nouvelle politique étrangère est plus la synthèse du passé et du présent qu'un désamour de l'Occident.

**Il n'empêche que la Turquie aurait pu s'abstenir et non voter contre les sanctions...**

Nous ne savons pas ce qui s'est passé dans cette enceinte fermée. On dit cependant que la Turquie avait décidé de s'aligner sur la position du Brésil, seul pays à avoir aussi voté non. Si ce dernier s'était abstenu, la Turquie aurait fait de même. Ankara a été l'architecte de la proposition visant à trouver une solution de compromis sur le nucléaire iranien. Ce pays a été encouragé à le faire par la communauté internationale et les États-Unis, avant que l'on critique la solution trouvée.

**L'Occident s'interroge toujours sur les motivations réelles des islamistes modérés de l'AKP au pouvoir à Ankara ?**

L'AKP est un mouvement qui a fait scission d'un parti islamiste plus orthodoxe. C'est un parti qui

est devenu démocrate conservateur, sans renier ses origines. Il occupe désormais le centre droit du spectre politique. Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, il y a eu une alliance entre libéraux et religieux face aux jacobins étatistes représentés par Mustapha Kemal. Je n'ai rien contre le kémalisme : il a modernisé le pays. Désormais, c'est l'Europe qui est le catalyseur de la deuxième modernisation de la Turquie.

**Comment les Turcs vivent-ils alors les réticences avouées des Européens envers l'adhésion du pays à l'UE ? La semaine dernière, Pierre Lellouche, le secrétaire d'État français chargé des affaires européennes, a répété à Istanbul devant l'Institut du Bosphore que « la France n'est pas favorable à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne »...**

La situation est très paradoxale. Nous avons affaire à une Europe qui rejette la Turquie tout en voulant qu'elle lui reste fidèle. Si on ne veut pas de la Turquie, pourquoi s'en fait-on autant de son soi-disant « éloignement » ?

La politique d'Ankara au Proche-Orient n'est pas contradictoire avec son adhésion à l'Union. Un acteur régional fort et affirmé, qui joue un rôle palpable, surtout dans les efforts de paix, est davantage pris au sérieux.

RECUEILLI PAR  
VINCENT DE FÉLIGONDE  
(à Istanbul)

**LE FIGARO** 22 juin 2010

# L'Iran multiplie les incursions contre les Kurdes en Irak

**FATMA KIZILBOGA**  
ENVOYÉE SPÉCIALE À ZHARAWA (KURDISTAN IRAKIEN)

PERCHÉE à plus de deux mille mètres d'altitude dans les monts du Qandil, la route qui mène du Kurdistan irakien à l'Iran, traditionnellement connue pour son trafic de contrebande, est désormais ponctuée de camps de réfugiés installés à l'improviste. Situé à une trentaine de kilomètres de la frontière entre les deux pays, le village de Zharawa se démarque du paysage par ses dizaines de tentes de fortune, accueillant des familles qui ont fui les combats entre l'armée iranienne et les rebelles du PJAK, le Parti pour une Vie libre au Kurdistan.

« Nous étions habitués aux tirs des soldats iraniens, mais la situation est devenue trop dangereuse pour rester », explique Ronak, assise en tailleur au chevet de Kani, sa fillette âgée de trois ans, souffrant de déshydratation aiguë. « Nous avons tout perdu », résume-t-elle, désespérée.

Les victimes collatérales du conflit indépendantiste kurde situé au carrefour de l'Irak, de l'Iran et de la Turquie se chiffrent par milliers. Derniers exemples en date, quatre membres d'une même famille qui ont trouvé la mort lors du bombardement de leur maison, dans la nuit de samedi à dimanche, par les Forces armées turques (TSK). Si, depuis près de trois décennies, la Turquie mène une lutte sans

merci contre les quelque quatre mille rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) retranchés dans les monts du Qandil, la synchronisation des combats semble aujourd'hui démontrer que l'Iran a décidé de soutenir son nouvel allié régional dans l'anéantissement de la rébellion kurde.

## Menace de riposte

« L'Iran est un pays doté d'une vieille tradition diplomatique et se sert de la Turquie dans ses propres intérêts. Mais, dans le cas où les négociations concernant le nucléaire iranien échoueraient, cette alliance ne ferait pas long feu », estime Ahmet Deniz, le porte-parole du PKK. Depuis plus d'un mois, le regain des incursions terrestres et aériennes des deux plus puissantes armées de la région dans le nord de l'Irak, perçues comme la dernière illustration du rapprochement entre Ankara et Téhéran amorcé sur le dossier nucléaire iranien, inquiète. Il assombrit l'avenir du pays, en pleine crise politique depuis les élections législatives du 7 mars.

Le Gouvernement régional kurde (KRG), responsable du contrôle des frontières du nord de l'Irak avec l'Iran

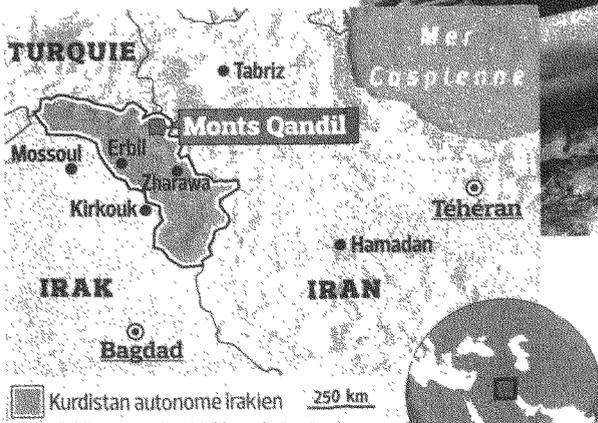
et la Turquie - et à la tête de la région la plus stable du pays -, peine à faire entendre ses appels au calme et au respect de la souveraineté territoriale. Téhéran et Ankara, qui l'accusent de fermer les yeux sur la présence du PJAK et du PKK, ne reconnaissent que Bagdad comme unique interlocuteur sur la question. Une situation d'autant plus difficile à gérer que le vide politique né des difficultés à former le nouveau gouvernement irakien persiste.

Mais, au-delà de ce qui pourrait s'apparenter à une crise diplomatique, les Kurdes soupçonnent l'Iran de vouloir les mettre au pas afin d'ouvrir la voie à l'Alliance nationale chiïte, désormais à quelques sièges à peine de la majorité parlementaire.

Alors que les tractations entre les différentes formations politiques continuent, Téhéran voit d'un très mauvais œil un éventuel rapprochement entre la liste du Block irakien d'Iyad Allawi et l'Alliance kurde, qui permettrait un retour sur la scène politique des sunnites à la tête d'un gouvernement soutenu par les États-Unis. Samedi 19 juin à Bagdad, lors d'une conférence de presse commune avec le général américain Michael Barbero, directeur adjoint des opérations interarmées, le chef d'état-major irakien, Babekir Zebari, s'est voulu menaçant : « Si les Forces iraniennes traversent à nouveau la frontière au Kurdistan, nous répondront à ces attaques afin de défendre la région. »

Un bras de fer dangereux, à quelques semaines du retrait total des troupes de combat américaines prévu fin août. ■

En décembre 2009, des rebelles du PJAK, le Parti pour une Vie libre au Kurdistan, s'entraînent dans les monts Qandil.



AFP

## TURQUIE: 5 MORTS DANS UN ATTENTAT À ISTANBUL REVENDIQUÉ PAR UN GROUPE KURDE

ISTANBUL, 22 juin 2010 (AFP)

**UN ATTENTAT à la bombe contre un autocar transportant des militaires a tué quatre soldats et une adolescente, mardi à Istanbul, une attaque revendiquée par un groupe radical kurde qui n'est autre que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), selon les autorités turques.**

"Il s'agit d'une attaque totalement planifiée contre un véhicule militaire", ont indiqué les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), revendiquant l'attaque sur son site internet et promettant d'intensifier ses attaques contre l'Etat turc qui "planifie un massacre des Kurdes".

Les TAK ont revendiqué dans le passé plusieurs attentats commis à Istanbul notamment.

Ankara affirme que cette organisation sert de prête-nom à la rébellion armée kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), quand celui-ci commet des attentats pouvant encourir la désapprobation populaire, notamment quand des civils sont tués.

Le PKK affirme que les TAK sont des éléments dissidents.

L'attentat survenu à Halkali, une banlieue de la rive européenne de la métropole, a visé un autocar civil transportant des soldats qui se rendaient à leur travail. Quatre militaires et une jeune fille âgée de 17 ans, la fille d'un soldat, ont péri.

Une bombe télécommandée en est la cause, a déclaré le gouverneur d'Istanbul, Hüseyin Avni Mutlu.

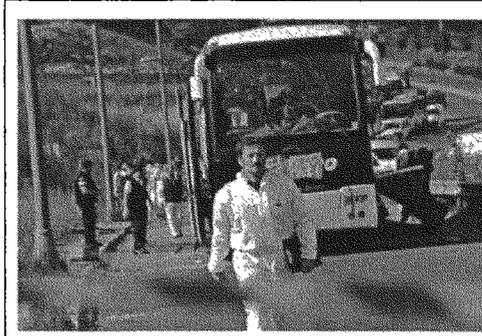
Le PKK utilise souvent des bombes télécommandées dans le sud-est, théâtre des combats entre rebelles et forces régulières.

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a pointé du doigt le PKK lors d'un discours à Ankara devant les parlementaires de son parti, accusant "l'organisation terroriste", dénomination officielle du PKK, d'être responsable de l'attentat.

Le PKK avait menacé lors du week-end de s'en prendre à "toutes les villes de Turquie".

Le mouvement a multiplié les attaques contre les forces de sécurité, depuis l'annonce en mai par son leader emprisonné, Abdullah Öcalan, qu'il mettait fin à ses efforts pour dialoguer avec le gouvernement.

"Nous n'allons pas céder au langage de la violence", a affirmé le Premier



Des enquêteurs turcs sur les lieux de l'attentat à la bombe qui a visé un autocar transportant des militaires, le 22 juin 2010 à Istanbul

ministre, estimant que le PKK se trouvait dans "un tunnel sans issue".

Il a balayé les critiques de l'opposition, qui accuse le gouvernement d'être responsable de la recrudescence de la violence, du fait de son projet "d'ouverture" à la communauté kurde, qui représente environ 15 millions des 73 millions d'habitants de la Turquie.

"Ceux qui pensent que le projet démocratique est terminé se trompent", a-t-il dit: "Nous ne renoncerons pas à la démocratie, en dépit de toutes les provocations".

L'"ouverture démocratique", annoncée l'an dernier pour octroyer plus de droits aux Kurdes, a fait long feu. Et elle a été balayée par la dissolution par la justice du principal parti pro-kurde, puis une campagne d'arrestations.

Le 8 juin, 15 personnes avaient été blessées dans un attentat à Istanbul, au passage d'un véhicule de la police. Les TAK ont aussi revendiqué cette attaque, mardi sur leur site.

Le PKK, une organisation terroriste selon Ankara et bon nombre de pays, mène une lutte armée séparatiste depuis 1984 dans le Sud-Est, une zone kurde, mais a aussi visé par le passé des grandes villes et des stations balnéaires de l'ouest.

Le mouvement a mené ce week-end une série d'attaques qui ont tué 12 soldats dans le Sud-Est. Et les rebelles ont tué lundi un treizième militaire dans la même région.

Sept rebelles ont été tués dans ces combats dans le Nord, selon l'armée.

L'armée turque a bombardé par avion les caches du PKK dans le nord de l'Irak, et a annoncé avoir mené une incursion terrestre en territoire irakien.

AFP

## TURQUIE: 2 REBELLES KURDES TUÉS, ANKARA SATISFAIT DE L'AIDE AMÉRICAINE

ANKARA, 25 juin 2010 (AFP)

**DEUX REBELLES kurdes ont été abattus vendredi par les forces de sécurité dans l'est de la Turquie, tandis que l'armée turque s'est déclarée satisfaite de l'aide des Etats-Unis pour combattre les rebelles qui trouvent refuge dans le nord de l'Irak.**

Agissant sur une information, une unité d'élite de la police a organisé un raid contre une maison dans un village d'Erzincan, selon l'agence Anatolie.

Deux rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été abattus lors des heurts, précise l'agence.

Trois personnes, deux soldats et un villageois, avaient été tuées jeudi soir par des rebelles kurdes, dans l'est du pays.

Le PKK multiplie ses attaques contre l'armée turque depuis plusieurs semaines. Des accrochages quasi-quotidiens sont signalés dans l'est et le sud-est

anatolien, théâtre d'opérations du PKK.

A Ankara, un porte-parole de l'armée s'est dit satisfait de la coopération turco-américaine contre les repaires en Irak de cette organisation considérée comme terroriste par Ankara et Washington.

"Le partage de renseignements entre la Turquie et les Etats-Unis se porte bien", a souligné le général Fahri Kir devant les journalistes.

Il a expliqué que les drones de type Predator de l'armée américaine survolaient de "15 à 16 heures quotidiennement" le nord de l'Irak, "sous le contrôle d'un personnel turc".

Les images obtenues en temps réel sont ensuite analysées par l'armée turque, a-t-il dit.

Les Etats-Unis fournissent à la Turquie, pays membre de l'Otan, des renseignements sur les mouvements du PKK et l'aviation turque pilonne régulièrement les bases arrière de cette organisation dans la montagne irakienne.

Le refus de la Turquie de voter de nouvelles sanctions contre l'Iran, au Conseil de sécurité des Nations unies, et la récente crise diplomatique entre Israël et la Turquie, ont fait redouter dans ce pays un ralentissement de l'aide apportée par Washington à l'armée turque, dans sa lutte contre le PKK.

Washington a nié toute volonté de réduire son aide dans ce domaine, par la voix de son ambassadeur à Ankara.

## Question kurde : rien ne va plus.

Jean Marcou

**U**n bus, qui transportait des militaires turcs et leurs familles, a été la cible ce matin à Istanbul d'une bombe commandée à distance (photo). Cinq personnes ont été tuées et une douzaine blessées, plusieurs se trouvent dans un état grave. Cet attentat intervient après un week-end sanglant au cours duquel l'attaque d'un poste militaire, près de Semdinli, dans la province d'Hakkari (sud-est de la Turquie) a causé la mort de 9 soldats turcs, tandis que trois autres étaient tués au même moment dans la même région. Plus généralement, la presse turque rappelle, en ce début de semaine, qu'une cinquantaine de militaires turcs et plus de 130 rebelles kurdes ont été tués. Rien que depuis le 19 juin, plus de 30 personnes (soldats turcs, rebelles kurdes, civils) ont été tuées dans des attaques ou des attentats.

Cette subite recrudescence de la violence, qui fait écho aux déclarations récentes du PKK annonçant son intention de frapper non seulement le sud-est mais aussi les villes de l'ouest, est venue rappeler que la question kurde constitue toujours le problème majeur de la Turquie contemporaine. Le réveil est d'autant plus brutal qu'au cours du second semestre de l'année 2009, «l'ouverture démocratique» lancée par le gouvernement avait paru un moment amorcer un processus pouvant laisser penser que les changements politiques provoqués par la venue au pouvoir de l'AKP étaient en train de venir à bout de la guerre civile larvée qui a fait 40 000 morts et près de 2 millions de déplacés depuis le début des années 1980.

C'est au cours de l'été 2009, le 22 juillet plus exactement, que le gouvernement de l'AKP avait lancé cette initiative qui avait vu le premier ministre rencontrer le leader du DTP, Ahmet Türk, et le ministre de l'Intérieur, Besir Atalay, se rendre au siège du parti kurde. Pourtant, dès le mois de septembre, l'affaire se révélait beaucoup plus complexe que prévu. Au sein du DTP lui-même, deux tendances se manifestaient, l'une plutôt favorable au dialogue, l'autre plutôt réticente. Côté turc, malgré les critiques de l'armée et de l'opposition, le gouvernement paraissait avoir créé le déclic. Le mois d'octobre 2009, fut semble-t-il le moment où il apparut le plus crédible, au point que l'on vit le CHP évoquer un possible soutien au processus engagé et tenter de monter dans le train en marche. Ce mois d'octobre fut aussi marqué par l'épisode du "Baris Grubu", ce groupe de la paix, composé de 9 rebelles et de 26 réfugiés, qui rendit symboliquement les armes, tendant à prouver qu'une issue pacifique était possible. Pourtant, les réactions provoquées par l'événement allaient montrer que les chances de succès du processus engagé restaient faibles. Car l'accueil des revenants en libérateurs dans les zones kurdes provoqua l'inquiétude et parfois même la consternation des milieux politiques et d'une partie de l'opinion publique turcs. Dès cette époque, le PKK, attentiste dans un premier temps, commençait aussi à dénoncer ouvertement une initiative, selon lui, factice, en affirmant que le gouvernement n'avait jamais eu l'intention de résoudre la question kurde. Parallèlement les instances étatiques turques les plus nationalistes (hiérarchie judiciaire, armée...) se montraient de plus en plus sévères à l'égard du projet d'ouverture en question. Ainsi, dès novembre 2009, lorsque le parlement fut enfin saisi des réformes projetées, l'affaire paraissait passablement mal engagée et même en voie de raviver la violence des périodes antérieures. En outre, à partir de la fin de l'année 2009, alors que l'instruction de la procédure judiciaire engagée contre le DTP devant la Cour constitutionnelle touchait à sa fin, l'ouverture démocratique se retrouvait de fait fortement compromise par la menace de dissolution qui pesait sur la formation parlementaire kurde. Aussi, lorsque le verdict tomba le 11 décembre 2009, mettant un terme à l'existence du DTP, il fut ressenti par beaucoup comme le coup de grâce porté à



une ouverture kurde déjà minée par le doute.

Depuis, les incidents se sont multipliés, prenant une dimension conflictuelle de plus en plus accentuée. Alors même que les leaders politiques kurdes clament leur scepticisme à l'égard des intentions du gouvernement, la justice et la police n'ont cessé de mener des opérations «coup de poing» dans les milieux kurdes. L'arrestation, le 24 décembre dernier, en particulier, de 35 responsables politiques dont 8 maires, dans le cadre d'une enquête visant le KCK/TM (Le Conseil de Turquie de l'Union des Communautés Kurdes) que la justice turque soupçonne d'être la branche urbaine du PKK, et les images de ces personnes menottées, alignées en file indienne, et placées sous l'étroite surveillance de policiers en uniforme, ont frappé une partie de l'opinion, et provoqué des débats intenses dans les médias pendant plusieurs jours. Très récemment, le 18 juin l'inculpation de 151 personnalités kurdes dont le maire de Diyarbakir, Osman Baydemir, montre que ce phénomène se poursuit avec une vigueur non démentie.

Entretemps, on a pu observer que la question kurde n'a pratiquement pas été évoquée lors de la révision constitutionnelle qui a été engagée par le gouvernement au printemps. La seule mesure qui pouvait directement concerner le sujet, à savoir la limitation des possibilités de dissolution des partis politiques, n'a finalement pas été adoptée, certains députés de l'AKP ayant décidé de ne pas suivre leur gouvernement parce qu'ils craignaient que la réforme ne soit trop favorable aux formations « séparatistes » !

Au moment où le gouvernement se trouve en face d'échéances politiques, voire électorales, majeures (référendum constitutionnel du 12 septembre, élections législatives de 2011 qui pourraient être d'ailleurs des élections législatives anticipées...), il semble que le discours officiel ait définitivement changé et que, dans le contexte des violences actuelles, il se fasse de plus en plus nationaliste. Lors de la cérémonie qui, le 20 juin dernier, a voulu honorer la mémoire des victimes turques de la récente attaque de Semdinli, Recep Tayyip Erdogan, n'a pas hésité à annoncer son intention de «noyer la rébellion du PKK dans le sang». La plupart des experts s'accordent pourtant pour dire que l'option militaire est sans issue et que le rétablissement de l'état d'urgence dans le sud-est ne ferait qu'accroître des tensions qui profitent indiscutablement aux extrémistes de tout bord. Dans un contexte où l'opinion publique turque est frappée par cette violence subite et où les obsèques des soldats victimes des derniers attentats rassemblent des foules inquiètes, il sera difficile au gouvernement de maintenir ou de relancer la stratégie qu'il avait esquissée l'an passé. Pour l'heure, il souhaite surtout éviter que l'échec de l'ouverture tentée soit perçu comme son propre échec.

☆☆☆

# Les rebelles kurdes multiplient les attaques en Turquie

Une explosion a tué trois soldats et une adolescente, hier dans la banlieue d'Istanbul.

**LAURE MARCHAND**  
ISTANBUL

**TERRORISME** La Turquie s'enfonce dans un nouveau cycle de violence et la liste des « martyrs » s'allonge de jour en jour. Hier matin, dans la banlieue d'Istanbul, une bombe, actionnée à distance, a explosé au passage d'un bus de l'armée. Quatre militaires et une adolescente de 17 ans ont été tués, douze personnes blessées.

L'attentat a été revendiqué par les TAK, les Faucons de la liberté du Kurdistan, un groupe actif en zone urbaine et affilié au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), selon les autorités turques. Le mouvement autonomiste kurde, classé terroriste par Ankara et l'Union européenne, avait menacé vendredi dernier de mener des actions violentes dans les villes turques. Cette attaque dans la métropole succède à un bilan déjà très lourd pour les forces armées ce week-end : douze soldats sont morts, majoritairement au cours d'un assaut du PKK contre un poste militaire dans la province de Hakkari, près de l'Irak.

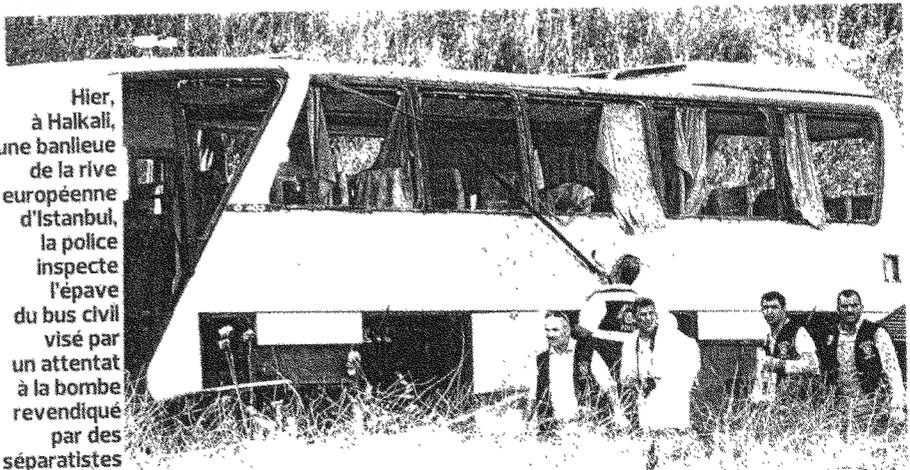
Confronté à la colère populaire et déjà en campagne pour les élections législatives de 2011, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a promis de « noyer dans leur sang » les auteurs de cette attaque.

## « Ennemi commun »

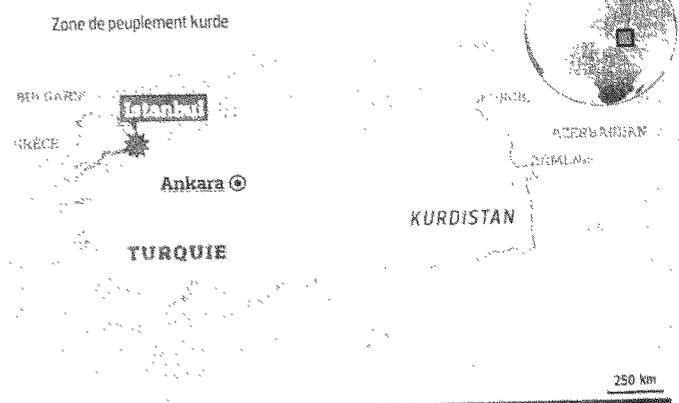
Traditionnellement, la fonte des neiges entraîne une recrudescence des combats à partir du printemps. Mais cette année est particulièrement meurtrière : depuis le mois de mars, au moins deux cents morts, essentiellement dans les rangs kurdes, ont été recensés selon l'état-major. La fin d'un cessez-le-feu unilatéral annoncée par le PKK le 4 juin s'est accompagnée d'une recrudescence des heurts. L'organisation kurde semble cependant divisée. Les communiqués - filtrés par l'État turc - d'Abdullah Öcalan, le leader du PKK qui est emprisonné à vie sur l'île d'Imrali, et ceux du commandement militaire de l'organisation kurde, retranché dans les monts Qandil, dans le Kurdistan ira-

Hier, à Halkali, une banlieue de la rive européenne d'Istanbul, la police inspecte l'épave du bus civil visé par un attentat à la bombe revendiqué par des séparatistes kurdes.

B. KILIC - AFP



**40 000 morts**  
C'est l'estimation du nombre de victimes depuis 1984, le début de l'insurrection des séparatistes kurdes.



kien, laissent apparaître des divergences. Et la rébellion assure ne pas pouvoir contrôler certains groupuscules, comme les TAK.

Pour tenter d'empêcher les incursions du PKK sur le territoire turc, l'armée a déployé lundi des commandos le long de la frontière avec l'Irak, y a hélicoptéré des unités d'élite et, la semaine dernière, a envoyé des troupes à deux reprises sur le territoire irakien. Parallèlement, les Turcs accentuent la pression sur leurs voisins pour resserrer l'étau autour du PKK. En Turquie, début juin, Massoud Barzani, le président du Kurdistan irakien, qui est engagé dans un rapprochement politique et économique avec Ankara, a promis de fournir « tous les efforts » afin d'affaiblir les rebelles sur son territoire.

Lundi, James Jeffrey, l'ambassadeur

américain en Turquie, a assuré que les États-Unis étaient également disposés à « examiner de manière urgente » toute demande d'assistance d'Ankara pour lutter contre leur « ennemi commun ». Les Américains fournissent des renseignements sur les mouvements des troupes du PKK depuis 2007. Sa déclaration visait à couper court aux accusations qui ont suivi l'attaque du poste militaire à Hakkari : des médias se sont étonnés que les déplacements des rebelles n'aient pas été détectés à temps. Des éditorialistes ont insinué que Washington avait volontairement retenu des informations, une façon d'envoyer un avertissement à la Turquie, dont la diplomatie au Moyen-Orient contrarie actuellement les intérêts américains. ■



22 JUIN 2010

## DÉCRYPTAGE

Par MARC SEMO

En Turquie, des violences enterrent  
«l'ouverture» aux Kurdes

C'est le coup de grâce à «l'ouverture démocratique» lancée en août par le gouvernement AKP de l'islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan pour tenter de mettre fin à vingt-six ans de conflit dans le sud-est du pays, à majorité kurde. Une série d'attaques, ces derniers jours, des rebelles kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) contre les militaires turcs (12 morts) et une double incursion de l'armée turque en Irak du Nord contre les bases arrière des rebelles semblent bien marquer la fin de ce processus déjà agonisant depuis des mois. «L'ouverture n'a en réalité jamais réellement commencé – malgré des rencontres tenues l'an dernier par le Premier ministre avec des intellectuels et des artistes –, car l'AKP a eu peur des réactions hostiles d'une majorité de l'opinion et de la surenchère des partis d'opposition», explique Ahmet Insel, professeur à l'université de Galatasaray à Istanbul, soulignant qu'«une incommensurable colère monte parmi les Kurdes, à l'aune des espoirs déçus par les promesses non tenues du parti au pouvoir».

## Des accrochages nombreux

L'heure est à la surenchère verbale. «Nous allons défendre cette terre de manière héroïque. Nous serons inébranlables

contre nos ennemis et le terrorisme», a martelé dimanche Recep Tayyip Erdogan clamant que les rebelles du PKK «seront noyés dans leur propre sang». Un discours d'autant plus véhément que les accrochages toujours plus nombreux ont coûté la vie, depuis mars, à 47 membres des forces de sécurité et à 130 membres de la guérilla. De tels bilans sont sans équivalent depuis les années les plus sombres d'une «sale guerre» entre forces de l'ordre et guérilla qui a fait 45 000 morts depuis 1984. Un des porte-parole du PKK a menacé «d'étendre les opérations à toutes les villes turques si le gouvernement poursuit ses attaques». Selon Ankara, le PKK aurait 2 000 combattants dans les montagnes du nord de l'Irak. Les autorités turques

ont remporté des succès notables ces dernières années contre le Parti des travailleurs du Kurdistan. Abdullah Ocalan, leader historique de cette organisation (considérée comme terroriste par Washington et l'Union européenne), fut ainsi enlevé au Kenya en 1999, puis jugé et condamné à une peine de prison à vie. Mais il reste un symbole.

## Un processus plombé

«L'ouverture démocratique», lancée par l'AKP, visait à permettre une solution politique au problème kurde et à

isoler le PKK. Mais les Kurdes de Turquie – 15 millions de personnes sur 70 millions d'habitants – ne disposent que de peu de droits collectifs dans la République fondée par Mustapha Kemal sur un modèle jacobin. La route vers l'Europe a déjà permis un libre usage de la langue kurde, ainsi que l'ouverture de cours et de chaînes de télévision en kurde. Les nouvelles propositions étaient restées très timorées, comme la possibilité pour les villes et villages d'avoir une double appellation ou la création d'une commission contre les discriminations. En août, une trentaine de combattants et de réfugiés installés dans le nord de l'Irak sont rentrés comme «ambassadeur de la paix» et ont été accueillis triomphalement par leurs frères. Ce qui n'a pas manqué de scandaliser nombre de Turcs. L'AKP est devenu lui-même de plus en plus hésitant. En décembre, le DTP, principal parti pro-kurde, a été dissous par la Cour constitutionnelle. Une décision prise, fait rarissime, à l'unanimité des onze juges y compris son président Hasmî Kilic proche de l'AKP. Le parti dissous et ses élus se sont regroupés sous une nouvelle étiquette (BDP), mais le processus était déjà plombé. Des arrestations en série d'élus locaux kurdes ont encore alourdi le climat. L'universitaire Cengiz Aktar constate : «Cette ouverture était une gageure car l'AKP n'a toujours pas un projet démocratique global et l'opinion publique n'est pas encore prête pour ces réformes sur la question kurde». ◆



DU 24 AU 30 JUIN 2010

## TURQUIE

Le sauveur du  
monde arabe ?

Selon le ministre des Affaires étrangères turc, Ahmet Davutoglu, son pays se préoccuperait désormais «de tous les aspects de l'ensemble des questions régionales» dans le monde arabe, de la Mauritanie au détroit d'Ormuz [golfe Persique]. Cette déclaration m'a donné envie de demander à des responsables arabes de formuler leurs vœux et de dire ce qu'ils attendaient d'Ankara, où le «sultan ottoman» serait de retour «tel l'aigle dont les ailes couvrent de vastes contrées», selon l'expression d'un conseiller de la présidence turque. Ces vœux arabes, les voici.

PREMIER VŒU : résoudre la question palestinienne et obtenir la fin du conflit israélo-arabe, y compris le retrait

israélien du plateau du Golan. Or cela semble compromis. Les relations entre la Turquie et Israël viennent de se détériorer, ce qui inquiète même la Syrie [le gouvernement turc avait servi d'intermédiaire entre Damas et Tel-Aviv].

DEUXIÈME VŒU : convaincre l'Iran de cesser ses ingérences dans les affaires d'autres pays de la région, de ne plus prendre le Liban et l'Irak en otages et de ne plus y entretenir ses cellules.

TROISIÈME VŒU : faire mieux que les Américains. Washington n'a pas réussi à diffuser la démocratie dans la région. Aux Turcs de s'y coller et d'y promouvoir la laïcité !

QUATRIÈME VŒU : un conseiller de la présidence turque, Ersat Hürmüzlü, a proclamé que «la Turquie repose sur trois piliers immuables, la laïcité, la démocratie et l'alternance au pouvoir». Ces propos ont inspiré à un responsable arabe l'espoir que «le Hamas suive l'exemple de la Turquie, et non l'inverse». De même, les Arabes – au Liban et en Irak notamment – pourraient imiter l'armée turque plutôt que les gardiens

de la révolution iraniens, qui répriment la population et bloquent la sécularisation de la société.

La Turquie pourrait aussi expliquer à la Syrie que le Liban est un Etat souverain et prier l'Iran de bien vouloir cesser d'en faire sa rampe de lancement pour crises moyen-orientales. Quant à l'Irak, le vœu consiste à demander à la Turquie et à l'Iran de cesser leurs incursions visant les Kurdes, puisque ceux-ci ne sont pas moins des êtres humains que les habitants de Gaza.

La liste des vœux est-elle close ? Bien sûr que non. Les ailes turques couvrent de si vastes contrées, d'est en ouest et du nord au sud, que l'on peut également demander la recette pour éviter l'éclatement du Soudan, trouver un règlement au conflit du Sahara-Occidental, pacifier le Yémen, récupérer les îles émiraties occupées par l'Iran [en 1971], stabiliser la Somalie... Finalement, Ankara se chargera peut-être d'apporter le développement et la croissance économique. Il s'occupera aussi d'autres menus problèmes comme la lutte contre le terrorisme. Tariq Alhomayed, Asharq Al-Awsat, Londres



June 23, 2010

# Turkey's cycle of violence

## Kurdish fighters and Turkish soldiers have clashed more than a dozen times in recent months

By Gregg Carlstrom Al Jazeera

**MONDAY's bombing of a military bus in Istanbul was the latest flashpoint in an escalating cycle of violence between Kurdish fighters and the Turkish military.**

The location was unusual - fighting usually occurs in rural parts of southeastern Turkey - but scores of people have been killed in more than a dozen attacks over the last three months.

It's a stark reversal from last summer, when Abdullah Ocalan, the jailed leader of the Kurdistan Workers Party (PKK) - the main anti-government group - was talking about a "road map" for peace talks with the Turkish government.

Ankara responded with a few conciliatory gestures: State-run television launched a Kurdish-language channel, and the government promised economic reforms and greater civil rights for Turkey's estimated 14 million ethnic Kurds, who have suffered systematic discrimination for decades.

One year later, those political changes have stalled, and the ceasefire has very much ended. Recep Tayyip Erdogan, the Turkish prime minister, vowed earlier this week that Kurdish fighters will "drown in their own blood", and explicitly ruled out peace talks with Ocalan or the PKK.

And the PKK said earlier this month that it would scrap a year-old ceasefire and resume fighting.

### CRITICISM FROM THE RIGHT

Both sides blame the other for the truce's collapse.

The Turkish military says the PKK has stepped up its attacks this spring, planting remote-controlled bombs and staging ambushes.

PKK leaders say they have been targeted by large-scale military operations [one of which even crossed the border into Kurdish parts of northern Iraq last month].

Erdogan's political overtures suffered a major blow in December, when Turkey's Constitutional Court outlawed the Democratic Society Party because of its alleged links to the PKK.

The party's 21 members of parliament resigned after the ruling, which sparked violent clashes in several cities - most notably in Diyarbakir, where more than 5,000 people took to the streets.

Other much-touted initiatives have fizzled out as well.

Thirty-four Kurds, including several former members of the PKK, returned to Turkey last year from years of exile in northern Iraq. The government hailed their return as the first step towards repatriating thousands of Turkish Kurds living in northern Iraq.

But those plans have been put on hold - and all 34 returnees, except for four children, have now been charged with speaking in support of a terrorist organisation.

The attacks have taken on a political dimension for Erdogan, whose ruling Justice and Development Party (AKP) faces difficult elections next year.

Erdogan's overtures have helped the AKP win some Kurdish support, but they have also exposed the party to criticism from the rightist Nationalist Movement Party (MHP).

Devlet Bahçeli, the leader of the MHP, recently called Erdogan's opening "a project of treason".

The People's Republican Party (CHP), the main opposition party, also blamed Erdogan's policies for the renewed violence, though his criticism was more measured.

"I expressed my concerns over the policies followed [on terrorism] to the President. I explained my concerns over intelligence gathering and economic policies which lead to terrorism," Kemal Kilicdaroglu, the leader of the CHP, said after a meeting with Abdullah Gul, the Turkish president.

Erdogan has promised not to abandon his overtures to the Kurds. But with violence quickly rising, he will face mounting pressure to crack down - hard - on Kurdish fighters.

Decades of fighting have not ended the conflict - and yet another round seems increasingly unavoidable.

The New York Times June 29, 2010

# Campaign Intensifies in Iran to Spare a Kurdish Activist

By NAZILA FATHI



Zahra Rahnavard, an Iranian opposition figure, has spoken on behalf of a Kurdish activist.

As reports circulated Tuesday that Iran was preparing to execute a 27-year-old Kurdish activist, the campaign to save her life intensified, with a prominent opposition figure publicly urging the authorities to show compassion.

"Does she deserve her punishment or is it better to give everyone, especially women and the youth, an opportunity to find their position in life, and in political and social establishment?" said a statement released by Zahra Rahnavard, a distinguished professor and artist who is married to the opposition leader Mir Hussein Moussavi.

The activist, Zeinab Jalalian, was arrested

in May 2008 in the Kurdish city of Kermanshah and accused of having ties to a Kurdish rebel group, PJAK, which has carried out armed attacks in Iran. She was convicted of moharebeh, meaning waging war against God, and the death sentence was upheld by the Supreme Court.

Human rights and opposition Web sites have circulated reports that her execution may be imminent. A Tehran lawyer who is blocked from formally representing her said by telephone that she faced "death any

minute."

The lawyer, Khalil Bahramian, has urged her supporters to write to the United Nations secretary general, Ban Ki-moon, to try to intervene. He has not been allowed to meet with Ms. Jalalian, so she has never signed the legal papers Iran requires for his representation to be recognized.

Nine political activists — among them 7 Kurds — have been put to death since last year, when antigovernment protests began. At least 15 other Kurdish activists are on death row.

The wave of executions has raised the specter of 1988, when the government executed more than 3,000 political prisoners.

Some rights experts say that the possibility of another flood of executions has deeply stirred public emotions. "It looks like people feel if they tolerate one execution, there will be a flood of them," said Hadi Ghaemi, director of the International Campaign for Human Rights in Iran, based in New York.

FIRAT NEWS AGENCY

29 June 2010

# AKP need to be persuaded that peace is the only option

**THE EXECUTIVE** Council of the Kurdistan Democratic Confederation (KCK) has stated that in the latest security meetings of the Turkish state a decision for a total war against the Kurdistan Workers Party (PKK) and the Kurdish people has been given. The Council also stated that the approaches suggesting the PKK to declare a unilateral ceasefire and to lay down its weapons unconditionally will encourage the AKP (Justice and Development Party) Government and the Turkish state to carry out their attacks. The Council added that It is not the PKK but the Turkish state and the AKP government who need to be persuaded and called for.

Supporting the declarations of the Turkish Industrialists' and Businessmen's Association (TUSIAD) regarding solution, the KCK said that the evident of the re-launching the dirty war are destruction of two villages in Hasankeyf district of Batman by the state forces as well as the killing of the village guards by the security forces who refused to take part in military operations against the PKK.

## The statement of the KCK Executive Council follows:

Since the historical and social crimes against the Kurdish people which have been committed by the Turkish state during the AKP government under cover of so-called Opening have been exposed, Tayyip Erdoan and his party have dropped their masks. Within the last week the Turkish state held several meetings in order to continue its total war against the Kurdish national movement. The aims are to purge our movement, break the resistance and will of our people and make them surrender. As the Opening plans of AKP and its leader Tayyip Erdoan have failed and their real face have been unveiled, they turned into Tansu «iller of 90 s. The recent security meetings and the National Security Council (MGK) meetings have proven this reality.

Two Kurdish villages in Hasankeyf districts were destroyed by the Turkish army, like Tansu «iller s government of 90 s. Kurdish civilians are continuing to be the victims of extrajudicial killings, poor villagers are facing suppression and village guards are being executed by the states forces merely because they refuse to take part in the military operations. These facts are the proofs of a total war of AKP government against liberation movement of the Kurdish people.

AKP and the Turkish state have failed to regard our 18-year old one sided affords for dialog, endeavours for a peaceful solution of the Kurdish problem. We, as the Kurdistan freedom movement, have always been confronted with purging policy of the state which is based on denial and destruction.

Our unilateral ceasefire which we strived to keep with good faith has lost its meaning due to military operations and accordingly we have annulled it as of June 1. Since then, we are in an active defensive position. This position is a restrained defensive position based on the right to self-defence. The public opinion should be aware of the fact that our movement is a restrained resistance and liberty-defensive struggle against the atrocious and brutal attacks of the Turkish state. However, AKP is launching a total war against the Kurdish resistance which may lead up an uncontrolled war. Despite the fact that we would not prefer it, it is obvious that such a war will expose Turkey to a disaster. Therefore, AKP government should quit its total war policy against the Kurdish people, including village destructions and cruel attacks costing innocent civilian lives.

## AKP AND TURKISH ARMY ARE RESPONSIBLE FOR THE



Kurdistan Democratic Confederation (KCK) said Turkey wants total war

## VILLAGE GUARDS DEAD

The village guards should emancipate themselves from the village guard system which has been a social and national bleeding wound in Kurdistan for years and they should not take part in this total war conducted by the Turkish state. Our movement does not target the village guards. This attitude of us will continue. In this regard, AKP government and the Turkish army are the only responsible for the loss of lives of village guards. The village guards should be aware of the fact that the recent attacks on them are all carried out by the Turkish army because the state is aiming at turning the war into an inter-Kurds conflict. The state forces are slaughtering the village guards and laying the blame on our movement so that they can instigate the conflict between Kurds themselves. Neither the patriotic Kurdish people nor the village guards should be deceived with this intrigue.

## WELCOMING TUSIAD S DECLARATION

Since the policies of the AKP government have been unveiled and tension has been rising up, Kurdish problem and a possible solution are being widely discussed within Turkey. Tayyip Erdoan considers the real-like and rational proposals for a solution by TUSIAD and other similar organisations as well as the sincere intellectuals as nonsense. On the other hand, the prime minister applauds the calls on our movement for a unilateral ceasefire and laying down the weapons. Thus, once again, AKP government revealed its policies aiming at purging our movement and splitting and squelching the democratic groups.

## A UNILATERAL CEASEFIRE IS NOW UNREALISTIC

In our current situation it will be unrealistic and unfair to ask our movement to declare a unilateral ceasefire. A ceasefire can be made not only by asking but also creating a mutual trust environment and taking concrete steps for creating such an environment. Therefore, it is neither feasible nor realistic to expect us declare a ceasefire while such thorough attacks are being carried out against the Kurdish people and our movement and a total war is being conducted. In the several meetings held by the state officials and the latest National Security Council meeting nothing has been decided but a total war against the Kurdish people. However, it is unfortunate that instead of questioning the decisions for a total war and military operations and village destruction by the army, the reprisal actions of the freedom fighters are launched as obstacles in front of the solution.

AFP

## TURQUIE : DEUX SOLDATS, UN VILLAGEOIS TUÉS DANS UNE ATTAQUE DE REBELLES KURDES

ANKARA, 24 juin 2010 (AFP)

**DEUX SOLDATS et un villageois ont été tués et six autres blessés, dont trois civils, dans l'attaque jeudi soir par des rebelles kurdes d'un poste militaire dans l'est de la Turquie, ont rapporté les médias turcs.**

L'incident s'est produit près du village de Yogunagaç, dans la province

d'Elazig. Un groupe de rebelles s'en est pris à une patrouille et à un poste située non loin dans cette zone rurale, selon l'agence de presse Anatolie et la chaîne d'information NTV.

Un précédent bilan fourni par Anatolie faisait état d'un villageois tué.

Les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont multiplié leurs attaques ces dernières semaines, provoquant la mort de 19 soldats et de deux civils, depuis le week-end dernier. Le mouvement a menacé de s'en prendre à "toutes les villes de Turquie".

Le PKK, une organisation terroriste selon la Turquie et de nombreux autres pays, lutte pour l'autonomie dans le Sud-Est, zone kurde, mais a aussi visé par le passé de grandes villes et des stations balnéaires turques.

AFP

## TURQUIE: 2 REBELLES KURDES TUÉS, UN SUSPECT ÉCROUÉ EN LIEN AVEC UN ATTENTAT

ANKARA, 25 juin 2010 (AFP)

**DEUX REBELLES kurdes ont été abattus vendredi par les forces de sécurité dans l'est de la Turquie, tandis qu'un tribunal stambouliote a ordonné la mise en détention provisoire d'un quatrième suspect dans un attentat qui a tué cinq personnes mardi à Istanbul.**

Agissant sur une information, une unité d'élite de la police a organisé un raid contre une maison dans un village de la province orientale d'Erzincan, selon l'agence Anatolie.

Deux rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été abattus au cours des affrontements, précise l'agence.

Trois personnes, deux soldats et un villageois, avaient été tuées jeudi soir par des rebelles kurdes dans l'est du pays.

Le PKK multiplie ses attaques contre l'armée turque depuis plusieurs semaines. Des accrochages quasi-quotidiens sont signalés dans l'est et le sud-est anatolien, théâtre d'opérations du PKK.

Un tribunal stambouliote a par ailleurs ordonné la mise sous écrou d'une personne soupçonnée d'implication dans un attentat à la bombe visant un car de militaires, qui a tué quatre soldats et la fille d'un soldat mardi dans la périphérie d'Istanbul, a rapporté Anatolie.

La même cour avait déjà placé la veille en détention provisoire trois individus soupçonnés pour cet attentat et un autre commis le 8 juin à Istanbul, qui visait un bus de policiers et avait fait 15 blessés.

Les deux attentats ont été revendiqués par un groupe radical kurde, les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), considéré par Ankara comme un prête-nom utilisé par le PKK quand ils commettent des attentats susceptibles de choquer l'opinion publique.

A Ankara, un porte-parole de l'armée s'est dit satisfait de la coopération turco-américaine contre les repaires en Irak de cette organisation considérée comme terroriste par Ankara et Washington.

"Le partage de renseignements entre la Turquie et les Etats-Unis se porte bien", a souligné le général Fahri Kir devant la presse.

Il a expliqué que les drones de type Predator de l'armée américaine survolaient "quinze à seize heures quotidiennement" le nord de l'Irak, "sous le contrôle d'un personnel turc".

Les images obtenues en temps réel sont ensuite analysées par l'armée turque, a-t-il dit.

Les Etats-Unis fournissent à la Turquie, pays membre de l'Otan, des renseignements sur les mouvements du PKK et l'aviation turque pilonne régulièrement les bases arrière de cette organisation dans la montagne irakienne.

Le refus de la Turquie de voter de nouvelles sanctions contre l'Iran, au Conseil de sécurité des Nations unies, et la récente crise diplomatique entre Israël et la Turquie ont fait redouter dans ce pays un ralentissement de l'aide apportée par Washington à l'armée turque dans sa lutte contre le PKK.

Washington a nié toute volonté de réduire son aide dans ce domaine, par la voix de son ambassadeur à Ankara.

AFP

## LA TURQUIE VEUT DÉVELOPPER SES ÉCHANGES COMMERCIAUX AVEC LES KURDES D'IRAK

ANKARA, 27 juin 2010 (AFP)

Une importante délégation turque se rendra mardi au Kurdistan irakien pour développer les liens commerciaux bilatéraux, en dépit des tensions créées par la présence dans la région de rebelles kurdes en lutte contre Ankara, a annoncé dimanche un journal turc.

Le ministre chargé du commerce extérieur Zafer Caglayan, accompagné d'environ 200 hommes d'affaires, a émis le souhait que le développement des échanges bilatéraux permettra d'apaiser les tensions.

"Le commerce est la clé de la politique... Le fait d'améliorer les relations d'affaires permettra de résoudre notre problème. Le terrorisme ira décroissant avec une amélioration de la situation économique, tant dans la région (le nord de l'Irak) qu'en Turquie", a déclaré M. Caglayan au journal Milliyet.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et de nombreux pays, a multiplié les inci-

dents meurtriers avec les forces turques, ces dernières semaines.

Le mouvement utilise ses repaires du nord de l'Irak pour lancer des attaques sur le sol turc, provoquant en retour des raids aériens de l'aviation turque en territoire irakien.

M. Caglayan, qui doit rencontrer mardi le président de la région autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a précisé qu'il demandera, au nom de son gouvernement, plus de soutien des autorités kurdes d'Irak dans la lutte contre le PKK.

La Turquie a souvent accusé les Kurdes d'Irak de tolérer ou même d'aider le PKK.

En visite à Ankara le 3 juin, M. Barzani avait assuré que "tous les efforts" seraient faits pour prévenir les attaques du PKK, tout en prônant une solution politique au conflit.

En dépit de ces tensions, les hommes d'affaires turcs sont très actifs au Kurdistan irakien.

"80 pour cent des denrées alimentaires et des vêtements vendus dans le nord de l'Irak sont des produits turcs. Les entrepreneurs turcs participent à de nombreux projets dans la région", a déclaré M. Caglayan.

"Mais il y a encore beaucoup à faire, dans les infrastructures, les hôpitaux, les écoles. Les Turcs sont les candidats les plus ambitieux dans tous ces domaines", a-t-il ajouté.

## IRAK

# Erbil la Kurde cultive le pluralisme

La ville emblématique du Kurdistan irakien fait preuve d'ouverture linguistique. Dans ses rues, on entend parler l'arabe, le turc, le persan, et bien entendu l'anglais.

AL-MUSTAQBAL

Beyrouth

L'avion se dirigeait vers Erbil et la plupart des passagers qui avaient embarqué à Beyrouth à bord de l'avion de la compagnie irakienne Iraqi Airways étaient kurdes. La nouvelle Constitution irakienne a adopté le kurde comme l'une des langues officielles. Pour ces deux raisons et un peu par fibre nationaliste, je m'attendais à pouvoir entendre des instructions de sécurité dans ma langue maternelle, le kurde donc, pour la première fois de ma vie. Un vieux monsieur assis à côté de moi

n'avait, lui non plus, bien que septuagénaire, jamais eu ce privilège. Quelle ne fut pas notre déception à l'écoute des annonces, uniquement diffusées en arabe et en anglais ! Après l'atterrissage, j'ai pris soin de traîner un peu dans l'avion afin de descendre en dernier et d'avoir l'occasion de glisser un mot au pilote. Ma remarque l'a fait sourire, et il m'a répondu : "Vous arrivez dans une ville entièrement kurde. Profitez-en à fond. Vos oreilles vont être gâtées."

Nouvelle déception. L'espoir suscité par la remarque du pilote n'a pas résisté à la réalité. Erbil, qui n'a connu que destruction, sang et larmes [à cause de la répression sanglante exer-

cée par le régime de Saddam Hussein], est aujourd'hui une ville qui pousse comme un champignon, se modernise et change jour après jour. On y trouve tout et n'importe quoi. Mais certainement pas l'homogénéité d'une ville qui serait "entièrement kurde". Car elle ne se limite pas à une seule dimension linguistique, culturelle ou identitaire.

## LA LANGUE TURQUE, C'EST CELLE DE LA BONNE SOCIÉTÉ

La langue et la culture arabes, par exemple, sont partout présentes. Il y a vingt ans encore, l'arabe était la seule langue officielle de l'administration et du monde des affaires, même si Bagdad avait autorisé l'usage du kurde dans la littérature et l'enseignement. Aujourd'hui, pour la plupart de ceux qui ont plus de 30 ans, c'est la langue dans laquelle ils s'expriment spontanément. Beaucoup de choses ont changé, mais l'arabe reste également la langue du pouvoir central de Bagdad, ce qui lui assure une forte présence. Car l'Etat irakien est considéré comme l'espace politique naturel du Kurdistan irakien et les élites politiques, culturelles et économiques qui veulent s'adresser à l'ensemble des Irakiens se doivent de maîtriser la langue arabe à l'oral comme à l'écrit. A cela s'ajoute la présence de dizaines de milliers d'Irakiens arabophones dans la région, et notamment à Erbil. Ils appartiennent à deux catégories : soit une main-d'œuvre bon marché

venue de Mossoul, Diyali ou encore Tikrit [régions sunnites arabes] dans l'espoir de trouver un emploi grâce au développement économique, qui paraît fantastique par rapport au reste du pays ; soit une classe aisée qui a fui les tensions et les violences afin de trouver refuge sur un territoire beaucoup plus calme.

Au-delà de tout cela, l'arabe est particulièrement dominant en tant que langue du religieux et du spirituel. Car l'islam sunnite kurde n'a jamais fait partie d'une identité kurde

antiarabe. De même, l'arabe reste présent dans la culture et les médias : acteurs, artistes de variétés et présentateurs télé du monde arabe font partie de l'univers culturel d'Erbil. Quant à la langue turque, c'est celle de la bonne société kurde, un

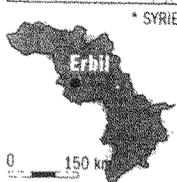
## SÉCURITÉ Le Kurdistan entre l'enclume et le marteau

La stabilité de la région kurde autonome d'Irak – seule zone sûre du pays – est menacée. Depuis plusieurs semaines, la Turquie et l'Iran violent nos frontières pour lutter contre la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, actif en Turquie) et celle du Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK, basé en Iran). Ces deux organisations ont pu installer leurs bases arrière dans les montagnes du Kurdistan irakien.

Les réactions du gouvernement régional kurde et du gouvernement central irakien ont été faibles et peu significatives. Le gouvernement régional est le premier concerné, car la protection des frontières repose sur ses forces de sécurité, les peshmergas [combattants kurdes]. Néanmoins, une réponse unilatérale des peshmergas compliquerait encore davantage la situation. C'est à l'Irak d'agir sur cette question comme un Etat souverain. Reste que, si ces incursions deviennent permanentes, alors les autorités kurdes n'auront d'autre choix que d'agir militairement pour défendre la souveraineté du Kurdistan et le bien-être de ses citoyens. Ces violations de territoire ne doivent pas être perçues comme des incidents temporaires qui se limitent à pourchasser les guérillas. Si notre

gouvernement ne fait rien, il est probable que les armées turque et irakienne multiplieront leurs opérations cet été, en réponse systématique aux actions du PKK et du PJAK. Le PKK a mis fin à son cessez-le-feu au début du mois de juin, et son dirigeant, le leader emprisonné en Turquie Abdullah Öcalan, a menacé d'intensifier la lutte armée [le 19 juin, une attaque du PKK dans la province turque d'Hakkari, près de la frontière irakienne, a fait 11 morts parmi les soldats turcs]. Le gouvernement kurde devrait interpréter cela comme une raison supplémentaire que saisira l'armée turque pour franchir la frontière irakienne. Le président de la région autonome kurde, Massoud Barzani, s'est rendu début juin en Turquie. C'est une étape importante dans l'amélioration des relations bilatérales. Mais cette démarche aura à faire face à certaines réticences. Au sein de l'establishment turc, l'élite kémaliste et les hauts gradés de l'armée turque ne voient pas d'un bon œil le développement de liens économiques et politiques entre la Turquie et le Kurdistan irakien. C'est aussi le cas de certains dirigeants du PKK. Le Kurdistan irakien risque de devenir le théâtre d'un conflit militaire.

Azad Amin, *Kurdish Globe* (extraits), Erbil



peu comme le français l'était dans l'Europe du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ainsi, l'effigie du fameux artiste turc Ibrahim Tatlis est présente dans toutes les rues de la ville. Il n'est plus seulement l'emblème de la chanson d'auteur, mais s'est également fait

un nom à la tête d'une société financière qui investit d'énormes sommes d'argent dans la région. A lui seul, il incarne la domination de l'économie turque sur le marché local, qui entraîne dans son sillon la diffusion de la culture, des mœurs et surtout de la langue. Le turc aspire également à se tailler des parts dans le secteur de l'éducation, à travers un réseau d'écoles où cette langue est obligatoire. Plus généralement, le turc se renforce surtout parce que les Kurdes sentent confusément que la Turquie constitue pour eux une fenêtre sur le reste du monde. Par ailleurs, ils ont l'habitude de traiter avec la bourgeoisie turkmène [irakienne], présente depuis toujours à Erbil et à Kirkouk. Ce qui est vrai pour le turc l'est également très largement pour l'an-

glais : la jeunesse actuelle s'applique à maîtriser cette langue puisqu'elle lui ouvre des opportunités d'emploi dans le secteur des services, très implanté à Erbil.

#### LE PLURILINGUISME NE NUIT PAS À L'UNITÉ

Reste la langue persane, qui est celle de la culture, de la littérature et de l'esprit. Elle s'écrit dans le même alphabet que le kurde. Elle a aussi des règles grammaticales et des expressions très voisines. Cela ne permet pas seulement d'accéder à la littérature iranienne. Cela en fait surtout la langue grâce à laquelle les Kurdes peuvent prendre connaissance des nouvelles publications internationales, vu que les Iraniens font allègrement des traductions pirates.

Toutes ces considérations linguistiques nous amènent à nous demander si cela ne fait pas d'Erbil la candidate idéale pour accueillir le siège du projet proposé par le secrétaire général de la Ligue arabe lors de son dernier sommet [en mars 2010], à

Syrte, en Libye. Cette proposition consiste à créer un espace culturel et politique commun entre les pays arabes et leurs voisins régionaux. Tous ces pays ont en commun de tenter d'interdire l'expression des spécificités linguistiques de leurs minorités. Pourquoi ne pas leur demander de contempler le pluralisme qui existe dans une petite ville comme Erbil ? Ne pourrait-il pas servir à les aider à surmonter leur crainte obsessionnelle de voir l'unité et la stabilité de leurs pays mises à mal par le plurilinguisme ?

En attendant, je continuerai à espérer, chaque fois que je prendrai l'avion, que l'équipage me parle en kurde. Car, dans les moments de tension, cette langue a un effet apaisant sur moi. Tout simplement parce que c'est en kurde que ma mère me disait de faire attention chaque fois que je quittais la maison, et je l'entends encore aujourd'hui.

Rustom Mahmoud



29 JUIN 2010

**DIPLOMATIE** Alors que les deux pays ont été proches, Ankara durcit sa position depuis l'assaut de son cargo.

## La Turquie ferme son ciel à l'armée israélienne

La fermeture, au moins partielle, de l'espace aérien turc aux vols militaires israéliens est le dernier avatar de la détérioration des relations israélo-turques depuis le raid meurtrier israélien contre un convoi maritime humanitaire à destination de Gaza. Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a confirmé l'existence de «restrictions» au survol de son pays par l'armée israélienne, sans donner plus de précisions. Selon le quotidien israélien *Yédiot Aharonot*, la Turquie a récemment refusé le survol de son territoire à un avion comptant à son bord une centaine d'officiers israéliens qui s'apprétaient à se rendre en Pologne pour une visite à Auschwitz. L'armée

israélienne et le Premier ministre Benjamin Nétanyahou n'ont pas réagi aux propos d'Erdogan, dans une

apparente tentative de calmer le jeu. Les vols civils ne sont pas concernés.

Les relations entre les deux pays, longtemps proches, sont au plus bas, suite à l'assaut israélien, le 31 mai, contre un cargo turc à destination du territoire palestinien lors duquel neuf Turcs avaient été tués. Depuis, Ankara a rappelé son ambassadeur à Tel-Aviv, exigé des excuses officielles de l'Etat hébreu, une enquête internationale sur le raid, des compensations pour les familles des victimes et la fin du blocus de Gaza.

L'offensive militaire israélienne à Gaza en janvier 2009 avait déjà sérieusement affecté les relations israélo-turques. L'an dernier, la Tur-



Manifestation anti-israélienne à Istanbul, le 31 mai, après l'assaut de Tsahal. PHOTO L. USTA, AP

quie avait ainsi interdit à l'armée de l'air israélienne de venir s'entraîner dans son espace aérien, alors que c'était régulièrement le cas depuis la signature d'accords de coopération militaire entre les deux pays en 1996. Cet accès est important pour Israël, car il permet à ses avions, qui disposent d'un espace réduit pour s'entraîner, d'évoluer au-dessus du vaste plateau anatolien.

L'opinion israélienne a réagi vivement aux mesures de rétorsion turques, interprétées

comme le signe du glissement du premier pays musulman à avoir reconnu l'Etat hébreu vers une alliance avec la Syrie et l'Iran. La Turquie et Israël entretenaient jusqu'à il y a peu d'excellentes relations économiques et de nombreux Israéliens passaient leurs vacances sur le littoral turc. Des campagnes de boycott des produits turcs et du tourisme en Turquie ont été lancées en Israël.

De notre correspondante à Jérusalem

DELPHINE MATTHIEUSSENT

## KURDISH HERITAGE RECLAIMED

After years of conflict, Turkey's tradition-rich Kurdish minority is experiencing a joyous cultural reawakening

\* By Stephen Kinzer  
\* Photographs by Lynsey Addario  
\* Smithsonian magazine, June 2010

**I**n the breathtakingly rugged Turkish province of Hakkari, pristine rivers surge through spectacular mountain gorges and partridges feed beneath tall clusters of white hollyhock. I'm attending the marriage celebration of 24-year-old Baris and his 21-year-old bride, Dilan, in the Kurdish heartland near the borders of Syria, Iran and Iraq. This is not the actual wedding; the civil and religious ceremonies were performed earlier in the week. Not until after this party, though, will the couple spend their first night together as husband and wife. It will be a short celebration by Kurdish standards—barely 36 hours.

Neither eating nor drinking plays much of a role at a traditional Kurdish wedding. On the patio of a four-story apartment house, guests are served only small plates of rice and meatballs. Instead, the event is centered on music and dance. Hour after hour, the band plays lustily as lines of guests, their arms linked behind their backs, kick, step and join in song in ever-changing combinations. Children watch intently, absorbing a tradition passed down through generations.

The women wear dazzling, embroidered gowns. But it's the men who catch my eye. Some of them are wearing one-piece outfits—khaki or gray overalls with patterned cummerbunds—inspired by the uniforms of Kurdish guerrillas who fought a fierce campaign for self-rule against the Turkish government throughout much of the 1980s and '90s. The Turkish military, which harshly suppressed this insurgency, would not have tolerated such outfits just a few years ago. These days, life is more relaxed.

As darkness falls and there is still no sign of the bride, some friends and I decide to visit the center of Hakkari, the provincial capital. An armored personnel carrier, with a Turkish soldier in the turret peering over his machine gun, rumbles ominously through the city, which is swollen with unemployed Kurdish refugees from the countryside. But stalls in music stores overflow with CDs by Kurdish singers, including performers who were banned because Turkish authorities judged their



Isolation allowed the Kurds to survive for thousands of years while other cultures faded from history.

music incendiary. Signs written in the once-taboo Kurdish language decorate shop windows.

By luck, we encounter Ihsan Colemerikli, a Kurdish intellectual whose book *Hakkari in Mesopotamian Civilization* is a highly regarded work of historical research. He invites us to his home, where we sip tea under an arbor. Colemerikli says there have been 28 Kurdish rebellions in the past 86 years—inspired by centuries of successful resistance to outsiders, invaders and would-be conquerors.

"Kurdish culture is a strong and mighty tree with deep roots," he says. "Turks, Persians and Arabs have spent centuries trying to cut off this tree's water so it would wither and die. But in the last 15 to 20 years there has been a new surge of water, so the tree is blossoming very richly."

Back at the wedding party, the bride finally appears, wearing a brightly patterned, translucent veil and surrounded by attendants carrying candles. She is led slowly through the crowd to one of two armchairs in the center of the patio. Her husband sits in the other one. For half an hour they sit quietly and watch the party, then rise for their first dance, again surrounded by candles. I notice that the bride never smiles, and I ask if something is amiss. No, I'm told. It is customary for a Kurdish bride to appear somber as a way of showing how sad she is to leave her parents.

The party will go on until dawn, only to resume a few hours later. But as midnight

approaches, my companions and I depart, our destination a corba salonu—a soup salon. In a few minutes we enter a brightly lit café. There are two soups on the menu. Lentil is my favorite, but when traveling I prefer the unfamiliar. The sheep's head soup, made with meat scraped from inside the skull, is strong, lemony and assertive.

Isolation has long defined the Kurds, whose ancestral homeland is mountainous southeast Anatolia in what is now Turkey. Isolation helped them survive for thousands of years, while other peoples—Phrygians, Hittites, Lydians—faded from history's pages. Sitting outdoors in a wooden chair, resplendent in a traditional ankle-length Kurdish gown, Semi Utan, 82, smiles wistfully as she recalls her childhood. "In my time we lived a completely natural life," she says. "We had our animals. We made yogurt, milk and cheese. We produced our own honey. Herbs were used for healing the sick. No one ever went to a doctor. Everything was tied to nature."

Today there are an estimated 25 million to 40 million Kurds, mostly Muslim, about half in Turkey and most of the others in Iran, Iraq and Syria. They are arguably the largest ethnic group in the world without an independent state of their own—a situation that, for many Kurds, is in painful contrast to their former glory and is a source of frustration and anger.

Kurdish tribes have lived in Anatolia since at least 1,000 B.C., twenty centuries before the first Turks arrived there. Ancient historians described them as a

people not to be trifled with. Xenophon, the fourth-century B.C. Greek warrior and chronicler, wrote that they “lived in the mountains and were very warlike.” The peak of Kurdish power came in the 12th century, under their greatest leader, Salah-ad-Din (a.k.a. Saladin). While building a vast empire that included much of present-day Syria, Iraq and Egypt, Saladin recaptured many cities, including Jerusalem, that had been conquered by the crusaders. In Europe, he was held up as a model of chivalry.

But Saladin’s empire declined after his death, giving way to Ottoman and Persian power, which reached new heights in the 16th and 17th centuries. The Kurds rebelled and suffered terribly. Many were slaughtered. More were forcibly moved to outlying regions, including present-day Azerbaijan and Afghanistan, where rulers thought they would be less threatening.

As the Ottoman Empire collapsed after World War I, Anatolia’s Kurds saw a chance for nationhood. The Treaty of Sèvres, imposed on the defeated Turks in 1920, partitioned the territory of the Ottoman Empire among the victorious allied nations. It also gave Kurds the right to decide whether they wanted their own country. But under the leadership of Mustafa Kemal, later known as Ataturk, the Turks tore up the treaty. As Turkey’s first president, Ataturk saw the Kurds as a threat to his secular, modernizing revolution. His government forced thousands of them from their homes, closed Kurdish newspapers, banned Kurdish names and even restricted the use of the Kurdish language.

“The Kurds expected a sort of joint government, with the ability to control their own region, but that didn’t happen at all,” says Aliza Marcus, author of *Blood and Belief: The PKK and the Kurdish Fight for Independence*. “The state did everything it could to get rid of the Kurdish nation. By the late 1930s, Kurdish resistance was more or less crushed. But the Kurdish spirit was never wiped out.”

The most recent Kurdish revolt was set off by a group calling itself the Kurdistan Workers’ Party (PKK), which grew out of Marxist student movements in the early 1970s. The Turkish state responded to PKK attacks in the 1980s with repressive measures that fanned the flames of rebellion. By 1990, southeastern Turkey was ablaze with war. Only after the PKK leader, Abdullah Ocalan, was captured in 1999 did the fighting recede. There was no formal peace accord, since the govern-

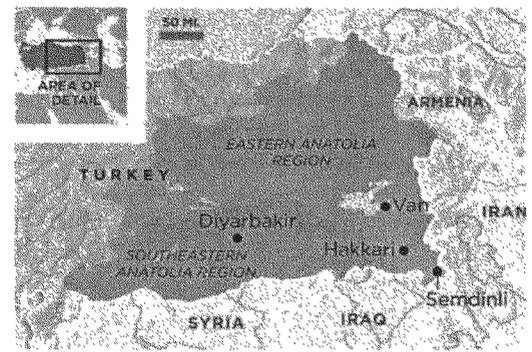
ment refuses to deal with the PKK, which both Turkey and the United States consider a terrorist group. But from his prison cell, Ocalan called for a cease-fire. Not all PKK members and supporters have laid down their arms, and there are still occasional bombings and arson attacks. But most PKK militants are encamped across the border in the Qandil mountain region of northern Iraq—where they are protected by their Iraqi cousins, who have established a Kurdish republic in the north that enjoys broad autonomy. Kurds everywhere take pride that there is now a place where the Kurdish flag flies, official business is conducted in Kurdish and Kurdish-speaking professors teach Kurdish history in Kurdish universities. But many Turkish Kurds see the Kurdish regime in northern Iraq as corrupt, feudal and clan-based—not the modern democracy they wish for in Turkey.

“We are Turkish citizens,” Muzafer Usta tells me when I stop for pide—baked flatbread sprinkled with cheese, meat and chopped vegetables—at his café in Van, southeastern Turkey’s second-largest city. “We have no problem living with Turks. But we want to keep our culture. We were born as Kurds, and we also want to die as Kurds.”

During the civil war of the 1990s, the Turkish Army—determined to deny sanctuary to guerrillas in the countryside—forcibly evacuated more than 2,000 villages, pushing up to three million Kurds from their homes. Many landed in large towns and, having little experience with urban life, melted into a new impoverished underclass. “This culture has been damaged very seriously by forced migration,” says Zozan Ozgokce, a 33-year-old financial consultant. “[Before], we never had beggars or street children or drug users.” The strains on families are apparent. In 2004, Ozgokce co-founded the Van Women’s Association, which conducted a survey of 776 Kurdish women in Van—82 percent said they were victims of domestic abuse “often” or “very often.”

“Our society has been seriously injured, no doubt,” says Azize Leygara, 32, who runs Children Under the Same Roof, a nonprofit group that seeks to rescue Kurdish street kids in Diyarbakir, some 230 miles west of Van. “Our challenge is not to go back to life as it was. That’s gone, and it won’t be back. Our challenge now is to create a new social structure.”

The Umut Bookstore (the name means “hope”) in the dusty Turkish town of Semdinli is set amid jagged peaks 40 miles from the Iraqi border. The booksel-



ler, Seferi Yilmaz, 47, became a local hero the hard way—by surviving a 2006 bomb attack on his store. Witnesses chased the assailant and surrounded the car in which his two collaborators were waiting. All three men turned out to be tied to the Turkish security forces; two were non-commissioned gendarmerie officers and the third was a former PKK guerrilla who had become a government informer. They were apparently trying to kill Yilmaz, who had served a prison term after being convicted of PKK membership in the 1980s. The incident set off waves of outrage among Kurds and provoked further demands for reform.

Inside the bookstore, Yilmaz showed me four glass cases holding artifacts from the attack, including bloodstained books and a teapot peppered with shrapnel holes. One man was killed in the bombing and eight others were injured.

“If you don’t accept the existence of a culture or an ethnicity, of course it cannot be permitted to have music or art or literature,” he said. “The Turks don’t recognize our identity, so they don’t recognize our culture. That’s why our culture is so politicized. Just to say that this culture exists is taken as a political act.”

Still, everyone I met—even the most outspoken Kurdish nationalists—told me they wanted their homeland to remain part of Turkey. Traveling across the country, it’s easy to understand why. Turkey is by most standards the most democratic Muslim country—a powerful, modern society with a vibrant economy and extensive ties to the international community. If the mainly Kurdish provinces of the southeast were to become independent, their state would be landlocked and weak in a highly volatile region—a tempting target for powers such as Iran, Iraq or Syria. “We don’t want an independence that would change borders,” says Gulcihan Simsek, mayor of a sprawling, impoverished borough of Van called Bostanici. “Absolute independence is not a requirement today. We want true regional autonomy, to make our own decisions and use our own natural resources, but always within the Turkish nation and

under the Turkish flag.”

In Istanbul, I asked Turkish President Abdullah Gul why the Turkish state has been unable, over the course of its nearly 90-year history, to find peace with its Kurdish citizens, and what chance there is for it now.

“Some call it terror, some call it the southeast problem, some call it the Kurdish problem,” he responds. “The problem was this: the lack of democracy, the standard of democracy....When we upgrade that standard, all these problems will find solutions.” In practical terms, that means stronger legal protections for all citizens against discrimination, whether based on gender, religious belief or ethnicity.

That process is already beginning. Since my conversation with President Gul, the government has licensed a Kurdish television channel and allowed a university in Mardin, a historic town near the Syrian border, to open a center for the study of Kurdish language and literature. Steps like these would have been unthinkable only a few years ago, and government leaders say there will soon be more like them.

The European Union (EU) has made it clear that a key obstacle to Turkish membership is the continuing “Kurdish problem.” Turks have good reason to want to join. The EU requires member states to implement free elections, prudent economic policies and civilian control of the military—making membership as close to a guarantee of permanent stability and prosperity as the modern world can offer. And Turkish acceptance as part of Europe would be a powerful example of how Islam and democracy can blend peacefully.

“If we solve this one problem, Turkey can become the pearl of this region,” says Soli Ozel, a professor of political science at Istanbul Bilgi University. “There would be almost nothing we couldn’t be or do. People in power are starting to grasp this reality.”

Although Kurdish culture has traditionally been defined by its isolation, the young people I met seem determined to change that. They are proud of their Kurdish identity but refuse to be confined by it. They want to be the first globalized Kurds.

Current trends in Kurdish music reflect that impulse. Like many nomadic peoples, the Kurds developed a strong folk music tradition they use to pass down their stories from one generation to the next. They sang songs about love, separation and his-

torical events, accompanied by such instruments as the def (a bass drum) and the zime (a kind of oboe). Young Kurds today favor rock-oriented bands like Ferec, which was setting up at a restaurant I visited in Hakkari. Ferec is an evocative Ottoman-era Turkish word variously translated as liberation, emancipation, overcoming adversity and coming to a positive state of mind.

“Ten years ago it was not easy to do what we do,” said the band leader (who asked that I not use his name because “we’re a group and don’t want to be seen as individuals”). “Now it’s better. But our more extreme political songs—we still can’t play them....Some boys in our society are eager to fight. They want to be set on fire. We’re careful with them. We don’t want to do this.”

Young Kurdish writers, too, want to bring the long tradition of storytelling into the modern age. In 2004, Lal Lalesh, a 29-year-old poet from Diyarbakir, founded a publishing house that specializes in Kurdish literature. He has commissioned translations of foreign works such as *A Midsummer Night’s Dream* and has issued more than a dozen out-of-print Kurdish classics. His main purpose, though, is to publish new writing.

“Before, our writers concentrated mainly on Kurdish subjects,” Lalesh says. “In the last few years, they’ve started to deal with other themes, like sex, individuality, the social aspects of life. Some are even writing crime novels. For the first time, Kurds are breaking out of their isolation in their own society, and also breaking barriers that were imposed by the political system.”

Another group is turning to cinema. More than a dozen have graduated from film school and gathered together at the nascent Diyarbakir Arts Center. In the past two years they have produced nearly 20 short films.

“Most of our artists have broken out of the nationalist shell and gone beyond being from one group or loving one nation,” says Ozlem Orcen, 28, who works at the center. “Twenty years from now, I could imagine some of them reaching a high level, an international level.”

And yet, there is still “a great sense of belonging to the Kurdish nation,” says Henri Barkey, a professor of international relations at Pennsylvania’s Lehigh University and co-author of *Turkey’s Kurdish Question*. “In a way, globalization has enhanced the sense of identity

among Kurds. It’s the same phenomenon you see in Europe, where even small populations are feeling drawn to their primordial identity.”

One expression of that identity is a return to nomadic life. Kurds who were forbidden during the civil war to live as nomads may now do so again. I visited one such group, made up of 13 families, at a remote mountainside encampment several hours from Hakkari. The route took me over rugged hills, along the rims of vertiginous gorges, and past the haunting ruins of a church, destroyed in the convulsions that accompanied the collapse of the Ottoman Empire in the early 20th century.

Soon after arriving at the camp, I was invited into a large, airy yurt for lunch. Sitting on a carpet and leaning against soft cushions, I feasted on fresh yogurt, honey, piping-hot flatbread and four kinds of cheese.

These nomads move through the hills for about half the year, then return to lowlands in winter. They tend a herd of more than 1,000 sheep and goats. Twice a day, the entire herd is brought to the camp and eased through a funnel-shaped, chicken-wire enclosure, at the end of which women on stools wait to milk them. They work with amazing dexterity, taking barely an hour to finish the entire job. The milk will be made into cheese, which the nomads sell to wholesalers for delivery to grocery stores across the region.

The elected leader of this group is a thoughtful, taciturn man named Salih Tekce. Standing outside his yurt, framed by the wild mountains Kurds have always loved, he tells me that his village was burned and that he had to move to town, scraping by as a taxi driver for 12 years.

“It was terrible,” he said. “I hated it. I felt like I was carrying each passenger on my shoulders.”

Like the bookstore owner, the band members, the local politicians and most others here, Tekce believes Kurdish resistance is best achieved not by force of arms, but by renewal. “Through it all, we love life,” he tells me. “We don’t feel defeated. We know how to die, but we also know how to live.”

---

*Former New York Times correspondent Stephen Kinzer wrote about Iran in the October 2008 issue of Smithsonian. Photographer Lynsey Addario is based in New Delhi.*

# La rébellion kurde embarrasse aussi l'Iran

Istanbul, correspondance

La Turquie, engagée dans une lutte contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) depuis 1984, n'est pas la seule à devoir faire face à une rébellion kurde dans la région. La frontière est une notion toute relative dans les montagnes du Kurdistan, une région située à cheval sur la Turquie, l'Irak et l'Iran.

Le régime de Téhéran mène lui aussi de vastes opérations contre ses rebelles kurdes, ceux du PJAK (Parti pour une vie libre au Kurdistan), la branche iranienne du PKK. Comme en Turquie, la guérilla kurde, placée sur la liste noire des mouvements terroristes par les Etats-Unis et par l'Union européenne, réclame une autonomie politique et des droits culturels et sociaux élargis pour les citoyens kurdes.

Depuis plusieurs années, en Iran, les provinces de l'Ouest sont agitées par des mouvements de contestation et par des violences. Des accrochages à la frontière irakienne, entre Gardiens de la révolution (l'armée idéologique du régime iranien) et membres du PJAK ont fait au moins 4 morts le 16 juin.

Plusieurs militants kurdes ont été condamnés à mort par pendaison ces derniers mois dans une vague de répression politique sans

précédent, et le pilonnage des positions rebelles, côté irakien, s'est intensifié. Quelques centaines de villageois kurdes ont été obligés de fuir la zone et au moins quatre d'entre eux ont trouvé la mort après les récents bombardements iraniens.

Surtout, les troupes iraniennes, comme celles de Turquie, n'hésitent plus à pénétrer en territoire irakien pour poursuivre les rebelles et à mener des opérations transfrontalières, seules ou conjointement avec Ankara. Le commandement du PJAK est retranché avec celui du PKK dans les hauteurs des monts Qandil, dans le nord de la région kurde d'Irak, d'où il mène des attaques meurtrières.

**"VIOLATION MANIFESTE DE LA SOUVERAINÉTÉ DE L'IRAK"**

Depuis début juin, les soldats iraniens multiplient les incursions au-delà de leur frontière. Déjà en mai, un hélicoptère avait franchi la ligne pour attaquer un village. En décembre 2009, Téhéran avait partiellement occupé, pendant trois jours, le champ pétrolier de Fakka situé à l'intérieur des limites de l'Irak, provoquant une vive inquiétude à Bagdad. Ces interventions de la Turquie et de l'Iran, deux rivaux dans la région qui se sont rapprochés à la faveur



AFF/DAVID FURST

**Des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans une zone frontalière entre l'Irak et l'Iran, en novembre 2006.**

de la crise sur le nucléaire iranien, mécontentent l'Irak.

Le ministre irakien des affaires étrangères, Hoshyar Zebari, un Kurde, a critiqué une "violation manifeste de la souveraineté de l'Irak". Le but de l'Iran est aussi de tester la réaction de la nouvelle majorité politique issue des élections nationales irakiennes du 7 mars. Téhéran soutient l'alliance chiite qui pourrait former le nouveau gouvernement.

Les Gardiens de la révolution, mobilisés le long de la frontière irakienne, décrivent les attaques du PJAK comme une tentative de déstabilisation du régime par les Etats-Unis et Israël, régulièrement accusés de soutenir les rebelles kurdes. "La présence de forces américaines et israéliennes sont la raison de nos mouvements dans la région", a

estimé le général iranien Mehdi Moïni.

Les montagnes frontalières sont étroitement surveillées. C'est là que trois "randonneurs" américains ont été arrêtés en juillet 2009 alors qu'ils avaient franchi, "par erreur", la frontière avec l'Iran après une excursion au Kurdistan irakien. Accusés d'espionnage, ils sont toujours détenus par Téhéran.

**Guillaume Perrier**

AP Associated Press

## Deux civils tués par erreur par des soldats en Turquie

ANKARA, 28 juin 2010 - (AP)

Des soldats turcs ont tué lundi deux villageois qu'ils avaient pris par erreur pour des rebelles kurdes, a annoncé le gouverneur de la province d'Hatay.

Mehmet Celalettin Lekesiz a précisé que les militaires avaient ouvert le feu sur ces deux hommes alors qu'ils cueillaient des herbes près de la frontière avec la Syrie. Un autre villageois a été blessé.

L'armée turque s'est refusée à tout commentaire.

Les forces turques sont en état d'alerte depuis l'intensification des attaques des rebelles kurdes en quête d'autonomie dans le sud-est de la Turquie.

Les combattants ont affirmé que les autorités n'avaient pas tenu compte de leur appel au dialogue. Le gouvernement a refusé de négocier.

La semaine dernière, 19 soldats ont été tués au cours d'attaques tandis que 21 rebelles sont morts dans les affrontements avec les militaires.

## Des drones israéliens pour l'armée turque contre le PKK

Les Heron, ces petits avions sans pilote de fabrication israélienne, seraient-ils devenus encombrants pour la Turquie ? Le chef d'état-major, le général İlker Basbug, a été forcé de reconnaître que son armée utilisait les drones dans ses opérations contre la rébellion kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Depuis le 11 juin, « nous avons commencé à nous servir des systèmes de surveillance, que nous avons achetés à Israël, dans le nord de l'Irak », a-t-il admis, devant des journalistes.

Les drones, dirigés à distance par des militaires turcs, « en coordination avec les Américains »,

ont survolé les montagnes du Kurdistan irakien où sont retranchés environ 2 000 combattants du PKK, selon Ankara, pour préparer le terrain aux bombardements aériens. Le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan s'est gardé de tout commentaire. La coopération militaire entre la Turquie et Israël vacille depuis l'assaut sanglant donné le 31 mai par Tsahal contre le *Mavi-Marmara*. Neuf Turcs ont été tués à bord de ce navire, affrété par une organisation humanitaire islamiste pour tenter de briser le blocus de la bande de Gaza.

Depuis, la dégradation des liens entre les deux pays, qui ont été « réduits au minimum », selon

les responsables turcs, a provoqué l'annulation des manœuvres communes entre les deux armées. Mais les accords de coopération ne sont pas totalement suspendus. L'industrie israélienne de l'armement participe à la modernisation des avions de combat et des chars turcs. Et les dix drones, achetés en 2005 par la Turquie pour un total de 150 millions d'euros, ont été livrés en mars et sont entrés en service, malgré les doutes et les tensions. Conséquence de la crise diplomatique, les équipes d'ingénieurs et d'instructeurs israéliens qui formaient les militaires turcs sont en effet rentrées en Israël. Mais une délégation turque a été envoyée à Tel-Aviv, le 23 juin.

### Déboires techniques

Quatre aéronefs restent à livrer à la Turquie, selon les spécialistes. Le programme a été retardé par des déboires techniques, à tel point qu'en novem-

bre 2009, l'armée turque avait menacé de dénoncer le contrat.

Le PKK a aussitôt pointé l'alliance militaire turco-israélienne, en soulignant les contradictions d'Ankara, pour qui le PKK est une « organisation terroriste », tandis que le Hamas a été qualifié de « mouvement de résistance » par le premier ministre Erdoğan.

Des membres du parti au pouvoir accusent Israël d'apporter un soutien logistique au PKK, dans le nord de l'Irak, ce que la rébellion a catégoriquement démenti. Si la Turquie devait se passer des drones Heron, les plus modernes de sa flotte, les solutions de repli pourraient l'amener à se tourner vers les États-Unis. Ankara s'est également montré intéressé par le projet européen d'avion sans pilote. ■

Guillaume Perrier  
(Istanbul, correspondance)



## PKK: LE KURDISTAN IRAKIEN CRITIQUE LES ACTIONS "UNILATÉRALES" D'ANKARA

ERBIL (Irak), 30 juin 2010 (AFP)

LE KURDISTAN irakien a critiqué mercredi les actions militaires "unilatérales" d'Ankara contre les bases arrière des rebelles kurdes du PKK en Irak, mais estimé que ces tensions ne devaient pas nuire au développement des relations commerciales avec la Turquie.

"L'essentiel est la coordination sur les questions de sécurité. Nous rejetons toute action de nature à compliquer les relations entre les Kurdes de cette région et la Turquie", a déclaré le Premier ministre de la région autonome du nord de l'Irak, Barham Saleh, en recevant une délégation de 200 hommes d'affaires turcs. Mais il s'est également efforcé de rassurer Ankara.

"Nous sommes déterminés à faire respecter la loi et nous ne souhaitons pas que la région du Kurdistan soit une source de menace pour quiconque, a-t-il ajouté. La sécurité de cette région doit être maintenue par la coopération bilatérale parce que les actions unilatérales ne profiteront à personne."

La Turquie a mené ces dernières semaines plusieurs raids aériens et deux offensives terrestres contre les bases arrière dans le nord de l'Irak du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte pour l'autonomie des régions kurdes du sud-est de la Turquie.

Le PKK a multiplié en juin ses attaques contre les forces turques, tuant du 19 au 23 juin 18 soldats et deux civils dans le sud-est du pays et dans un attentat à la bombe à Istanbul.

Washington a œuvré en faveur d'une meilleure coopération en matière de

sécurité entre Ankara et Bagdad par le biais d'une commission impliquant les trois capitales, qui s'est réunie mardi dans la ville turque de Silopi, à la frontière.

Il s'est agi de la première réunion entre les commandements irakien et turc chargés des frontières, a noté mercredi l'armée américaine dans un communiqué à Bagdad.

"Chaque partie a décidé de se réunir régulièrement", indique le texte, qui souligne que les militaires ont visité des postes frontières de part et d'autre.

"Nous voulons bâtir de solides relations économiques avec le Kurdistan, ce qu'a montré la récente ouverture d'un consulat turc à Erbil", a déclaré le ministre turc chargé du Commerce extérieur Zafer Caglayan, à la tête de la délégation.

Il a notamment assisté à l'inauguration à Erbil d'une antenne de l'Université Bilkent, un institut privé.

Avant sa visite, M. Caglayan avait émis l'espoir que le développement des échanges bilatéraux permette d'apaiser les tensions autour des rebelles kurdes, selon le journal turc Milliyet.

Les entreprises turques sont actuellement très présentes dans certains secteurs de l'économie du Kurdistan autonome et les échanges commerciaux entre la Turquie et la région autonome ont progressé de 30% en 2009, sur un an.

"L'importance de cette délégation (turque) est une preuve de la confiance de la Turquie dans l'avenir du Kurdistan qui est une région stable et sûre", avait déclaré mardi soir M. Saleh.

Ferda Cemiloglu, une femme d'affaires turque qui travaille au Kurdistan irakien depuis près de 20 ans, a salué la présence ministérielle au sein de la délégation: "Cette visite est un pas important et courageux. Elle aurait dû avoir lieu il y a 20 ans", quand le Kurdistan irakien a acquis son autonomie dans la foulée de la Guerre du Golfe.